


600052466T



NOUVEAUX PRINCIPES

D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

NOUVEAUX PRINCIPES

D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

NOUVEAUX PRINCIPES

D'ÉCONOMIE

POLITIQUE

qui expliquent tous les phénomènes de cette science et entre autres tous les faits de l'histoire et d'où sont déduits les moyens d'augmenter la prospérité générale jusqu'à la limite de la fécondité de la terre et même, si l'on veut, de la production possible en produits minéraux comme en produits organiques, ou de la rendre plus de cent fois plus grande qu'elle n'est aujourd'hui dans le monde

en général,

non-seulement en abolissant les faillites, provenant de causes générales, et le paupérisme, provenant de causes générales et particulières, mais encore en procurant aux classes inférieures tous les principaux agrémens de la vie et en augmentant toutes les fortunes des supérieures d'une manière plus forte pour quatre raisons puissantes que proportionnelle toujours à leur élévation.

PAR

LE DOCTEUR FR. VANLERBERGHE.



BRUXELLES,
LIBRAIRIE ENCYCLOPÉDIQUE
DE PÉRICHON,
Rue de la Montagne, 26.

TOURNAY,
IMPRIMERIE-LIBRAIRIE
DE R. RITTE,
Rue du Cygne, 13.

1853.

PRÉFACE.

Comme les différens chapitres de ce traité s'éclairent mutuellement, il serait bon de le relire au moins une fois. Les principes qu'il contient paraitront, j'espère, alors et plus clairs et plus évidens. Leur extrême importance me donne l'espoir qu'on voudra bien se donner cette peine. Leur question a toujours été la plus importante de toutes les questions. Mais elle l'est encore plus en ces jours néfastes. Les faillites, le paupérisme, la mort par les privations, les fatigues, les soucis, la ruine et la dépopulation du monde considéré en général, et surtout le socialisme et le communisme qui pourraient en outre finir par le remplir de sang et d'horreur, sans détruire la cause de tous ces maux, si on n'adopte pas un système qui y remédie réellement; tout joint à leur importance ordinaire le mérite d'une extrême opportunité. Et l'avantage immense, qu'a le système qui en résulte,

d'augmenter, en remédiant à tous ces maux et les remplaçant par la plus grande prospérité, le repos de tous les ouvriers d'une manière considérable et la fortune de toutes les autres classes d'une manièreplus grande pour quatre causes très-puissantes que proportionnelle toujours à leur élévation, doit leur attirer autant de partisans qu'il y a d'êtres qui désirent le bien-être des hommes en général et le leur en particulier. Quoique je sente parfaitement combien cette doctrine gagnerait à être exposée par une plume plus exercée que la mienne, cependant, je l'avouerai, je compte parvenir à la faire goûter parce qu'elle me parait devoir nécessairement triompher par sa propre excellence.

PREMIÈRE PARTIE.

CAUSES PROCHAINES ET ÉLOIGNÉES DE LA PROSPÉRITÉ GÉNÉRALE ET PHÉNOMÈNES QUI L'ACCOMPAGNENT.

CHAPITRE PREMIER.

CAUSE PROCHAINE QUI ENGENDRE ET CAUSE PROCHAINE QUI BORNE LA PROSPÉRITÉ GÉNÉRALE.

Sommaire. — Cause prochaine naturelle qui l'engendre. — Cause prochaine naturelle qui devrait la borner. — Cause prochaine artificielle qui la borne à sa place. — Différentes manières de participer aux avantages de la production. — Double cause qui borne la participation aux avantages de la production et qui en constitue les phénomènes essentiels. — Progression d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire par toute augmentation de la participation aux avantages de la production. — Remarques : 1° Effet et cause de la création de moyens de produire. — 2° La richesse et la population croissent dans le même rapport. — 3° Une petite augmentation de cette participation en engendre une très-grande de la prospérité générale. — Progression de diminutions de la prospérité générale par toute diminution de la participation aux avantages de la production:

—Remarques : 1° Faillites, paupérisme et mort par les privations.—2° La richesse et la population décroissent encore dans le même rapport. — Effet du paupérisme sur la prospérité générale. — Cause qui limite la diminution des salaires dans ce cas. — Conduite cruelle, injuste et pernicieuse des Anglais envers les pauvres. — Une petite diminution de la participation aux avantages de la production en engendre une très-grande de la prospérité générale. — Conclusion générale de ce chapitre. — Matière des chapitres suivans.

Cause prochaine naturelle qui l'engendre.

Le besoin naturel tend sans cesse à engendrer la consommation et la population et par suite la production et la création de moyens de produire, comme les défrichemens de terre, la construction de fermes, de manufactures, de maisons, etc., etc., et il les engendrerait même toutes quatre à l'infini si une cause quelconque n'y mettait obstacle.

Cause prochaine naturelle qui devrait la borner.

Dans l'état naturel, c'est-à-dire, en considérant la chose, abstraction faite de l'organisation sociale, ce ne pourrait être que la production limitée primitivement faute de moyens naturels de produire, comme la limite de l'étendue et de la fécondité de la terre, qui viendrait limiter la consommation, la population et la création de moyens de produire secondairement.

Mais jamais, depuis le commencement du monde, on a atteint cette borne, qui permettrait à la prospérité générale de devenir plus de cent fois, peut-être même plus de deux cents fois plus grande qu'aujourd'hui. En effet, si le globe terrestre qui comprend 6,700,000 lieues carrées de terre et 850 millions d'habitans, était seulement partout aussi peuplé que la province de la Flandre orientale en Belgique, qui cependant n'est pas cultivée le mieux possible, qui ne l'est pas même partout, qui exporte des produits agricoles de toute espèce comme du lin, des graines, des huiles, du houblon, des céréales, des chevaux, etc., dont les habitans ont des besoins plus étendus que ceux de la plupart des autres contrées du monde, qui n'est pas aussi fertile que la plupart de celles-ci (car s'il en est d'arides comme les sables brûlans de l'Afrique et les climats voisins du pôle-nord,

combien d'autres infiniment plus vastes comme les trois quarts de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique et une partie notable de l'Afrique sont d'une fertilité plus que doublée), si, dis-je, le globe terrestre qui comprend 6,700,000 lieues carrées était seulement aussi peuplé proportionnellement que la Flandre orientale, qui contient 750,000 habitans sur 110 lieues carrées environ, il devrait contenir une population de 45 milliards au lieu de 850 millions, c'est-à-dire 53 fois plus d'habitans qu'aujourd'hui! Quelle serait donc sa population, s'il était aussi peuplé proportionnellement que la Flandre orientale et si celle-ci avait une fertilité moyenne, si elle était cultivée partout comme elle pourrait l'être, si ses habitans n'avaient que des besoins moyens et si elle n'exportait pas de produits. Il serait probablement plus de cent fois, de deux cents fois même plus peuplé et par conséquent plus riche qu'aujourd'hui, la richesse et la population croissant toujours de pair, comme nous le démontrerons. Nous verrons même que ce sont les pays les plus fertiles comme l'Égypte, la Syrie, les côtes de la Méditerrannée, de la mer Noire, le Brésil, etc., qui sont les plus pauvres et les moins peuplés. L'expérience prouve donc autant que le raisonnement que ce n'est pas la production et notamment celle des denrées agricoles limitée primitivement qui limite la prospérité générale secondairement.

Cause artificielle qui la borne à sa place.

Quelle est donc la cause qui limite celle-ci? C'est, qui l'aurait cru? C'est la consommation, opération agréable et nécessaire à la vie, qui vient borner ensuite la production et la création de moyens de produire, opérations remplies de soins et de peines. Et la consommation est bornée par la limite du nombre des personnes qui ont de l'argent ou les moyens d'acheter les produits qu'elles doivent consommer ou, en d'autres termes, qui participent aux bénéfices de la production.

Différentes manières de participer aux avantages de la production.

Nous savons, en effet, qu'il existe différens moyens de produire ou de participer aux avantages de la production :

l'un produit ou y participe au moyen de ses bras, un autre au moyen de son talent, un autre au moyen de son capital, un autre au moyen de sa propriété, etc. C'est la capacité productive de ces moyens de produire propres à chaque individu qui établit sa fortune dans la société. Celui qui en possède un ou plusieurs importants comme une belle propriété, une profession lucrative, etc., est grand producteur ou participe beaucoup aux avantages de la production ou possède une grande fortune et peut consommer beaucoup. Celui qui n'en possède qu'un peu important, comme le travail de ses bras, n'en possède qu'une petite, n'est que petit producteur et doit consommer peu. Mais toujours tout homme ne vit que sur les salaires, les revenus, les rentes, les traitemens ou les honoraires, etc., qui sont la même chose désignée différemment, de ses moyens de produire. Celui qui n'en a pas ou ne trouve plus à employer ceux qu'il a, ne participe plus aux avantages de la production, fait faillite, ou tombe dans l'indigence et cesse de se régénérer ou meurt de privations. Et certains producteurs en nombre proportionnel de chaque genre d'industries cessent de gagner de l'argent ou de participer aux avantages de la production, parce que les producteurs supérieurs, dont les besoins n'augmentent pas avec leurs richesses et excités par le désir d'augmenter à l'envi leurs fortunes ou d'acheter les moyens de produire en usage, n'augmentent pas leurs dépenses à proportion de l'augmentation de leurs richesses, et que les inférieurs, sachant produire plus que tous les producteurs ensemble n'ont ou la volonté ou les moyens de consommer, réduisent par la concurrence leurs salaires au nécessaire pour vivre et leur nombre au besoin qu'on a d'eux en travaillant constamment ou réduisent le plus possible leur participation aux bénéfices de la production.

Double cause qui borne la participation aux avantages de la production et qui en constitue les phénomènes essentiels.

Il résulte de là que la consommation, la population, la production et la création des moyens de produire, ou les jouissances, la richesse et la population, ou le nombre des

producteurs, des produits et des moyens de produire ou la prospérité générale, dernier mot qui exprime seul cette quadruple ou cette triple variation, dépendent de l'élévation des dépenses des producteurs supérieurs et de celle du nombre et des salaires des producteurs inférieurs, qui sont les deux causes essentielles et les deux éléments constitutifs de la participation aux avantages de la production, et qui sont inséparables puisque celle des deux qui est primitive engendre l'autre.

Progression d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire par toute augmentation de la participation aux avantages de la production.

Toute augmentation des dépenses des producteurs supérieurs et du nombre des inférieurs, que l'une ou l'autre soit primitive, ou toute augmentation de la participation aux avantages de la production en engendre une égale de la consommation et partant de la production, de la création de moyens de produire et de la population. Cette augmentation de la production et de la création de moyens de produire en engendre à son tour une du nombre des producteurs. Cette deuxième augmentation du nombre des producteurs en engendre une deuxième de la consommation, de la production, de la création de moyens de produire et de la population. Cette deuxième augmentation de la production et de la création de moyens de produire en engendre une troisième du nombre des producteurs. Cette troisième du nombre des producteurs en engendre une troisième de la consommation, de la production, de la création de moyens de produire et de la population, ou, en termes synonymes, du nombre des producteurs, des produits ou des moyens de produire..... et ainsi de suite. Mais ces générations successives deviennent toujours de plus en plus petites, parce que parmi les nouveaux producteurs qu'elles engendrent à chacune d'elles, il s'en trouve une partie qui le sont déjà d'une manière tellement grande qu'ils ont des revenus supérieurs à leurs besoins et à la création des nouveaux moyens de produire devenus nécessaires, et qu'en conséquence ils ne dépensent pas toute l'augmentation de leurs revenus en con-

sommation et en création de moyens de produire. Ces augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, allant ainsi toujours en décroissant dans le même rapport avec celles qui les précèdent, forment une progression géométrique décroissante, progression dont voici un exemple :

1,000, 900, 810, 731, etc.

La nature de la progression varie suivant sa décroissance ou le rapport des termes qui se suivent. Celle-ci décroît d'un dixième à chaque terme, ou le rapport des deux termes suivants est toujours comme celui de 9 à 10.

Remarques : 1° Effet et cause de la création de moyens de produire.

On doit remarquer d'abord que la progression d'augmentations de la création des moyens de produire fait autant de bien, c'est-à-dire augmente autant le nombre des producteurs que si la somme, qui y est employée, l'était à la consommation, mais que, si elle est engendrée comme celle des produits et des producteurs par l'augmentation primitive de la participation aux avantages de la production, elle ne peut avoir lieu, comme elle, que quand cette augmentation a lieu primitivement. Si en effet vous formez de nouveaux moyens de produire quand la participation aux bénéfices de la production et par conséquent la consommation n'augmentent pas, comme de nouvelles terres que vous défricheriez, de nouvelles manufactures, de nouvelles maisons de commerce que vous érigeriez ou vous ne trouvez pas l'occasion d'en vendre les produits, et vous faites une mauvaise spéculation qui augmente cependant autant le nombre des producteurs et fait autant de bien au public que si vous aviez employé la même somme à la consommation, ou bien si vous trouvez à en vendre les produits, vous faites par là concurrence à ceux qui existaient antérieurement et qui suffisaient déjà, puisque la consommation et partant la production ne sont pas augmentées. Vous en obligez un nombre égal à rester inactifs, ou vous diminuez d'une

manière aussi forte l'activité de toutes, vous ne produisiez, avec ce nombre augmenté de moyens de produire, que la même quantité de choses; la prospérité générale ne croîtrait pendant ce moment qu'à peu près comme si vous aviez employé la même somme à la consommation directement. Celle-ci ou la participation aux avantages de la production, sa cause, borne donc par sa limite la création des moyens de produire, comme la naissance des produits et des hommes.

2° La richesse et la population croissent dans le même rapport.

On doit voir, en deuxième lieu, que le nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, ou, comme nous venons de dire, la consommation, la production, la création des moyens de produire et la naissance des hommes, ou encore la richesse et la population croissent constamment dans le même rapport, et en troisième, qu'une petite augmentation primitive de la participation aux avantages de la production en engendre une très-grande consécutive de la prospérité générale.

3° Une petite augmentation de cette participation en engendre une très-grande de la prospérité générale.

Toute diminution, au contraire, de cette cause prochaine de la prospérité générale ou encore des dépenses des producteurs supérieurs et du nombre des inférieurs, qui font faillite, tombent dans l'indigence, cessent de se reproduire ou sont exposés à périr de privations, en engendre une égale de la consommation, de la production, de la création des moyens de produire et de la population. Cette première diminution de la production en engendre une deuxième du nombre des producteurs, qui font faillite, tombent dans l'indigence et cessent de naître ou sont exposés à périr de privation. Cette deuxième diminution du nombre des producteurs en engendre une deuxième de la consommation, de la production, du nombre des moyens de produire et des hommes. Cette deuxième diminution de la production en engendre une troisième du nombre des producteurs qui font faillite, tombent dans l'indigence, cessent de se reproduire ou sont exposés à périr de privation..... et ainsi de suite. Mais ces générations de diminutions vont toujours en diminuant dans

Progression de diminutions de la prospérité générale par toute diminution de la participation aux avantages de la production.

2

un rapport constant parce que, dans chaque diminution du nombre des producteurs, il s'en trouve une partie, qui le sont encore assez dans les productions persistantes pour ne pas devoir diminuer leurs consommations d'une manière proportionnelle. Ces diminutions successives du nombre des producteurs qui font faillite, tombent dans l'indigence, cessent de se reproduire ou sont exposés à périr de privations, de produits et de moyens de produire forment donc encore une progression géométrique décroissante.

Remarques : 1° Faillites, paupérisme et mort par les privations.

On voit 1° que les faillites, le paupérisme et la mort par les privations ne sont que le même phénomène à différens degrés s'opérant chez différentes classes de la société. On pourrait dire cependant qu'à la perte de ses moyens de produire se joint souvent chez le producteur de la classe aisée, qui fait faillite, l'impossibilité de payer ses dettes et l'entraînement de quelques autres dans sa chute. Hors cette différence, la faillite, considérée en général, n'est que la chute dans l'indigence d'un lieu plus élevé par la suspension d'action de ses moyens de produire et la diminution de leur valeur. Les faillites, le paupérisme et son extrémité, la mort par les privations, sont donc une preuve que la prospérité générale diminue ou que l'on se ruine dans le moment et le lieu où ils existent et ils pourraient faire croire que si la population et la richesse augmentent dans le même rapport, elles ne diminuent pas de même, la première diminuant moins rapidement que la seconde; mais ce serait à tort, car les moyens de produire et même, jusqu'à un certain point, les produits sont en trop grande abondance et inutiles, au même moment où les producteurs sont en excès, et ne peuvent plus être comptés au nombre des richesses, comme les hommes sans travail ou les pauvres ne peuvent plus être comptés au nombre des producteurs.

2° La richesse et la population décroissent encore dans le même rapport.

Effets du paupérisme sur la prospérité générale.

Les faillites et le paupérisme, effets de la progression de diminutions du nombre des producteurs, des produits

et des moyens de produire ont à leur tour pour effet de l'augmenter beaucoup, avant qu'ils ne se soient dissipés par l'augmentation de la mortalité et la diminution des naissances. Nous avons dit que dans les temps ordinaires la plupart des producteurs inférieurs n'ont que le nécessaire pour vivre pour un travail constant. Les faillites et le paupérisme, effets de la progression de diminutions du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, font qu'un grand nombre se présentent pour travailler au rabais. Ils travaillent encore plus longtemps qu'à l'ordinaire et pour un salaire plus réduit. Il en naît une deuxième diminution du nombre des producteurs inférieurs et des dépenses des supérieurs ou de la participation aux avantages de la production qui se trouve être le premier terme d'une seconde progression de diminutions du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire ou de la prospérité générale. Mais quelle est la cause qui limite alors la diminution des salaires? Une certaine coutume, une certaine pitié les empêchent peut-être de diminuer encore plus. Car à la rigueur ils devraient baisser jusqu'au point que la plupart de ceux mêmes qui trouveraient encore de l'ouvrage renonceraient volontairement aux minimes avantages du travail et préféreraient les humiliations de la mendicité ou la mort même par les privations uniquement à celle par les fatigues et les privations en même temps. Tel est, en effet, le portrait de la situation de la classe ouvrière en beaucoup de pays actuellement. En Angleterre, on punit les malheureux qui renoncent ainsi aux fatigues d'un travail excessivement pénible et excessivement peu rétribué encore plus sévèrement que le malfaiteur. On les place dans des maisons de travail appelées Workhouses, où on leur fait supporter les fatigues et les privations les plus terribles! Que c'est cruel! Que c'est injuste! Que c'est pernicieux! Et ce n'est pas à eux seulement, Anglais, comme nous le démontrerons, mais c'est encore et principalement à toutes les autres nations qu'ils font tort par ces mesures inqualifiables. Ils détermi-

Cause qui limite la diminution des salaires dans ce cas.

Conduite cruelle, injuste et pernicieuse des Anglais envers les pauvres.

nent par là des progressions immenses de diminutions du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire et, par conséquent, de générations de faillites, de paupérisme et de morts par les privations chez toutes celles-ci. Ils profitent de ce paupérisme et de ces mesures barbares pour livrer aux autres nations des produits à meilleur marché qu'elles ne peuvent obtenir nulle part. Ils augmentent par là la richesse d'une partie de leurs concitoyens aux dépens d'une autre partie et surtout, comme je viens de dire, aux dépens de tous les autres peuples.

Le paupérisme nuisible aux pauvres est donc aussi nuisible aux autres classes de la société. Mais on voit que ce n'est pas en obligeant celles-ci de nourrir ceux-là (ce qui serait au contraire une cause de prospérité générale), mais en déterminant une diminution des salaires des uns ou des dépenses des autres ou de la participation aux bénéfices de la production, diminution produite par la faute des pauvres, si faute il y a, leur concurrence à venir offrir leurs bras à un prix trop réduit, ou plutôt par la faute des riches, qui ne consentent pas à leur donner un salaire convenable, ou plutôt encore à cause de la défectuosité de l'organisation sociale. Les ouvriers cherchent quelquefois à s'entendre, à se liguer, comme on dit, pour exiger une diminution de travail ou une augmentation de salaire ou l'une et l'autre, diminution de travail et augmentation de salaire qui, en même temps qu'elles engendreraient des progressions d'augmentations du nombre et du bien-être des classes inférieures, en engendreraient d'augmentations des fortunes des supérieures d'une manière plus forte, pour quatre motifs puissans, comme nous verrons dans le 3e chapitre de cette 1re partie, que proportionnelle toujours à leur élévation, pour annuller la décision des maîtres, qui se liguent bien, eux, pour augmenter le plus possible la durée du travail et diminuer le plus possible le taux des salaires, augmentation de travail et diminution des salaires qui ont pour effet, en engendrant

des progressions de diminutions du nombre et du bien-être des classes inférieures ou d'augmentations des faillites, du paupérisme, du désespoir et de la mort, d'en engendrer de proportionnelles de diminutions des fortunes des supérieures d'une manière plus grande pour quatre raisons puissantes, comme nous verrons encore, que proportionnelle à leur élevation, et, ô mesure injuste, cruelle et pernicieuse! le ministère public intervient autant qu'il le peut pour empêcher les premières, ne faisant rien pour neutraliser les secondes ;

Une petite diminution de la participation aux avantages de la production en engendre une très-grande de la prospérité générale.

On voit aussi par la progression précédente qu'une petite diminution de la participation aux avantages de la production en engendre une très-grande de la prospérité générale.

Conclusion générale de ce chapitre.

Nous avons vu d'abord que c'est la non-augmentation proportionnelle à l'augmentation de la prospérité générale des dépenses des producteurs supérieurs la cause de la décroissance de ses progressions d'augmentations et ensuite que c'est leur non-diminution par sa diminution celle de ses progressions de diminutions. Nous trouvons donc que la cause importante à connaître qui fait que la prospérité générale n'a jamais été portée à son faîte, l'impossibilité physique de produire plus, et n'a jamais été non plus réduite à 0, c'est la non-augmentation proportionnelle des dépenses des producteurs supérieurs et du nombre des inférieurs par son augmentation et leur non-diminution par sa diminution, et qu'en conséquence on ne doit augmenter ces dépenses et ce nombre qu'autant que l'augmentation de la prospérité générale tend à les diminuer pour annuller la décroissance de ses progressions d'augmentations et la porter jusqu'à sa limite naturelle l'impossibilité physique de produire plus.

Matière des chapitres suivans.

Nous venons d'exposer les effets des variations de la participation aux avantages de la production sur le nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire ou la

prospérité générale isolément. Il convient actuellement de rechercher ceux qu'elles produisent en même temps sur les salaires des premiers, les prix des seconds et des troisièmes et sur les différentes classes de la société chez les nations en général d'abord et chez les différentes nations en particulier ensuite. Mais les effets, sous ces différens rapports, des dites variations de la participation aux avantages de la production, diffèrent suivant qu'elles sont engendrées par celles des dépenses privées, des dépenses publiques, de la rapidité de la production, de la quantité de la monnaie et du nombre des producteurs et de la quantité de la monnaie en même temps, qui en sont les cinq causes immédiates, et qui, malgré leur manière primitive d'agir un peu différente, augmentent toutes aussi primitivement le nombre des producteurs que leurs dépenses et vice-versâ. Nous les examinerons successivement dans cinq chapitres suivans. Mais auparavant il convient d'examiner les principes des auteurs relativement à la cause prochaine de la prospérité générale.

CHAPITRE II.

EXAMEN DES PRINCIPES DES AUTEURS RELATIVEMENT A LA CAUSE PROCHAINE DE LA PROSPÉRITÉ GÉNÉRALE.

Sommaire. — § I. Opinions diverses des auteurs relativement à la cause prochaine de la prospérité générale. — Principes des modernes. — Principes des anciens. — Réfutation du principe des anciens. — Réfutation de ceux des modernes. — Causes de toutes les erreurs de ceux-ci en économie politique. — Comment M. Michel Chevalier établit ces deux principes. — Comment J.-B. Say prétend prouver le premier d'entr'eux. — Comment il prétend prouver le deuxième. — Réfutation des quatre causes qui, d'après lui, bornent la production. — 1° Frais de production et impôts. — 2° Limite des besoins des hommes. — Ces deux causes considérées en même temps. — 3° Excès de la population. — Conclusion sur la manière dont cet auteur a établi ces deux principes fondamentaux. — § II. Causes qui, d'après le même auteur, bornent la population. — Préceptes qu'on peut déduire de sa doctrine. — § III. Exposition sous une nouvelle forme de notre cause prochaine de la prospérité générale. — Génération mutuelle des produits et des hommes. — Cause qui permet et qui borne cette génération. — Sa manière d'agir.

Opinions diverses des auteurs relativement à la cause prochaine de la prospérité générale.

§ I. On a toujours observé, au moins tacitement, qu'il y a un rapport de quantité et même de causalité entre la consommation, la production, la richesse et la population. Mais a quoi a-t-on attribué dans les divers âges la cause de leurs variations communes? On a tour à tour regardé comme telle la population, la richesse et la production. La consommation, cause naturelle de la production et de la création

des moyens de produire, condition essentielle de la population, et un des deux élémens de la participation aux avantages de la production, qui méritait par conséquent mieux d'être citée comme telle, a eu plus rarement au contraire cet honneur. Ç'a cependant été l'opinion de quelques économistes, qui approchaient bien près du principe fondamental de la science. Ils n'avaient plus qu'à remonter d'un échelon l'échelle des effets et des causes, ou se demander quelle était la cause de la consommation, pour y arriver. Mais, loin de le faire; leurs successeurs sont venus prétendre que c'est 1° l'économie et l'épargne ou *la diminution de la consommation* et 2° *l'augmention de la production*, la cause primitive fondamendale ou prochaine en économie politique. De là des récompenses, des faveurs aux ouvriers *économes* et laborieux, pour encourager l'économie et l'épargne ou la diminution de la consommation, de là des concours, des médailles, des expositions, pour encourager, pour exciter la production, ici tout-à-fait à l'opposition des anciens qui regardaient, eux, comme telle la population et qui avaient établi des lois, des faveurs, des préceptes pour l'augmenter aussi directement.

Opinion des modernes.

Opinion des anciens.

Réfutation du principe des anciens.

Les anciens n'ont pas avancé, que je sache, un seul argument en faveur de leur opinion. Car s'ils avaient des traités d'économie politique ou du moins des ouvrages qui traitassent de cette science sous un autre nom (car celui d'économie politique n'existe que depuis Quesnay, le premier écomiste moderne qui l'a imaginée), je ne les connais pas. La réfutation du reste de leur opinion se trouve comprise dans la discussion suivante.

Réfutation de ceux des modernes.

Mais les principes des modernes sont faux et absurdes. Comment, en effet, la diminution de la consommation peut-elle augmenter la production, la création des moyens de produire et la population? Ne doit-elle pas évidemment, au contraire, les diminuer d'une manière proportionnelle? La consom-

mation n'ayant plus lieu, la population doit périr ou cesser de naître et la production et la création de moyens de produire doivent cesser également. L'augmentation de la consommation ou, ce qui est presque synonyme, celle des dépenses des producteurs est au contraire, comme nous l'avons prouvé, l'une des causes essentielles, l'un des élémens constitutifs et toujours l'effet immédiat de la participation aux avantages de la production. Leur premier moyen d'obtenir la prospérité générale est donc précisément opposé à sa première cause immédiate.

Et comment la production peut-elle augmenter primitivement et augmenter ensuite la consommation et la population? Augmenter la production ne peut signifier qu'augmenter la somme des produits avec les mêmes frais de production ou le même nombre de producteurs, il s'ensuit que leur deuxième moyen d'obtenir la prospérité générale est encore précisément opposé à la seconde cause immédiate de la participation aux avantagesde la production.

Réfutons aussi en quelques mots ce deuxième principe fondamental des économistes du jour : quoique sa fausseté, comme celle du premier, résulte de l'établissement qui précède des principes opposés.

On suppose probablement que l'existence de produits suffit pour que la consommation ait lieu aussi consécutivement et permette l'augmentation de la population. Non, la consommation n'aura pas lieu, non, il ne naîtra pas des hommes pour les consommer s'ils doivent les payer et s'ils n'en ont pas les moyens. Car on ne les leur donnera pas pour rien. Oui, il naîtra des hommes pour les consommer si, par hazard ou par la sagesse des législateurs, ceux qui naissent sont appelés à participer aux avantages de la production en même temps qu'ils sont invités, mais en payant leur place, à assister au grand banquet de la consommation.

Mais dans la première supposition, il ne naîtra pas non plus de produits ni de moyens de produire ou la production n'aura pas lieu, parce qu'on ne prépare pas plus de mets qu'il ne faut pour les consommateurs qui se présentent avec les moyens de payer. Et il n'y a pas plus de personnes qui se présentent avec les moyens de payer qu'il n'y en a qui participent aux avantages de la production. Ceux qui voudraient, par exemple, produire plus de denrées agricoles qu'on n'en demande, n'en seraient pas payés. Ils devraient, après avoir consommé eux-mêmes ce qu'ils pourraient, laisser gâter le reste. Mais ils n'auraient bientôt plus même les moyens d'acheter le fer, les harnais, les ustensiles nécessaires pour continuer leur culture, loin d'avoir ceux d'acheter les autres choses indispensables pour vivre. Ils ne pourraient donc que prendre les fruits de la terre sans frais de culture et se couvrir de la peau des grands animaux qui peuplent toujours les pays déserts et incultes et qu'ils chasseraient comme dans les contrées sauvages.

La participation aux avantages de la production est donc la cause de la civilisation et du défrichement du monde, comme de la consommation, de la richesse et de la population. Elle en produit même des progressions de variations, comme de celles-ci. Chacun de ces principes considéré isolément est donc faux, mais en les considérant en même temps ils le sont bien plus : en voulant augmenter la rapidité de la production à l'infini et diminuer celle de la consommation, ils veulent encore plus amonceler de produits inutiles, ils veulent même obtenir l'augmentation de la prospérité générale par la diminution primitive en même temps des deux causes et élémens essentiels de la participation aux avantages de la production, ils veulent donc l'obtenir par les deux causes essentielles de la ruine du monde, qui ont la propriété d'en engendrer chacune des progressions géométriques décroissantes accompagnées de faillites, de paupérisme et de mort par les privations. Peut-on être plus fortement dans l'erreur?

Causes de toutes les erreurs en économie politique

La cause de toutes les erreurs, c'est qu'on raisonne toujours en général d'après ce qu'on observe dans les cas particuliers. De ce qu'un individu s'enrichit d'autant plus qu'il produit plus et qu'il consomme moins, on conclut que l'univers prospère aussi d'autant plus qu'il produit plus et qu'il consomme moins. Mais l'univers peut-il produire plus qu'il ne consomme? A quoi tournerait donc l'excédant des produits? On doit voir qu'il produira au contraire d'autant plus, créera par conséquent d'autant plus de moyens de produire et augmentera d'autant plus sa prospérité qu'il consommera davantage et par conséquent qu'il participera davantage aux bénéfices de la production. Pour résoudre cette question sur tous les rapports, il faut procéder de l'univers vers l'individu et de l'individu vers l'univers. La prospérité dépendra d'autant plus de l'activité de la consommation et de la diminution de la rapidité de la production qu'on examinera la chose plus en général ou qu'on approchera davantage de l'univers, et dépendra au contraire d'autant plus de la diminution de la consommation et de l'augmentation de la production, qu'on examinera la chose plus en particulier ou qu'on approchera plus de l'individu, ce qui veut dire que les nations, les provinces, les villes, les communes, etc., augmenteront d'autant plus leur prospérité qu'elles consommeront plus de leurs propres produits et moins de ceux des autres et qu'elles produiront moins rapidement pour elles et plus rapidement pour les autres. Et comme l'individu ne peut consommer que les produits des autres et engendrer des produits que pour les autres, il s'ensuit qu'il s'enrichit d'autant plus qu'il consomme moins et qu'il produit plus, comme les économistes l'établissent. Quelquefois, cependant, on a raisonné d'une manière opposée, on a appliqué aux cas particuliers des principes vrais considérés en général, comme celui que l'argent perd en valeur ce qu'il gagne en quantité. Ce principe presque vrai, comme nous verrons dans tout le cours de ce traité, par rapport à l'univers et indépendamment du nombre des producteurs, devient d'autant plus faux qu'il est

considéré plus en particulier, par rapport aux nations, aux provinces, aux villes, aux communes et aux individus. On peut même dire, par rapport à ce dernier, que l'argent qu'il possède aura une valeur d'autant plus élevée que la quantité en sera plus grande. Ces deux manières opposées de raisonner sont deux sources intarissables d'erreurs.

Comment M. Michel Chevalier établit ces deux principes.

Je suppose que c'est ainsi que les économistes actuels raisonnent pour établir les principes erronés en question. Car la plupart, excepté pourtant J.-B. Say, les établissent sans se donner la peine de les déduire d'aucune analyse, d'aucun autre principe, d'aucun raisonnement. Quoique M. Michel Chevalier, par exemple, admette dans toutes ses conséquences et tous ses préceptes que l'épargne ou l'économie ou la diminution de la consommation est une cause de prospérité, il ne pose que le principe que la production est la *cause de la richesse et de la population.* Et encore *il ne veut pas*, dit-il, *rechercher quelle est celle qui l'engendre ni celle qui la borne.* Et il ne motive pas plus son refus d'en rechercher la cause que celui de prouver son opinion sur son effet. Il en résulte que la première est ignorée et que le second n'est pas prouvé, et que toutes les conclusions qu'il tire ensuite de cette deuxième base incertaine, sont au moins des principes incertains ou des préceptes très-dangereux comme ceux déduits de la première. On peut même voir, d'après ce que nous avons déjà vu, mais surtout d'après ce que nous verrons, que les premiers sont absolument absurdes et les seconds tout-à-fait pernicieux.

Comment J.-B. Say prétend prouver le premier d'entr'eux.

Voici maintenant comment J.-B. Say, que je me plais à citer et à combattre dans le cours de ce traité, parce que lui au moins aborde la plupart des principes fondamentaux de la science et que son cours d'économie politique renferme le mieux rassemblés tous les principes les plus généralement adoptés, comment, dis-je, J.-B. Say déduit le premier des deux principes précédens : il divise l'emploi de tous les

revenus ou de tous les salaires en deux espèces de consommations : la consommation stérile et la consommation reproductive. Par la première, il entend celle dont nous avons parlé jusqu'ici, que nous regardons comme la seule espèce de consommation et qui consiste à détruire des produits pour satisfaire des besoins ou des plaisirs. Par la seconde, il entend aussi bien l'emploi des salaires ou des revenus à l'acquisition des moyens de produire existans qu'à la création de nouveaux. Et après avoir établi ces deux espèces de consommations, il se hâte de décrier l'une, comme nous venons de dire, *la consommation* stérile, et de *prôner l'autre, la consommation reproductive*. Pourquoi désirer, dit-il, la consommation stérile, si tous les revenus et les salaires doivent se consommer sinon stérilement au moins reproductivement. Craignons-la bien plutôt, puisque d'elle il ne reste rien, et souhaitons au contraire la consommation reproductive, dont la valeur ne fait que changer de forme et peut toujours le faire. On ne consomme une chose stérilement qu'une fois, on la consomme reproductivement une foule de fois consécutives. Voilà à peu près son langage ; voilà du moins sa véritable manière de prouver le principe en question que l'économie ou l'épargne ou la diminution de la consommation est une des deux causes de la prospérité du monde.

On voit qu'après avoir confondu sous la même dénomination de consommation reproductive l'acquisition des moyens de produire et la création de nouveaux, il a le triple tort de regarder la première, celle qui concentre l'argent sur les moyens de produire existans, et diminue la véritable consommation comme avantageuse, 2° la seconde, celle qui l'emploie à en créer de nouveaux, comme toujours possible et 3° la consommation véritable, la consommation stérile, la seule cause de la production, de la création des moyens de produire et de la population ou de la prospérité générale, comme toujours pernicieuse.

Il n'a donc pas prouvé comment la diminution de la consommation engendrerait la prospérité. Mais l'eut-il fait, il lui restait à faire connaître les causes qui bornent ou augmentent l'épargne ou la diminution de la consommation, cette cause prochaine, d'après lui, de la prospérité générale. Car il devrait admettre alors que le paupérisme, le défaut d'industries, d'arts et de sciences, la limite des besoins des hommes, la diminution des réjouissances publiques, etc., qui obligent les hommes à dépenser moins, doivent augmenter la prospérité générale. Des trois parties qui comportent l'établissement de tout principe : 1° la manière dont une cause produirait un effet et 2° la cause qui engendrerait à son tour et bornerait cette cause considérée comme effet, il n'aborde que la première; et encore il se trompe, elle produit un effet tout opposé. Ce principe est donc faux en tout point.

Comment il établit le deuxième principe.

Quant au deuxième, que la production est la cause de la prospérité générale, qu'il pose même d'une manière exclusive, comme si, par conséquent, il n'avait pas fait mention du premier, il l'admet, comme M. Michel Chevalier, sans se donner la peine de prouver comment elle prouverait cet heureux effet. Mais il veut bien lui rechercher, non pas encore la cause qui engendre, mais celle qui la borne. « Ce » qui borne la production, dit-il 3[me] partie de son cours, » chapitre III, c'est la comparaison des frais de production » avec la satisfaction qui résulte de l'usage qu'on peut faire » d'un produit.... Maintenant, continue-t-il, si nous voulons rechercher quelles sont, dans chaque pays, les circonstances qui font que les produits ou certains produits » deviennent trop chers pour que la satisfaction qu'on en » peut recueillir égale leurs frais de production, nous trouverons que cet effet tient à quatre causes : 1° le peu de » civilisation qui fait que les hommes n'éprouvent pas assez » de besoins; 2° les trop grands frais de production; 3° les » impôts et 4° l'excès de la population. » (3[e] partie de son cours, chapitre III.)

Réfutation des quatre causes qui, d'après lui, bornent la production.

Toutes ces phrases peuvent se traduire de la manière suivante, qui les rendra plus intelligibles : Ce qui borne la production, ce sont les trop grands frais de production et la trop petite satisfaction qu'on éprouve à consommer un produit, et les circonstances qui font que les frais de production sont trop grands et la satisfaction qu'on éprouve à consommer un produit trop petite, ce sont *les trop grands frais de production, le peu de besoins et*, par conséquent, *de satisfaction* qu'on éprouve à consommer un produit et l'excès de la population. Je ne parle pas des impôts qui n'agissent qu'en augmentant le nombre des producteurs et les frais de production et dont l'action se trouve par conséquent confondue dans ces derniers. Il eut été plus simple et plus intelligible de dire que ce qui borne la production ce sont *les trop grands frais de production, les trop petits besoins et le trop grand nombre des hommes.*

1° Frais de production.

J.-B. Say considère encore les frais de production, comme la production elle-même et la consommation sous le rapport de l'intérêt général et il raisonne encore comme s'il la considérait sous celui de l'intérêt tout-à-fait particulier. De ce qu'un individu trouve d'autant moins à vendre et par conséquent à produire qu'il doit employer plus de producteurs ou augmenter plus ses frais de production ou les prix de ses produits, il conclut que, dans l'univers, ce sont aussi les trop grands frais de production qui bornent cette opération. Mais c'est dire sous ce dernier rapport que plus il y a de producteurs ou de personnes qui ont les moyens d'acheter et moins on produira. N'est-ce pas encore précisément le contraire de la vérité?

Pour bien résoudre cette question sous les rapports intermédiaires à l'univers et à l'individu, c'est-à-dire, par rapport aux nations, aux provinces, aux villes, aux communes, etc., il faut encore procéder de l'univers vers l'individu et de l'individu vers l'univers, et l'on trouvera qu'elles *consom-*

meront et produiront d'autant plus que le nombre des producteurs ou que les frais de production des choses qu'elles consomment seront grands et ceux des choses qu'elles pourraient exporter seront petits.

2° Limite des besoins des hommes.

Mais comment, d'après les deux principes fondamentaux en question de J.-B. Say, la limite des besoins des hommes peut-elle borner la production? Ne serait-ce pas en limitant primitivement la consommation? Mais alors la consommation loin d'être une cause de ruine, comme il le prétend, serait une cause de prospérité générale, et la production ne serait plus la cause primitive de celle-ci non plus. Ses deux causes prochaines de la prospérité seraient donc fausses.

Pour être d'accord avec ses principes, J.-B. Say devait, au contraire, regarder la limite et même la diminution des besoins des hommes comme avantageuses en leur permettant de consommer encore proportionnellement d'autant moins qu'ils ne produisent. Au lieu même de désirer une étendue plus grande de leurs besoins, il devait, conformément aux préceptes de certains philosophes, les engager à vivre de peu malgré leurs besoins, surtout s'il était vrai, conformément à certains autres, que l'homme est d'autant plus heureux qu'il sait se contenter de moins.

Frais de production et limite des besoins considérés en même temps.

Mais, de plus, quelle inconséquence dans ces deux causes qui borneraient la production : les trop grands frais de production et les trop petits besoins. Si les trop grands frais de production, ou encore le trop grand nombre et les très-trop grands salaires des producteurs sont nuisibles, les petits besoins qui font diminuer les salaires des producteurs et les frais de production sont avantageux.

Mais il serait absurde de considérer l'étendue des besoins des hommes indépendamment des moyens d'acheter ou de la participation aux avantages de la production, ou du nom-

bre des producteurs, ou des frais de production. Mais il l'est encore plus de désirer la première, l'augmentation des besoins, avec une diminution de la seconde ou de la participation aux avantages de la production ou des moyens d'acheter. Dire, enfin, que ce sont les trop grands frais de production et la limite des besoins des hommes qui limitent la production, c'est dire que plus le nombre et les salaires des producteurs seront petits et plus les besoins de produits seront grands, ou plus les hommes deviendront pauvres et peu nombreux et auront faim et soif et plus on consommera et on produira.

Tous ces principes et ces préceptes sont contraires au raisonnement, mais ils le sont aussi à l'observation. Car, attribuer le peu de production aux trop grands frais de production dans un temps où les moyens mécaniques font naître les produits de toutes les espèces presque spontanément, ou l'attribuer, ce peu de production, au peu de besoins éprouvés par les hommes dans ce même temps où la majeure partie dépérissent consumés par les besoins les plus impérieux non satisfaits, n'est-ce pas insulter le bon sens et le malheur public? Les besoins, on le sait, sont bien intenses, terribles même chez beaucoup d'hommes, ils donnent même la mort faute d'être satisfaits, la satisfaction qu'ils éprouvent à consommer est bien grande; mais fût-elle plus grande encore, fût-elle comparable aux délices célestes, de même la rapidité de la production et par conséquent la diminution du nombre des producteurs ou des frais de production est bien grande; mais fût-elle plus grande encore et les malheureux privés de plus en plus de tous moyens d'acheter et de vivre, achèteront et consommeront de moins en moins et même détermineront continuellement de nouvelles et énormes progressions de diminutions de la consommation, de la production, de la richesse et de la population, et d'augmentations des privations, des faillites, du paupérisme, du désespoir et de la mort.

Si la civilisation consiste, comme il le dit, dans l'intensité des besoins, elle n'aurait jamais été plus grande qu'aujourd'hui, cette civilisation, et cela non pas dans les palais des riches, où, au contraire, elle n'existerait pas du tout, mais dans les cabanes des producteurs inférieurs de toutes les industries. Mais on le voit, sait-on bien ce que l'on veut dire aujourd'hui par ce mot de civilisation, qui retentit dans toutes les discussions et qui comme la paix et la guerre sert, comme nous verrons, à l'explication de toutes choses aux économistes du jour ?

3° Excès de la population.

Enfin, J.-B. Say attribue le peu de production à l'excès de la population. Pour le coup, je ne le comprends plus; comment, en effet, la grandeur de la population peut-elle nuire à la production? Elle doit au contraire évidemment l'engendrer et l'augmenter et par son travail et par ses consommations. S'il n'y avait plus de population, il n'y aurait plus de production, puisqu'il n'y aurait plus personne pour produire ni pour consommer les produits. La production serait impossible et inutile en même temps. La population, loin de nuire à la production, en est donc la condition essentielle sous un double rapport; elle en est la cause physique et la cause finale.

Cet auteur répète ce principe paradoxal en différens endroits de son traité et en différens termes. Il consacre même un long chapitre, le septième de la sixième partie de son cours, à vouloir prouver que la population non pas borne la production, mais est nuisible à la puissance d'un état et à la richesse d'une nation. Nous rapporterons tout à l'heure les étranges raisons qu'il y apporte pour prouver cette étrange proposition, qui n'ont plus du tout rapport à la production ni même aux effets de la population et qui ne sont relatives qu'à ses causes. Mais il la modifie en d'autres endroits, par exemple, en parlant des machines, où il regarde, comme nous verrons, la production comme invariable tandis que

la population varierait seule. Ce qui lui fait dire que si le nombre des hommes est plus grand, leur richesse est plus petite, que les pauvres entretiennent les nations dans une misère générale, qu'il faut diminuer le nombre des hommes pour le mettre en rapport avec la somme des produits, etc., principes opposés à celui que nous combattons qui est lui-même en opposition avec celui que la limite des besoins des hommes limite la production. Car, si ce dernier était vrai, le grand nombre d'hommes qui augmente la somme des besoins, loin de la limiter, devrait au contraire l'augmenter. Et, notez, il a regardé la production comme la cause primordiale de tout en économie politique, concurremment, cependant en certains endroits de son cours, avec la diminution de la consommation, par conséquent comme la cause génératrice et limitante de la population comme de la consommation et de la richesse; et ici il regarde la population comme la cause qui la borne, comme il a fait par rapport à la consommation. La production engendrerait et bornerait donc la population et la consommation, avec lesquelles elle varierait en raison directe; et la population et la consommation borneraient par leur augmentation la production avec laquelle elles varieraient en raison inverse. Mais alors la consommation et la population diminuant la production, et la diminution de la production diminuant la consommation et la population, les effets primitifs des premiers seraient détruits par les effets consécutifs des derniers et vice-versâ, et leurs variations et par conséquent celles de la prospérité générale seraient impossibles. Ce qui met le comble à toutes les erreurs, les inconséquences et les absurdités précédentes.

Enfin, notons encore, qu'il professe ici les principes précisément opposés à ceux des anciens; ceux-ci regardaient la population comme la cause qui engendre la production et la richesse et lui il la regarde comme celle qui les borne?

Des trois parties que comporte l'établissement de ce deu-

xième principe que la production est la cause prochaine de la prospérité générale, après avoir dit que c'est la diminution de la consommation qui l'est exclusivement, il n'en aborde encore qu'une. Mais ce n'est plus la manière dont elle produirait cet effet important, qu'il s'attache à faire connaître, ce n'est même pas sa cause qui l'engendre, c'est celle qui la borne et encore il méconnaît la véritable, la limite de la consommation, par la limite des moyens d'acheter ou de la participation aux avantages de la production, et met à sa place trois causes fausses dont une, l'augmentation des frais de production, a au contraire, pour effet, de l'augmenter, et dont la dernière, la population, était placée par lui-même au nombre de ses effets. Il est donc au moins autant dans l'erreur par rapport à cette dernière cause prochaine de la prospérité générale que par rapport à la première, et que M. Michel Chevalier et tous les économistes que je connais, qui admettent ces deux mêmes principes sans se donner la peine de prouver les effets et les doubles causes immédiates de chacun d'eux.

Conclusion sur la manière dont cet auteur a établi ses deux principes fondamentaux.

Causes qui, d'après le même auteur, bornent la population.

§ III. Ici devraient se terminer les principes de J.-B. Say relatifs à la cause prochaine de la prospérité générale et notre discussion à leur égard. Mais cet auteur inconséquent ne s'arrête pas là. Après avoir attribué la prospérité générale ou, ce qui est synonyme, la consommation, la production, la richesse et la population à la diminution de la consommation et à l'augmentation de la production sans avoir parlé de la borne de la première et avoir attribué celle de la seconde aux quatre causes supérieures; « mais si, se » demande-t-il, la population est l'effet de la production, » pourquoi n'augmente-t-elle pas jusqu'à consommer tous » les produits de la terre cultivée comme un jardin parfait? »

Ainsi il recherche les causes qui bornent la population après avoir dit à plusieurs endroits qu'elle dépend de la diminution de la consommation et de l'augmentation de la

production, et ici de cette dernière cause seulement !

Et il se répond : « que la population ne dépend pas seu-
» lement de la fertilité du pays, qu'elle dépend encore de
» la production totale, qui embrasse ses manufactures, son
» commerce, ses pêcheries ; qu'elle dépend de ses commu-
» nications intérieures, qu'elle dépend encore des besoins
» que les coutumes du pays veulent qu'on satisfasse. »
6me partie, chapitre VI encore.

Mais si c'est la production totale, comme l'indiquait du reste son premier principe, puisque le mot territorial n'y était pas ajouté, si c'est la production totale qui borne la population, quelle est la cause de la production totale ? Pourquoi n'est-elle pas plus grande ? Elle peut l'être ; l'industrie manufacturière encore plus que l'industrie agricole peut produire plus. Les produits inorganiques sont inépuisables et il ne manque pas de terres à cultiver ni par conséquent de produits nutritifs pour les hommes, ni de matières premières pour les manufactures. Quelle est donc la cause qui borne la production totale ? Après en avoir assigné les prétendues bornes ailleurs, il les renie ici. Il parle comme s'il n'en avait jamais fait mention. Et puis elle dépend encore, la population, des communications intérieures et des besoins que les coutumes du pays veulent qu'on satisfasse ! Mais comment agissent ces communications intérieures pour permettre ou borner la population ? N'agissent-elles pas primitivement sur la production ? Et les besoins que les coutumes du pays veulent qu'on satisfasse, comment agissent-ils pour produire le même effet ? Est-ce quand on les satisfait, ou quand on ne les satisfait pas que la population augmente ou diminue ?

Après avoir attribué ainsi faussement la borne de la population à la production tout simplement, puis à la production totale, puis à la fertilité du sol, aux communications

intérieures et aux besoins que les coutumes du pays veulent qu'on satisfasse, il adopte, dans un chapitre très-éloigné de celui qui contient ces principes, le système de l'anglais Malthus qui regarde la quantité de subsistances comme la cause unique qui borne la population en donnant sans cesse la mort par les privations suivant l'ordre des richesses. Ce ne serait donc plus, d'après ce système, la *production totale* ou *les communications intérieures, ni les besoins* que les coutumes du pays veulent qu'on satisfasse, qui borneraient la population; ce serait la quantité des subsistances. Mais cette cause est la même que la production territoriale ou la production tout simplement que nous avons déjà réfutée. Mais ici il fait connaître quelque chose de plus. Il fait voir comment elle agirait pour produire cet effet, ce ne serait pas en bornant les naissances, ce serait en donnant continuellement la mort sans occasionner en même temps le paupérisme qui serait, lui, l'effet de la taxe des paroisses en Angleterre et de la charité partout ailleurs, ni les faillites en général qui ne seraient les effets de rien ou qui ne dépendraient que de causes tout-à-fait particulières et ne seraient par conséquent pas plus communes en certains lieux et en certains temps qu'en certains autres. Les faillites et le paupérisme, qui désignent des privations et la mort par les privations, ne sont-ils pas comme nous l'avons prouvé, le même effet à différens degrés et ne doivent-ils pas être l'effet de la même cause? En établissant que c'est la limite de la production qui occasionne la mort par les privations et limite par ce moyen la population, il aurait dû admettre aussi que c'est elle qui engendre le paupérisme et les faillites. De même il a bien osé établir que la charité engendre le paupérisme, mais il n'a pas osé avancer, comme il l'aurait dû pour être conséquent, que c'est elle aussi qui engendre la mort par les privations et les faillites. Il aurait encore tort dans ces deux suppositions, mais au moins il serait conséquent.

Et encore, la production donnerait toujours par sa limite

la mort à un nombre proportionnellement égal de personnes, soit qu'elle augmente, diminue ou reste stationnaire. Et même elle ne limiterait que la population pauvre et ne limiterait pas la population riche .Car il admet, il le fallait bien ici, que la classe riche et moyenne *n'est pas sans cesse réduite au nombre que l'état de productions de la société permet d'entretenir, comme la population de la classe inférieure, la dernière dans l'ordre des richesses*, (J.-B. Say, *Cours d'Économie Politique,* 7ᵉ partie, chapitre XXXII.), mais qu'elle l'est par la prudence, sans cela après avoir augmenté leur propre population et la richesse générale jusqu'à la limite de la fécondité de toute la terre, elles se multiplieraient encore à l'infini et viendraient sans cesse prendre la place des pauvres que la mort par les privations enleverait consécutivement; ils tendraient même vers l'égalité, puisque ne pouvant plus s'enrichir, les plus riches, en se multipliant le plus, diviseraient leur fortune à l'infini. Il admet donc que ce n'est pas la limite de la production *par les ravages de la mort* par les privations qui limite la population riche et moyenne, mais que c'est la prudence. Mais pourquoi alors à son tour la cause qui limite la population aisée, la prudence, ne limiterait-elle pas la population ouvrière ? Les ouvriers seraient-ils une autre espèce d'hommes que les personnes aisées? La prudence serait-elle moins grande chez les premiers à qui elle est imposée par les privations du moment que chez les seconds à qui elle ne l'est que par la crainte d'une diminution de liberté ou de fortune? L'ouvrier, comme le riche, ne se livre en général au doux penchant de se marier et d'élever une famille, que dans le but d'améliorer son sort, et il ne le fait en conséquence que quand ses moyens lui permettent d'obtenir la somme de produits nécessaires pour cela, c'est-à-dire, quand il participe suffisamment aux avantages de la production. Ainsi cette précieuse faculté existe également des deux côtés. Et même voyez la similitude des effets comme des causes : elle est quelquefois trompée chez les ouvriers et les fait tomber

dans l'indigence ; elle l'est également et dans les mêmes circonstances chez les riches et les fait tomber en faillite ; c'est-à-dire les fait tomber dans l'indigence également, mais d'un lieu plus élevé. Ainsi non-seulement elle existe des deux côtés, mais elle est souvent et dans les mêmes circonstances trompée des deux côtés, et un égal nombre proportionnellement des uns et des autres tombent de différente hauteur dans l'indigence.

Voyez, en effet : en tout temps et en tout lieu où la production ne marchant pas d'une manière aussi rapide et par suite d'une manière aussi inégale, la participation aux avantages de la production ne diminue presque jamais, le paupérisme, les faillites et surtout la mort par les privations sont excessivement rares et ne dépendent que de causes particulières ; et si elle les engendre aujourd'hui en beaucoup de pays par sa diminution, ce n'est pas encore par la mort par les privations qu'elle diminue la population, c'est encore par la diminution des naissances. Consultez, en effet, les registres de l'état-civil et toutes les statistiques qui concernent la matière, et vous verrez que si la mortalité est un peu plus grande les années de crise commerciale que les années de prospérité, les mariages et les naissances sont infiniment plus rares proportionnellement dans les premières et plus communs dans les secondes. Les faillites, le paupérisme et la mort par les privations, ces trois faits, en apparence contraires à notre principe que la population des ouvriers aussi bien que celle des classes supérieures se règle sur leur prévoyance relativement à la participation aux avantages de la production, en prouvent au contraire la justesse, puisque ce n'est que dans ces moments, où cette faculté, ce don précieux de la divinité, se trouve trompée par la diminution inattendue de la production et, par conséquent, de la participation à ses avantages que l'on peut les voir, ces événemens malheureux, et surtout le dernier, la mort par les privations, qui, le plus cruel des événemens, serait

encore le plus commun, si le principe supérieur, qui a, comme nous venons de dire, reçu la naissance et le nom de l'anglais Malthus, était vrai.

Mais ils parlent, les dits économistes, contre leur principe et en faveur du mien, que c'est la prévoyance également qui limite la population ouvrière, quand ils prétendent que c'est la charité qui engendre le paupérisme; car ils admettent par là cette prévoyance chez les pauvres sur les ressources provenant de la charité proprement dite, et ils ne l'admettent pas du côté du peu de ressources provenant de leur travail :

Ainsi, après avoir commis une première inconséquence, en attribuant les faillites, le paupérisme et la mort par les privations, qui ne sont que le même effet à différens degrés et s'opérant chez des classes différentes de la société, à des causes différentes et une seconde double en regardant la limite de la production comme limitant la population pauvre et ne limitant pas la population riche, et la prévoyance comme limitant la population riche et ne limitant pas la population pauvre, ils en commettent une troisième en admettant que cette prévoyance encore les pauvres l'auraient relativement aux ressources provenant de la charité et ne l'auraient pas relativement à celles provenant de leur travail, et même une quatrième, car l'ouvrier l'aurait eue autrefois, cette prévoyance, relativement au peu de ressources provenant de son travail, puisque le paupérisme et la mort par les privations n'existaient pas alors, et ils ne l'auraient plus aujourd'hui qu'ils existent. C'est inconséquent autant qu'absurde.

Enfin, au chapitre VIII de la sixième partie, où il a pour but de prouver, comme nous avons déjà dit, que la *population est contraire au bonheur d'une nation* et à la *puissance d'un État*, il va regarder la population comme l'effet de

bien d'autres causes : « Avec un climat et des habitu...
» semblables, dit-il, sans doute, le pays le plus productif
» sera le plus peuplé; mais avec des besoins circonscrits, il
» pourra être plus populeux quoique moins productif.
» Quand les institutions tendent à l'abrutissement d'une
» population, elle peut être réduite à vivre de trop peu.
» Les parias à qui l'on dit dans l'Inde qu'ils sont d'une
» nature inférieure et qui le croyent, peuvent vivre sans
» murmurer, pourvu que chaque famille ait une hutte en
» terre et un peu de riz bouilli chaque jour. C'est aussi
» jusqu'à un certain point, aux murmures près, la situation
» des paysans irlandais, les parias de l'Angleterre depuis
» 1780. La population de l'Irlande s'est accrue dans une
» proportion presque aussi rapide que celle des États-Unis.
» Aux États-Unis, elle a été progressivement prospère,
» en Irlande progressivement misérable, parce que les
» enfans s'y sont multipliés encore plus que les produits. »
6e partie, chapitre VIII.

Il faut bien méditer ces lignes pour savoir ce qu'il veut dire. Je crois qu'il ne le sait pas lui-même. Au lieu de montrer les effets de la population, comme il le devrait pour prouver sa thèse qu'elle n'est pas favorable, qu'elle est même nuisible à la richesse d'une nation et à la puissance d'un État, qu'il s'était posée en ce chapitre, il parle de ses causes. Et ici au moins il ne parle plus de celles qui la bornent mais de celles qui l'engendrent. C'est finir par où il aurait dû commencer ; mais soit, voyons-les : avec *un climat* et *des habitudes semblables*, sans doute, *le pays le plus productif* sera le plus peuplé ; mais avec *des besoins circonscrits* il pourra être plus populeux quoique moins productif, etc. Tachons de le comprendre : il veut sans doute dire qu'outre le *climat, les habitudes, la fertilité du sol,* il y a encore les *besoins circonscrits* qui augmentent la population ; puis il vient une cinquième cause, *les institutions des hommes* qui tendent à l'abrutissement et qui les accoutument à vivre de

trop peu, puis, peut-être, *une sixième inconnue* qui fait qu'en Irlande les enfans se sont multipliés encore plus que les produits, tandis qu'aux États-Unis, la population, qui s'y est accrue aussi très-fortement, a été progressivement prospère !

Passons successivement en revue chacune de ces causes qui trouveront leur réfutation plus complète dans les trois chapitres suivans.

1° Les climats ne peuvent influer sur la consommation, la production, la richesse et la population qu'en modifiant la fécondité de la terre et les besoins des hommes. Leur action est donc comprise dans celle de ces deux causes.

2° Il regarde la fécondité de la terre comme une cause générale et constante d'augmentation de la population. Nous verrons au contraire dans le troisième et quatrième chapitre ci-après, que cette fécondité considérée d'une manière générale, qui devait être effectivement la cause essentielle de l'augmentation non-seulement de la population, mais de la consommation, de la production et de la création des moyens de produire ou de la richesse, en engendre au contraire par la diminution primitive du nombre des producteurs qu'elle produit, une immense progression de diminutions. Aussi l'Egypte, la Syrie, les côtes de la Méditerranée, le Brésil, etc., les pays les plus fertiles du monde sont aussi les plus pauvres et les plus déserts.

3° Il en est de même de la limite des besoins des hommes. Loin d'augmenter actuellement leur population, elle en fait naître d'immenses progressions de diminutions en même temps que de la consommation, de la production et de la création de moyens de produire.

Notons qu'il a dit plus haut que la population dépend des

communications intérieures et des besoins que les coutumes du pays veulent qu'on satisfasse, sans dire si ces communications ou ces besoins augmentent ou diminuent la population. Puisqu'il est probable qu'il considère les premières comme une cause d'augmentation de la population, on croirait qu'il regarde les seconds, qu'il range dans la même catégorie, comme l'augmentant également ; ici il veut bien nous dire en termes formels que ces besoins la diminuent, puisque leur limite l'augmente.

Notons aussi qu'il a regardé cette limite comme une des quatre causes qui bornent la production. Elle diminuerait donc la production et augmenterait la population !

4° Il regarde aussi les habitudes de vivre de peu comme une cause d'augmentation de la population. Nous verrons qu'elles déterminent également au contraire des progressions considérables de diminutions de la prospérité générale, de la population, par conséquent aussi bien que de la consommation, de la production et de la création de moyens de produire. Du reste ces habitudes ne dépendent pas primitivement des institutions des hommes qui tendent à l'abrutissement, mais du défaut de participation aux bénéfices de la production ; ou plutôt, oui, ce sont les institutions humaines la cause de cette obligation pour les pauvres de vivre dans les privations. Mais ce n'est pas en abrutissant les hommes primitivement qu'elles produisent cet effet, c'est en les repoussant de toute participation aux avantages de la production. Notez encore qu'on accuse ici les pauvres d'être les auteurs de leur pauvreté, parce qu'ils s'habituent à vivre de peu ; ailleurs, on les accuse d'être les auteurs de leur pauvreté, par le défaut d'économie ou parce qu'ils ne vivent pas assez de peu. Est-ce supportable ? Nous avons déjà dit qu'il attribue ailleurs encore cette pauvreté à la charité !

5° Il attribue la population des parias des Indes à leur pauvreté, et leur pauvreté aux institutions qui tendent à l'abrutissement et auxquelles ils s'habituent. Mais à quoi attribue-t-il celle des Irlandais? Dépend-elle aussi de leur *pauvreté* et leur pauvreté des *habitudes* provenant des institutions qui tendent à l'abrutissement? Mais, premièrement, ce n'est pas volontairement qu'ils se soumettent à ce genre de vie, puisqu'il dit lui-même que ce n'est pas sans murmurer qu'ils supportent leur pénible position; ils n'y sont donc pas habitués. En second lieu, quelles sont ces institutions qu'il accuse vaguement? Est-ce bien aussi de dessein prémédité que le gouvernement anglais, ce gouvernement si éclairé, si parfait à ses yeux, à qui il prodigue tant d'éloges dans son cours, les réduit à ce déplorable état. Mais enfin comment cette pauvreté augmente-t-elle leur population? Comment, si la pauvreté produit cet effet, comment les Etats-Unis, qui sont si prospères, sont-ils si peuplés? Puis il change de système, il prétend non plus que la population dépend de la pauvreté, mais la pauvreté de la population, que la pauvreté de l'Irlande dépend de ce que les enfans s'y sont multipliés encore plus que les produits. Mais ce dernier principe est aussi insoutenable que les autres. Car pourquoi cette multiplication des enfans plus grande que celle des produits en Irlande plutôt que dans les autres pays? Mais à quoi attribue-t-il la population et la richesse des Etats-Unis? Il ne le dit pas. Mais du reste encore peu importe à quoi il attribuerait ici la population, la richesse, les habitudes, etc., des peuples. Ce n'était pas la question qu'il s'était proposé de résoudre. Il voulait d'abord montrer les effets de la population sur le bonheur des nations et la puissance des États, et il ne cherche à montrer que ses causes. Il perd ainsi de plus en plus de vue la thèse qu'il s'est posée et divague sans qu'on puisse savoir au juste ce qu'il veut prouver.

Voici la conclusion qu'il tire de tous les raisonnemens

précédens : « Il faut donc toujours, dit-il, mettre en » rapport le nombre des hommes avec la somme des » produits. » 6ᵉ partie, chapitre VIII.

Préceptes qu'on peut déduire des principes de J.-B. Say.

D'où conclut-il ce précepte ? Des raisonnemens supérieurs probablement, où il avait pour but de prouver que la population est contraire au bonheur d'une nation et à la puissance d'un État, mais où il a parlé de ses causes et n'a rien prouvé du tout. Mais surtout que signifie-t-il ? Il existe deux moyens de mettre le nombre des hommes en rapport avec celui des produits. On obtient cet effet, 1° en augmentant ou en diminuant, selon les cas, le nombre des hommes et 2° en augmentant ou en diminuant, selon les cas encore, celui des produits. J.-B. Say ne dit pas lequel de ces deux moyens il faut employer pour cela. Son principe ne signifie donc rien. Si un des deux termes était invariable, il pourrait signifier quelque chose ; mais ils sont aussi variables l'un que l'autre. Mais on doit voir d'après le but, qu'il avait en commençant son chapitre, de prouver que la population est contraire au bonheur d'une nation et à la puissance d'un État, que c'est diminuer le nombre des hommes qu'il veut proposer ! Diminuer le nombre des hommes, quel précepte cruel ! Et par quel moyen ? Est-ce en leur donnant la mort ? Est-ce en mettant un frein aux causes qui l'engendrent comme la fertilité du sol, la limite des besoins ? Est-ce en provoquant l'action de celles qui la bornent ? Mais encore ce moyen serait inefficace, puisque si la diminution de la population augmente, comme il le prétend, la production, l'augmentation de la production augmente, d'après lui toujours, comme nous avons déjà fait remarquer, la poption ; que l'effet consécutif par conséquent détruit l'effet primitif.

Mais de plus ce rapport qu'il donne le précepte d'établir entre le nombre des hommes et celui des produits considéré en général, existe toujours, comme nous avons déjà vu par

le chapitre précédent, indépendamment de la volonté et de l'action de l'homme, que leur nombre soit grand ou petit.

Les anciens, en voulant faire augmenter la population sans la production, voulaient une chose impossible. Mais les modernes, qui veulent faire augmenter la production et diminuer la consommation et la population, en veulent une qui l'est bien plus encore. Ils ne changent pas ce rapport, mais ce qu'ils produisent, c'est une progression immense de diminution de la prospérité générale, dans laquelle les producteurs inférieurs sont diminués en nombre par les faillites, le paupérisme, la mort par les privations et la diminution des naissances, et les supérieurs, comme nous verrons, le sont en nombre par les faillites et la diminution des naissances aussi, mais de plus en fortune d'une manière plus forte, pour quatre causes différentes, que proportionnelle à leur élévation. Ceux qui restent sont donc bien punis de leur cruauté, de leur extrême injustice.

Préceptes qu'on peut déduire de sa doctrine.

Après avoir établi une doctrine on doit pouvoir en déduire des préceptes utiles. J.-B. Say se borne à déduire de la sienne celui qui précède, qu'il n'avait pas même le droit d'en déduire, et qu'il est impossible de pratiquer. Elle est donc stérile. Mais non, je me trompe, comme la diminution de la consommation et l'augmentation de la rapidité de la production ou, en termes synonymes, la diminution des dépenses et celle du nombre des producteurs, les deux causes essentielles et les deux élémens constitutifs de la diminution de la participation aux avantages de la production et par conséquent de la prospérité générale, dont elles déterminent même des progressions géométriques décroissantes de diminutions, sont d'après lui, comme d'après tous les économistes modernes que je connais, les deux causes prochaines de l'augmentation de cette dernière; et que l'augmentation de la consommation et la diminution de la rapidité de la production ou, en termes sy-

nonymes encore, l'augmentation des dépenses et celle du nombre des producteurs, les deux causes essentielles et les deux phénomènes élémentaires de la participation aux avantages de la production, cause prochaine de la prospérité du monde, dont elles engendrent des progressions géométriques décroissantes d'augmentations, sont, d'après lui, comme d'après les autres toujours, les deux causes prochaines de sa ruine; tous ses principes ont eu pour effet de déterminer des progressions immenses de diminutions de la prospérité générale, accompagnées de leur cortége ordinaire : les faillites, le paupérisme, le dés espoir et la mort par les privations; elle n'a pas été stérile, sa doctrine, elle a porté des fruits et en grande abondance, mais des fruits pernicieux, des fruits empoisonnés.

§ III. Ces deux opinions, l'une des anciens, que c'est la population, l'autre des modernes, que c'est la diminution de la consommation et l'augmentation de la production, la cause prochaine de la prospérité générale, sont donc fausses. Mais pour éclairer encore d'autant mieux nos principes, apprendre à les retrouver partout, et à prouver partout la fausseté des autres, quelle que soit la question qu'on se pose relativement à cette matière, comparons les deux opinions : l'une, que c'est la population, l'autre, que c'est la production, la cause prochaine de la prospérité générale, demandons-nous quelle est celle qui approche le plus de la vérité.

Nouvelle exposition sous une nouvelle forme de nos principes.

Génération mutuelle des produits et des hommes.

En considérant la chose d'une manière abstraite, c'est-à-dire indépendamment des moyens d'acheter, on peut dire : de ce que la production ne peut avoir lieu que quand il y a des hommes pour produire et pour consommer, on peut conclure que la production, et par conséquent la richesse sont l'effet de la population, comme les anciens l'ont fait. Mais, d'un autre côté, de ce que nous ne pouvons rien primitivement sur la population, que sa cause prochaine est le vœu de la nature, que nous ne pouvons quelque chose

sur elle que par les produits dont les hommes ont besoin pour consommer, on peut conclure un des principes des modernes : celui que la production est la cause de la population. Deux conclusions opposées, et cependant vraies en même temps, c'est-à-dire dont l'une n'exclut pas l'autre. En effet, les hommes ne peuvent vivre que quand ils ont des produits pour consommer, et les produits ne peuvent naître que quand il y a des hommes pour les former et les consommer. Ils sont donc les conditions essentielles de leur existence mutuelle, ils sont en même temps les causes et les effets les uns des autres. Abstraction faite de l'organisation sociale, les produits engendreraient toujours les hommes et les hommes toujours les produits. Et ils se multiplieraient ainsi les uns les autres jusqu'à la limite de la fécondité de toute la terre.

Cause qui borne cette génération mutuelle.

Mais dans les sociétés organisées comme elles l'ont toujours été, les hommes n'engendrent pas toujours les produits et les produits toujours les hommes. Ils s'engendrent cependant encore toujours tant qu'une cause, la même pour les uns et les autres, ne vient pas mettre obstacle à cette génération mutuelle, et cette cause, nous l'avons déjà dévoilée, c'est la concurrence des producteurs inférieurs pour participer aux avantages de la production, qui réduit leur nombre et leurs salaires le plus possible, et l'impossibilité ou le refus de consommer plus des producteurs supérieurs, qui préfèrent concentrer tous à l'envi leur argent sur les moyens de produire, en augmenter les prix et déterminer ainsi des progressions considérables de diminutions du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, dans lesquelles les producteurs inférieurs ne sont que diminués en nombre et en bien-être, mais où ils le sont de plus en fortune d'une manière pour quatre raisons puissantes, comme nous allons voir dans le chapitre suivant, plus forte que proportionnelle à leur élévation, plutôt que de leur donner une part dans les bénéfices de la production. Alors

les produits inutiles aux hommes qui ont les moyens de les acheter, et ne pouvant plus être achetés par ceux qui ne les ont pas, n'engendrent plus les hommes ; et les hommes qu ont les moyens de les acheter n'en ayant plus besoin, et ceux qui en ont besoin n'ayant plus les moyens de les acheter, cessent d'engendrer les produits.

Ainsi les hommes qui participent aux avantages de la production sont trop peu nombreux pour consommer tous les produits qui pourraient naître. Ceux-ci ne naissent par conséquent pas. Les hommes ne naissent pas, parce qu'on ne leur donnerait pas de produits à consommer, et les produits ne naissent pas, parce qu'ils ne trouveraient pas de consommateurs. Quelle étonnante considération! Les hommes et les produits ne demandent qu'à naître, les uns pour consommer, les autres pour être consommés, que dis-je? ils existent souvent en même temps; ils sont souvent en présence les uns des autres, destinés les uns pour les autres, et nos lois économiques empêchent la consommation, et par conséquent non-seulement la naissance des uns et des autres, mais font périr ceux qui existent, et au lieu de permettre le bonheur, la richesse, la population, la puissance du genre humain, elles en déterminent des progressions de privations, de ruine et de dépopulation ! O cruel aveuglement des hommes ! On tient inhumainement comprimés dans le néant une foule d'êtres qui aspirent à en sortir pour jouir des bienfaits de l'existence, et l'on fait que la moitié de ceux qui respirent gémissent, périssent même dans les privations les plus cruelles et les travaux les plus pénibles au milieu de l'abondance de produits, qui tend à faire la ruine de l'autre moitié ; et tout cela par la fausseté des principes, qui sont généralement adoptés et l'ignorance des principes vrais, qui ne sont point enseignés.

En résumé, si les anciens et les modernes avaient un peu réfléchi, ils auraient reconnu que c'est le penchant

naturel qui engendre la consommation et la population et par suite la formation des produits et des moyens de produire et qui plus fort que la guerre, la famine et la peste, qui tendent à détruire la population et par suite les trois autres, les porterait toutes quatre jusqu'à leur dernière limite naturelle, l'impossibilité de produire plus, si une autre cause plus forte à son tour que ce penchant naturel cependant si puissant et que les efforts des hommes, comme les flétrissures du célibat et de la stérilité, les priviléges accordés à ceux qui avaient beaucoup d'enfans et les amendes infligées aux vieux garçons chez différens peuples de l'antiquité pour augmenter la population, et que ces mêmes efforts encore comme les concours, les médailles, les prix, les associations, etc., pour augmenter la production dans les temps modernes, si, dis-je, une autre cause, plus forte à son tour que toutes ces causes naturelles et artificielles pourtant si puissantes, ne venait, malgré tout, borner leur augmentation, et cette cause, que nous venons de signaler et qu'on peut encore trouver en remarquant que les produits ne naissent que quand les hommes les forment, que les hommes ne les forment que quand d'autres hommes les demandent, que ceux-ci ne les demandent ou même n'existent que quand ils ont les moyens de les acheter, et qu'ils n'ont les moyens de les acheter que quand ils participent aux avantages de la production, cette cause de l'existence des hommes et des produits, de leur confusion continuelle ou de la consommation, de la création des moyens de produire ou de la richesse, de la naissance des hommes ou de la population, cette cause si importante à connaître, c'est la participation aux avantages de la production. Et elle ne borne par sa limite la formation des produits et des moyens, que parce que les produits ne trouveraient pas de consommateurs, et la population, que parce que les hommes ne trouveraient pas de produits à consommer. Elle limite l'une et l'autre par les mêmes procédés. Elle ne borne donc l'augmentation du nombre des hommes que par la cessation des naissances, comme elle

Sa manière d'agir.

ne borne celle du nombre des produits que par la cessation de la production. Et quand elle diminue, elle laisse les hommes et les produits en présence les uns des autres, et peut les laisser périr les uns et les autres faute de pouvoir s'unir. Elle peut donc bien par sa diminution donner la mort par les privations, mais ce n'est que, comme nous l'avons dit, lorsque la prévoyance des hommes, qui ne se marient en général et ne procréent des enfans que quand ils ont les moyens de les nourrir ou qu'ils participent aux bénéfices de la production, se trouve trompée par la diminution inattendue de cette participation, et 2° ce n'est pas faute de produits, puisqu'ils sont en excès en général en même temps et périssent aussi faute d'être consommés. Tous principes tout-à-fait contraires à ceux des économistes du jour.

La *participation aux avantages de la production*, voilà donc la cause fondamentale de tous les phénomènes de l'économie politique, en même temps qu'elle est celle prochaine de la prospérité générale, dont elle détermine par son augmentation des progressions d'augmentations, et par sa diminution des progressions de diminutions. Après en avoir analysé les différentes causes et les différens effets dans les chapitres suivans de cette permière partie, comme nous avons annoncé dans le premier chapitre, nous choisirons ou plutôt nous imaginerons une de ses causes dans ceux de la seconde, qui nous procure la plus grande prospérité avec le plus d'avantages accessoires possibles. Notre doctrine ne sera donc pas stérile, comme celle des anciens, ni pernicieuse, comme celle des modernes; elle produira, j'ose l'espérer, des fruits précieux et abondans.

CHAPITRE III.

EFFETS DES VARIATIONS DE LA PARTICIPATION AUX AVANTAGES DE LA PRODUCTION PAR CELLES DES DÉPENSES PRIVÉES.

Les variations des dépenses privées dépendent principalement de l'étendue des besoins des hommes, des réjouissances publiques, des dimanches et fêtes, des coutumes de luxe, de générosité, de charité, du nombre d'espèces de produits ou d'industries, d'arts et de sciences, de la population des producteurs supérieurs, etc., toutes causes éloignées de la prospérité générale qu'il convient d'examiner dans ce chapitre. Mais avant d'étudier leur action particulière, il convient d'examiner dans une première section leur action commune sur les nations en général d'abord, et sur les nations en particulier ensuite.

SECTION I. — LEUR ACTION COMMUNE.

Sommaire. — § I. Progression d'augmentations du nombre et de diminutions des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, dans laquelle les producteurs inférieurs ne sont augmentés qu'en nombre et un peu et momentanément en bien-être, et les supérieurs le sont de plus en fortune d'une manière plus forte pour quatre causes puissantes que proportionnelle à leur élévation, par toute

augmentation primitive des dépenses privées. — Remarques : 1° L'intérêt de l'argent hausse pendant cette progression et redescend à son ancien taux après. — 2° La même somme proportionnelle d'argent revient toujours aux propriétaires pour loyers. — 3° Une petite augmentation des dépenses des riches en engendre une très-grande de la prospérité générale. — 4° La richesse et la population croissent dans le même rapport, mais la première est autrement répartie sur la second — 5° L'inégalité des fortunes est fortement augmentée. — Opinion probable de quelques auteurs sur les effets de l'inégalité des fortunes. — Leurs moyens de remédier à tous les maux actuels. — Communisme. — Socialisme. — § II. Progression de diminutions du nombre et d'augmentations des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, dans laquelle les producteurs inférieurs sont diminués en nombre, font faillite, tombent dans l'indigence, cessent de se reproduire et meurent par les privations, et les supérieurs le sont en fortune d'une manière plus forte pour quatre causes très-puissantes que proportionnelle à leur élévation. — Remarques : 1° L'intérêt de l'argent baisse pendant cette progression et monte à son ancien taux après. — 2° Les faillites, le paupérisme et la mort par les privations tendent sans cesse naturellement à disparaitre, mais de nouvelles causes les font persister en engendrant souvent pendant longtemps de nouvelles progressions de diminutions de la prospérité générale. — 3° Une petite diminution des dépenses privées en engendre une très-grande de la prospérité générale avec tous ses malheurs. — 4° La richesse et la population décroissent encore dans le même rapport, mais la première est autrement répartie sur la deuxième — 5° L'inégalité des fortunes est diminuée. — § III. Remarques relatives aux effets de l'augmentetion et de la diminution des dépenses privées considérées en même temps. — 1° Intérêt de l'argent. — 2° Signification de sa basse actuelle. — 3° Les salaires et les prix varient en raison inverse de la prospérité générale. — 4° Signification de leur hausse actuelle. — 5° Effets des variations des prix, suite de celles de la prospérité générale sur les créanciers. — 6° Sur les débiteurs. — 7° Sur les salariés d'une manière peu variable du gouvernement. — § IV. Effets de l'augmentation des dépenses privées sur les nations en particulier. — Ceux de leur diminution.

Le commencement de ce chapitre est un peu abstrait. Je prie le lecteur de vouloir cependant avoir la patience de le lire avec attention. C'est la clef de tout ce qui va suivre.

Progression d'augmentations du nombre et de diminutions des prix, etc., par toute augmentation des dépenses privées.

§ I. 1° Comme les producteurs aisés dépensent en général de leurs revenus une partie d'autant *plus* grande proportionnellement qu'ils sont *moins* riches, il s'ensuit que l'augmentation de leurs dépenses par des causes générales n'a jamais lieu d'une manière qui soit proportionnelle à leurs fortunes non plus, qu'elle pèse également sur eux d'une manière d'autant *plus* forte *proportionnellement* qu'ils sont *moins* riches.

2° Diminuant en même temps la somme d'argent employée

à acheter les moyens de produire, cette augmentation de dépenses en diminue les prix et permet aux fortunes supérieures d'en acheter pour le même motif une partie plus grande que proportionnelle à leur élévation, ou, ce qui est synonyme, une partie d'autant plus grande *proportionnellement* qu'elles sont plus élevées.

Ces deux premiers effets combinés n'ont donc pour résultat que l'augmentation des fortunes supérieures d'une manière plus grande que proportionnelle à leur élévation, ou, ce qui est synonyme, d'une manière d'autant plus grande *proportionnellement* qu'elles sont plus élévées, aux dépens des inférieures, qui en sont diminuées d'une manière d'autant plus grande *proportionnellement* qu'elles le sont moins, ou d'augmenter pour deux raisons l'inégalité des fortunes.

3° Elle engendre en même temps aussi une augmentation proportionnelle de la consommation et partant de la production, de la création de moyens de produire et de la population, ou du nombre des personnes qui participent à la production ou des producteurs, et cela à un salaire un peu augmenté à cause de la diminution de leur concurrence, 2° de celui des produits à un prix légèrement augmenté aussi à cause de la même raison et de plus à cause de l'augmentation des frais de culture de terres moins fertiles et moins bien situées qu'on doit défricher (l'augmentation de leur nombre ne peut pas en diminuer les prix parce que les fermages, tant qu'ils ne sont pas diminués, les maintiennent au moins à leur élévation ordinaire), 3° de celui des moyens de produire, mais à un prix moindre non-seulement à cause de la diminution primitive de la somme d'argent qui leur est consacrée, mais à cause de l'augmentation de leur nombre; diminution des prix des moyens de produire qui permet encore aux producteurs supérieurs d'acheter du nombre des moyens de produire anciens ou nouveaux une quantité plus grande que proportionnelle à leur élévation.

Cette augmentation de la consommation, de la population, de la production et de la création de moyens de produire, ou du nombre des producteurs inférieurs à un salaire et des produits à un prix légèrement augmentés et des moyens de produire à un prix fortement diminué et de l'élévation des fortunes des producteurs supérieurs d'une manière plus grande que proportionnelle à leur élévation, pour trois raisons, en joignant à celle que je viens de citer les deux premières, la diminution des fortunes inférieures et l'augmentation des supérieures, effets primitifs des dépenses privées, engendre à son tour, à cause de cette augmentation du nombre des producteurs ou des personnes qui participent aux avantages de la production, une deuxième augmentation de la consommation, de la population, de la production et de la création de moyens de produire ou du nombre des producteurs inférieurs à un salaire et des produits à un prix légèrement augmentés et des moyens de produire à un prix fortement diminué et partant encore de l'élévation des fortunes d'une manière plus grande que proportionnelle à leur élévation. Cette deuxième augmentation, en engendre une troisième. Cette troisième, en engendre une quatrième..... et ainsi de suite. Mais ces générations successives 1° d'augmentations du nombre des producteurs inférieurs, des produits et des moyens de produire, 2° d'augmentations légères des salaires des premiers et des prix des seconds, 3° de diminutions fortes des prix des troisièmes et 4° d'augmentations des fortunes d'une manière *pour trois raisons* plus forte que proportionnelle à leur élévation, deviennent de plus en plus petites, parce que les producteurs supérieurs, dont les besoins et les goûts de dépenser n'augmentent pas d'une manière proportionnelle à l'augmentation de leurs fortunes, n'augmentent *pas leurs dépenses* d'une manière qui lui est proportionnelle non plus, et employent, ce qui est une quatrième cause puissante d'augmentation de leurs fortunes d'une manière plus grande que proportionnelle à leur élévation, employent, dis-je, une partie de l'augmentation

de leurs revenus plus grande que proportionnelle à leur élévation, à acheter des moyens de produire. C'est donc pour ne pas vouloir augmenter tous ensemble, les uns plus et les autres moins, leurs dépenses d'une manière proportionnelle à l'augmentation de la prospérité générale, que celle-ci est bornée, et que les fortunes supérieures cessent d'augmenter d'une manière plus forte pour trois raisons que proportionnelle à leur élévation. Et allant, ces générations successives, en décroissant toujours dans le même rapport, elles forment une progression géométrique décroissante, comme nous avons dit dans le chapitre premier en parlant du nombre seul des producteurs, des produits et des moyens de produire.

Nous avons remarqué que chaque augmentation de la consommation, de la production, de la création de moyens de produire et de la population ou du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, engendre une légère augmentation des salaires des premiers, à cause de la diminution de la concurrence, et une des prix des produits de première nécessité, à cause de l'augmentation du nombre des producteurs nécessaires pour cultiver des terrains moins fertiles et moins bien situés. Or, comme l'augmentation des salaires des producteurs inférieurs augmente les prix de tous les produits, mais d'une manière moins forte proportionnellement, les salaires des producteurs supérieurs qui ne sont pas augmentés par là ne les augmentant pas, et que l'augmentation des prix des produits de première nécessité augmente nécessairement les salaires des producteurs inférieurs, mais d'une manière moins forte aussi, parce que les prix des autres produits ne les augmentent pas, il s'ensuit que ces augmentations mutuelles légères des salaires des producteurs inférieurs et des prix des produits forment une progression géométrique décroissante légère, qui fait supporter par les producteurs aisés seuls,

mais d'une manière proportionnelle à leur consommation, c'est-à-dire d'une manière d'autant plus forte proportionnellement qu'ils sont moins riches, cette augmentation des prix des produits.

Nous devons donc un peu modifier notre formule supérieure et dire : qu'il se forme par toute augmentation des dépenses privées 1° une progression géométrique décroissante d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, 2° une de progressions très-légères d'augmentations des salaires des producteurs *inférieurs* et surtout des prix des produits et 3° une de diminutions fortes des prix des moyens de produire, dans lesquelles les producteurs inférieurs, dont les salaires se règlent toujours sur le prix des produits, ne sont principalement augmentés qu'en nombre, mais où les supérieurs le sont de plus en fortune d'une manière plus grande pour *quatre causes très-puissantes* que proportionnelle à leur élévation.

Remarque. Les prix des moyens de produire étant ainsi considérablement diminués et leurs loyers n'étant pas changés, l'intérêt de l'argent hausse et les fonds publics baissent.

Mais si les dépenses privées continuaient ainsi à augmenter, les prix des moyens de produire se réduiraient infiniment en déterminant une progression de très-légères progressions d'augmentations des salaires des producteurs et des prix des produits, ils se réduiraient même à zéro et, encore à la fin, tout l'argent qui en proviendrait ne suffirait pas pour s'étendre sur tous les producteurs et tous les produits. Il faut donc que les salaires et les prix de ceux-ci, loin de continuer à augmenter, finissent par diminuer et que les prix de ceux là cessent de diminuer autant. Et en effet ces deux

conditions indispensables de l'augmentation un peu longue de la prospérité générale s'obtiennent bientôt, *parce qu'on préfère acheter dans ce cas les moyens de produire existans*, maisons, manufactures, etc., etc., qui sont à si bon marché, *qu'employer des salaires et des produits relativement si chers à en créer de nouveaux*. Ce qui tend sans cesse à rétablir le rapport ordinaire entre l'élévation des salaires des producteurs et des prix des produits et celle des prix des moyens de produire, à changer la progression de progressions légères d'augmentatioins des salaires des producteurs inférieurs et des prix des produits et celle de diminutions très-fortes des prix des moyens de produire en progression de diminutions uniformes des uns et des autres, et à rendre par conséquent les loyers et les fermages aussi diminués que les prix des moyens de produire, ou, ce qui est synonyme, à faire redescendre l'intérêt de l'argent du taux plus élevé où il était placé à son élévation ancienne et naturelle. Mais cet effet ne doit-être complètement achevé que longtemps après que la progression d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire n'est tout-à-fait accompli.

Remarques : 1o L'intérêt de l'argent tend à redescendre à son taux naturel.

Outre la remarque que nous venons de faire relativement à l'intérêt de l'argent, nous devons encore noter que la même somme proportionnelle de monnaie revient toujours aux propriétaires ou producteurs aisés. Quand, en effet, comme ce sont les seuls qui peuvent le faire, ils dépensent plus d'argent, ils en reçoivent plus d'abord par l'augmentation du nombre de leurs moyens de produire et par conséquent de leurs loyers au même taux; et si ceux-ci diminuent ensuite d'élévation avec les salaires des producteurs et le prix des produits, ils doivent en dépenser d'autant moins pour acheter ces derniers; et dans l'un et l'autre cas, ils peuvent avec la même somme de monnaie qu'ils reçoivent, acheter un plus grand nom-

2o La même somme proportionnelle d'argent revient toujours au propriétaire.

bre de services, de produits et de moyens de produire.

3° Une petite augmentation des dépenses des riches en engendre une très-grande de la prospérité générale.

4° La richesse et la population croissent dans le même rapport; mais la première est autrement répartie sur la deuxième.

5° L'inégalité des fortunes loin d'être diminuée est fortement augmentée.

On doit voir en 3e lieu qu'une petite augmentation primitive des dépenses des producteurs aisés engendre une très-grande augmentation consécutive de la prospérité générale, et en 4e que le nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire ou la richesse et la population, qui la constituent, croissent dans un rapport constamment le même, comme nous avons encore remarqué, mais que la première est autrement répartie sur la seconde, puisque pendant que les producteurs inférieurs ne sont augmentés qu'en nombre et un peu et momentanément en bien-être, les supérieurs le sont de plus en fortune d'une manière, pour quatre motifs très-puissans, plus forte même que proportionnelle à leur élévation. L'inégalité des fortunes, loin donc d'être diminuée par l'augmentation des dépenses des producteurs aisés, est extraordinairement augmentée. Si, en effet, toutes les fortunes étaient augmentées d'une manière proportionnelle à leur élévation, si, par exemple, elles étaient doublées, l'ouvrier qui n'a qu'un franc par jour, en obtiendrait la valeur de deux, et celui qui a cent mille francs de rente, en obtiendrait *la valeur* de deux cent mille. Or, quoique toutes les fortunes ne fussent augmentées que d'une manière proportionnelle à leur élévation antérieure, que leur inégalité proportionnelle fût la même, leur inégalité réelle deviendrait immensément plus grande, puisque la différence entre 2 et 200,000 est infiniment plus grande qu'entre 1 et 100,000. Mais celle produite pour toute augmentation des dépenses privées est bien plus grande encore, puisque 1° les ouvriers n'ont toujours, que la prospérité soit grande ou petite, qu'à peu près la valeur de ce franc pour salaire, au paupérisme près qui n'existe pas quand la prospérité augmente, et que toutes les fortunes des producteurs supérieurs sont augmentées d'une manière *plus forte pour quatre motifs très-puissans que proportionnelle à leur élévation.*

Opinion probable de quelques auteurs sur les effets de l'inégalité des fortunes.

La remarque que c'est le défaut de consommation des riches faute de besoins et des pauvres faute de moyens d'acheter la cause qui borne la consommation, la population, la production et la création des moyens de produire ou la naissance des producteurs, des produits et des moyens de produire, a peut-être fait penser que l'inégalité des fortunes est l'unique cause qui borne la prospérité générale. Mais on voit que cette inégalité peut être immense et ne pas arrêter celle-ci dans sa marche ascendante. Il suffit que les hommes ensemble, les uns plus et les autres moins, augmentent leurs dépenses ou leurs consommations pour augmenter avec elles la production, la création des moyens de produire et la population.

Les mêmes auteurs ont peut-être encore cru en conséquence de leur opinion et en vertu du proverbe

Sublatâ causâ, tollitur effectus:

En enlevant la cause, on enlève l'effet,

Leur moyen de remédier à tous les maux actuels.

qu'il n'y a d'autre remède à un tel mal que d'en détruire la cause, de détruire l'inégalité des fortunes et de la remplacer par une égalité parfaite.

Communisme.

Mais l'inégalité des fortunes n'est pas, comme nous venons de voir, la cause prochaine qui empêche la prospérité de croître, c'est seulement le défaut de consommation ou de dépenses que cette inégalité occasionne. Ce n'est donc pas cette inégalité qu'il faudrait détruire, mais son effet immédiat, le défaut de consommation. Et par là même, loin de la détruire, on l'augmenterait en progression géométrique croissante ou comme les nombres 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256, etc.

On devrait du reste à ce principe trop souvent cité

Sublatâ causâ, tollitur effectus:

En enlevant la cause, on enlève l'effet,

ajouter celui non moins vrai

Sed permanente causâ, si grata causa est,
Potest alteris causis sæpè etiam gratis tolli effectus:

Mais en laissant persister la cause, si elle est agréable,
On peut en détruire l'effet par d'autres causes qui peuvent même être agréables.

Ces deux principes sont les pendans l'un de l'autre; on ne devrait pas pouvoir proférer le premier sans devoir en même temps proférer le second.

Socialisme.

Je prouverai même, dans le chapitre suivant, que cette inégalité, si chère aux producteurs supérieurs et si odieuse à quelques-uns des inférieurs, serait, si on employait les moyens que je proposerai, d'autant plus avantageuse aux derniers qu'elle serait plus grande. Les impôts progressifs sur les fortunes l'augmenteraient même encore, à moins d'être excessifs et uniformement croissants, comme nous verrons encore dans ledit chapitre. Sa moindre augmentation par eux, sa diminution même, dans cette dernière supposition, seraient donc elles-mêmes, dans mon système, aussi inutiles et même nuisibles à la classe inférieure qu'injustes.

Progression de diminutions du nombre et d'augmentations des prix, etc.

§ II. Nous venons de voir les effets de l'augmentation primitive des dépenses privées. Voyons actuellement ceux de leur diminution. Sauf les faillites, le paupérisme et la mort par les privations, ces derniers sont précisément opposés à ceux-là.

En effet, 1° de ce que les producteurs aisés dépensent

en général de leurs revenus une partie d'autant *plus* grande proportionnellement qu'ils sont moins riches, il suit aussi que la diminution de leurs dépenses par des causes générales est aussi d'autant *plus* grande qu'ils sont *moins* riches.

2° Augmentant en même temps la somme d'argent employée aux moyens de produire, elle en augmente d'autant les prix, et fait que les producteurs supérieurs ne peuvent plus en acheter qu'une partie d'autant plus petite *proportionnellement* que leurs fortunes sont plus élevées.

Ces deux premiers effets combinés n'ont donc pour résultat que la diminution des fortunes supérieures d'une manière plus grande que proportionnelle à leur élévation, ou, ce qui est synonyme, d'une manière d'autant plus grande proportionnellement qu'elles sont plus élevées au profit des inférieures qui en sont augmentées d'une manière d'autant plus grande qu'elles le sont moins, ou de diminuer, *pour deux raisons*, l'inégalité des fortunes.

3° Elle engendre en même temps aussi une diminution proportionnelle de la consommation, de la population, de la production et de la création de moyens de produire, ou du nombre 1° des producteurs inférieurs dont une partie font faillite, tombent dans l'indigence et peuvent mourir de privations, si on ne vient pas assez à leur secours, et dont l'autre reçoit un salaire considérablement diminué à cause de l'augmentation de la concurrence pour obtenir de l'ouvrage, 2° de celui des produits à un prix également diminué primitivement d'abord à cause de la diminution des frais de culture des terrains plus fertiles ou mieux situés qui restent de préférence cultivés. Avant d'aller plus loin et de parler de la diminution proportionnelle du nombre des moyens de produire qu'elle engendre en même temps, remarquons que la diminution des salaires des producteurs diminuant les prix des produits mais d'une manière moins

forte, parce que les salaires des producteurs supérieurs ne variant pas ne les augmentent pas, et la diminution des prix des produits de première nécessité diminuant les salaires des producteurs inférieurs, mais d'une manière moins forte encore parce que la diminution des prix des produits destinés à la classe riche ne les diminue pas, il se forme dans ce cas une progression décroissante de diminutions des salaires des producteurs inférieurs et des prix des produits, qui rendent les salaires des producteurs supérieurs relativement plus élevés. Nous devons donc avant tout modifier notre langage supérieur et dire que la diminution des dépenses privées, après avoir augmenté pour deux raisons les fortunes des producteurs inférieurs aux dépens des supérieurs, engendre une diminution du nombre 1° des producteurs inférieurs, dont une partie font faillite, tombent dans l'indigence, cessent de se reproduire ou meurent de privations, et dont l'autre reçoit un salaire qui subit une progression géométrique décroissante de diminutions et 2° de celui des produits à un prix qui en subit une égale proportionnellement.

Il se fait en même temps une diminution proportionnelle du nombre des moyens de produire, mais à un prix augmenté, non-seulement à cause de l'augmentation primitive de la somme d'argent qui leur est consacrée et de celle provenant de la progression de diminutions des salaires des producteurs inférieurs et des prix des produits dont nous venons de parler, mais à cause de la diminution de leur nombre. Dernière augmentation des prix des moyens de produire qui ôte encore aux producteurs supérieurs les moyens d'acheter du nombre des moyens de produire une quantité plus grande que proportionnelle à leur élévation.

Cette première diminution de la consommation, de la production et de la création de moyens de produire avec tous ses effets accessoires ou du nombre 1° des producteurs

inférieurs dont une partie fait faillite, tombe dans le paupérisme, meurt de privations ou cesse de se régénérer, et dont l'autre reçoit un salaire qui subit une progression géométrique décroissante de diminutions, 2° des produits à un prix qui en subit une égale proportionnellement, 3° des moyens de produire à un prix fortement augmenté, et de l'élévation des fortunes des producteurs supérieurs d'une manière pour trois raisons plus grande que proportionnelle à leur élévation, engendre à son tour, à cause de cette diminution du nombre et des salaires des producteurs inférieurs, une deuxième diminution de la consommation, de la population, de la production et de la création des moyens de produire avec tous ses effets énumérés, ou du nombre 1° des producteurs, dont une partie encore fait faillite, tombe dans l'indigence, cesse de se reproduire et meurt de privations et dont l'autre subit une progression géométrique décroissante de diminutions de salaires, 2° des produits qui en subissent une proportionnelle également de diminutions de prix et 3° des moyens de produire à un prix fortement augmenté, et partant encore de l'élévation des fortunes d'une manière plus grande, pour trois raisons, que proportionnelle à leur élévation.

Cette deuxième diminution en engendre une troisième, cette troisième, une quatrième..... et ainsi de suite. Mais ces générations successives 1° de diminutions du nombre des producteurs inférieurs, des produits et des moyens de produire, 2° de faillites, de paupérisme, de morts par les privations et de cessation de naissances, 3° de progressions de diminutions des salaires des producteurs inférieurs et des prix des produits, 4° d'augmentations fortes des prix des moyens de produire et enfin de diminutions des fortunes d'une manière pour trois raisons puissantes plus forte que proportionnelle à leur élévation, deviennent de plus en plus petites, parce que les *producteurs supérieurs, dont les*

besoins et les goûts de dépenser ne diminuent pas d'une manière proportionnelle à la diminution de leurs fortunes, ne *diminuent pas leurs dépenses d'une manière qui lui soit proportionnelle non plus* et en *achètent d'autant moins* de *moyens de produire proportionnellement qu'ils sont plus riches*, ce qui est une quatrième cause de diminutions de leurs fortunes d'une manière plus grande que proportionnelle à leur élévation. C'est donc, notons-le bien encore, parce que les riches ensemble ne diminuent pas leurs dépenses d'une manière proportionnelle à la diminution de leurs fortunes en général, et diminuent leurs fortunes individuelles d'une manière pour quatre raisons, qu'ils cessent de les diminuer d'une manière pour trois raisons plus forte que proportionnelle à leur élévation et que la diminution du nombre et du bien-être des producteurs inférieurs est également bornée.

Mais ces générations successives de diminutions, allant toujours pour cette raison en décroissant dans le même rapport, forment une progression géométrique décroissante d'autant plus grande ou d'autant moins décroissante que, loin qu'il existe une création de moyens de produire, qui entretienne un certain nombre de producteurs inférieurs, on n'entretient plus même une partie de ceux qui existent.

Remarques.

REMARQUES. Les prix des moyens de produire étant ainsi considérablement augmentés et leurs loyers n'étant pas changés, l'intérêt de l'argent baisse, les fonds publics haussent.

Mais si les dépenses privées étaient ainsi longtemps et fortement diminuées, il surviendrait une énorme disproportion entre l'élévation des salaires des producteurs inférieurs et des prix des produits et celle des moyens de pro-

duire. Les premiers deviendraient fort petits et les seconds infiniment grands. Il faut donc que les uns finissent par augmenter au lieu de diminuer et que les autres finissent par diminuer moins fortement ; ce qui ne tarde pas à arriver, parce qu'on *préfère créer alors de nouveaux moyens de produire au moyen de ces producteurs, dont les salaires sont si réduits et de ces produits, dont les prix sont si minimes, que d'acheter ceux* si chers qui existent, ce qui change la progression de progressions légères de diminutions des salaires des producteurs inférieurs, ceux des producteurs supérieurs n'étant pas changés jusque là, et des prix des produits et celle d'augmentations très-fortes des prix des moyens de produire en progression d'augmentations uniformes à la fin des uns et des autres, et rétablit par conséquent l'équilibre ordinaire entre l'élévation des salaires des producteurs et des prix des produits et celle des prix des moyens de produire et par conséquent entre ceux-ci et les loyers et les fermages ou fait remonter l'intérêt de l'argent à son ancien taux. Mais cette disproportion n'est ainsi complètement annulée et l'intérêt de l'argent remonté à son élévation naturelle que probablement longtemps après que la progression de diminutions du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire ou de la prospérité générale n'est parfaitement accomplie.

1° Intérêt de l'argent.

2° Cause de la durée des faillites, du paupérisme et de la mort par les privations.

Outre la remarque que nous venons de faire relativement à l'intérêt de l'argent, nous devons encore noter que les faillites, le paupérisme et la mort par les privations tendent sans cesse naturellement à disparaître par leurs effets mêmes : la diminution des naissances et l'augmentation de la mortalité par les privations. Mais de nouvelles causes de diminutions de la participation aux avantages de la production viennent souvent les perpétuer en déterminant de nouvelles progressions de diminutions de la prospérité générale.

3° Une petite diminution des dépenses privées en engendre une très-grande de la prospérité générale.

Nous devons noter en troisième lieu qu'une petite diminution des dépenses privées en engendre une très-grande de la prospérité générale, comme nous avons dit, mais que si le nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire ou la richesse et la population, qui la constituent, croissent dans un rapport constamment le même, la première est autrement encore répartie sur la seconde, puisque, pendant que les producteurs inférieurs ne sont à la fin que diminués en nombre et en bien-être pendant un certain temps, les supérieurs le sont de plus en fortune d'une manière plus grande pour quatre motifs que proportionnelle à leur élévation. L'inégalité des fortunes, loin donc d'être augmentée par la diminution des dépenses des producteurs aisés, est extraordinairement diminuée. Elle le serait déjà considérablement, si toutes les fortunes étaient diminuées d'une manière proportionnelle à leur élévation; mais elle l'est bien plus, puisqu'elles le sont d'une manière d'autant plus forte proportionnellement pour quatre raisons très-puissantes qu'elles sont plus élevées.

4° La population et la richesse décroissent dans le même rapport; mais la première est autrement répartie sur la deuxième.

5° L'inégalité des fortunes est diminuée.

§ III. En considérant les effets de l'augmentation et de la diminution des dépenses privées en même temps, nous trouvons que l'intérêt de l'argent varie assez longtemps très-fortement en raison directe des variations de la prospérité générale quand elle est produite par les variations primitives des dépenses privées.

1° L'intérêt de l'argent varie en raison directe de la prospérité générale.

Nous verrons par les chapitres suivans qu'il en est encore de même quand elle l'est par celles des dépenses publiques et celles de la rapidité de la production. La diminution actuelle de l'intérêt indiquerait donc que la prospérité générale va en diminuant, s'il ne dépendait pas en même temps des variations de la quantité de la monnaie, avec lesquelles il varie en raison inverse, comme nous verrons aux chapitres VII et VIII ci-après. Sa diminution générale actuelle pourrait donc indiquer aussi bien l'augmentation générale

de la quantité de la monnaie que la diminution de la prospérité générale. Mais comme il est bien douteux que la première soit fortement augmentée depuis longtemps, qu'il n'existait plus avant la découverte de l'or de la Californie de mines en grande activité, qu'on a autrefois employé plus de billets qui remplacent la monnaie métallique qu'aujourd'hui, et qu'on emploie actuellement plus d'or et d'argent en bijouteries, vaisselle, instrumens, ornemens, et on en doit conclure que cette diminution générale de l'intérêt de l'argent indique bien réellement une diminution de la prospérité générale. Mais encore ce principe que l'intérêt de l'argent varie en raison directe de la marche de la prospérité générale n'est vrai que par rapport à tous les pays du monde considérés en même temps. Nous verrons que par rapport aux localités, aux villes, aux provinces, aux nations en particulier, il varie au contraire en raison inverse de leur prospérité relative. Sa diminution relative actuelle chez les peuples qui nous entourent indique donc qu'ils sont plus prospères que les autres.

2° La diminution actuelle du taux de l'intérêt prouve que la prospérité générale est en train de diminuer.

2° Nous voyons aussi que les salaires des producteurs, les prix des produits et des moyens de produire varient en raison inverse de leur nombre. Il en doit être ainsi : plus en effet ce dernier est grand, plus la monnaie doit se diviser pour les représenter dans leurs échanges et plus leurs prix doivent être réduits. Elle gagne d'autant plus de valeur qu'elle s'étend davantage ou qu'elle en représente plus. Toutes les causes de prospérité, en augmentant les dépenses et le nombre des producteurs ou la participation aux avantages de la production, l'étendent ainsi; toutes celles de ruine, en diminuant ces dépenses et ce nombre ou cette participation aux avantages de la production, la concentrent. A tel point que si vous supposiez la prospérité générale ou l'augmentation du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire poussée à son plus haut degré, les salaires et les prix seraient infiniment minimes en ar-

gent, mais seraient plus grands qu'aujourd'hui en valeur. Et si vous supposiez l'épargne ou la diminution du nombre des producteurs ou de la prospérité générale poussée à l'extrême, toute la monnaie finirait par se concentrer sur quelques producteurs qui auraient des centaines de millions de revenus, sur quelques hectares de terres et quelques maisons qui en vaudraient des dizaines de millions et quelques produits qui en vaudraient des centaines de mille, le reste de l'univers ne valant et ne rapportant absolument rien, n'étant pas même habité.

On pourrait donc conclure aussi de l'augmentation constamment croissante aujourd'hui des prix de toutes choses et surtout de ceux des moyens de produire que la prospérité du monde est diminuée et va constamment en diminuant. Elle existe en effet partout, cette augmentation. Mais nous verrons par les chapitres VII et VIII ci-après qu'ils dépendent aussi de la quantité totale de la monnaie avec laquelle ils sont au contraire en raison directe. Mais comme il est certain que les prix sont plus augmentés et vont plus en augmentant que la quantité de la monnaie, il est certain aussi que la prospérité générale est diminuée et va constamment en diminuant, fait que nous prouvent aussi non-seulement la diminution générale de l'intérêt de l'argent, mais encore l'augmentation continuelle des faillites, du paupérisme et de la mort par les privations, et la diminution constante aussi de la population, de la quantité de terres cultivées et du nombre de maisons existantes *sur tout l'univers*.

3° Nous venons aussi de voir que les producteurs supérieurs augmentent leurs fortunes particulières par toute augmentation de leurs dépenses privées et les diminuent par toute diminution de celles-ci d'une manière plus forte pour quatre motifs très-puissans que proportionnelle à leur élévation.

4° Mais il y a une classe d'entre eux qui gagne plus que les autres à l'augmentation de la prospérité générale et qui perd plus à sa diminution. Ce sont les possesseurs de capitaux, de créances à termes. Ils gagnent à la première, comme les propriétaires par l'augmentation de la valeur de leurs rentes, revenus ou salaires, et de plus ils gagnent par l'augmentation de la valeur de leur capital et par l'élévation de l'intérêt de l'argent, qui a lieu tant que la prospérité augmente et même encore un certain temps après. Et ils perdent, comme eux encore, quand la prospérité diminue, par la diminution de la valeur de leurs rentes, revenus ou salaires, et de plus ils perdent par la diminution de la valeur de leurs capitaux et par la baisse de l'intérêt de l'argent, qui dure même un certain temps encore après que la prospérité cesse de diminuer.

4° Effets des variations des prix et de celles de la prospérité générale sur les créanciers.

5° Il y en a une autre qui, loin de gagner à l'augmentation de la prospérité générale, y perd, et loin de perdre à sa diminution y gagne. Ce sont les débiteurs. Ils ne gagnent ni ne perdent par l'augmentation de la valeur de la rente et de l'intérêt de l'argent effet de son augmentation parce qu'ils retirent de plus grands profits aussi du capital emprunté. Mais ils perdent par l'augmentation de la valeur de celui-ci. Et ils ne perdent ni ne gagnent par la diminution de la valeur de la rente et de l'intérêt effet de sa diminution parce qu'ils retirent en général de l'emploi du capital des profits moins grands. Mais ils gagnent par la diminution de celui-ci.

5° Sur les débiteurs.

Le créancier qui gagne sous trois rapports à l'augmentation de la prospérité générale, y gagne donc beaucoup plus que n'y perd le débiteur qui n'y perd que sous un ; et perdant sous trois rapports à sa diminution, il y perd bien plus que n'y gagne le débiteur qui n'y gagne que sous un encore. Ce qui fait que l'homme, considéré en même temps

sous cette double qualité, gagne autant que le propriétaire à l'augmentation de la prospérité générale et perd autant que lui à sa diminution. Cependant cet avantage est ici beaucoup moins grand, parce que les débiteurs en diminuent, proportionnellement à leur diminution de fortune, leurs dépenses infiniment plus que les créanciers n'augmentent les leurs, proportionnellement à l'augmentation de la leur. Ce qui fait que la progression d'augmentation de la prospérité générale en est d'autant moins grande, ou, ce qui est synonyme, d'autant plus décroissante.

6° Sur les salariés du gouvernement.

6° Mais il y a une classe de producteurs qui semblent totalement à l'abri de ces variations de nombre et de salaires et par conséquent de prospérité. Ce sont les fonctionnaires publics, les militaires, les employés, les pensionnés du gouvernement et quelques autres producteurs à salaires également peu variables. Cependant ils profitent, comme les autres producteurs, à l'augmentation de la prospérité générale en payant moins cher les produits qu'ils doivent consommer, et souffrent, comme les autres, de toutes ses diminutions en les payant plus cher. Et l'augmentation ou la diminution de leurs consommations, qui en résulte, contribue à leur tour aux progressions d'augmentations ou de diminutions du nombre et de diminutions ou d'augmentations des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire. Cependant peu à peu l'on finit par remettre aussi leurs salaires en rapport à peu près avec ceux des autres producteurs et les prix des produits et des moyens de produire.

Nous voyons déjà par ces remarques, ce que nous verrons mieux par la suite, que les variations des prix, qui sont l'effet ici de celles du nombre des producteurs, mais qui le sont aussi souvent de celles de la quantité de la monnaie

comme nous verrons au chapitre VII, influent à leur tour sur ce nombre.

§ IV. Tels sont les effets produits sur toutes les nations considérées en même temps par l'augmentation et la diminution des dépenses privées. Mais avant de produire ces effets généraux, elles en engendrent quelques autres de particuliers sur les nations considérées isolément et principalement sur celles chez qui elles ont lieu primitivement.

Effets de l'augmentation des dépenses privées sur les nations en particulier.

La progression, en effet, de progressions très-légères d'augmentations des prix des produits qui accompagne celle d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire par l'augmentation des dépenses privées, tend très-légèrement à empêcher les exportations et à permettre les importations et à produire les trois genres d'effets exposés au chapitre VIII de cette première partie; mais celle de diminutions très-fortes des prix des moyens de produire avec les mêmes loyers, qui l'accompagne également, engage très-fortement les producteurs supérieurs étrangers à placer leur argent dans les emprunts publics, les entreprises commerciales, manufacturières et agricoles, les constructions et l'acquisition des autres moyens de produire du pays, diminue l'augmentation des fortunes de ceux de la nation, et par la moindre augmentation des dépenses de ceux-ci, qui en résulte, diminue aussi la progression susdite d'augmentations de la prospérité générale, mais elle engendre les effets tout-à-fait opposés chez les nations voisines; elle y augmente les fortunes des producteurs supérieurs d'une manière plus forte que proportionnelle à leur élévation, mais ici pour deux raisons seulement, leur augmentation primitive aux dépens des inférieures par l'augmentation primitive des dépenses privées, qui n'a pas lieu, n'ayant pas lieu non plus et 2° y engendre par l'augmentation des dépenses privées, qui en résulte, une progres-

sion d'augmentations du nombre et un peu et momentanément du bien-être des producteurs inférieurs et du nombre, mais surtout de la fortune des supérieurs d'une manière pour quatre raisons plus forte que proportionnelle à leur élévation. Mais cette acquisition des moyens de produire de la première nation par les secondes et la progression d'augmentations de la prospérité de celles-ci, qui l'accompagne, diminuent aussi les prix de leurs moyens de produire, en font acheter à leur tour une partie par les producteurs supérieurs de nations plus éloignées encore, en produisant sur elles ensemble tous les effets que nous venons d'énumérer et ainsi de suite. On voit que l'argent afflue des nations voisines vers la première, de nations plus éloignées vers les nations voisines et ainsi de suite, et que la diminution des prix des moyens de produire et une partie de l'augmentation de la prospérité de la première se répartissent au loin en allant très-fortement en diminuant sur toutes les nations étrangères, en même temps que la disproportion qui en résulte partout entre l'élévation des salaires des producteurs et des prix des produits et celle des prix des moyens de produire tend partout à s'annuler et à faire redescendre l'intérêt de l'argent du taux plus haut, où il était monté en général, à son ancienne élévation.

Ceux de leur diminution.

La progression au contraire d'augmentations très-fortes des prix des moyens de produire avec les mêmes loyers, qui accompagne primitivement celle de diminutions du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire engendrée par toute diminution des dépenses privées, fait acheter de suite par les producteurs supérieurs du pays les moyens de produire des nations étrangères moins cher proportionnellement et donnant de plus grands revenus, par exemple encore, les engage à placer leur argent dans les fonds publics, les constructions, les entreprises commerciales, manufacturières ou agricoles, l'acquisition des terres et des autres moyens de produire des nations voisines, et

par là diminue la progression susdite de diminutions de leurs fortunes, 2° diminue ou rend moins décroissante, par la moindre diminution de leurs dépenses qui en résulte, la progression de diminutions du nombre et du bien-être des producteurs inférieurs et du nombre et des fortunes des supérieurs d'une manière plus grande pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation ; mais en engendre chez les nations voisines 1° une de diminutions des fortunes des producteurs supérieurs d'une manière pour deux raisons plus forte que proportionnelle à leur élévation, 2° une seconde, par la diminution des dépenses des derniers, de diminutions du nombre et du bien-être des producteurs inférieurs et du nombre et des fortunes des supérieurs d'une manière, pour celles-ci, plus forte pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation et 3° une d'augmentations des prix des moyens de produire, avec les mêmes loyers, qui fait encore acheter par leurs producteurs supérieurs ceux de nations plus éloignées et ainsi de suite. On voit que l'argent reflue de la première nation vers les secondes, des secondes vers les troisièmes, etc., et que l'augmentation des prix des moyens de produire et une partie de la diminution de la prospérité de la première nation se répartissent au loin, mais en allant fortement en diminuant, sur toutes les nations étrangères en même temps que la disproportion, qui en résulte partout, entre l'élévation des prix des moyens de produire, est partout annulée par la cause et le procédé naturels indiqués et fait remonter l'intérêt de l'argent du taux plus bas où il était descendu, à son ancienne élévation.

SECTION II. — ACTION PARTICULIÈRE DES CAUSES DES DÉPENSES PRIVÉES.

Sommaire. — § I. Étendue des besoins des hommes. — Réjouissances publiques dimanches et fêtes. — Luxe, générosité, charité. Nombre d'industries, d'arts et de sciences. — Population des producteurs supérieurs. — Droit d'ainesse. —

§ II. Examen des principes des auteurs à l'égard de ces causes. — Leur discussion. — Comparaison du cours de l'argent à celui de l'eau. — Luxe et générosité poussés à l'excès dans les cas particuliers. — Avarice. — Caisses d'épargnes en faveur des ouvriers. — Ces principes considérés en général et en particulier. — Insuffisance de l'augmentation spontanée des dépenses privées pour obtenir celle de la prospérité générale.

Mais les variations des dépenses privées dépendent principalement, avons-nous dit, de l'étendue des besoins des hommes, des réjouissances publiques, des dimanches et fêtes, des coutumes de luxe, de charité, de générosité, du nombre d'industries, d'arts et de sciences, de la population des producteurs supérieurs, etc.

Étendue des besoins des hommes.

On comprend d'après ce qui précède la manière d'agir de l'étendue des besoins des hommes. Son augmentation engendre par l'augmentation des dépenses des producteurs, qu'elle occasionne, une progression proportionnelle d'augmentations du nombre et de diminutions des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire dans laquelle les producteurs inférieurs ne sont augmentés qu'en nombre et en bien-être, mais où les supérieurs le sont de plus en fortune d'une manière plus grande pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation, progression qui se répartit au loin sur toutes les nations, mais en diminuant très-fortement. Mais augmentant aussi nécessairement les salaires des producteurs inférieurs, elle augmente les prix des produits et occasionne par là de plus tous les effets de la diminution de la rapidité de la production, que nous développerons dans le cinquième chapitre de cette première partie. Nous y parlerons encore de cette cause importante sous ce deuxième rapport.

Réjouissances publiques, dimanches et fêtes.

Les réjouissances publiques et surtout les dimanches et les fêtes augmentent aussi primitivement les dépenses des producteurs aisés. Mais comme elles les augmentent aussi en

ralentissant la production, nous ne parlerons principalement non plus de cette double action que dans ledit cinquième chapitre.

Mais les coutumes de luxe, de générosité, de charité, etc., ont uniquement pour effet d'augmenter les dépenses privées des producteurs supérieurs et d'engendrer les progressions d'augmentations du nombre et de diminutions des prix décrites plus haut. L'économie, l'épagne, l'avarice engendrent les progressions diamétralement opposées. Luxe, générosité, charité.

Mais les variations des dépenses privées dépendent surtout, comme les coutumes elles-mêmes de luxe, du nombre d'espèces et des qualités des produits ou, ce qui est synonyme, du nombre d'industries, d'arts et de sciences et de celui des producteurs que chacune de ces classes de production emploie. Nombre d'industries, d'arts et de sciences.

On a toujours observé, en effet, que plus leur nombre est grand et plus le monde est prospère. Mais on n'en a pas bien expliqué la cause. On croit même généralement qu'elles ne sont utiles que par les produits qu'elles donnent, tandis que considérées par rapport à toutes les nations en même temps, c'est uniquement, comme nous venons de voir, par l'augmentation des dépenses privées et du nombre des producteurs qu'elles occasionnent. Si le nombre d'industries était plus petit, et si le nombre des producteurs inférieurs qui y travaillent et qui déterminent les prix de leurs produits et par conséquent les dépenses des producteurs supérieurs étaient les mêmes, la prospérité générale serait la même aussi, à quelque variation près dans les jouissances de ceux-ci.

Mais ordinairement le petit nombre d'industries occupe

un petit nombre de producteurs et, par conséquent, engendre peu de dépenses de la part des producteurs aisés. Voilà pourquoi on a de tout temps aussi observé que cette circonstance coïncidait au contraire toujours avec un degré peu avancé de la prospérité du monde.

Mais chez les nations en particulier le nombre des espèces de produits ou d'industries engendre en outre des effets tout particuliers. Elle est avec la diminution des prix des produits ou l'augmentation de la rapidité de la production la cause unique des exportations et par conséquent des trois genres d'effets extrêmement avantageux à une nation et extrêmement pernicieux à toutes les autres, que celles-ci produisent et que nous ferons connaître au chapitre VIII de cette première partie.

Aussi on a toujours observé qué c'est le nombre relatif d'industries, d'arts et de sciences des nations, avec ladite variation de la rapidité de la production, la principale cause de leur prospérité relative.

Population des producteurs supérieurs.

Enfin les dépenses des producteurs supérieurs dépendent encore principalement de leur population. S'ils se multipliaient à proportion de leurs richesses, leurs dépenses et par conséquent la prospérité générale et leurs richesses augmenteraient à proportion de leur population. L'auteur de la nature proportionnerait ses dons à leur nombre. N'est-il pas étonnant que la population pauvre augmente toujours à proportion de ses faibles moyens d'acheter, et que la population riche ne le fasse pas à proportion de ses grands revenus, qui augmentent avec elle? Les producteurs inférieurs tendent donc toujours à augmenter la prospérité générale en se multipliant comme en consommant à proportion de leurs faibles moyens d'acheter et les riches à la limiter, à la diminuer même en faisant le contraire.

Quelle est donc la cause d'un phénomène si étonnant ? La population des producteurs inférieurs n'est absolument bornée que par leur calcul sur la limite de leur participation aux avantages de la production. Ils ne se marient pas en général, comme nous avons dit, quand ils prévoient qu'ils n'auront pas les moyens de s'établir et de nourrir leurs familles. Mais *ils le font toujours* quand ils prévoient qu'ils en auront les moyens, parce que n'ayant jamais que le nécessaire pour vivre, ils ne peuvent pas spéculer sur la fortune, que même quand ils l'ont, quand par conséquent ils participent aux avantages de la production, le mariage leur procure un asile, quelques douceurs de familles et des soutiens pour leur vieillesse qu'ils n'auraient pas sans lui. Celle des producteurs supérieurs l'est au contraire par la préférence qu'ils accordent au célibat pour vivre d'une manière plus indépendante ou par leur désir d'augmenter leurs fortunes. C'est donc toujours chez eux comme chez les premiers, comme nous avons dit, le désir d'augmenter leur bien-être, qui borne leur population. Mais, ô justice, cette préférence du célibat au mariage et ce désir d'augmenter à l'envie leur fortune individuellement tendent à les ruiner généralement. Mais, ô malheur, ils réduisent en même temps d'une manière proportionnelle la population et le bien-être de toutes les classes inférieures. Que leur erreur est grande ! Qu'elle est pernicieuse !

La loi elle-même a été longtemps d'accord avec ce désir pernicieux et injuste. Elle a longtemps taché par le droit d'aînesse, la plus injuste et la plus pernicieuse des lois humaines, dans le but ridicule de conserver les fortunes intactes, de laisser à l'aîné d'une famille la possession exclusive du domaine paternel. Quel nombre immense de riches de moins et par conséquent quelle immense progression de diminutions du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, dans laquelle les producteurs inférieurs n'étaient comme toujours que diminués en Droit d'aînesse.

nombre et en bien-être, mais ou le nombre des producteurs supérieurs avec des fortunes égales était diminué d'une manière proportionnelle.

Aujourd'hui, ce n'est plus que cette volonté des producteurs supérieurs pour les motifs ci-dessus indiqués de ne pas se multiplier à proportion de leurs grands revenus, qui les empêche de le faire, et malgré cela nous ne pouvons pas encore espérer qu'ils en agissent autrement.

Principes des auteurs et notamment de J.-Bte. Say à cet égard.

§ II. Tous ces principes sont tout à fait contraires à ceux des économistes du jour qui regardent, comme nous avons vu, l'épargne ou la diminution de la consommation comme une des causes prochaines de la prospérité du monde. On regarde entre autres choses : le luxe, la générosité, la prodigalité, comme des causes de ruine, et l'avarice, l'économie ou l'épargne comme des causes de prospérité. « Ainsi, dit » J.-B. Say, une valeur épargnée est une valeur qui non-» seulement se consomme, mais dont la consommation se » répète tous les ans (*précisément!*) et une valeur qui se » dissipe est une valeur qui ne se dissipe qu'une fois. Donc » le luxe est nuisible aux sociétés. *Tout prodigue est un* » *ennemi public*, *tout économe doit être regardé comme un* » *bienfaiteur de l'humanité.* » Il aurait dû ajouter : donc le grand nombre d'espèces de produits ou d'industries, d'arts et de sciences est nuisible, donc l'état de barbarie est avantageux à la prospérité générale. Donc la limite des besoins des hommes qu'il regarde, comme nous avons vu, comme nuisible, lui est avantageuse aussi. Il a même d'autant plus tort en parlant ainsi qu'il considère la chose tout-à-fait en général.

Leur discussion.

Nous venons de voir au contraire qu'une valeur ou une somme d'argent de plus épargnée en *se consommant reproductivement*, comme dit J.-B. Say, c'est-à-dire en *se concentrant sur les moyens de produire existans*, dont elle

augmente inutilement les prix, engendre une progression de diminutions du nombre et d'augmentations uniformes à la fin des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, dans laquelle les producteurs inférieurs ne sont diminués qu'en nombre en faisant faillite, tombant dans l'indigence, cessant de se régénérer et mourant de privations, mais où les supérieurs le sont de plus en fortune d'une manière plus forte pour quatre causes très-puissantes que proportionnelle à leur élévation. Et une valeur de plus qui se consomme ou une somme d'argent emploiée de plus à la consommation, loin de se dissiper, comme il le dit encore, en fait naître une d'augmentations de leur nombre et de diminutions uniformes à la fin de leurs prix, ou d'augmentations de la valeur de la monnaie, dans laquelle les producteurs inférieurs ne sont augmentés qu'en nombre, mais où les supérieurs le sont de plus en fortune d'une manière pour quatre raisons très-puissantes plus forte que proportionnelle à leur élévation.

En diminuant leurs dépenses, les producteurs aisés en général n'ont donc fait, qu'il me soit permis de le répéter en d'autres termes, qu'engendrer des progressions considérables de diminutions de leurs jouissances ou d'augmentations de leurs privations, 2° de diminutions de leurs fortunes d'une manière pour quatre causes très-puissantes plus forte que proportionnelle à leur élévation et 3° de générations, de faillites, de paupérisme, de morts par les privations, de cessation des naissances et de diminutions du bien-être de tout le reste de la classe inférieure.

Mais heureusement, la diminution de la prospérité générale, qui diminue les fortunes supérieures d'une manière plus forte pour quatre raisons puissantes que proportionnelle à leur élévation, en obligeant les producteurs supérieurs de dépenser une partie de leurs revenus d'autant plus grande proportionnellement qu'ils deviennent moins riches, se borne

bientôt par là. Ainsi la ruine, au lieu d'engendrer la ruine suivant la loi commune des générations, se détruit elle-même, comme la douleur détruit la douleur selon le système médical homéopathique.

Et en se livrant à l'agréable fonction d'augmenter leurs jouissances, ils ont opéré, les riches du monde en général, la lucrative et généreuse action de placer leur argent à intérêt et même à un taux extrêmement élévé, et de distribuer à tous les producteurs et cela non-seulement une fois mais une longue suite de fois consécutives, les mêmes sommes employées à augmenter leurs consommations et qui leur ont procuré tant de nouvelles jouissances. Oui, qu'il me soit permis de le répéter en d'autres termes, l'augmentation de leurs dépenses leur a procuré trois avantages précieux, 1° elle a engendré une progression d'augmentations de la somme de leurs jouissances; 2° elle en a engendré une de leurs fortunes d'une manière plus grande pour quatre causes très-puissantes que proportionnelle à leur élévation, et 3° elle en a déterminé une d'augmentations du nombre et du bien-être de toutes les autres classes.

Tous ces avantages dépendent de la possibilité et de la rapidité de la consommation, de la production et de la création de moyens de produire, occasionnées par cette réversion d'une plus grande partie de l'argent du riche sur la classe qui en a besoin pour pouvoir consommer et produire. Cette rapidité ou cette répétition de la consommation, source de plaisirs et de vie, et de cette production, source de profits et de richesses, continue ainsi tant que cet argent n'est pas totalement arrêté en route par cet obstacle qui est élevé par le riche, qui n'ayant plus de besoins à satisfaire ni d'occasion d'augmenter le nombre de moyens de produire devenu plus que suffisant, ne veut pas non plus le rendre pour rien à ceux qui en ont besoin pour continuer

leurs consommations et le concentre sur les prix des moyens de produire existans, sans en augmenter, que dis-je? en en diminuant même la valeur, et engendre une progression géométrique décroissante de diminutions du nombre et d'augmentations uniformes à la fin des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, dans laquelle les producteurs inférieurs sont diminués en nombre et en bien-être par les faillites, le paupérisme, la cessation des naissances, la mort par les privations et la diminution des salaires et où les producteurs supérieurs le sont en fortune d'une manière pour quatre causes très-puissantes plus forte que proportionnelle à leur élévation.

Comparaison du cours de l'argent avec celui de l'eau.

On dit communément : l'eau court toujours à la rivière, en parlant du cours de l'argent qui retourne toujours aux mains des riches. Cette comparaison est juste. L'eau court toujours à la rivière et même à la mer. Mais on devrait ajouter que, comme il faut, pour qu'elle soit plus profitable par la grande quantité de matières végétales et animales qu'elle contient, aux nombreux poissons qui vivent dans son sein, qu'évaporée toujours, comme elle l'est, en quantité égale en général, elle soit transportée au loin sous forme de nuages et sur l'aîle des vents, et aille retomber partout au loin sous forme de pluie sur les terres, pour y permettre partout la suite de compositions et de décompositions qui constitue la vie générale, il faut de même que l'argent des riches, qui retombe toujours, quoiqu'ils fassent, en quantité égale, comme nous avons déjà vu et comme nous verrons encore mieux dans les chapitres suivans, sur la classe inférieure, retombe sur un plus grand nombre de ceux-ci pour pouvoir leur retourner par des torrents qui aient plus de valeur. Car encore, comme elle est partout, cette précieuse eau douce, la condition principale de la composition et de la décomposition des êtres animaux et végétaux, de même l'argent est partout la condition sociale essentielle de la consommation et de la production qui ne sont-elles mêmes

que des modifications de cette grande transformation générale des êtres, effet principalement de l'eau et de la chaleur et à laquelle l'homme préside par le moyen principalement de la circulation de l'argent. Que dis-je? Ces premières causes ne produisent leurs effets naturels ou la vie générale que moyennant l'action de la dernière. Ainsi les animaux eux-mêmes, aussi bien ceux qui nagent dans la mer et qui volent dans l'air, que ceux qui vivent sur la terre, ne deviennent nombreux et heureux, comme l'homme lui-même, que quand la circulation de l'argent a lieu convenablement.

Plus donc, je ne saurais trop le répéter, les riches donnent de fois leur argent par leurs consommations ou autrement aux classes inférieures, plus ils le reçoivent de fois, et peuvent se procurer *de progressions* de fois la somme de produits de plus en plus grande qu'il représente, et obtenir de *progressions* d'augmentations du nombre de leurs moyens de produire d'une manière même pour *quatre causes très-puissantes plus forte* que *proportionnelle à leur élévation,* et procurer aux autres classes de progressions d'augmentations de leur population et de leur bien-être. Qui le croirait? La fortune ne descend sur la terre que dans les momens, on pourrait même dire qu'elle n'établit principalement sa résidence que dans les pays où les hommes consomment beaucoup, travaillent peu et se procurent toute sorte de plaisirs. On pourrait croire qu'elle y est la cause de ceux-ci. Pas du tout, elle en est l'effet bien plus que la cause. Elle fuit le temps et le sol ou résident l'épargne et les privations pour rechercher ceux où résident les jouissances, le luxe et la générosité. Dans les cas particuliers, ce sont l'épargne et les privations qui l'attirent. Chez les nations en général et même jusqu'à un certain point chez les nations en particulier, même soumises au libre-échange, ce sont elles qui les font fuir.

On doit donc dire, contrairement à J.-B. Say, que le

luxe et la prodigalité, qui méritent infiniment plus souvent le nom de générosité, mot qui jamais ne paraît dans les écrits des modernes économistes, que le luxe et la prodigalité ou la générosité, dis-je, sont très-utiles à la société, que *tout prodigue ou tout homme généreux est un bienfaiteur de l'humanité* et *que tout économe est un ennemi public.*

Mais le luxe et la prodigalité, ces deux causes de prospérité générale, ne nuisent-elles pas quand, poussées à l'excès chez des particuliers, elles dissipent la valeur des moyens de produire avec leurs revenus, et mettent des familles entières hors d'état de pouvoir continuer les dépenses ordinaires de leur condition? Cette dissipation de la valeur des moyens de produire ou la ruine d'une famille, qui est un grand malheur pour elle, fait du bien au reste de la société pendant qu'elle s'opère. Elle engendre une progression d'augmentations du nombre et de diminutions des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire dans laquelle les producteurs inférieurs ne sont qu'augmentés en nombre et momentanément en bien-être, mais où les supérieurs le sont de plus en fortune d'une manière plus forte pour quatre motifs puissans que proportionnelle à leur élévation. Mais comme elle a un terme et que la fortune tend par là à passer des mains des prodigues à celles des économes et même des avares, ces progressions d'augmentations de la prospérité finissent par être remplacées par des progressions plus durables de diminutions. Il serait donc à souhaiter pour le bien-être général et surtout le bonheur particulier des prodigues qu'ils n'entament jamais la valeur de leurs propriétés, qu'ils n'en dissipent que les revenus, ou, en d'autres termes, que la prodigalité ne soit pas poussée à l'excès. Luxe et prodigalité poussés à l'excès dans les cas particuliers.

Quant à l'avarice, ce vice honteux, on n'a pas osé le louer directement ni nominativement. Mais on a vanté *l'économie : Tout économe doit être regardé comme un bien-* Avarice.

faiteur de l'humanité. Le riche avare en se privant non-seulement des agrémens, mais même des nécessités de la vie, s'impose les privations de la pauvreté au sein de l'abondance. De plus il empêche en ne consommant pas les autres de consommer aussi. Il retient à lui cette faculté d'acheter, que chacun doit sans cesse renvoyer à chacun, pour qu'ils puissent en la recevant et la rendant recevoir à leur tour les faveurs qui l'accompagnent; il la concentre sur les moyens de produire, et engendre une progression immense de diminutions du nombre et d'augmentations des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, dans laquelle les producteurs inférieurs ne sont diminués qu'en nombre par les faillites, le paupérisme, la cessation des naissances et la mort par les privations, et en bien-être par la diminution des salaires des autres, mais où les supérieurs le sont de plus en fortune d'une manière plus grande pour quatre raisons très-puissantes que proportionnelle à leur élévation. Pour s'imposer donc des privations, il en impose d'immenses aux autres, il se ruine et ruine la société entière. Il fait donc le malheur public encore plus que son malheur privé.

Caisses d'épargnes en faveur des ouvriers.

Les caisses d'épargnes établies partout aujourd'hui en faveur des ouvriers sont des institutions pernicieuses à la classe ouvrière aussi bien qu'à tout le reste de la société. L'épargne, qu'on me pardonne ces répétitions en faveur de l'importance du sujet, l'épargne est la seule cause de la dépopulation et de la ruine des nations. Engagez, forcez les ouvriers à épargner, engagez les riches à épargner également, et vous priverez les premiers du nécessaire et les seconds des agrémens de la vie non-seulement une fois mais une progression de fois consécutives; et en même temps que ces privations s'engendreront à continuer par des progressions géométriques décroissantes, les terres cultivées, les manufactures, les maisons de commerce, enfin les producteurs et les moyens de produire deviendront en excès. Il

s'en formera même des progressions géométriques décroissantes de diminutions comme des produits, dans lesquelles les producteurs inférieurs, diminués en nombre feront faillite, tomberont dans l'indigence, cesseront de se reproduire, ou mourront de privations, et de plus en bien-être en obtenant un salaire moindre pour un travail plus grand, et où les producteurs supérieurs seront diminués également en nombre en cessant de se multiplier autant, en bien-être en cessant de consommer autant et de plus en fortune d'une manière plus grande pour quatre causes puissantes que proportionnelle à leur élévation.

Mais faites que les ouvriers dépensent constamment tous leurs salaires, que les riches en général dépensent une partie de plus en plus grande de leurs revenus, et non-seulement vous donnerez aux premiers le nécessaire et aux seconds les agrémens de la vie, mais vous leur donnerez les moyens de se les procurer en progression géométrique croissante jusqu'à ce que les jouissances, la population et la richesse aient atteint la limite de la fécondité de la terre et de la possibilité de la production manufacturière avec des matières inorganiques ou de la satiété de ceux-ci. Car à mesure que ces consommations se répéteront, de nouveaux moyens de produire, de nouvelles terres, de nouvelles manufactures, de nouvelles maisons de commerce, de nouvelles maisons pour louer, tous moyens de produire qui appartiendront en quantité d'autant plus grande *proportionnellement* aux producteurs qu'ils sont plus riches, de nouveaux producteurs inférieurs et moyens, etc., deviendront nécessaires. Il s'en formera même une suite non interrompue de progressions décroissantes comme des produits; ou plutôt celles-ci n'étant plus décroissantes, il s'en formera une progression géométrique croissante.

Ces principes considérés en général et en particulier.

Ces principes ne sont absolument vrais, comme nous avons dit, que considérés par rapport aux nations en général

ils s'éloignent d'autant plus de la vérité, ils finissent même par devenir d'autant plus faux qu'on les considère plus en particulier sous le rapport des nations, des provinces, des villes, des communes. Le comble de leur fausseté existe quand on les considère par rapport à l'individu. Cependant l'augmentation des dépenses du riche en particulier, quand tous les autres riches augmentent les leurs à proportion, engendrera bien encore une progression d'augmentations de sa richesse d'une manière pour quatre raisons plus grande que proportionnelle à son élévation ; mais si, tandis que tous les autres ont augmenté leurs dépenses, il n'augmentait pas les siennes, il en obtiendrait une bien plus grande encore. Mais cette dernière augmentation plus grande de sa fortune a lieu aux dépens de celle des autres riches et même des autres producteurs en général, dont il détermine même une progression géométrique décroissante proportionnelle de diminutions du nombre et de la fortune ; tandis que ceux qui font des dépenses plus grandes encore que les autres empêchent leurs fortunes d'obtenir une aussi grande part proportionnelle que les autres dans les progressions d'augmentations en question, qu'ils contribuent principalement à engendrer.

Cette opposition de l'intérêt particulier à l'intérêt général, jointe à l'impossibilité pour les personnes fort riches de consommer plus, malgré la progression d'augmentations de leurs fortunes plus fortes pour quatre raisons très-puissantes que proportionnelle à leur élévation produite par toute augmentation des dépenses privées, fait qu'on ne pourra jamais espérer une augmentation très-grande de la prospérité générale de la volonté spontanée et isolée des hommes.

Insuffisance de l'augmentation spontanée des dépenses privées pour obtenir la prospérité générale.

L'augmentation de la richesse tend donc d'autant plus à borner la consommation et partant la richesse qu'elle

devient plus grande. Au lieu que ce serait la richesse qui engendrerait la richesse, suivant la loi commune des générations, la richesse tend à détruire la richesse. Tandis qu'on peut dire que, selon cette heureuse loi naturelle, la consommation engendre la consommation, le plaisir, le plaisir presqu'à l'infini.

Nous trouverons quatre nouvelles causes d'augmentation des dépenses et du nombre des producteurs ou de la participation aux avantages de la production dans les chapitres suivans.

CHAPITRE IV.

EFFETS DES VARIATIONS DE LA PARTICIPATION AUX AVANTAGES DE LA PRODUCTION PAR CELLES DES DÉPENSES PUBLIQUES.

Sommaire. — § I. Premier effet primitif des impôts sur les produits destinés aux producteurs aisés. — De ceux sur les produits de première nécessité. — De ceux sur les uns et sur les autres. — Du droit d'enregistrement. — Premier effet général primitif de tous ces impôts. — Leur deuxième effet général primitif. — Combinaison de ces deux effets généraux primitifs. — Rétablissement de l'équilibre entre les salaires et les prix. — L'impôt ne consiste plus qu'en une diminution générale et égale proportionnellement des uns et des autres. — L'intérêt de l'argent haussé d'abord, redescend à la fin à son ancien taux. — Effet de l'impôt primitivement proportionnel aux fortunes, comme le droit de succession. — § II. Effets consécutifs de l'impôt ou effet de sa réversion sur le peuple. — § III. Effets combinés de sa levée et de sa réversion sur le peuple. — Exemple des effets de la levée et de la réversion d'un impôt ou d'une dépense publique. — § IV. Effets de la diminution des impôts. — Erreurs des hommes en économie politique. — § V. Effets de l'impôt progressif. — § VI. Effets de la répartition des impôts sur les industries opposées. — Effets de celle sur les industries identiques. — Répartition des impôts considérée sous le rapport du commerce international.

L'augmentation des dépenses et du nombre des producteurs ou de la participation aux avantages de la production par celle des impôts et des dépenses publiques produit tous les effets de celle par les dépenses privées, aux jouissances près des producteurs aisés, qu'elles ont de moins, à celles des services publics rendus et à quelque variation primitive

dans les salaires des producteurs, et surtout des prix des produits qu'elles ont de plus.

Premier effet primitif des impôts sur les produits destinés aux producteurs aisés.

§ I. En effet, si les impôts sont établis sur la formation des produits consommés par les producteurs supérieurs, ils en augmentent les prix à proportion, les salaires des producteurs inférieurs réduits au nécessaire pour vivre devant augmenter d'une manière proportionnelle, et retombent sur les premiers d'une manière proportionnelle à leurs consommations, c'est-à-dire d'une manière d'autant plus grande proportionnellement qu'ils sont moins riches. S'ils le sont sur lesdits produits après leur formation, ils retombent encore toujours sur lesdits producteurs supérieurs de la même manière proportionnelle.

De ceux sur les produits de première nécessité.

S'ils le sont sur ceux consommés par les producteurs inférieurs, après comme avant leur formation, ils en font encore hausser les prix à proportion. Mais cette augmentation des prix des produits de première nécessité fait nécessairement aussi augmenter les salaires de tous les producteurs inférieurs, qui doivent, pour leur procurer le nécessaire, monter aussi à proportion. Cette augmentation des salaires des producteurs inférieurs fait alors à son tour augmenter les prix des produits en général, de ceux de première nécessité par conséquent comme des autres. Cette deuxième augmentation des prix des produits de première nécessité fait encore augmenter les salaires des producteurs inférieurs. Cette nouvelle augmentation des salaires des producteurs inférieurs en engendre une nouvelle encore des prix des produits... et ainsi de suite, mais en diminuant rapidement, parce que les salaires des producteurs inférieurs seuls augmentent par cette augmentation des prix des produits de première nécessité, et que seuls par conséquent aussi ils augmentent les prix des produits des diverses espèces, ou, ce qui est synonyme, parce que les salaires des pro-

ducteurs supérieurs ne varient pas par là. Il se forme donc ainsi une progression géométrique, mais très-décroissante, d'augmentations des salaires des producteurs inférieurs et des prix des produits de toute espèce, mais principalement de ceux de première nécessité qui ont éprouvé seuls la première augmentation, progression qui fait encore retomber l'impôt sur les producteurs aisés seuls, mais d'une manière d'autant plus forte proportionnellement qu'ils sont moins riches. On comprend qu'ils produisent exactement les mêmes effets, quand au lieu d'être établis sur les produits destinés aux producteurs inférieurs, ils le sont, comme le droit de patente, sur les producteurs inférieurs eux-mêmes.

De ceux sur les uns et sur les autres.

S'ils le sont sur la formation des produits destinés aux producteurs supérieurs et inférieurs en même temps, ils déterminent une augmentation proportionnelle des prix des produits de toute espèce et de plus une progression d'augmentations des prix des produits de toute espèce encore, à cause de la hausse des prix des produits de première nécessité comprise dans cette augmentation générale de prix. Ce qui les fait retomber encore sur les producteurs aisés d'une manière proportionnelle à leurs consommations, c'est-à-dire, encore d'une manière d'autant plus grande proportionnellement qu'ils sont moins riches.

De ceux sur les moyens de produire.

S'ils le sont sur les moyens de produire d'une manière proportionnelle à leur valeur, ils produisent encore les mêmes effets, parce que leurs propriétaires ont coutume de stipuler dans leurs baux que tous les impôts mis ou à mettre sur lesdits moyens de produire, sous quelque dénomination qu'on les désigne, quand même la loi indiquerait qu'ils sont à la charge des propriétaires, doivent être payés par les locataires.

Du droit d'enregistrement.

Il en est encore de même du droit d'enregistrement.

Comme il se prend sur les mutations de produits et de moyens de produire, les conventions manufacturières ou commerciales, etc., et que les producteurs aisés de la classe inférieure permutent infiniment plus souvent leurs propriétés mobilières et immobilières que ceux de la classe supérieure, et qu'ils sont les seuls qui contractent les conventions de tout genre, il en résulte qu'il pèse aussi sur les fortunes d'une manière d'autant plus forte proportionnellement qu'elles sont moins élevées. Il tend même à produire le même effet en augmentant aussi les prix des produits et par conséquent en nécessitant l'augmentation des salaires des producteurs inférieurs.

Premier effet général primitif de tous ces impôts.

Tous ces impôts ne pèsent donc primitivement, comme l'augmentation des dépenses privées en général, que sur les producteurs aisés d'une manière d'autant plus forte proportionnellement qu'ils sont moins riches.

Leur deuxième effet primitif.

2° Et diminuant, comme elle encore, la somme d'argent destinée aux moyens de produire, ils en diminuent les prix d'une manière proportionnelle. Ce qui permet aux producteurs supérieurs, dont le superflu proportionnel est devenu, comme nous venons de dire, d'autant plus grand qu'ils sont plus riches, d'acheter du nombre des moyens de produire à vendre une partie plus grande égalcment que proportionnelle à leurs richesses.

Combinaison de ces deux effets primitifs.

Ces deux effets primitifs des impôts, l'augmentation des salaires des producteurs inférieurs et des prix des produits et la diminution des prix des moyens de produire ne font donc, comme les deux primitifs des dépenses privées, qu'augmenter les fortunes supérieures d'une manière d'autant plus grande proportionnellement qu'elles sont plus

élevées aux dépens des inférieures qui en sont diminuées d'une manière d'autant plus grande qu'elles le sont moins.

Mais comme le rapport entre les salaires des producteurs, qui ne sont pas changés, excepté ceux des inférieurs, qui ont subi une progression légère d'augmentations, quand l'impôt a été établi primitivement sur les produits de première nécessité, et les prix des moyens de produire, qui ont éprouvé dans tous les cas une grande diminution, ne tarde pas à se rétablir par une diminution des salaires des producteurs supérieurs, une progression de diminutions des inférieurs et une augmentation des prix des moyens de produire, et que les prix des produits éprouvent aussi une proportionnelle de diminutions, l'impôt ne consiste plus bientôt que dans une diminution générale et égale proportionnellement de tous les salaires et de tous les prix, pèse sur toutes les fortunes d'une manière proportionnelle à leur élévation et ne produit plus aucun effet, agissant absolument comme une diminution générale de la quantité de la monnaie.

Rétablissement de l'équilibre entre les salaires et les prix.

Nous devons encore observer que la diminution des prix des moyens de produire relativement à leurs loyers tendant ainsi sans cesse à disparaître, la hausse de l'intérêt de l'argent qui l'exprime tend sans cesse à redescendre à son ancien taux, comme quand l'augmentation du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire ou de la prospérité générale est produite par l'augmentation des dépenses privées. Nous verrons qu'il en sera encore de même quand elle l'est par la diminution de la rapidité de la production.

L'intérêt de l'argent haussé d'abord tend à redescendre à son ancien taux.

Maintenant que nous avons vu les effets des impôts, quand ils sont établis primitivement sur les producteurs

aisés d'une manière d'autant plus forte proportionnellement qu'ils sont moins riches, voyons ceux qu'ils produisent quand ils le sont d'une manière proportionnelle à leurs richesses.

Effet de l'impôt primitivement proportionnel aux fortunes, comme le droit de succession.

Le droit de succession en ligne directe et indirecte, qu'on ne peut pas rejeter sur les producteurs inférieurs et par suite sur les fortunes d'une manière d'autant plus forte qu'elles sont moins élevées, est le seul impôt, à ma connaissance, qui soit établi primitivement d'une manière proportionnelle à leur élévation. Il ne produit, comme tous ceux qui pourraient l'être, primitivement aucun effet, puisque si les producteurs supérieurs ont moins d'argent pour acheter les moyens de produire, ils peuvent avec la somme proportionnellement égale entre eux, qui leur reste, en acheter le même nombre.

Les prix des produits et des salaires des producteurs ne varient pas ici primitivement, et les prix des moyens de produire ne diminuent que pour une raison, la somme moindre de tout l'impôt qui leur est consacrée. L'équilibre ordinaire entre l'élévation des premiers et des derniers beaucoup moins fortement rompu se rétablit ici beaucoup plus tôt.

Effets consécutifs de l'impôt ou effets de sa réversion sur le peuple.

§ II. En même temps que ce rapport naturel se rétablit dans l'une et l'autre de ces répartitions, la réversion sous forme de dépenses publiques, proprement dites, de ces impôts sur le peuple, quelle qu'en soit la base, détermine, comme nous savons, une progression d'augmentations du nombre et de diminutions des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, dans laquelle les producteurs inférieurs ne sont augmentés qu'en nombre et un peu et momentanément en bien-être, mais où les supé-

rieurs le sont de plus en fortune d'une manière plus forte pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation, et qui abaisse, à cause de l'augmentation relative des frais de culture des terrains moins fertiles et moins bien situés qu'on doit cultiver de plus, les loyers et les fermages d'une manière persistante par rapport aux prix des moyens de produire autant que par rapport aux salaires des producteurs et aux prix des produits, quand l'équilibre ordinaire est rétabli, et fait redescendre l'intérêt de l'argent plus bas qu'à son ancien taux, comme par l'augmentation des dépenses privées.

Effets combinés de sa levée et de sa réversion sur le peuple.

§ III. En joignant à cette progression, résultat de la réversion de l'impôt, les effets primitifs de son établissement, on voit que l'augmentation des dépenses publiques, mot qui comprend cette levée et cette réversion de l'impôt, ne diffère des dépenses privées qu'en ce qu'elle n'augmente pas toujours les fortunes supérieures d'une manière plus forte *pour quatre raisons* que proportionnelle à leur élévation, qu'elle ne le fait que pour deux, quand, ce qui est infiniment rare, l'impôt est établi primitivement d'une manière proportionnelle aux fortunes.

Mais si les producteurs aisés de la classe supérieure augmentent *moins proportionnellement* leurs fortunes par les dépenses publiques, quand l'impôt est établi primitivement d'une manière qui est proportionnelle à leur élévation, ils les augmentent d'une manière beaucoup *plus forte réellement*, parce que la progression d'augmentations de la prospérité générale et par conséquent de leurs fortunes d'une manière pour deux raisons plus forte que proportionnelle à leur élévation, qui en est l'effet, en est d'autant moins décroissante.

De toute manière, s'ils n'obtiennent pas la vie, comme les producteurs inférieurs, de toutes les causes d'augmen-

tation de la prospérité générale, ils en obtiennent toujours toute l'augmentation de richesses qu'elles comportent. On voit donc que les intérêts des uns et des autres sont solidaires.

Exemple des effets d'une dépense publique.

Pour montrer par un exemple la manière d'agir de la levée de l'impôt et de sa réversion sur le peuple, exposons les effets des travaux publics. On croit généralement que leur construction coûte beaucoup, et qu'ils ne sont utiles que par les services qu'ils peuvent rendre étant achevés. Ils ne sont au contraire utiles que par la première, comme il résulte de ce qui précède et comme nous allons le démontrer, et sont la plupart, comme nous verrons dans le chapitre suivant, nuisibles par les seconds.

Nous venons de voir, en effet, qu'en levant des contributions pour leur construction on ne produit aucun effet, quand elles sont établies d'une manière proportionnelle aux fortunes, et qu'on ne fait, quand elles le sont sur elles, ce qui arrive presque toujours, d'une manière proportionnellement d'autant plus forte qu'elles sont moins grandes, qu'augmenter les fortunes supérieures aux dépens des inférieures. Et en donnant cet argent aux ouvriers, on leur procure les moyens de vivre, ce qui est un très-grand avantage. Mais ceux-ci distribuent immédiatement par leurs consommations à une foule d'autres producteurs de toutes les classes d'une manière proportionnelle à leur part dans la production ou à leurs fortunes, cette somme qui opère encore, par la partie qui passe aux producteurs inférieurs, le grand bien de satisfaire des besoins impérieux, et par celle qui passe aux producteurs aisés, celui d'augmenter leurs jouissances encore, mais surtout le nombre de leurs moyens de produire ou leurs richesses et cela d'une manière pour deux raisons plus forte que proportionnelle à leur élévation, 1° parce qu'ils en emploient une partie d'autant plus grande proportionnellement qu'ils sont plus riches à acheter des

moyens de produire et 2° parce qu'ils emploient une partie d'autant plus grande proportionnellement de leurs revenus antérieurs restés en valeur au moins les mêmes, qu'ils sont plus riches à acheter le nouveau nombre des moyens de produire devenus nécessaires et créés par là. En passant ensuite par une troisième, une quatrième, une cinquième, etc., série de moins, elle procure partout le bien considérable de donner les moyens d'acheter pour une somme équivalente de jouissances et de richesses. Elle procure donc autant de fois du bien aux hommes et tend autant de fois à augmenter leur population et leurs richesses qu'elle passe de fois de la main du consommateur à celle du producteur. Et elle ne cesse de le faire que, parce que, comme nous venons de dire, une partie en est retenue à chaque série de consommation et de production par les producteurs supérieurs qui n'en augmentent pas assez leurs consommations, mais l'emploient en trop grande quantité à augmenter inutilement les prix des moyens de produire. Ce qui borne l'augmentation de la prospérité générale qu'elle engendre.

En d'autres termes, elle n'est donnée qu'une fois par les producteurs, qui ont trop pour vivre, et encore en ne produisant qu'un effet absolument nul ou celui très-transitoire d'augmenter la fortune des plus riches aux dépens de ceux qui le sont moins, avant que l'équilibre ordinaire entre les salaires des différens producteurs et des prix des produits et des moyens de produire ne soit rétabli, et la somme de jouissances qu'elle occasionne par sa réversion sur cette suite de producteurs, de produits et de moyens de produire est égale à 20, 30 ou 50 fois la somme de produits qu'elle représente; l'augmentation de richesses, qu'elle engendre et qu'elle distribue sur les fortunes d'une manière plus forte pour deux raisons puissantes que proportionnelle à leur élévation, est égale au nombre de moyens de produire qu'il faut créer pour engendrer ce nombre augmenté de produits et de moyens de produire, et celle de la population égale au

nombre d'hommes nécessaires pour engendrer ce nombre augmenté de produits et de moyens de produire et pour consommer ce nombre augmenté de produits. Cette même somme donnée sous forme d'impôt revient même en totalité plusieurs fois et même augmentée en valeur, pouvant acheter plus de services, plus de produits et de moyens de produire aux mêmes hommes qui l'ont donnée et qui ont cru la perdre pour toujours. Que dis-je? Elle donne même à toute l'autre monnaie une valeur d'autant plus grande également, ayant déterminé une progression géométrique décroissante d'augmentations du nombre et de diminutions des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, dans laquelle les producteurs inférieurs sont augmentés en nombre et un peu et momentanément en bien-être, et les supérieurs de plus en fortune d'une manière en général pour quatre raisons plus grande que proportionnelle à leur élévation.

Effets de la diminution des impôts.

§ IV. La diminution au contraire des impôts et des dépenses publiques produit les effets tout-à-fait opposés.

Erreurs des hommes en économie politique.

Que l'homme est aveugle ! Le mal qu'il croit être obligé de faire aux producteurs en général augmente leur prospérité, et le bien qu'il veut leur procurer, est la principale cause de leur ruine. Quand il veut faire quelque chose pour la prospérité générale, il fait précisément toujours le contraire de ce qu'il doit faire. Il professe en économie politique la science qui procure la vie, le plaisir, la richesse, la civilisation, les principes les plus faux. Il ne sait ni s'élever jusqu'à la considération des cas généraux ni jusqu'à celle des effets secondaires des choses. Il ne juge des intérêts de la société entière que par ceux de l'individu et des effets consécutifs des choses que par leurs effets primitifs.

Or les effets généraux sont en économie politique tout-à-fait opposés aux effets particuliers et les effets consécutifs

aux effets primitifs. Il s'ensuit que tous les principes professés jusqu'aujourd'hui sont absolument opposés à la vérité. On peut sans crainte de se tromper les retourner ou poser les principes tout-à-fait opposés. C'est ce que nous verrons amplement dans le chapitre X ci-après.

Effets de l'impôt progressif.

§ V. Nous venons de montrer les effets des impôts en usage jusqu'aujourd'hui, disons actuellement un mot de celui qui serait établi sur les fortunes d'une manière d'autant plus grande proportionnellement qu'elles sont plus élevées et qu'on a quelquefois proposé sous le nom d'impôt progressif.

Nous savons que depuis toujours les fortunes tendent à croître en général d'une manière plus grande pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation ou d'une manière *progressive* dans l'acception que donnent à ce mot les économistes dans l'expression d'impôt progressif, et que c'est cette tendance à augmenter dans cette mesure exorbitante, qui rend les progressions d'augmentations de la prospérité générale décroissantes et qui arrête par conséquent leur propre augmentation. Or un impôt progressif non-seulement diminuerait cette croissance progressive des fortunes mais pourrait la remplacer par une moins forte que proportionnelle à leur élévation ou cesser de les augmenter ou les diminuer même d'une manière d'autant plus forte qu'elles sont plus élevées. Il engendrerait donc dans tous les cas une immense progression d'augmentations de la prospérité générale, qui serait même d'autant plus grande que cet impôt serait plus progressif. Mais un impôt qui le serait uniformément non-seulement diminuerait et même annullerait la décroissance de la progression d'augmentations des fortunes supérieures, mais finirait bientôt par les absorber en totalité, en augmentant infiniment les inférieures. Par exemple, si les fortunes de 1,000 francs de rente payaient 1 °/₀ de leurs revenus ; celles de 2,000, 2 °/₀ ;

celles de 3,000, 3 °/₀, et ainsi de suite, celles de 100,000 payeraient 100 °/₀, ou seraient absorbées en totalité. Il serait donc tout-à-fait injuste.

Mais si cet impôt suivait une progression géométrique décroissante, si, par exemple, il croissait selon la suivante :

1, 0,90, 0,81, 0,729, 0,646, etc.

qui décroît d'un dixième à chaque terme, si, par exemple encore, les fortunes de

1,000	fr. de rente	payaient	5 °/₀ de leurs revenus	ou en totalité	50 fr.
Celles de 2,000	»	»	5 + 0,90 ou 5 fr. 90 c.	»	118 fr.
» 3,000	»	»	5,90 + 0,81 ou 6 fr. 71 c.	»	201 fr. 30 c.
» 4,000	»	»	6,71 + 0,729 ou 7,439	»	297 fr. 60 c.
» 5,000	»	»	7,439 + 646 ou 8,085	»	404 fr. 25 c.
Celles de 10,000	»	»	10,111 + 0,389 ou 10,500	»	1,050 fr. 00 c.

et ainsi de suite, si, dis-je, l'impôt suivait cette progression géométrique décroissante, les fortunes supérieures pourraient croître encore d'une manière plus forte que proportionnelle à leur élévation d'abord et surtout à mesure qu'elles croîtraient avec la prospérité générale, ou d'une manière proportionnelle à leur élévation d'abord et plus fortement ensuite, ou encore d'une manière moins forte que proportionnelle à leur élévation d'abord, d'une manière qui lui serait proportionnelle ensuite et plus fortement à la fin. Et si, quand dans l'une et l'autre de ces suppositions elles croîtraient d'une manière proportionnelle à leur élévation, on diminuait progressivement à mesure que la prospérité générale augmente la décroissance de cet impôt, si, en d'autres termes, on rendait cette progression géométrique, décroissante selon les fortunes actuelles, de moins en moins décroissante selon l'augmentation de la prospérité générale, ou si l'on rendait cet impôt, qui serait progressivement décroissant selon les fortunes actuelles, progressivement crois-

sant selon l'augmentation de la prospérité générale, on annullerait celle des progressions géométriques décroissantes d'augmentations des fortunes d'une manière plus grande que proportionnelle à leur élévation, qui provient de ce que les riches emploient de l'augmentation de la valeur de leurs revenus une partie d'autant plus grande proportionnellement à acheter des moyens de produire qu'ils deviennent plus riches, et par conséquent la décroissance des progressions d'augmentations de la prospérité générale et on porterait celle-ci jusqu'à sa limite naturelle, en augmentant toutes les fortunes d'une manière plus forte que proportionnelle à leur élévation pour une raison jusqu'au moment où elle serait presqu'arrivée à son terme naturel et pour deux alors parce que, ne pouvant plus la faire croître, on ne devrait plus augmenter la progression de l'impôt ou diminuer sa décroissance, ni empêcher les producteurs supérieurs d'employer une partie de la dernière augmentation de la valeur de leurs revenus d'autant plus grande à acheter des moyens de produire qu'ils sont plus riches. On peut donc dire qu'un impôt de ce genre, loin de tendre à égaliser toutes les fortunes, les augmenterait d'une manière plus grande pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation et en augmenterait par conséquent encore considérablement l'inégalité.

La seule différence qu'il y aurait entre cet impôt progressif et l'impôt ordinaire, c'est que 1° par le premier on augmenterait, comme nous venons de dire, toutes les fortunes d'une manière plus forte que proportionnelle à leur élévation pour une raison pendant très-longtemps et pour deux un moment à la fin, et que par le second on le ferait pour trois pendant très-longtemps et pour quatre un moment à la fin et 2° qu'il faudrait sans cesse diminuer la décroissance du premier et augmenter sans cesse la grandeur du second pour annuller continuellement la décroissance des progressions d'augmentations de la

prospérité générale, qu'ils engendrent l'un et l'autre. Si on les combinait, on obtiendrait des effets mixtes.

Cependant les classes inférieures de la société n'éprouveraient pas de l'impôt progressif, quelle que fut même sa progression, de meilleurs effets que de tou tes les causes qui ont amené la prospérité générale jusqu'aujourd'hui et que nous passons successivement en revue sous les termes génériques de dépenses privées, de dépenses publiques, de rapidité de la production et de quantité de la monnaie, si ce n'est qu'il agirait plus puissamment. Elles n'auraient toujours qu'à peine le nécessaire pour vivre pour un travail constant. L'obtention de la prospérité générale par ce moyen ou par d'autres n'est principalement qu'une question d'intérêt des riches entr'eux. Pour les ouvriers, elle est indifférente. Que dis-je? L'inégalité plus grande encore des fortunes, qui résulterait de l'augmentation assez grande des dépenses privées, des impôts ordinaires ou de la limite du travail, pour augmenter autant la prospérité générale, que par l'impôt progressif, leur serait d'autant plus avantageuse qu'elle serait plus grande, si on adoptait mon système, puisqu'alors le nombre d'hommes payés par le trésor public, d'ouvriers et d'entrepreneurs d'industries devant être d'autant plus grand que celui des riches serait plus petit ou que leurs richesses seraient plus considérables, comme nous verrons, les dépenses publiques en devraient être d'autant plus grandes et la durée du travail de chacun d'autant plus limitée. Ils recevraient d'autant plus de bienfaits ou de récompenses du gouvernement et auraient d'autant plus de repos ou pourraient d'autant plus travailler pour eux-mêmes à des objets non soumis à la concurrence générale. Les amis de cette classe ne devraient donc pas désirer pour elle la diminution ou plutôt l'augmentation moins grande de l'inégalité des fortunes par l'impôt progressif, quand on peut obtenir la prospérité générale par ces moyens, comme nous prouverons qu'on le peut.

§ VI. Maintenant que nous avons vu les effets de la répartition de l'impôt sur les différentes fortunes, il nous reste à examiner les effets de celle sur les différentes industries. Nous allons voir qu'elle est tout-à-fait indifférente sous ce dernier rapport comme elle l'a été en général jusqu'ici sous le premier. Ceci nous prouvera combien sont vaines les discussions sans fin des mandataires du peuple sur ce point et les réclamations continuelles des différentes industries qui croyent supporter seules ceux qui sont établis primitivement sur elles et ne souffrir nullement de ceux qui le sont sur les autres.

Effets de la répartition de l'impôt sur les différentes industries.

Nous savons que les salaires des producteurs inférieurs, locataires, entrepreneurs, commerçans, manufacturiers, etc., qui se réduisent toujours par la concurrence au nécessaire pour vivre selon leur position, y montent nécessairement toujours aussi par l'obligation de l'avoir. Il s'ensuit que les prix des produits frappés ou exemptés de l'impôt doivent augmenter ou diminuer à proportion, doivent même éprouver, comme nous avons déjà vu, une progression d'augmentations ou de diminutions, quand ils tombent ou cessent de tomber sur les produits de première nécessité, faire rendre par là aux industries qui en sont exemptées, à celles qui la supportent uniquement, ce que celles-ci payent pour elles, et rendre nuls, par conséquent, les effets de ces variations de répartitions.

Mais l'analyse plus explicite de ces différens effets nous procurera outre l'avantage d'éclairer plus fortement ce point important, celui de donner de nouvelles preuves de la justesse de nos principes et de les graver plus fortement dans la mémoire. Etablissons en effet les différentes suppositions que cette question comporte et analysons-en les effets primitifs et secondaires.

Si la propriété foncière supportait la totalité de l'impôt,

si par conséquent toutes les autres classes de la société en étaient complètement exemptées, qu'arriverait-il? Les salaires des cultivateurs seraient diminués et ceux des autres producteurs seraient augmentés. Voilà les effets directs et primitifs de cette répartition qui seuls sont sensibles aux hommes et qui seuls aussi sont la cause de leurs discussions sous ce rapport.

Mais les cultivateurs n'ayant toujours comme les autres producteurs inférieurs qu'un salaire minime de leurs peines, n'en seraient bientôt plus payés du tout dans cette supposition. Ils cesseraient donc forcément de cultiver les terres moins favorisées sous le rapport de la situation et de la fécondité, d'offrir leurs produits et d'acheter ceux des autres. Ces deux effets consécutifs, l'offre moindre des produits de l'agriculture et la demande moindre par les agriculteurs de ceux des autres classes de producteurs tendent autant alors à augmenter les prix des premiers qu'à diminuer ceux des seconds.

Et l'augmentation des salaires des autres producteurs, l'autre effet primitif, fait qu'ils demandent davantage des produits de l'agriculture et offrent davantage des leurs ; et ces deux nouveaux effets consécutifs tendent encore autant à augmenter les prix des premiers qu'à diminuer ceux des seconds.

Et cette augmentation des prix des agriculteurs, et cette diminution de ceux des autres classes de producteurs, les deux effets immédiats de ces quatre effets consécutifs, ou les deux effets secondaires des deux effets primitifs de cette répartition d'impôts, détruisent complètement ces deux derniers.

Les cultivateurs reçoivent ainsi des mains des autres producteurs, à l'insu de tous et par l'augmentation de leurs

prix et par la diminution de ceux des autres, ce qu'ils paient pour eux en payant l'impôt tout seuls.

On peut tenir exactement le même langage par rapport à l'établissement de l'impôt sur les autres classes de producteurs.

La fortune des différens producteurs ne se trouve donc pas changée par le changement de répartition de l'impôt. On voit déjà par cette analyse ce que nous prouverons plus généralement dans le chapitre VI de cette première partie : que les industries opposées ont des intérêts identiques, qu'on ne peut faire du bien ou du mal à l'une sans faire du bien ou du mal aux autres. Et comme par l'impôt établi uniquement sur l'une d'elles, on fait du mal à l'une et du bien aux autres, elles se hâtent bien vite, comme de tendres sœurs, à se partager mutuellement et également ce bien et ce mal pour rester dans le même degré relatif de prospérité toujours.

Effets de celle sur les industries identiques.

Mais comme les industries identiques se font réciproquement concurrence, qu'elles s'obligent à réduire leurs prix le plus possible, il s'ensuit que les impôts établis sur une partie d'entre elles exclusivement, la mettent hors d'état de pouvoir soutenir la concurrence contre l'autre qui fleurirait à ses dépens. Ainsi ceux établis sur les agriculteurs de certaines contrées ou de certaines classes de terrains plus proportionnellement à leurs rapports que sur ceux des autres feront la ruine des premiers et la fortune des seconds.

Répartition de l'impôt considéré sous le rapport du commerce international.

§ VII. La répartition des impôts sur les différentes industries opposées serait donc indifférente, si nous ne devions la considérer que par rapport aux citoyens d'une même nation. Mais comme ceux qui sont établis sur les produits soumis à la concurrence générale des nations tendent à mettre les industries, qui les fournissent, hors d'état de

pouvoir la soutenir contre les industries identiques des nations étrangères, ce genre de répartition est pernicieux, il empêche l'exportation et permet l'importation, nous prive des effets avantageux de la première et nous cause les effets pernicieux des secondes, effets que nous ferons connaître au chapitre VIII de cette première partie.

L'exemption au contraire d'impôt desdits produits est extrêmement avantageuse, elle préserve des effets funestes des importations et procure les effets précieux des exportations. Elle fait l'office de primes accordées à leur sortie. Au moyen de ces exemptions et de ces primes qui ne sont au fond que le même moyen autrement nommé, on peut faire triompher toutes les industries d'une nation, contre les industries identiques des nations étrangères, pourvu que celles-ci ne les emploient pas du tout, ou ne les emploient pas d'une manière aussi forte. Nous ferons mieux sentir au chapitre X de cette première partie, les immenses avantages de ces mesures ingénieuses. Pourquoi donc, si nous devions continuer à lutter avec l'étranger, balancerions-nous à les exempter de tout impôt et même à leur accorder des primes, quand il est bien prouvé que les autres producteurs, en les payant pour elles, ne perdent rien primitivement, qu'ils profitent au contraire, presque autant qu'elles, de l'augmentation de la prospérité générale qui s'ensuit, puisqu'ils ont leur part proportionnelle dans tous les termes secondaires de la progression d'augmentations de la consommation, de la production et de la création de moyens de produire engendrée par l'exportation en question, le premier seul étant composé des producteurs des industries favorisées, comme nous verrons encore mieux dans le chapitre VI, ci-après?

Comme nous avons vu que les impôts sur les produits de première nécessité déterminent une légère progression d'augmentations des prix de tous les autres produits, il

s'ensuit qu'ils tendent encore à empêcher les exportations et à permettre les importations et peuvent être nuisibles aussi sous le rapport du commerce international.

Les impôts, qui ne retombent ni primitivement ni secondairement par l'augmentation des prix des produits de première nécessité sur les produits offerts concurremment par les autres nations, engendrent tous les effets sur les nations en particulier de l'augmentation des dépenses privées. Ils tendent à engendrer complète chez elles la progression d'augmentations du nombre et momentanément du bien-être des producteurs inférieurs et du nombre et du bien-être, mais surtout des fortunes des supérieurs d'une manière plus forte en général pour les quatre motifs connus que proportionnelle à leur élévation; mais la progression de diminutions très-fortes des prix des moyens de produire, qui l'accompagne immédiatement, en fait acheter une partie par les producteurs supérieurs des nations étrangères, diminue 1° la progression d'augmentations de la fortune de ceux du pays, 2° par la moindre augmentation des dépenses de ceux-ci, qui en résulte, la progression d'augmentations du nombre des producteurs inférieurs et du nombre, mais surtout de la fortune des supérieurs d'une manière pour quatre causes plus grande que proportionnelle à leur élévation, et 3° la progression de diminutions des prix des moyens de produire; mais en engendre chez les nations étrangères 1° une d'augmentations des fortunes des producteurs supérieurs plus grande pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation, l'augmentation primitive des impôts qui augmente les fortunes des supérieurs en général aux dépens des inférieurs n'ayant pas eu lieu, 2° une seconde, par l'augmentation des dépenses privées qui en résulte, d'augmentations du nombre des producteurs inférieurs, et du nombre, mais surtout des fortunes des supérieurs d'une manière plus forte pour quatre motifs que proportionnelle à leur élévation, et 3° diminue chez elles aussi les prix des

moyens de produire, et ainsi de suite au loin; on voit que l'argent afflue des nations voisines vers la première nation, de nations plus éloignées vers les nations voisines et ainsi de suite, et qu'une partie de l'augmentation de la prospérité et de la diminution des prix des moyens de produire avec des loyers identiques et par conséquent de la hausse de l'intérêt de l'argent se répartit de la première au loin sur toutes les autres, mais en allant progressivement en diminuant, en même temps que la disproportion, qui en résulte partout entre l'élévation des salaires des producteurs et des prix des produits et celle des prix des moyens de produire, s'annule partout par le procédé naturel indiqué et tend à faire descendre l'intérêt de l'argent à son ancien taux naturel.

La diminution au contraire des impôts, qui tombent sur cette espèce de produits, tend à engendrer complète dans le pays, comme celle des dépenses privées, sa progression de diminutions du nombre et du bien-être des producteurs inférieurs et du nombre et du bien-être mais surtout des fortunes des supérieurs d'une manière plus forte en général pour quatre causes que proportionnelle à leur élévation; mais la progression d'augmentations fortes des prix des moyens de produire, qui l'accompagne immédiatement, engage les producteurs supérieurs à placer leur argent dans les fonds publics, les entreprises commerciales, les constructions et l'acquisition des autres moyens de produire des nations étrangères, diminue par là 1° la progression de diminutions de leurs fortunes, 2° par la moindre diminution de leurs dépenses, qui s'ensuit, la progression de diminutions du nombre et du bien-être des producteurs inférieurs et du nombre et du bien-être, mais surtout de la fortune des supérieurs et 3° la progression d'augmentations des prix des moyens de produire. Mais elle en engendre chez les nations étrangères 1° une de diminutions du nombre, mais surtout des fortunes des producteurs supérieurs d'une manière plus grande que proportionnelle à leur élévation

pour deux raisons seulement, la diminution primitive des impôts, qui diminue les fortunes supérieures au profit des inférieures, n'ayant pas précédé, 2° une par la diminution des dépenses privées qui en résulte, de diminutions du nombre et du bien-être des producteurs inférieurs et du nombre et du bien-être, mais surtout de la fortune des supérieurs d'une manière plus forte pour quatre motifs que proportionnelle à leur élévation, et 3° augmente chez elles aussi au loin les prix des moyens de produire, ce qui fait acheter par leurs producteurs supérieurs ceux de nations plus éloignées encore, et ainsi de suite. On voit que, comme par la diminution des dépenses privées, l'argent reflue de la première nation vers les nations voisines, des nations voisines vers des nations plus éloignées... et ainsi de suite au loin à la circonférence, et qu'une partie de la diminution de la prospérité de la première avec les faillites, le paupérisme, la diminution des naissances, l'augmentation de la mortalité par les privations et la dimiuution des salaires qui l'accompagnent, se répartit au loin à la circonférence avec l'augmentation des prix des moyens de produire avec des loyers identiques d'abord, et par conséquent la baisse de l'intérêt de l'argent, tant que la disproportion, qui en résulte entre l'élévation des salaires de producteurs en général et des prix des produits et celle des prix des moyens de produire, et par conséquent cette baisse de l'intérêt de l'argent ne soient partout annulées par le procédé naturel ordinaire.

On voit donc enfin que les nations profitent de l'augmentation et perdent de la diminution des dépenses publiques des autres nations, comme elles profitent de l'augmentation et perdent de la diminution de leurs dépenses privées. Nous verrons qu'elles gagnent encore de la diminution et perdent de l'augmentation de la rapidité de leur production respective.

CHAPITRE V.

EFFETS DES VARIATIONS DE LA PARTICIPATION AUX AVANTAGES DE LA PRODUCTION PAR CELLES INVERSES DE LA RAPIDITÉ DE LA PRODUCTION.

La diminution de la rapidité de la production produit, comme l'augmentation des dépenses privées et celle des dépenses publiques, les deux phénomènes essentiels de la participation aux avantages de la production : l'augmentation du nombre des producteurs et celle de leurs dépenses. Mais les variations de cette rapidité ne peuvent provenir que de l'emploi de procédés plus ou moins rapides dans la production, par conséquent du nombre des machines, de la fécondité de la terre, des progrès dans l'industrie agricole, de l'usage de produits plus ou moins chers, du genre de nourriture, de la santé, de l'activité, de la limite des besoins des hommes, du nombre des jours de repos, de la destruction plus ou moins grande de producteurs, de produits et de moyens de produire, etc. Mais avant d'étudier l'action de chacune de ces causes, que nous diviserons en deux sections, nous examinerons dans une première leur effet commun, comme nous avons fait par rapport aux dépenses privées.

SECTION I. — MANIÈRE D'AGIR GÉNÉRALE DE TOUTES LES CAUSES QUI FONT VARIER LA RAPIDITÉ DE LA PRODUCTION.

Sommaire. — § I. Effets primitifs de la diminution de la rapidité de la production.— Ses effets consécutifs. — § II. Effets primitifs de l'augmentation de la rapidité de la production. — Ses effets consécutifs. — § III. Remarques relatives aux effets de la diminution et de l'augmentation de la rapidité de la production. — § IV. Effets des variations de la rapidité de la production relativement au commerce international. — § V. Moyens de faire prospérer une nation par le commerce international autant que par des mesures intérieures déduits par des principes précédens. — Moyens de la faire prospérer par des moyens internes uniquement déduits également des principes précédens.

Effets primitifs de la diminution de la rapidité de la production.

§ I. Il en est de la diminution de la rapidité de la production, comme de l'augmentation des impôts ordinaires. Elle engendre d'abord une augmentation simple des prix des produits, par rapport auxquels elle a lieu, quand ce sont de ceux consommés uniquement par les producteurs aisés, et une progression, quand ce sont de ceux consommés par les producteurs inférieurs, d'augmentations grandes des prix des produits de première nécessité, d'augmentations moindres des salaires des producteurs inférieurs, ceux des supérieurs ne changeant pas, et d'augmentations moindres encore des prix des autres espèces de produits, augmentation ou progression d'augmentations des prix des produits, qui augmentent les dépenses des producteurs aisés d'une manière proportionnelle à leurs consommations, c'est-à-dire, d'une manière d'autant plus grande proportionnellement à leurs fortunes qu'elles sont moins élevées. 2° Elle engendre en même temps une diminution des prix des moyens de produire proportionnelle qui permet aux producteurs supérieurs d'acheter du nombre des moyens de produire une partie d'autant plus grande proportionnellement que leurs fortunes sont plus élevées. Elle ne fait donc non plus par ce double effet primitif qu'augmenter les fortunes supérieures d'une manière d'autant plus forte

proportionnellement qu'elles sont plus grandes, aux dépens des inférieures, qu'elle diminue d'une manière d'autant plus forte proportionnellement qu'elles le sont moins.

Mais le rapport ordinaire entre l'élévation des salaires des producteurs en général, qui ne sont pas changés excepté ceux des inférieurs, qui ont épouvé une progression d'augmentations quand la diminution de la rapidité de la production a eu lieu par rapport aux produits de première nécessité, et celle des prix des moyens de produire, qui ont éprouvé une très-grande diminution à cause de l'augmentation du nombre et quelquefois des salaires des producteurs inférieurs, se rétablissant immédiatement, tous les salaires et tous les prix se trouvent également diminués, y compris les prix des produits qui avaient éprouvé primitivement une très-grande augmentation à cause de ladite augmentation du nombre et quelquefois des salaires des producteurs inférieurs. Ce qui fait que les nouveaux producteurs sont payés par l'argent provenant de cette diminution générale et ne sont plus à la charge de personne.

Ses effets consécutifs.

Que dis-je? Ils déterminent, en même temps que ce rapport se rétablit, une progression d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens do produire, dans laquelle les producteurs inférieurs ne sont augmentés qu'en nombre et en bien-être et les supérieurs le sont de plus en fortune d'une manière plus forte pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation. En ajoutant à cette progression les deux effets primitifs ci-dessus rapportés, on voit que la diminution de la rapidité de la production augmente, comme l'augmentation des dépenses privées et publiques encore, toutes les fortunes d'une manière plus forte pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation.

Effets primitifs de l'augmentation de la rapidité de la production.

§ II. L'augmentation au contraire de la rapidité de la

production, en diminuant primitivement le nombre des producteurs inférieurs et moyens, dont une partie fait faillite, tombe dans l'indigence, cesse de se reproduire ou meurt de privations, et dont l'autre reçoit un salaire qui subit une progression géométrique décroissante de diminutions, engendre une diminution proportionnelle des prix des produits, par rapport auxquels elle a lieu, quand ce sont de ceux consommés par les producteurs, qui ont plus que le nécessaire pour vivre, et une progression, quand elle a lieu par rapport à ceux consommés par les producteurs inférieurs, de diminutions grandes des prix des produits de première nécessité, de diminutions moindres des salaires des producteurs inférieurs et de diminutions moindres encore des prix des autres espèces de produits, diminution ou progression de diminutions des prix des produits, qui diminuent les dépenses des producteurs aisés d'une manière proportionnelle à leurs consommations, c'est-à-dire, d'une manière d'autant plus grande proportionnellement à leurs fortunes qu'elles sont moins élevées. 2° Il se forme en même temps une augmentation des prix des moyens de produire, égale proportionnellement à la diminution de ceux des produits, qui diminue les fortunes d'une manière d'autant plus grande proportionnellement qu'elles le sont plus. Elle ne fait donc non plus par ces effets primitifs qu'augmenter les fortunes inférieures d'une manière d'autant plus forte proportionnellement qu'elles sont moins grandes aux dépens des supérieures qu'elle diminue d'une manière d'autant plus forte proportionnellement qu'elles le sont plus.

Mais le rapport entre les salaires des producteurs qui ne sont pas changés excepté ceux des inférieurs, qui ont éprouvé une progression légère de diminutions, et les prix des moyens de produire qui sont très-fortement augmentés, tendant immédiatement à se rétablir, les salaires des producteurs en général, les prix des produits et ceux des

moyens de produire se trouvent bientôt augmentés d'une manière égale proportionnellement. On voit que cette prétendue diminution des frais de production ne consiste bientôt plus qu'en une augmentation réelle et égale proportionnellement de tous les salaires et tous les prix.

Ses effets consécutifs.

Elle engendre ensuite une progression géométrique décroissante de diminutions du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, dans laquelle les producteurs inférieurs sont diminués en nombre et en bien-être par les faillites, le paupérisme, la diminution des naissances et l'augmentation de la mortalité, et les supérieurs en nombre et en bien-être aussi, mais de plus en fortune d'une manière plus forte pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation.

En ajoutant à ces effets consécutifs de l'augmentation de la rapidité de la production ceux primitifs désignés plus haut, on trouve qu'elle diminue aussi, comme la diminution des dépenses privées et des dépenses publiques, les fortunes d'une manière plus forte pour quatre causes puissantes que proportionnelle à leur élévation. On comprend d'ailleurs qu'il en doit être ainsi; car dans tous les cas les producteurs supérieurs qui possèdent les richesses doivent supporter toute la perte de celles qui accompagnent toute diminution de la prospérité générale. S'ils ne perdent pas la vie comme les producteurs inférieurs, ils perdent donc également beaucoup.

Remarques relatives aux effets de la diminution et de l'augmentation de la rapidité de la production.

§ III. Toutes les remarques que nous avons faites dans le troisième chapitre après l'exposition des effets de l'augmentation et de la diminution des dépenses privées étaient également applicables à la suite de l'augmentation et de la diminution des dépenses publiques et elles le sont encore actuellement à la suite de la diminution et de l'augmentation de la rapidité de la production. Nous pouvons donc dire successivement aussi :

1° Que de petites variations de la rapidité de la production, ainsi que des dépenses publiques en entraînent de très-grandes de la prospérité générale, comme le font celles des dépenses privées.

2° Que la richesse et la population croissent et décroissent par elles dans un rapport constant, mais que la première est autrement distribuée sur la seconde, que l'inégalité des fortunes croît et décroît par conséquent en progression géométrique croissante, quand la prospérité croît et décroît en progression arithmétique, aussi bien encore par l'action de ces deux derniers genres de causes que par le premier.

3° Que les faillites, le paupérisme, la diminution des naissances et la mort par les privations sont les effets uniques de la progression de diminutions de la consommation, de la production, de la population et de la création des moyens de produire ou du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, ou de la prospérité générale, progression de diminutions, qui est l'effet de la diminution de la participation aux avantages de la production, qui ne peut dépendre à son tour que de la diminution des dépenses privées, de celle des dépenses publiques, de l'augmentation de la rapidité de la production et, comme nous verrons par les chapitres VII et VIII, de la diminution de la quantité de la monnaie, qui n'agit en général qu'en augmentant l'inégalité des fortunes.

4° Que les salaires des différens producteurs, les prix des produits et des moyens de produire, qui subissent d'abord de légères variations relativement les uns aux autres, finissent toujours bien vite par reprendre leur rapport habituel, ou, ce qui est synonyme, que la même somme proportionnelle d'argent tend toujours à être employée aux uns et aux autres et qu'ils sont en raison inverse

de la prospérité générale, ou, ce qui est synonyme encore, que la valeur de la monnaie est en raison directe de celle-ci.

5° Que les variations des loyers et des fermages relativement aux prix des moyens de produire, ou, ce qui est synonyme, celles de l'intérêt de l'argent sont en raison directe de celles du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, ou, ce qui est synonyme, de la prospérité générale aussi bien quand elle est produite par les variations des dépenses publiques et celles inverses de la rapidité de la production que quand elle l'est par celles des dépenses privées, comme nous l'avons déjà dit. Mais s'il en est ainsi, dans l'un et l'autre cas, dans le monde, nous avons déjà vu et nous verrons surtout que chez les nations en particulier il varie au contraire en raison inverse de leur prospérité relative. Nous devons noter aussi, comme nous l'avons encore déjà fait et comme nous le démontrerons plus avant, qu'il varie, encore aussi bien dans le monde que chez les nations en particulier, en raison inverse de la quantité de la monnaie.

Enfin les variations des salaires et des prix, qui accompagnent celles de la prospérité générale, produisent encore les mêmes effets sur les créanciers, les débiteurs et les salariés d'une manière peu variable, quand elles sont produites par les variations des dépenses publiques et celles inverses de la rapidité de la production, que quand elles le sont par celles des dépenses privées.

§ IV. Après avoir étudié les effets de la diminution et de l'augmentation de la rapidité de la production sur les nations en général, il convient d'exposer ceux qu'elles ont sur les nations en particulier. Ce ne sera en quelque sorte qu'une répétition de ceux déjà exposés de l'augmentation et de la diminution des impôts ou des dépenses publiques.

Effets des variations de la rapidité de la production relativement au commerce international.

Une nation diminue-t-elle en effet la rapidité de la production des marchandises offertes concurremment par les nations étrangères, elle empêche par l'augmentation des prix qu'elle engendre immédiatement l'exportation et favorise l'importation, elle se prive des trois genres d'effets avantageux de la première et s'attire les trois genres d'effets pernicieux de la seconde. Mais augmentant par là d'une manière un peu plus forte le nombre des producteurs chez les nations étrangères qu'elle ne le diminue chez elle, elle engendre sur le monde considéré en général une progression d'augmentations du nombre et de diminutions des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, qui a pour premier terme le plus grand nombre de producteurs employés par les nations étrangères que par elle auparavant.

Augmente-t-elle au contraire la rapidité de la production de cette espèce de produits, au lieu d'engendrer chez elle les effets pernicieux ci-dessus désignés, elle empêche par la diminution des prix des produits, qui s'ensuit immédiatement, l'importation des produits des nations étrangères et favorise l'exportation des siens, se préserve des trois genres d'effets pernicieux de la première et se procure les trois genres d'effets avantageux de la seconde. Mais diminuant plus fortement à l'extérieur le nombre des producteurs qu'elle ne l'augmente chez elle, elle produit sur le monde considéré en général une progression de diminutions du nombre et d'augmentations des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, qui a pour premier terme la différence entre le nombre des producteurs employés auparavant ailleurs et celui qu'elle emploie actuellement.

Diminue-t-elle la rapidité de la production des produits de première nécessité, qui ne seraient pas même offerts concurremment par les autres nations, comme elle engendre par là une progression géométrique décroissante d'augmen-

tations de leurs prix et des salaires de tous les producteurs inférieurs et une moindre des prix des autres produits, elle pourrait diminuer un peu sa prospérité par l'augmentation médiocre des prix des produits qui sont offerts concurremment par les autres nations, mais elle l'augmentera par l'augmentation de ceux qui ne le sont pas.

L'augmentation au contraire de la rapidité de la production desdits produits engendre les effets inverses.

Mais quand on diminue celle des marchandises qui ne sont ni offertes concurremment par les autres nations, ni de première nécessité, on tend à obtenir complète, comme par l'augmentation des dépenses publiques et celle des impôts établis sur ces espèces de produits, la progression d'augmentations du nombre et du bien-être momentané des producteurs inférieurs, et du nombre et du bien-être persistant, mais surtout de la fortune des producteurs supérieurs, d'une manière plus grande pour quatre motifs que proportionnelle à leur élévation. Mais la progression très-forte de diminutions des prix des moyens de produire, qui l'accompagne immédiatement, en fait acheter une partie par les producteurs supérieurs des nations étrangères et par là diminue 1° la progression d'augmentations de la fortune des producteurs supérieurs du pays, 2° par la moindre augmentation des dépenses de ceux-ci qui en résulte, la progression d'augmentations du nombre et du bien-être momentané des producteurs inférieurs et du nombre et du bien-être persistant mais surtout de la fortune des producteurs supérieurs d'une manière pour quatre causes plus grande que proportionnelle à leur élévation, et 3° celle de diminutions des prix des moyens de produire. Mais en même temps elle produit les effets opposés chez les nations voisines. Elle engendre chez elles : 1° une augmentation de la fortune des producteurs supérieurs d'une manière plus grande pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation, 2° par l'augmentation

des dépenses privées de ceux-ci, qui en résulte, une progression d'augmentations de la prospérité générale dans laquelle les fortunes supérieures sont augmentées d'une manière plus forte pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation, et 3° une de diminutions des prix des moyens de produire, qui les font acheter à leur tour par les producteurs supérieurs de nations plus éloignées, chez qui elle produit encore des effets semblables, mais moins forts; et ainsi de suite. On voit qu'une partie de l'augmentation de la prospérité et de la diminution des prix des moyens de produire de la première nation se répartit au loin avec la hausse de l'intérêt de l'argent qui s'ensuit sur les nations étrangères, en faisant affluer l'argent des nations voisines chez elles, de nations plus éloignées sur les nations voisines et ainsi de suite au loin à la circonférence, en même temps que la diminution des prix des moyens de produire relative aussi bien à leurs loyers et à leurs fermages qu'aux salaires des autres producteurs et aux prix des produits et par conséquent la hausse de l'intérêt de l'argent s'annullent partout par le procédé naturel ordinaire et tendent à être remplacées par une diminution générale et uniforme de tous les salaires et de tous les prix.

L'augmentation au contraire de la rapidité de la production de ces espèces de produits tend aussi à engendrer complète dans le pays, comme la diminution des dépenses privées et celle des impôts établis sur elles encore, sa progression de diminutions de la prospérité générale avec tous ses effets accessoires, mais la forte progression d'augmentations des prix des moyens de produire, qui l'accompagne immédiatement, fait acheter par les producteurs supérieurs du pays les moyens de produire des nations voisines et par là diminue 1° la progression de diminutions de leur fortune, 2° par la moindre diminution des dépenses qui en résulte, celle de diminutions de la prospérité générale et 3° celle de diminutions des prix des moyens de produire. Mais elle en-

gendre chez les nations étrangères 1° une diminution de la fortune des producteurs supérieurs d'une manière plus forte pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation, 2° par la diminution de leurs dépenses privées, qui en résulte, une progression de diminutions de la prospérité générale avec tous ses effets accessoires encore et 3° une augmentation des prix de leurs moyens de produire qui, à son tour engage leurs producteurs supérieurs à acheter ceux des nations plus éloignées et ainsi de suite. On voit que l'argent reflue de la première nation vers les nations voisines, des nations voisines vers des nations un peu plus éloignées, et ainsi de suite au loin à la circonférence, et qu'une partie de la diminution de la prospérité de la première avec les faillites, le paupérisme, la diminution des naissances et la mort par les privations qui l'accompagnent, se propage au loin jusqu'à ce que les salaires des différens producteurs, les prix des produits et des moyens de produire aient repris leur équilibre ordinaire suivant les lieux et leur rapport naturel entre eux.

Nous voyons donc que les nations en particulier ne doivent pas être indifférentes relativement à la plus ou moins grande rapidité de leur production des marchandises mêmes contre lesquelles elles ne doivent pas lutter, comme elles ne doivent pas l'être non plus relativement à l'élévation de leur dépenses privées et de leurs impôts mêmes établis sur les produits qu'ils ne doivent ni recevoir ni exporter.

Moyens de faire prospérer une nation par le commerce international autant que par des moyens internes déduits des principes précédens.

§ V. Il résulte des principes qui précèdent, disons-le ici en passant, que pour faire prospérer une nation en particulier par le commerce extérieur autant que par des moyens internes, on doit 1° augmenter le plus possible les dépenses privées, 2° diminuer suffisamment, pour leur faire obtenir partout la préférence à l'extérieur, les prix des produits offerts concurremment par les autres nations en les exemptant d'impôts, en diminuant même ceux qui pèsent sur les

produits de première nécessité et en augmentant la rapidité de leur production, et 3° augmenter primitivement le plus possible ceux de tous les autres en augmentant leurs impôts et en diminuant la rapidité de leur production. On peut obtenir, comme nous avons déjà vu au chapitre précédent, mais surtout comme nous verrons au chapitre X de cette première partie, ces deux derniers effets simultanément et aussi étendus qu'on le veut par des primes à l'exportation, qui sont prises sur les produits consommés dans le pays et accordées à ceux qui le sont à l'étranger. Il faudrait cependant encore y joindre, comme nous le verrons audit chapitre X, 1° les prohibitions de l'importation de tous les produits étrangers excepté des denrées agricoles, quand, malgré les approvisionnemens les plus abondans possible, la disette viendrait à s'en déclarer, et des produits exotiques payés au moins par une exportation équivalente, 2° les droits protecteurs suffisamment élevés sur les denrées agricoles lesdites années de disette[1], pour les rendre plus chères que celles du pays et n'en permettre précisement l'entrée que quand celles de l'intérieur seraient primitivement vendues.

Moyens de la faire prospérer par des moyens internes uniquement déduits également des principes précédens.

Mais on peut en déduire aussi, qu'il est inutile d'avoir recours à l'exportation et par conséquent à cette distinction, et qu'on pourrait augmenter jusqu'à la limite de la fécondité de son territoire la prospérité d'une nation en augmentant, n'importe par quels moyens, le nombre et les dépenses des producteurs ou la participation aux avantages de la production, mais en prenant alors l'indispensable précaution préalable de prohiber 1° l'importation des produits étrangers, excepté encore des produits agricoles de première nécessité, quand, malgré les approvisionnemens les plus grands possible, la disette vient à s'en manifester, et des produits particuliers à des pays étrangers en tout temps payés au moins par une exportation équivalente, et 2° l'exportation de la possession de nos moyens de produire ou, en termes synonymes, leur vente à l'étranger. Alors le rétablis-

sement du rapport entre l'élévation des salaires des producteurs et des prix des produits et celle des prix des moyens de produire et par conséquent la progression d'augmentations de leur nombre et de diminutions de leur prix auraient lieu en totalité dans le pays. La prohibition de l'importation des produits étrangers ne serait même nécessaire que dans le principe. Car la diminution de ceux du pays, comprise dans cette progression, ferait bientôt que, loin de devoir prohiber l'importation de ceux des étrangers, il tendrait à se faire une exportation de ceux du pays. Mais la prohibition de la vente à l'étranger de nos moyens de produire serait plus longtemps nécessaire. Elle le serait tant que, la prospérité du pays augmentant, leurs prix seraient relativement à leurs loyers moins élevés, ou l'intérêt de l'argent, plus haut que dans les autres.

Il résulte aussi du septième et du huitième chapitre de cette première partie et du deuxième de la seconde qu'il y aurait encore un autre moyen que la prohibition de la vente de nos moyens de produire à l'étranger, pour empêcher les autres nations de venir profiter de l'augmentation de notre prospérité à nos dépens. Ce serait d'augmenter assez la quantité de nos billets, qui représentent l'or et l'argent, pour tenir les prix de nos moyens de produire au moins aussi élevés que ceux des étrangers.

J'ai dit qu'on pourrait augmenter alors la prospérité d'une nation jusqu'à la limite de la fécondité de son sol en augmentant, n'importe par quels moyens, le nombre et les dépenses des producteurs. Mais on comprend qu'on choisirait les plus favorables. Par exemple, on pourrait augmenter les impôts jusqu'au point d'organiser la nation le mieux possible, de récompenser généreusement tous les services rendus au public, de soulager, de dissiper même par la charité publique toutes les indigences des personnes incapables de travailler, et ralentir ensuite suffisamment

la rapidité de la production, non pas par la répulsion des machines, mais par la limite du travail, ou remplacer suffisamment les fatigues des hommes par le repos, les jeux, les fêtes, l'étude, la civilisation, etc. On joindrait alors tous ces derniers avantages considérables, quoique seulement accessoires, à celui principal d'engendrer des progressions aussi fortes qu'on voudrait d'augmentations du nombre et du bien-être des producteurs inférieurs et du nombre et du bien-être, mais surtout de la fortune des supérieurs d'une manière plus forte pour quatre causes puissantes que proportionnelle à leur élévation ou d'une manière très-progressive. Mais j'anticipe sur tout ce que j'ai à dire sur le moyen d'augmenter la prospérité générale que je n'ai pour but de développer que dans la seconde partie.

Nous sommes maintenant capables d'exposer les effets de toutes les causes particulières qui font varier la rapidité de la production. C'est ce que nous allons faire successivement dans les deux sections suivantes de ce chapitre.

SECTION II. — PROCÉDÉS PLUS OU MOINS RAPIDES DANS LA PRODUCTION. - MACHINES.

Sommaire. — Effets des machines. — Argumens avancés en leur faveur : 1° Diminution des prix des produits. — 2° Diminution du travail. — 3° Il suffit de changer d'industrie pour trouver de l'emploi. — 4° La population augmenterait ou n'augmenterait pas, mais la population pourrait augmenter. — 5° Une machine produit et ne mange pas. — 6° Les machines équivalent à une production alimentaire. — 7° Exemple de la Chine. — 8° En répudiant les machines on augmenterait le nombre des hommes, mais non la quantité des produits. — 9° Effets de l'invention des moulins à l'eau et au vent. — 10° Principe de De Sismondi.—Comment J.-B. Say le combat. — Résumé des argumens précédens. — Conclusion.

Effets des machines.

Il résulte des principes développés dans la section précédente que les machines si nombreuses aujourd'hui sont pernicieuses au suprême degré à toutes les classes de la société.

Il naît même autant de progressions de diminutions du nombre et d'augmentations des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, dans lesquelles les producteurs inférieurs diminués en nombre font faillite, tombent dans le paupérisme, cessent de se reproduire et meurent de privations, et les supérieurs sont diminués en nombre et en bien-être également, mais de plus en fortune d'une manière plus forte pour quatre causes très-puissantes que proportionnelle à leur élévation, qu'il y a d'inventions de machines qui augmentent la rapidité de la production ou diminuent la participation à ses avantages. Elles sont donc aussi pernicieuses aux riches qu'aux ouvriers eux-mêmes. Elles produisent par conséquent le même effet principal que le défaut d'industries, c'est-à-dire la ruine, la dépopulation et l'état de barbarie, dont elles avaient pour but de nous éloigner.

Cependant il faut ajouter qu'elles sont d'autant moins nuisibles, qu'elles deviennent même d'autant plus utiles qu'on considère la chose plus en particulier par rapport aux nations, aux provinces, aux localités, aux individus. Par rapport aux nations, elles sont utiles, on le sait, pour tous les produits offerts concurremment par plusieurs. Elles sont pernicieuses encore pour tous les autres.

Ces considérations suffisent pour renverser tous les argumens avancés en leur faveur, puisqu'ils ne le sont que sous le rapport du monde en général. Voyons-en cependant les principaux. Argumens avancés en faveur des machines.

1° J.-B. Say représente comme gagnés *par les consommateurs, c'est-à-dire*, dit-il, *les nations*, *les frais qu'on parvient à épargner sur la production*. 1re partie chapitre XVIII. 1° Diminution des prix des produits.

Ce ne sont pas les producteurs inférieurs qui gagnent les frais qu'on parvient à épargner sur la production, puisque,

loin d'y gagner, ils sont supprimés primitivement et subissent consécutivement une progression géométrique décroissante de diminutions. Mais ce ne sont pas non plus les producteurs supérieurs puisque, loin d'y gagner aussi, ils en éprouvent une progression proportionnelle de diminutions de leur nombre et de leur bien-être également et de plus de leur fortune d'une manière plus forte pour quatre causes puissantes que proportionnelle à leur élévation.

On peut, en répondant directement aux mots employés dans cet argument, présenter la même réfutation d'une manière un peu différente. On peut dire, en effet, que si les consommateurs sont les nations, les producteurs sont aussi les nations, puisque les hommes sont producteurs en même temps que consommateurs, et comme ils doivent même être producteurs ou participer aux avantages de la production avant d'être consommateurs ou participer aux avantages de la consommation et que l'augmentation de leur participation aux avantages de la consommation augmente à son tour la production et par conséquent la participation à ses avantages, mais que l'augmentation de la participation aux avantages de la production augmente moins fortement la participation à ceux de la consommation parce qu'une partie des producteurs supérieurs n'augmente pas leurs dépenses à proportion de leurs revenus, il suit au contraire que toute augmentation du nombre des producteurs ou de leur participation aux avantages de la production engendre une progression décroissante d'augmentations de leur participation aux avantages de l'une et de l'autre ou du nombre des producteurs et des consommateurs et par suite de la consommation, de la production, de la création des moyens de produire et de la population, ou de la prospérité générale, et que toute diminution en engendre une de diminutions.

J.-B. Say ne considère ici l'homme que comme consom-

mateur, il fait abstraction de sa qualité aussi essentielle de producteur. Nous verrons qu'il le considère ainsi alternativement sous l'un ou l'autre de ces deux rapports exclusivement suivant le principe qu'il veut établir. Il ne lui est pas difficile par ces moyens de prouver ce qu'il veut.

Mais il y a plus ici encore : comme nous avons vu que la progression de diminutions du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, en est accompagnée d'une proportionnelle de leurs prix, il suit que, loin d'obtenir par les machines une diminution des prix, on en produit une progression géométrique décroissante d'augmentations.

Les extrêmes se touchent, dit-on ; ils le font du moins ici, que dis-je ? ils sont identiques. L'effet trop cher, qui a rapport au consommateur, et celui trop bon marché, qui a rapport au producteur, dépendent de la même cause, produisent les mêmes effets et sont anéantis par les mêmes procédés. Leur cause commune, c'est le peu de participation des hommes aux avantages de la production ; leur même effet, c'est leur peu de moyens d'acheter, qui occasionne une progression géométrique décroissante de diminutions du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire. Et le même moyen qui les annulle, c'est l'augmentation de la participation aux avantages de la production qui en détermine une au contraire d'augmentations. Mais comme elle en engendre une en même temps de diminutions des prix en général, elle convertit ce trop bon marché et ce trop cher en une diminution réelle des prix en argent.

Sous le rapport des nations en général, cet auteur est donc absolument dans l'erreur. Il l'est encore sous celui des nations considérées en particulier relativement, comme nous savons, à tous les produits qui ne sont pas offerts

concurremment par les autres nations. Mais il a raison relativement aux autres. Mais ce n'est pas en faisant gagner par les consommateurs les frais, qu'ils viennent à épargner sur la production, puisque ce serait faire gagner par les consommateurs étrangers ce que les producteurs du pays perdraient, mais c'est en donnant à ceux-ci la faculté de fournir ces produits et par conséquent de participer aux avantages de la production à la place de ceux-là. On voit plus que jamais par ce langage qu'il ne considère la chose que sous le rapport des nations en général, c'est-à-dire, sous celui sous lequel il a le plus tort.

M. Droz exprime les mêmes idées en termes un peu différens : « Les salaires, dit-il, livre II chapitre IV de son » *Traité d'Économie Sociale,* sont les revenus de l'ouvrier. » Ce qui les rend élevés ou bas, ce n'est pas leur taux » nominal, c'est la quantité considérable ou faible de choses » utiles ou commodes dont ils donnent la disposition. Le » moyen efficace pour les élever est moins de les hausser » numériquement que de baisser les prix des marchandises. »

Ce qui veut dire aussi, comme il résulte de l'argument supérieur de J.-B. Say, qu'il faut diminuer ou même supprimer les salaires des producteurs inférieurs pour mettre les prix des produits à leur portée! Une foule d'autres auteurs parlent dans le même sens.

Mais ne serait-ce pas priver les producteurs inférieurs de leur part dans les prix des produits pour les leur faire obtenir d'autant plus facilement? Mais non-seulement on les prive par là de la faculté de les acheter, mais on engendre une progression de diminutions de leur nombre en engendrant les faillites, le paupérisme, la mort par les privations et la diminution des naissances. Ce n'est pas tout encore ; on en engendre une proportionnelle du nombre et du bien-être, mais surtout de la fortune des supérieurs d'une manière

plus forte pour quatre motifs que proportionnelle à leur élévation. Comme cet argument de M. Droz est le même que celui de J.-B. Say autrement exprimé, ainsi la réfutation que nous venons d'en donner est la même à quelque changement près dans les mots.

2° Diminution du travail.

Passons au deuxième argument de J.-B. Say. Cet auteur avance que « l'homme en produisant fait un échange de ses » travaux contre des produits. En conséquence, dit-il, » moins il donne des premiers pour obtenir plus des seconds, » et plus l'échange qu'il fait est avantageux. » 1re partie » de son cours chapitre XVIII.

Mais d'abord les machines ne diminuent pas actuellement les fatigues des hommes. Il faudrait pour cela qu'ils travaillassent d'autant moins que les machines travaillent plus. Or, il n'en est pas ainsi ; et il le reconnaît lui-même, puisqu'il dit que les frais de production et par conséquent le nombre des producteurs diminuent par-là. L'ouvrier travaille toujours constamment, qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas de machines et se contente toujours du nécessaire pour ne pas mourir de faim. Les machines, qui auraient dû être employées pour soulager les bras des hommes, l'ont été pour se passer d'eux et ne plus leur donner le salaire antérieur auquel leur travail leur donnait droit. Cependant en examinant la chose d'abord sous le rapport de la justice, leur invention a dû être faite pour l'humanité tout entière et non pour une fraction de la société. Que dis-je ? Elle a dû être faite bien plutôt pour soulager les ouvriers qui supportent toutes les fatigues que pour venir en aide à ceux qui ne font rien. N'est-il pas excessivement injuste que ce soient ces derniers qui aient voulu s'emparer uniquement de ses bénéfices. Le génie qui l'a faite a-t-il été inspiré par le créateur pour donner au puissant le moyen de repousser violemment le travailleur de tout droit à la production et par conséquent à la consommation, c'est-à-dire, à la vie,

plutôt qu'à celui-ci les moyens de se procurer avec moins de peines les produits nécessaires à son existance. Non, ce n'a pu être l'intention de l'Être souverainement juste ni du génie qui a saisi cette étincelle de son intelligence. Aussi, en examinant la chose sous le rapport de la prospérité générale, quels châtimens terribles ont été infligés aux riches pour avoir transgressé cette loi importante ! Parce qu'elles ne diminuent pas les fatigues, elles diminuent considérablement le nombre des personnes qui participent aux avantages de la production, et loin d'augmenter la somme de produits pour les mêmes travaux, elles déterminent une progression géométrique décroissante de diminutions du nombre des travaux, des producteurs, des produits et des moyens de produire, dans laquelle les producteurs inférieurs sont diminués en nombre par les faillites, le paupérisme, la diminution des naissances et l'augmentation de la mortalité à cause des privations, et les supérieurs le sont en nombre et en bien-être, et de plus en fortune d'une manière plus forte pour quatre motifs que proportionnelle à leur élévation.

A présent les machines ne diminuent le nombre des travailleurs que parce qu'elles ne diminuent pas la longueur de leur travail. Elles ne produisent donc leur effet pernicieux, d'engendrer une immense progression de diminutions de la prospérité générale, que parce qu'elles ne produisent pas primitivement l'effet agréable, qu'elles sont destinées à procurer, la diminution de la peine de travailler. Qu'on diminue donc cette peine, qu'elles procurent donc l'avantage qu'elles sont destinées à procurer et elles cesseront de produire cet effet pernicieux, la ruine du monde. Qu'on la diminue même plus fortement encore, qu'on la diminue enfin suffisamment, et, en se procurant les plus grandes jouissances du repos, on portera la prospérité générale à son faîte, la limite de la fécondité de la terre, en augmentant les fortunes supérieures d'une manière plus forte pour quatre

causes puissantes que proportionnelle à leur élévation.

Les machines qui produisent, actuellement que la société est mal organisée, la ruine et la dépopulation du monde, pourraient donc augmenter infiniment le repos et les plaisirs des hommes sans nuire à la prospérité générale, qui serait partout portée à son comble en augmentant encore infiniment par son augmentation le repos et les plaisirs, si elle l'était convenablement.

Pour prévenir probablement ces graves objections, le même auteur prétend : « que les ouvriers (il ne parle pas » des producteurs plus importans), que les ouvriers, qui » ne trouvent plus d'emploi à une industrie doivent chan- » ger et se vouer à une autre. » 1[re] partie encore, même chapitre XVIII.

3° Il suffit de changer d'industrie pour trouver de l'emploi.

Mais le nombre d'industries n'est-il pas limité? Quelle serait donc la cause qui limiterait la population des ouvriers et du paupérisme d'aujourd'hui, si tous trouvaient constamment de l'emploi, s'il suffisait de changer d'industrie pour en trouver? Quelle serait même celle qui limiterait la prospérité générale?

Les machines non-seulement diminuent primitivement d'une manière considérable le nombre des producteurs inférieurs, mais elles lui font subir une progression de diminutions dont cette diminution primitive n'est que le premier terme. Et si tous les autres producteurs ne sont pas diminués primitivement en nombre comme les inférieurs, ils le sont tous, comme eux, en nombre, en bien-être, et de plus en fortune d'une manière plus grande pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation dans ladite progression de diminutions de la prospérité, qui suit leur dite diminution primitive.

Les autres moyens de produire n'éprouvent de moins que la main d'œuvre que la diminution primitive d'emploi occasionné par les machines. Ils en subissent une égale proportionnellement dans la très-grande progression de diminutions de la prospérité générale qui s'ensuit. Les terres cultivées, les maisons de commerce, les hommes de talent, etc., diminuent d'une manière proportionnelle. En même temps que les faillites se déclarent chez les uns, que le paupérisme s'empare des autres, ces derniers se trouvent également en excès et par conséquent sans traitement et sans honoraires. Combien de personnes possédant des talens incontestables et incontestés ne trouvent pas aujourd'hui l'occasion de les employer, ni par conséquent de gagner de quoi vivre même dans les pays de l'Europe, qui se soutiennent aux dépens de tout l'univers ?

Il résulterait de l'argument précédent que la population des ouvriers ne devrait pas diminuer par l'emploi des machines. Nous allons voir par les suivans jusqu'à quel point il est d'accord avec ce principe :

4° La population augmenterait ou n'augmenterait pas, mais la consommation pourrait augmenter.

4° « La population, *quand même elle n'augmenterait pas,* » continue-t-il, *pourrait consommer davantage :* avec les » produits plus abondans que procurent les machines, elle » peut acheter des produits nouveaux, qui augmenteront » son bien-être et qui occuperont les bras que les machines » laissent vacans. » (Toujours 1re partie, chapitre XVIII.)

D'abord nous voyons par ces mots : Quand même elle n'augmenterait pas, que la population pourrait augmenter et ne pas augmenter par l'usage des machines, et 2° par ceux-ci : Qu'elle pourrait consommer plus, que la consommation, quoique ayant plus de chances d'augmenter, pourrait aussi ne pas augmenter, ce qui est insignifiant et ridicule, et 3° par ceux-ci : Qu'avec les produits plus abondans que procurent les machines, la population pourra acheter des

produits nouveaux, qui occuperont les bras que les machines laissent vacans, qu'il suffit à une industrie de produire plus avec des machines pour pouvoir non-seulement trouver l'occasion de vendre plus de produits, mais pour pouvoir donner à toutes les autres industries la faculté de produire aussi davantage sans machines, occuper les bras que les machines laissent vacans et trouver aussi l'occasion de vendre leurs produits ! C'est heureux. La faculté d'acheter était bornée chez la première par le défaut de produits et elles ne l'est pas chez toutes les autres. Et cependant toutes celles qui feraient des inventions semblables obtiendraient cette faculté ! C'est aussi absurde que contradictoire.

Nous sentons ici la fausseté du principe des économistes : *Que les produits s'achètent par des produits.* Nous le réfuterons d'une manière plus complète dans les chapitres VIII et XII ci-après. Nous y verrons qu'ils peuvent aussi s'acheter et s'achètent en effet aussi souvent par des moyens de produire et des salaires et peuvent même cesser de s'acheter du tout. Ils tendent toujours à s'acheter de ces trois manières en quantité environ proportionnellement égale, et croissant en progression géométrique décroissante, quand la participation aux avantages de la production augmente, et en quantité décroissante environ de la même manière, quand celle-ci diminue.

Non-seulement les auteurs font abstraction de la cause unique qui permet qu'une plus grande partie des salaires, des produits et des moyens de produire s'engendrent et s'achètent entre eux ; mais ils prétendent qu'il n'y a que les produits qui se vendent et s'achètent. N'est-ce pas le comble de l'absurdité ?

5° « Une machine produit et ne mange pas, continue » J.-B. Say, 6me partie de son cours chapitre VIII, ou du » moins on peut la nourrir à meilleur marché que des hom-

5° Une machine produit et ne mange pas.

» mes ; et ce qu'on économise sur son entretien ne cause
» aucune souffrance à l'humanité. »

Les machines suppriment un grand nombre d'ouvriers, voilà leur effet primitif. De plus, en ne consommant pas, elles déterminent, voilà leur effet consécutif, une progression décroissante de diminutions du nombre et du bien-être des ouvriers de toutes les industries, et du nombre et du bien-être, et de plus des fortunes des producteurs supérieurs d'une manière plus forte pour quatre raisons puissantes que proportionnelle à leur élévation. Après avoir nié par le 3e argument l'effet primitif pernicieux des machines, il apporte leur consécutif, qui l'est infiniment plus, pour prouver leur action bienfaisante ! Si les machines qui remplacent les hommes consommaient autant qu'eux, elles feraient encore tort en leur ôtant les moyens de vivre. Mais elles ne détermineraient pas la progression décroissante de diminutions de la prospérité générale avec tous ses effets connus, qui s'ensuit. Si donc une machine ne mange pas, non-seulement elle ôte aux producteurs anciens qu'elle remplace la faculté de manger aussi, mais elle l'ôte à une progression d'autres producteurs de toutes les classes inférieures, et détermine une progression de diminutions du nombre et du bien-être des classes supérieures aussi, mais de plus de leurs richesses d'une manière plus grande pour les quatre raisons connues que proportionnelle à leur élévation. Ce qu'on économise sur son entretien non-seulement cause des souffrances inouies aux producteurs qu'elle supprime, mais donne la mort à une progression décroissante de nouveaux, et en ruine une progression d'autres. Si tout se produisait au moyen de machines qui ne consomment pas de produits, il ne faudrait plus nourrir d'ouvriers, mais il ne faudrait plus d'autres moyens de produire ni par conséquent d'autres producteurs non plus. La consommation, la production, la richesse et la population seraient anéanties au même moment, en causant des souffrances et des privations infinies. Que

dis-je? Puisque chaque nouvelle machine en supprime une longue progression décroissante, il ne faudrait pas même que tout se produisît au moyen de machines pour les supprimer complètement; il suffirait peut-être d'en augmenter encore un peu le nombre.

Les machines en produisant et ne mangeant pas font précisément l'inverse des moyens que je proposerai d'augmenter la prospérité générale, et qui consistent à augmenter le nombre des personnes qui consomment sans produire et qui, suffisamment étendus, permettraient l'emploi des machines et changeraient même leurs pernicieux effets en effets précieux.

6° Les machines équivalent à une production alimentaire.

« Je prétends, dit encore le même auteur, que les perfec-
» tionnemens mécaniques équivalent à une production ali-
» mentaire. On compte, par exemple dans la Grande-Bre-
» tagne 15,000 machines à vapeur de la force moyenne de
» 25 chevaux. »

Ce serait par conséquent 375,000 chevaux de moins à nourrir sans compter les hommes! On pourrait croire que si ces machines font du mal en remplaçant des hommes, elles font au moins du bien en remplaçant des chevaux, qui consomment des nourritures que des hommes peuvent consommer. C'est encore une erreur. Elles font du mal même en remplaçant des chevaux. Si en effet elles n'ont pas l'effet primitif pernicieux de supprimer des producteurs, elles ont le consécutif, qui l'est encore infiniment plus, d'engendrer la progression de diminutions de la prospérité générale, qui suit la cessation de la consommation et par conséquent de la production des nourritures des chevaux et qui n'a que le premier terme de moins que celle qui est engendrée par la suppression primitive des ouvriers. On voit que c'est le même argument que le précédent, énoncé en d'autres termes; il apporte encore pour prouver les bienfaits des machi-

nes leur effet consécutif, la raison même par conséquent qui en prouve le plus les effets pernicieux. Notre réfutation est au fond la même également. Elle n'est que modifiée conformément aux termes de l'argument lui-même.

7° Exemple de la Chine.

« C'est afin de procurer aux hommes de quoi vivre, dit-il » encore, que l'on repousse en Chine l'emploi des animaux » et des machines expéditives. C'est afin de nourrir 32 » hommes qu'on leur fait supporter la charge de 5 à 6 che- » vaux. Qu'en résulte-t-il? Qu'il faut que 32 hommes vivent » sur ce qui fait la ration de 5 à 6 chevaux. » (6me partie chapitre VIII.)

Il aurait dû ajouter, pour être conséquent et pour prouver d'autant mieux les avantages des machines, qu'en faisant travailler 100 ou 1,000 personnes au lieu d'une machine qui fait le même ouvrage qu'elles, il faudrait que ces 100 ou 1,000 personnes vécussent sur ce qui fait la nourriture d'une machine ou sur un peu de charbon.

Mais de ce que l'on fait transporter par 32 hommes la charge de 5 à 6 chevaux, est-on en droit de conclure que ces 32 hommes doivent vivre sur la ration de 5 à 6 chevaux? Ou de ce que l'on fait transporter par 100 ou 1,000 personnes la quantité de choses que peut produire une machine, que ces 100 ou 1,000 personnes doivent vivre sur ce qui fait la nourriture de cette dernière? A ce compte on pourrait dire que, si tout pouvait se produire au moyen de machines et qu'on ne le ferait pas, tous les producteurs d'aujourd'hui, qui produisent sans elles, devraient vivre sur la valeur d'un peu de charbon ou ne pourraient plus vivre! C'est par trop absurde.

On le sent plus que jamais, ce qui donne aux producteurs en général les moyens de vivre, ce n'est pas la quantité de choses qu'ils savent produire, mais leur salaire ou l'argent

qu'ils gagnent, ou, ce qui est synonyme encore, leur participation aux avantages de la production. Or moins il y aura de machines, et plus il y aura de progressions géométriques décroissantes de diminutions du nombre des personnes qui participeront aux avantages de la production, et par conséquent de la prospérité générale. On en revient toujours là.

8° « On ne se tromperait pas moins, dit ce même auteur, » si pour conserver au peuple plus de moyens de subsis- » tances, on répudiait les machines, le pouvoir des capitaux. » On augmenterait le nombre des hommes, mais non la » quantité des produits sur lesquels ils peuvent vivre. » (6me partie chapitre VIII.)

8° En répudiant les machines, on augmenterait le nombre des hommes, mais non la quantité des produits.

On le voit, il considère le nombre des produits indépendamment de celui des producteurs. Mais s'il en était ainsi, en répudiant les machines qui ont le pouvoir, dans son opinion, quoiqu'il ne le dise pas, d'augmenter le nombre des produits; en même temps qu'on augmenterait le nombre des hommes, comme il veut bien l'avouer ici, contrairement à son troisième et à son quatrième argument ci-dessus, on diminuerait celui des produits sur lesquels ils peuvent vivre. Voilà comme on devait être avant l'usage des machines: le nombre des producteurs infiniment grand et celui des produits infiniment petit, ou un paupérisme extraordinaire, et aujourd'hui le nombre des producteurs infiniment plus petit et celui des produits infiniment plus grand. Est-ce conforme à l'observation plus qu'au raisonnement?

Mais il se donne tort à lui-même en avouant que la suppression des machines augmenterait le nombre des producteurs. Car par quel mécanisme l'augmenterait-elle? N'est-ce pas en leur donnant plus de moyens d'acheter? Et alors ne doit-il pas convenir qu'elle augmenterait la demande de produits et que par conséquent, loin d'en diminuer la quan-

tité, elle devrait l'augmenter en même temps que le nombre des producteurs et des moyens de produire?

Le mot *capital* dans son langage particulier à lui et aux Anglais est synonyme de moyens de produire. Or il n'est pas question du tout de leur répudiation en parlant des machines. La suppression de celles-ci, loin d'en diminuer le nombre, en déterminerait au contraire une progression d'augmentations, en même temps que de celui des producteurs et des produits.

9° Effets de l'invention des moulins à l'eau et au vent.

9° « Je croirais plutôt, dit encore J.-B. Say, que l'usage » des moulins à eau et au vent a dû multiplier la population. » Car ils ont permis qu'on eut du pain à meilleur marché. » Par conséquent un plus grand nombre de personnes ont » pu subsister après l'invention de ces ingénieuses machi- » nes. » (6me partie chapitre IV.)

1° Remarquons qu'il a prétendu par le 3e argument que la population ne diminue pas par l'usage des machines, par le 4e qu'elle pourrait augmenter et ne pas augmenter, et par les deux précédens que leur invention a dû la diminuer. Ici au contraire il croit que l'usage des moulins a dû la multiplier, cette population qui était un mal dans le 2e chapitre et qui est un bien actuellement. Que de contradictions!

2° Ce dernier argument est le premier, la diminution des prix, autrement exprimé et appliqué à une espèce particulière de produits. Pourquoi n'apporte-t-il pas alors aussi en leur faveur le second et même tous les autres? Mais les moulins ne procurent-ils pas plutôt des avantages que les autres machines? Leur invention, comme celle de toutes celles-ci, a produit deux effets : 1° elle a supprimé la peine énorme supportée par les producteurs primitivement supprimés *et leur vie en même temps,* et 2° elle a engendré une progression immense de diminutions du nombre et

d'augmentations des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire de toutes les industries, dans laquelle les producteurs inférieurs sont diminués en nombre et passagèrement en bien-être, et les supérieurs, en nombre et en bien-être d'une manière durable, et de plus en fortune d'une manière plus grande pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation. Elle a donc non-seulement ôté la vie aux tourneurs de meule, mais à une immense progression d'autres producteurs inférieurs et diminué non-seulement en nombre les producteurs supérieurs mais, en bien-être et en richesses. Et non-seulement elle n'a pas procuré des vivres à meilleur marché, mais elle a déterminé une énorme progression d'augmentations des prix de tous les produits et de tous les moyens de produire et des salaires de tous les producteurs. Voilà comment elle aurait augmenté la population et diminué les prix des vivres.

Cet exemple des tourneurs de meule peut être appliqué à toute espèce de consommateurs, producteurs par eux-mêmes ou non, puisque ces tourneurs de meule, qui peuvent être remplacés par des moulins, ne sont utiles aux autres hommes que par leurs consommations. Qu'on suppose à leur place des pauvres, des infirmes, des enfans, des vieillards, enfin des consommateurs qui ne produisent pas, et l'on obtiendra de leurs consommations le même avantage.

Aussi je ne veux pas, malgré le mal qu'elles nous font, je ne veux pas répudier les machines, qui engendrent actuellement d'immenses progressions de diminutions du nombre de nos producteurs, de nos produits et de nos moyens de produire. Mais je veux qu'elles travaillent à la place des hommes, sans diminuer leur participation aux avantages de la production, ou en d'autres termes, qu'elles ne leur ôtent pas le salaire en même temps que le travail. Je veux qu'elles leur enlèvent la peine de travailler et leur laissent l'avantage de consommer. Je voudrais même plus : je

voudrais qu'elles diminuassent encore plus fortement la première, afin qu'elles augmentassent d'autant plus le second. Par là elles détermineraient des progressions aussi grandes qu'on voudrait d'augmentations du repos en même temps que des jouissances, de la population et de la richesse. Elles peuvent produire ces bienfaits inestimables.

Je dois encore, avant de terminer l'examen des argumens en faveur des machines, discuter un principe de De Sismondi, qui, sans être faux, prouve que cet auteur ignorait les véritables principes de la science économique.

10° Principe de De Sismondi.

10° De Sismondi dit donc : « En règle générale, toutes » les fois que la demande pour la consommation surpasse » les moyens de produire, toute découverte nouvelle dans » la mécanique et dans les arts est un bienfait, parce » qu'elle donne les moyens de satisfaire des besoins existans. » Toutes les fois au contraire que la production suffit plei- » nement à la consommation, toute découverte semblable » est une calamité, puisqu'elle n'ajoute aux jouissances des » consommateurs que de les satisfaire à meilleur marché; » tandis qu'elle supprime la vie elle-même des producteurs. » Il serait odieux de peser l'avantage du bon marché contre » celui de l'existence. » (Rapporté par J.-B. Say dans son cours 1re partie chapitre XVIII.)

Mais la première de ces hypothèses ne s'est encore jamais présentée depuis le commencement du monde. Jamais la demande pour la consommation n'a surpassé les moyens de produire. Elle ne pourrait le faire que si la participation aux avantages de la production était assez augmentée et par conséquent la rapidité de la production assez diminuée ou l'usage des machines assez répudié pour, après avoir porté la population et la richesse jusqu'à la limite de la fécondité de la terre, ne plus pouvoir produire ce que l'on désirerait consommer. Ce qui se réduit à dire que la condition principale pour que la demande pour la consommation puisse

approcher de la possibilité de surpasser la production, c'est non-seulement d'empêcher toute découverte nouvelle, mais encore d'abolir toutes les anciennes.

Ainsi, non-seulement toujours la deuxième hypothèse est réelle, non-seulement toujours la production suffit à la consommation, mais toujours elle tend à la surpasser, et toujours c'est parce qu'elle peut marcher trop vite, qu'elles sont si réduites l'une et l'autre. Donc toujours depuis le commencement du monde, toute découverte semblable est une calamité, et cela non-seulement parce qu'elle supprime la vie des ouvriers, mais encore parce qu'elle en supprime une immense progression géométrique décroissante d'autres par les faillites, le paupérisme, la mort par les privations et la cessation des naissances et que, loin d'ajouter aux jouissances des autres consommateurs, de les satisfaire à meilleur marché, elle détermine une progression géométrique décroissante d'augmentations de tous les prix et de diminutions de leur nombre et de leur bien-être, et de plus de leur fortune d'une manière plus forte pour quatre causes puissantes que proportionnelle à leur élévation. Il serait, dit-il, odieux de peser l'avantage du bon marché contre celui de l'existence; oui, mais puisque les machines joignent aux pernicieux effets de supprimer non-seulement la vie des travailleurs, qu'elles rendent primitivement inutiles, mais encore celle d'une progression immense d'autres producteurs, ceux d'en engendrer de proportionnelles de diminutions du nombre et du bien-être, et de plus des fortunes des supérieurs d'une manière plus forte pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation, et d'augmentations de tous les prix, de ruiner par conséquent ceux qui pensent profiter de ce bon marché, qui devient au contraire un prix d'autant plus élevé qu'on emploie plus de machines, il est non-seulement odieux, mais encore pernicieux à toutes les classes de la société, non-seulement d'en adopter de nouvelles, mais de maintenir les anciennes.

Les machines et les autres moyens expéditifs ne peuvent être utiles que dans la supposition de l'adoption de mon système. Alors toute découverte de nouvelles est un bienfait. Elle augmenterait le repos de l'homme en général, et la faculté de l'ouvrier de travailler d'autant plus à des produits propres à son usage particulier et non livrés à la concurrence générale.

Comment J.-B. Say le combat.

Mais il est curieux de voir comment J.-B. Say combat ce principe de M. De Sismondi, « qu'il combat, dit-il, parce » que cet auteur éclairé, ingénieux, éloquent, et qu'*aucun* » *intérêt particulier ne fait parler,* pourrait par *pure phi-* » *lanthropie* accréditer de fausses notions. »

Say trouve donc qu'il est bien rare que ce ne soit pas *l'intérêt particulier* qui *fasse parler* un auteur, et qu'il agisse par pure philanthropie ! C'est naïf.

Son principal argument est celui-ci : « les besoins existans » ne sont point une quantité fixe : ils reculent à mesure » que la production avance. »

Les besoins existans peuvent bien augmenter un peu chez les riches, non pas encore quand la production devient plus rapide, mais quand elle fournit de nouvelles espèces de produits, comme par l'invention de nouveaux arts, de nouvelles industries. Elle détermine même alors une progression d'augmentations de la consommation, de la production, de la richesse et de la population et de tous les effets qui les accompagnent et que nous avons tant de fois déjà répétés. Mais la rapidité de la production aura beau augmenter, les riches n'en consommeront pas davantage, et les ouvriers, dont les machines viennent encore diminuer les ressources, loin d'augmenter les leurs, devront les diminuer et feront naître une progression de diminutions de celles de tous et par conséquent de la prospérité générale. On verra donc

effectivement les besoins, les privations, les misères, les faillites, le paupérisme, les procès, les crimes, le désespoir et la mort augmenter avec la facilité de produire, et il sera toujours de plus en plus impossible d'acheter ces produits si faciles à naître. Ainsi la facilité de produire diminue la production et augmente les besoins. La production, comme un cheval rétif, recule quand on veut la faire avancer trop vite. Tandis que les besoins avancent ou augmentent d'une manière proportionnelle.

La rapidité de la production a donc bien du pouvoir d'après lui. Non-seulement elle serait la cause primitive de la consommation, de la richesse et de la population, comme nous avons vu qu'il prétend dans le chapitre II ci-devant, mais elle le serait encore des besoins! C'est donc pour cela qu'ils sont si terribles aujourd'hui.

Je croyais au contraire que la production a la propriété d'éteindre les besoins en les satisfaisant, qu'elle n'a pas même d'autre raison d'être que cette satisfaction, que ce sont par conséquent au contraire les besoins qui l'engendrent, et qui l'engendreraient même toujours, si ceux qui les éprouvent avaient les moyens autant que le désir d'acheter les produits ou participaient suffisamment aux bénéfices de la production. Me trompais-je donc en les regardant ainsi comme la cause qui engendre non-seulement la production, mais la consommation, la création des moyens de produire et la population, et la participation aux avantages de la production comme celle qui les borne toutes quatre par sa limite, cause prochaine de la prospérité générale sur laquelle nous retombons toujours ?

Notons encore qu'il a attribué dans le chapitre II la borne de la production à la limite des besoins des hommes, et comme ici il prétend que c'est la limite de la production qui limite les besoins, il s'ensuivrait que ces deux limites s'en-

gendreraient mutuellement. Elles formeraient donc des progressions géométriques croissantes ou décroissantes, aussitôt que l'une des deux varierait. Mais aussi les besoins et la production, marchant toujours de pair, les premiers seraient toujours satisfaits. Que d'absurdités sont la conséquence de ces principes absurdes !

Résumé des arguments avancés en faveur des machines.

Voici en résumé les prétendus effets avantageux des machines accompagnés d'un resumé de leurs réfutations. Elles diminuent les prix des produits, quoiqu'elles les augmentent consécutivement, et font gagner par les consommateurs, c'est-à-dire les nations, qui ne sont pas apparemment composées de producteurs, les frais qu'on parvient à épargner sur la production, quoique cette diminution des frais de la production engendre une progression immense de diminutions de la prospérité générale. 2° Elles diminuent la longueur du travail, quoiqu'on fasse travailler à l'ordinaire les hommes le plus longtemps pour le plus petit salaire possible et qu'on diminue par là les frais de production ou le nombre des producteurs, ce qui engendre une progression immense de diminutions de la prospérité générale. 3° Les ouvriers qui ne trouvent plus d'emploi à une industrie doivent en chercher ailleurs, de manière que si on employait des machines dans toutes les industries, ils devraient en chercher dans le vide. 4° La population pourrait augmenter et ne pas augmenter, mais la consommation pourrait augmenter et par conséquent ne pas augmenter non plus et ne produire aucun effet. Elle pourrait augmenter puisqu'avec les produits plus abondans qu'elles procurent, elles font acheter d'autres produits plus abondans qui naîtront sans machines, l'industrie seule qui les a employées ne pouvant pas produire assez auparavant. Et les produits s'achètent toujours par des produits puisqu'ils ne peuvent pas s'acheter par des moyens de produire ni par de l'argent qu'on aurait épargné. 5° La consommation diminue puisqu'elles ne mangent pas et que les producteurs qu'elles rem-

placent mangeaient. Ce qui ne cause pas de mal à l'humanité, quoiqu'il en résulte une progression immense de diminutions du nombre des personnes qui peuvent manger et du nombre, du bien-être, et surtout de la fortune de tous les autres. 6° Elles équivalent à une production alimentaire, puisqu'elles remplacent des chevaux, et qu'on compte en Angleterre 15,000 machines à vapeur de la force moyenne de 25 chevaux, qui remplaçaient primitivement un nombre immense d'ouvriers. Ce qui fait qu'elles rendent une immense quantité de vivres et d'autres produits inutiles, que l'on cesse de produire et qui engendrent une progression bien plus grande encore de diminutions du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire. 7° Les producteurs antérieurs à l'invention des machines devaient vivre sur ce qui fait la nourriture de celles-ci, ce qui fait que si tout pouvait se produire au moyen de machines, tous les producteurs d'aujourd'hui devraient vivre sur la valeur d'un peu de charbon. 8° Par la répudiation des machines la population augmenterait et la production diminuerait. Elles les font donc varier en raison inverse. 9° Mais non, la répudiation des machines n'augmente pas la population, leur adoption ne la diminue pas, celle-ci l'augmente, puisqu'elles diminuent les prix des vivres, les moulins ayant permis qu'on ait du pain à meilleur marché, quoiqu'ils aient, comme les autres machines, déterminé une immense progression d'augmentations des prix en même temps que de diminutions du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire. 10° Mais la production augmente et en augmentant, ou selon son expression, en avançant, elle fait augmenter, ou selon son expression encore, reculer les besoins, augmentant par son augmentation l'appétit des gens, qui doit être terriblement grand aujourd'hui !

Outre l'absurdité particulière de chacun de ces argumens, qu'on remarque leurs inconséquences et leurs contradictions.

Ainsi par les machines la population pourrait augmenter et ne pas augmenter, elle diminue, elle augmente. La consommation pourrait augmenter, elle diminue, elle augmente. La production ne varie pas; elle augmente. Il reste à savoir si la création de moyens de produire ou la richesse augmente ou diminue. Mais les besoins, qui ne sont pas une quantité fixe, augmentent!

Conclusion.

Enfin, on le voit, il n'y a pas une des raisons avancées en faveur des machines, qui soient soutenables. Que dis-je? Leur examen en prouve au contraire les très-pernicieux effets. Elles pourraient cependant être avantageuses. Mais ce ne serait qu'en adoptant un système de lois économiques tout à-fait différentes de celles d'aujourd'hui. Mais alors, elles le deviendraient au suprême degré. En même temps que ces lois procureraient les plus grandes jouissances, la plus grande richesse et la plus nombreuse population, elles procureraient les plus grands loisirs. Et non-seulement on devrait alors les maintenir, mais on devrait les célébrer comme un des dons les plus précieux de la divinité.

SECTION III. — ACTION DES AUTRES CAUSES QUI FONT VARIER LA RAPIDITÉ DE LA PRODUCTION.

Sommaire. — Fécondité de la terre. — Progrès dans l'industrie agricole. — Genre de nourritures, de vêtemens des hommes. — Leur santé, leur activité. — Dimanches et fêtes régulières. — Fêtes irrégulières et réjouissances publiques. — Étendue des besoins des hommes. — Effets simultanés de la fécondité de la terre et de la limite des besoins des hommes sur les peuples du midi. — Destruction de producteurs, de produits et de moyens de produire. — Conclusion de tous les chapitres précédens.

Il en est de la fécondité de la terre comme des machines : pernicieuse aux nations en général, en donnant beaucoup de produits avec peu de frais de production, elle le devient d'autant moins, elle devient même d'autant plus utile qu'on examine la chose plus en particulier, sous le rapport des

nations, des provinces, des localités. Sous le rapport des nations en particulier, elle peut être avantageuse en donnant la faculté de fournir aux autres des produits agricoles d'espèces communes à meilleur marché, ou d'espèces particulières à leur prix de production, et 2° certains produits manufacturés offerts concurremment par les autres nations à meilleur marché encore à cause de la diminution des prix des matières premières et des denrées alimentaires et par conséquent des salaires des ouvriers. Mais elle est pernicieuse en diminuant le nombre des agriculteurs, qui travaillent aux produits consommés dans le pays. Or comme le nombre de produits d'espèces particulières est en général fort limité, 2° que le poids et le volume des espèces communes sont en général très-grands, qu'ils sont à cause de cela très-difficilement transportables et exigent de grands frais pour ce tranport, l'augmentation primitive du nombre des agriculteurs engendrée par l'exportation de produits agricoles est en général, surtout dans les pays éloignés de ceux qui sont moins fertiles, infiniment moindre que la diminution du nombre de ceux qui travaillent aux produits consommés à l'intérieur. La fécondité des pays est donc en général une cause de diminution de leur prospérité. Aussi tous les pays fertiles surtout, comme je viens de dire, quand ils sont fort étendus et éloignés des autres pays peuplés et moins féconds sont, comme l'Égypte, la Syrie, le Brésil, etc., presque déserts et incultes. Et tous les autres sont en général d'autant plus prospères qu'ils le sont moins. Il n'y a que les sables brûlans de l'Afrique et les zônes glaciales qui environnent les pôles, qui ne produisent absolument rien, qui fassent exception à cette règle.

Mais les endroits du même pays qui sont plus prospères ont en général, comme nous verrons mieux dans le chapitre suivant, plus d'avantages, parce que 1° la fécondité de la terre est une des causes qui font fixer dans un endroit le nombre des producteurs, que les lois économiques du pays

comportent, et que 2° dans ceux ou ce nombre de producteurs des différentes industries s'est fixé, les terrains les plus fertiles sont aussi les plutôt cultivés et les plus évalués.

Il en est encore des progrès dans l'agriculture, comme de ceux dans les autres industries, de l'invention de machines et de la fécondité de la terre. Nuisibles au suprême degré à la prospérité générale, ils le deviennent d'autant moins, ils deviennent même d'autant plus avantageux qu'on les considère plus sous le rapport particulier des nations, des provinces, des localités, des individus. Mais considérés sous le rapport général, ils sont surtout nuisibles aux agriculteurs, qui forment uniquement le premier terme de la progression de diminutions de la prospérité générale, qu'ils engendrent.

Quand ils consistent à faire produire plus sur la même étendue de terrains, sans diminuer le nombre des ouvriers, les terres et par conséquent le nombre et la richesse des propriétaires forment seuls le premier terme de cette progression de diminutions.

Quand au contraire ils consistent à ne faire produire que la même quantité de denrées sur la même étendue de terrains, mais avec moins d'ouvriers, ceux-ci forment seuls alors le premier terme de la progression beaucoup plus forte de diminutions de la prospérité générale, qui s'ensuit. Le nombre et la richesse des propriétaires ne diminuent alors, comme le nombre des producteurs de toutes les autres industries, que dans les termes secondaires, mais toujours d'une manière plus forte pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation.

Mais quand ils consistent, comme il arrive presque toujours, à faire porter plus sur la même étendue de terrains et avec moins d'ouvriers ou avec moins de frais de production, comme on dit, la grande progression, qui s'ensuit,

de diminutions de la prospérité de toutes les classes de producteurs a pour premier terme et le nombre d'ouvriers et celui des propriétaires supprimés.

Usage des produits agricoles peu coûteux.

L'usage de récoltes qui fournissent, sur la même étendue de terrains et avec moins de frais de culture, une plus grande quantité de principes nutritifs ou de matières premières, comme le riz, la pomme de terre, le coton, équivaut à une augmentation de la fécondité de la terre ou plutôt à un nouveau progrès dans l'industrie agricole. Il détermine une progression de diminutions de la prospérité générale et surtout de celle de l'agriculture, des cultivateurs et des propriétaires fonciers, puisque la diminution du nombre des cultivateurs et de leurs moyens de produire en forme le premier terme. La découverte de la pomme de terre a donc été nuisible à la prospérité générale, mais surtout à celle des ouvriers de l'agriculture, des cultivateurs et des propriétaires fonciers. Mais sa maladie qui nous en a privée inopinément, de même que la suppression de la production manufacturière, qui arrive si souvent aujourd'hui primitivement et qui est arrivée ici secondairement à cette maladie, a eu des effets funestes; elle a causé une crise terrible et une énorme progression de diminutions de la prospérité de toutes les classes de producteurs.

On a dit : Le relevé statistique des produits agricoles de la Belgique prouve qu'ils sont à peine suffisans pour en nourrir les habitans, et que pour peu que la culture y soit manquée, ils ne le sont plus. Mais les cultivateurs belges, comme tous les autres producteurs, produisent toutes les denrées agricoles qui leur sont demandées de l'intérieur et de l'extérieur. Ils peuvent produire plus, mais ils ne le feront pas, parce qu'ils ne seraient pas payés du surplus, la diminution des prix de leurs produits réduisant alors leurs salaires au-dessous du nécessaire pour vivre. Et il en est ainsi dans tous les pays du monde.

Nous l'avons dit, la terre seule ou l'agriculture seule devrait offrir des limites à l'augmentation de la prospérité générale. Mais au lieu que ce serait elle qui viendrait limiter le nombre des hommes, c'est le nombre des hommes employés à toutes les industries, à la sienne comme aux autres, et capables d'acheter ses produits, qui vient mettre des bornes à sa production, qui, nous l'avons prouvé, pourrait nourrir et entretenir plus de cent fois plus d'habitans qu'elle n'en nourrit actuellement. Aussi nous venons de voir que tous les efforts pour l'étendre directement non-seulement sont vains, mais produisent, n'en déplaise aux nombreuses associations agricoles organisées dans les cantons belges, l'effet directement opposé. Ils lui sont même, qu'il me soit permis de le répéter, plus nuisibles qu'à toutes les autres classes de producteurs, puisqu'ils engendrent des progressions de diminutions du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire de toutes les classes de producteurs, dont celui des agriculteurs et des moyens de produire les denrées agricoles forme seul le premier terme.

Qu'on soit donc bien convaincu que le seul moyen pour faire prospérer l'agriculture, comme la manufacture et le commerce, les arts, les sciences, etc., c'est d'augmenter le nombre des producteurs occupés à n'importe quel genre d'industries, nombre de producteurs qui engendrent une progression proportionnelle d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire de chacune de ces classes de producteurs.

Santé et activité des hommes.

On peut tenir le même raisonnement relativement à un genre de causes différentes. La santé, l'activité des hommes, qui augmentent, suivant l'opinion générale, la richesse et la population, en déterminent au contraire des progressions considérables de diminutions. Mais elles deviennent aussi d'autant moins pernicieuses, elles finissent même par devenir d'autant plus avantageuses qu'on examine la chose plus en particulier.

Paresse, mollesse, infirmités, maladies.

La paresse, la mollesse, les infirmités, les maladies, produisent les effets opposés. Elles engendrent, par la diminution de la production qu'elles occasionnent, des progressions d'augmentations de la prospérité générale. Mais elles deviennent également d'autant moins avantageuses, elles deviennent même d'autant plus pernicieuses qu'on les examine plus en particulier.

Étendue des besoins des hommes.

L'étendue des besoins des hommes que nous avons dit augmenter primitivement par son augmentation les dépenses privées des producteurs supérieurs, agissent aussi en augmentant celles des inférieurs. Mais pour produire ce dernier effet, elle augmente les salaires de ceux-ci, qui doivent monter assez pour donner ce nécessaire qui exige alors plus de produits. Cette augmentation des salaires des producteurs inférieurs en engendre une un peu moins grande des prix des produits en général. L'augmentation des prix des produits de première nécessité comprise dans cette augmentation générale des prix des produits augmente à son tour les salaires des producteurs inférieurs, et ainsi de suite. Il se forme ainsi une progression géométrique décroissante d'augmentations des salaires des producteurs inférieurs, d'augmentations un peu moindres des prix des produits en général et de diminutions des prix des moyens de produire, en même temps que tend à se former celle encore d'augmentations des salaires des producteurs inférieurs et des prix des produits, et de diminutions fortes des prix des moyens de produire, qui accompagne celle d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire engendrée par l'augmentation des consommations des producteurs supérieurs et inférieurs.

Mais ces deux progressions d'augmentations des salaires des producteurs inférieurs et des prix des produits et de diminutions beaucoup plus fortes proportionnellement des prix des moyens de produire se changent bien vite par le

rétablissement de l'équilibre ordinaire en une diminution égale et uniforme des uns et des autres. Les producteurs inférieurs et supérieurs finissent donc, comme toujours, par recevoir la même somme proportionnelle de monnaie; les premiers reçoivent un salaire plus élevé en valeur, mais loin d'en recevoir un plus élevé en argent, ils en reçoivent un moindre. On voit donc que l'augmentation des besoins des hommes qui devrait augmenter leurs fatigues et diminuer leur population détermine, parce qu'elle n'augmente pas les fatigues qui ne sauraient plus augmenter, une progression immense d'augmentations du nombre et de diminutions des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, qui est même d'autant plus grande que cette étendue plus grande des besoins des producteurs supérieurs et inférieurs a lieu dans tous ses termes secondaires.

Mais considérée sous le rapport des nations, des provinces, des localités en particulier, comme elle augmente les prix des produits, avant que le rétablissement de leur rapport ordinaire avec les prix des moyens de produire les ait fait diminuer chez toutes les nations, elle empêche les exportations et favorise les importations et devient d'autant plus pernicieuse qu'on l'examine plus sous le rapport particulier.

La diminution au contraire des besoins des hommes qui devrait augmenter, outre leur repos, leur population, détermine, parce qu'elle n'augmente pas le repos, ou à cause de l'augmentation de la rapidité de la production et de la diminution de la consommation qui en résultent, une progression immense de diminutions de la prospérité générale, d'autant plus grande même que cette étendue moins grande des besoins des hommes a lieu dans tous les termes secondaires.

Cependant diminuant primitivement chez les nations, les

provinces, les localités, les prix des produits, elle empêche les importations, favorise les exportations et procure de grands avantages sous ces rapports particuliers.

Dimanches et fêtes régulières.

Les dimanches et fêtes régulières agissent d'abord comme l'augmentation des besoins des hommes en augmentant les dépenses privées des producteurs aisés et des producteurs inférieurs qui doivent gagner davantage à cause de l'augmentation des dépenses indispensables en habits, en nourriture, en boissons, etc., que ces jours nécessitent, et en engendrant par conséquent la même progression d'augmentations des salaires des producteurs inférieurs et des prix des produits et de diminutions des prix des moyens de produire.

Mais ils agissent de plus en ralentissant d'une manière particulière la production. Ils engendrent encore de ce chef une nouvelle progression décroissante d'augmentations du nombre et de diminutions des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire d'autant plus grande encore que ce ralentissement de la production a lieu dans tous ses termes secondaires. Les producteurs inférieurs doivent encore gagner d'autant plus les jours de travail que le nombre des jours qu'ils ne travaillent pas est plus grand. Mais je ne parle pas de cette augmentation, parce qu'en la répartissant sur tous les jours, on voit qu'elle s'annulle tout-à-fait. Si donc les prix des produits sont augmentés et ceux des moyens de produire diminués primitivement, ce n'est pas à cause de cette dernière augmentation, qui n'existe pas par rapport aux producteurs inférieurs, mais à cause de l'augmentation de leur nombre, comme par toutes les autres causes qui ralentissent la production. La seule différence, c'est qu'ici les mêmes salaires accordés à un plus grand nombre d'ouvriers le sont pour un travail moins constant.

Fêtes irrégulières et réjouissances publiques.

Les fêtes irrégulières, les réjouissances publiques passa-

gères produisent encore les mêmes effets que les dimanches. Cependant, n'étant pas ordinaires ni en général prévues, elles n'augmentent pas aussi bien les salaires des producteurs inférieurs pour les autres jours et ne déterminent pas par conséquent d'aussi grandes progressions d'augmentations de la prospérité générale.

Mais les fêtes régulières et irrégulières avantageuses au suprême degré, comme on le voit, à la prospérité générale, deviennent aussi, à cause de l'augmentation des prix qu'elles déterminent primitivement, d'autant moins avantageuses qu'on les considère sous les rapports plus particuliers des nations, des provinces, etc.

Effets simultanés de la limite des besoins des hommes et de la fécondité de la terre sur les peuples du midi.

Les besoins des hommes ne varient principalement que selon les climats; plus on approche de l'Équateur et plus la chaleur par conséquent augmente, et moins étendus ils deviennent. On dit que les Algériens étonnés au commencement de la voracité des Français, qui mangent cependant moins que les peuples plus au Nord et qui le font surtout moins en Afrique qu'en France, s'assemblaient pour les voir manger. Ainsi les habitans des pays méridionnaux, qui produisent beaucoup plus, consomment beaucoup moins. Ce sont les deux principales causes de leur ruine et de leur dépopulation.

La fécondité de la terre n'est nuisible qu'en donnant beaucoup de produits pour peu de travail et la limite des besoins en exigeant peu de produits pour beaucoup d'hommes. La nature veut donc faire à l'homme deux présens précieux : Une grande richesse et une grande population pour peu de travail. Et l'homme ne veut recevoir d'elle que peu des premières pour beaucoup des secondes. Il préfère même la mort plutôt que d'accepter ces dons précieux. Il se ruine, il se dépeuple, il s'épuise de fatigues et de privations, il voit en friche les plus belles, les plus fertiles,

les plus délicieuses contrées de la terre qu'il ne peut habiter, et tout cela, je le répète, parce qu'il veut travailler sans cesse et que la nature y accorde toutes les faveurs imaginables pour très-peu de travail.

De même toutes les causes artificielles de repos n'augmentent pas le repos et sont des causes de diminutions de la richesse et de la population. Le génie de l'artiste par l'invention des machines, les progrès dans l'agriculture, la diminution des dépenses publiques, etc., etc., veut aussi accorder à l'homme beaucoup de produits pour peu de travail; et il refuse également ces dons précieux. Il les change même aussi en poisons mortels. Il est donc bien puni de sa rébellion aux ordres de la nature, qui l'invite si fortement aux plaisirs de la consommation et l'éloigne si fortement des peines de la production.

Destruction de producteurs, de produits et de moyens de produire.

Nous venons de voir que toutes les faveurs de la nature et du génie se changent dans l'organisation actuelle des sociétés en poisons mortels. Les châtimens au contraire : les infirmités, les maladies, la destruction des producteurs, des produits et des moyens de produire, en un mot tous les sinistres, tous les malheurs, que l'on regarde généralement comme engendrant la diminution de la prospérité générale, en engendrent au contraire des progressions d'augmentations, dans lesquelles, comme toujours, les producteurs inférieurs sont augmentés en nombre et momentanément en bien-être sous le rapport économique, et les supérieurs de plus en fortune d'une manière plus forte pour quatre causes que proportionnelle à leur élévation.

On peut donc dire que la société deviendra d'autant plus prospère, oui d'autant plus prospère, d'autant plus riche et plus peuplée, qu'elle sera privée de plus de producteurs, de produits et de moyens de produire par des malheurs et des sinistres; assertion qui peut paraître paradoxale, mais

qui est cependant vraie. Boileau l'a dit : le vrai n'est pas toujours vraisemblable.

Conclusion de tout ce qui précède.

On peut conclure de ce qui précède qu'un peuple qui a des besoins restreints, qui proscrit le luxe, la générosité, la charité, qui prescrit l'économie et l'épargne, qui établit des caisses d'épargnes pour les ouvriers, qui a peu d'industries, d'arts et de sciences, dont la population riche craint de se multiplier, qui diminue ses impôts et ses dépenses publiques, qui emploie beaucoup de machines dans la production, a un sol fécond, fait de grand progrès dans l'agriculture, se nourrit de pommes de terre et de riz, se couvre de coton et d'autres vêtemens grossiers, qui travaille beaucoup, abolit les dimanches, fêtes et réjouissances publiques, qui est exempt d'infirmités, de maladies, de sinistres, etc., marche à grands pas vers la ruine et la dépopulation à travers les fatigues, les faillites, le paupérisme, les privations, l'égoïsme, l'avidité, le crime, le désespoir et la mort par les privations. Ou du moins, s'il se soutient, ce ne peut être qu'en rejetant par le commerce ces effets sinistres sur les nations étrangères autrement partagées qu'elle par la nature ou autrement organisées. L'intérêt général de toutes doivent les engager à cesser immédiatement toute relation commerciale avec un tel peuple, qui ne peut vivre qu'en déterminant la mort d'une progression géométrique décroissante d'autres.

Toutes ces causes : la limite des besoins des hommes, la simplicité dans la manière de vivre, l'économie, l'épargne, l'avarice, le petit nombre d'industries, d'arts et de sciences, la limite de la population riche, la réduction des dépenses publiques, l'emploi de machines, la fécondité de la terre, les progrès dans l'agriculture, l'usage de produits peu coûteux, la santé, l'activité des hommes, les dimanches, les fêtes et les réjouissances publiques, la préservation de malheurs et de sinistres, n'agissent qu'en diminuant le nombre des personnes qui participent aux avantages de la production.

Il s'ensuit que tous leurs effets avantageux peuvent être conservés et tous leurs effets pernicieux complètement annullés et même remplacés par la plus grande prospérité générale possible en augmentant ce dernier nombre, non-seulement autant qu'il est diminué par elle, mais encore autant qu'il tend à l'être par l'augmentation de la prospérité générale ou plutôt par celle de l'inégalité des fortunes qu'elle engendre.

Nous venons de voir les effets des variations de la participation aux avantages de la production par celles des dépenses privées, des dépenses publiques et de la rapidité de la production sur le nombre et les prix absolus et relatifs des producteurs, des produits et des moyens de produire et l'inégalité des fortunes.

Pour rester fidèle au plan que nous nous sommes tracé, il faudrait étudier actuellement les effets des variations de la participation aux avantages de la production par celles de la quantité de la monnaie. Mais il convient d'examiner auparavant l'influence mutuelle du degré de prospérité des industries opposées et identiques, qui se résume en deux lois importantes et toutes naturelles, dont nous avons souvent vu en passant l'application dans les chapitres précédens, mais sur lesquelles il convient de fixer particulièrement notre attention. C'est ce que nous allons faire dans le chapitre suivant.

CHAPITRE VI.

GÉNÉRATION MUTUELLE DE LA PROSPÉRITÉ DES INDUSTRIES OPPOSÉES. —CONCURRENCE ENTRE LES INDUSTRIES IDENTIQUES.—

Sommaire. — § I. Preuves que la prospérité des industries opposées s'engendre mutuellement. — Que les industries identiques se bornent réciproquement. — Concurrence entre ces dernières. — Cause du rapport habituel des industries opposées. — Celle de leur siége commun. — Insuffisance de la cause particulière d'une industrie pour le fixer. — Cause de l'infériorité de la culture de la France à celle de l'Angleterre. — Celle de l'état inculte des Ardennes belges. — Effets de la fécondité de la terre considérée en général et en particulier. — § II. Ces deux principes sont les pendans l'un de l'autre. — Erreur des économistes à cet égard. — Effets de la concurrence entre les industries *identiques* des nations. — Comparaison des effets de la concurrence à ceux de la guerre. — Pourquoi plusieurs peuples n'ont jamais pu être prospères en même temps. — La réunion de trop vastes territoires au même gouvernement est nuisible à la prospérité des peuples. — Effets de la concurrence entre les individus. — Cause de la repopulation des villes par les campagnes. — Effets des monopoles.

Preuves que la prospérité des industries opposées s'engendre mutuellement.

Nous avons vu qu'une nouvelle industrie qui emploie un nouveau nombre de producteurs ou un progrès dans une ancienne, qui en emploie un plus grand, engendre une progression d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire de toutes les industries, dont ce nouveau nombre forme seul le premier terme, et que la suppression d'une des anciennes ou un progrès dans une d'elles qui supprime un certain nombre de producteurs en

engendre une proportionnelle de diminutions de toutes encore.

La classe des salariés du gouvernement, qui est par ses variations primitives une des principales causes des progressions de variations de la prospérité générale, et qui devient partout également d'autant plus nécessaire et plus nombreuse et dont les salaires deviennent d'autant plus élevés que les autres sont plus prospères, varie également consécutivement et contribue de ce chef aux progressions d'augmentations et de diminutions de la prospérité générale.

La variation primitive du nombre des producteurs d'une espèce d'industrie n'étant toujours qu'infiniment petite relativement à la progression de variations qu'elle engendre de toutes les autres, on peut dire que *les intérêts des industries opposées sont identiques, qu'on ne peut faire du bien ou du mal à l'une sans le faire à toutes, et qu'on ne peut être le défenseur ou l'agresseur de l'une sans l'être de toutes* également.

Preuves que les industries identiques se bornent réciproquement.

Mais si les industries opposées se font mutuellement prospérer, les industries identiques se font réciproquement tort. Où, en effet, un nombre suffisant de celles-ci existe, une nouvelle ne peut pas vendre ses produits ni exister. Ou si elle le fait, elle diminue la prospérité des autres; et si une d'entre elles vend plus, les autres doivent vendre moins. De là lutte entre toutes les industries identiques, qui tendent toutes à produire au meilleur marché. (Et j'entends par industries identiques toutes celles dont les produits peuvent se suppléer, quand même ils seraient de différente nature.) Ce ne sont pas seulement les ouvriers, qui travaillent le plus longtemps pour le plus petit salaire possible; les entrepreneurs eux-mêmes sont forcés de se contenter du bénéfice le plus réduit. Et la diminution du nombre et des salaires des industries opposées s'engendrant

Concurrence entre elles.

mutuellement, comme nous venons de dire, il naît ainsi de la concurrence entre les industries identiques autant de progressions de diminutions non-seulement de leur prospérité réciproque, mais de celle des industries opposées, ou de la prospérité de toutes, qu'il y a de diminutions primitives de chacune d'elles. Et comme les plus heureux producteurs finissent par réduire réciproquement leurs salaires au nécesaire pour vivre, il s'ensuit que les plus malheureux disparaissent continuellement après être tombés dans le paupérisme ou avoir cessé de se régénérer auparavant. La population et la richesse sont par conséquent ainsi diminuées et les fatigues et les privations augmentées le plus possible.

On doit donc dire : Si les industries opposées ont des intérêts identiques, les industries identiques ont des intérêts opposés. Cependant on voit toujours les industries identiques se défendre en corps, même se liguer, comme on dit, contre les industries opposées. Ce sont des ennemis qui se liguent pour donner la mort aux amis communs qui les nourrissent et les entretiennent ! Quelle erreur fatale !

Cause du rapport habituel entre les industries opposées.

Ces deux principes nous prouvent que les industries ne peuvent exister partout que dans leur rapport habituel. Ils nous donnent aussi la raison de leur siége commun en certains lieux plutôt qu'en certains autres. Ce siége du nombre des producteurs, que les données économiques d'un pays comportent en un moment donné, ne peut en effet dépendre que de l'élévation relative de la somme de toutes les causes particulières des industries opposées en chaque lieu. Telles que : 1° la fécondité *relative* de la terre, 2° l'existence de mines, de carrières, 3° la situation le long de la mer facilement abordable par eau et par terre, 4° celle convenablement élevée sur un fleuve, le confluent de quelques rivières, 5° un courant, des chutes d'eau propres aux manufactures, 6° des faveurs particulières accordées à la longue par le

Celle de leur siége.

temps, comme des institutions de bienfaisance, des hôpitaux, des hospices fondés sur des donations perpétuelles, le principal siége des dépenses publiques d'un gouvernement, etc., tous facteurs différens, comme on sait, en chaque lieu.

Insuffisance de la cause particulière d'une industrie pour le fixer.

Quelques-unes de ces circonstances pourraient être les plus favorables possible en certains lieux et ne pas y attirer la moindre réunion d'industries opposées, ce qui arrive quand les autres y manquent complètement. Que de terrains en effet très-fertiles loin des villes restent incultes ! Que de mines, que de carrières éloignées de toutes les autres causes favorables aux industries ne sont pas exploitées ! Que de lieux convenablement placés pour des ports de mer n'attirent pas les commerçans ! Que de lieux convenablement élevés sur des fleuves, sur des confluens mêmes, n'ont aucun commerce non plus ! Que de courans, que de chutes d'eau convenables aux industries manufacturières ne sont pas mis à profit, etc., et ne déterminent conséquemment pas par la moindre progression d'augmentations du nombre des différens producteurs, la moindre réunion d'industries opposées.

Ceci nous explique pourquoi toutes les entreprises de ceux qui, excités par le bon marché, ont acheté les anciennes abbayes en France, et y ont établi différens genres d'industries manufacturières ont échoué, et pourquoi toutes celles d'agriculture, loin des grands centres des autres producteurs, le font toujours également. Il ne suffit pas, je viens de le dire, que les terres y soient fertiles et qu'elles soient bien cultivées pour donner du profit soit au propriétaire, soit au locataire qui en entreprendrait la culture. Elles ne donneront pas assez de bénéfices pour pouvoir en continuer l'exploitation, et l'entrepreneur y perdra non-seulement le fruit de ses peines, mais une grande partie des capitaux qu'il y avait consacrés, si d'autres classes de producteurs ne viennent pas acheter leurs produits, si par conséquent la

somme des conditions qui attirent les industries opposées n'y est pas plus grande que dans les lieux plus voisins et n'y attire de préférence, en exigeant moins de producteurs, une partie de ceux que les lois économiques du pays comportent.

Cette triste expérience plusieurs fois répétée, qui prouve que ces terres quoiqu'en effet fertiles ne peuvent pas, à cause du peu d'acheteurs et par conséquent du peu d'élévation des prix des produits agricoles, payer les frais d'une culture trop bien soignée, prouve aussi que chaque lieu a pour ainsi dire le genre de culture que sa situation et les temps lui assignent nécessairement.

Cause de l'infériorité de la culture de la France à celle de l'Angleterre.

Ce qui démontre amplement la futilité des calculs d'Arthur Young, qui parcourant la France en 1828, et comparant son sol au sol anglais auquel il le trouvait tant supérieur, prétendait qu'il suffisait de le bien cultiver pour en retirer des bénéfices immensément plus grands. Voilà aussi la cause de l'état inculte des Ardennes belges, qu'on prétend actuellement être fécondes et pouvoir être cultivées avec bénéfice. Si ceux, qui raisonnent ainsi, avaient parcouru l'Egypte, la Syrie, les côtes de la Méditerranée, le Brésil, etc., etc., ils auraient beau dire que ces pays étant mieux cultivés en feraient la prospérité. En raisonnant ainsi, ils ont tort sous un double rapport. 1° Leurs principes sont précisement opposés à la vérité en ce qui concerne l'intérêt de toutes les nations en général. En effet puisque l'homme sait produire plus qu'il ne peut consommer, qu'il faut même augmenter le nombre des producteurs en général ou diminuer la rapidité de la production pour augmenter sa prospérité, on devrait pouvoir extraire de toutes les terres tout ce qu'elles peuvent produire. Il n'y aurait que celles qui sont totalement stériles, comme les sables brûlans de l'Afrique et les zônes glaciales des pôles, qui seraient incultes. Le peu de fécondité qui augmente le nombre des producteurs, loin d'être une cause de ruine et d'état inculte, est une cause de

Celle de l'état inculte des Ardennes belges.

Effets de la fécondité de la terre considérée en général et en particulier.

culture et de prospérité ; et la grande fécondité qui le diminue, loin d'être une cause de culture et de prospérité, est une cause d'état inculte et de ruine ; en d'autres termes si toutes les terres en général étaient moins fertiles, elles seraient plus cultivées et détermineraient une immense progression d'augmentations de la prospérité de toutes les classes de producteurs. Et si elles l'étaient plus, elles seraient moins cultivées et en détermineraient une immense de diminutions.

Mais la fécondité de la terre devient d'autant moins pernicieuse, elle devient même d'autant plus avantageuse qu'on considère la chose plus sous le rapport particulier des nations, des provinces, des arrondissemens, des cantons, des localités. Mais considérée sous le rapport des nations en particulier, elle est encore en général infiniment plus pernicieuse qu'utile. Aussi tous les pays les plus fertiles, tels que ceux que nous avons cités plus haut, sont incultes et déserts ; la grande fécondité de leur sol jointe au peu des besoins des hommes, suffit pour y déterminer des progressions tellement grandes de diminutions du nombre des producteurs de toutes les espèces d'industries que le nombre de chacune d'elles est réduit presque à rien, malgré l'existence de quelques autres causes de prospérité, telles que la variété d'espèces de produits, la paresse naturelle des habitans, leur penchant pour le luxe, etc., et les autres pays sont en général d'autant plus prospères qu'ils sont moins fertiles.

Sous le rapport des nations en général et même sous celui des nations en particulier, ils ont donc absolument tort ; mais ils sont encore dans l'erreur sous celui des intérêts des localités. Car quelque avantageuse qu'elle soit considérée sous ce point de vue, elle ne suffit pas, nous venons de le prouver, pour y permettre une culture bien soignée, y rendre même la moindre entreprise agricole possible. Elle n'est qu'une des conditions nombreuses du siége commun des industries différentes en certains lieux. Les Ardennes

belges pourraient même être plus fertiles que toutes les autres provinces de la Belgique et ne pas pouvoir être cultivées avec bénéfice et ne pas déterminer par conséquent en même temps la moindre progression d'augmentations du nombre des producteurs des industries différentes, l'absence des autres causes favorables à celles-ci suffisant pour empêcher toute entreprise quelconque de chacune d'elles, de l'industrie agricole comme des autres, d'être possible. Aussi mille spéculateurs attirés par leur aspect et la certitude de leur fécondité, en ont entrepris sucessivement la culture et tous se sont ruinés ou ont été en voie de l'être.

Cependant les routes, les canaux, les chemins de fer, que l'on construit actuellement et que l'on construira probablement, en augmentant momentanément le nombre des producteurs par leur construction, engendreront une progression assez considérable d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire de toutes les industries, par conséquent de l'industrie agricole comme des autres. Mais cette construction achevée, elle sera remplacée par une égale de diminutions.

Il est possible cependant que le transport devenant par là très-facile et peu coûteux pour les terres qui les avoisineront, leurs produits puissent être livrés dans les autres provinces à un prix inférieur à ceux de ces provinces mêmes et y engendrent une progression d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire de toutes les industries, qui y soit permanente. Mais le nombre des agriculteurs étant diminué plus fortement dans les autres provinces, qu'il ne sera augmenté dans les Ardennes, la prospérité générale en Belgique, loin d'en être augmentée, en subira une progression de diminutions; et encore il faudra, pour que ce transport ait lieu à continuer, que les produits des Ardennes transportés dans les autres provinces soient encore à meilleur marché que ceux

de ces dernières, quand les fermages y seront réduits à 0, et pour que les propriétaires des Ardennes puissent avoir du profit, que les leurs soient montés au-dessus. Ce qui n'arrivera que très-difficilement.

Ces faits prouvent donc que la cause d'une industrie particulière doit être excessivement active pour attirer seule, dans un lieu, une province, un pays, une réunion un peu importante d'industries opposées, et qu'elle ne le fait qu'en nuisant aux autres localités du même pays ou de la même province, ou aux autres provinces du même pays, ou aux autres pays du monde, où elle les diminue toutes d'une manière plus considérable.

Ces deux principes sont les pendans l'un de l'autre.

§ II. Ces deux principes : que la prospérité des industries opposées s'engendre mutuellement et que les industries identiques se bornent réciproquement, sont donc les pendans l'un de l'autre. On ne peut pas, pour rester dans le vrai, proférer l'un sans proférer l'autre. Cependant les économistes partisans du libre-échange ont choisi entre les deux celui qui convient à leur système. Ils ont dit : que les industries opposées ont besoin l'une de l'autre. Ils ont bien pris garde de faire mention du second : que les industries identiques se font réciproquement tort. Et encore ils en ont abusé, ils ont dit (Say, chapitre XI de la 3me partie de son cours) : les industries opposées ont besoin l'une de l'autre; voilà pourquoi les campagnes ont besoin des villes et les villes des campagnes. Jusqu'ici ils ont raison, parce que les industries des villes et celles des campagnes sont opposées. Mais ils ont ajouté : « Une province est dans le même cas par rapport à une autre province, une nation, par rapport à une autre nation. Aussi, ajoute cet auteur, les *pays bien civilisés favorisent-ils* de tout leur pouvoir les progrès de leurs voisins. » Mais ici ils ont tort, parce que deux provinces et surtout deux nations possèdent presque toutes les industries identiques. Si elles se font un peu de bien par le très-

Erreurs des économistes à cet égard.

petit nombre d'industries opposées, dont les produits ne peuvent pas se suppléer, elles se font un immense tort par la concurrence qui s'établit entre le très-grand nombre de leurs industries identiques. Il arrive entre les industries des différens pays ce qui arrive entre les entrepreneurs de diligences sur une même route. Ils réduisent d'un et d'autre côté chacun tellement leurs prix qu'ils se ruinent réciproquement. Mais l'un des entrepreneurs de diligence peut cesser quand il prévoit qu'il ne pourra pas soutenir la concurrence jusqu'à faire tomber son adversaire le premier, et changer en temps d'industrie. Entre nations, la concurrence a lieu entre toutes les industries de l'une contre les industries de l'autre, et engendre autant de progressions de diminutions de la prospérité de toutes, qu'il y a de diminutions primitives de la prospérité de chacune d'elles. C'est une guerre générale, incessante et à mort, qui fait bien plus de mal que les guerres les plus meurtrières par les armes. Car dans celles-ci les soldats seuls qui combattent et les lieux qui en sont les théâtres, en souffrent sans doute quelquefois et cruellement; mais le reste des nations n'en souffre pas, si ce n'est moralement. Toutes les nations prospèrent même pendant la guerre pour quatre causes : 1° l'augmentation des dépenses publiques, 2° le nombre relativement d'autant plus grand, dans le reste de la société, de femmes, d'enfants, de vieillards, toutes personnes devant consommer sans produire, 3° la destruction de producteurs, de produits et de moyens de produire, et 4° l'interruption du commerce international. La progression d'augmentations de la prospérité générale produite par ces quatre causes est immense. Cette remarque que la guerre augmente la prospérité des peuples n'a pas échappé à tous les observateurs. Le physiologiste Richerand l'ayant faite, se demande avec surprise si les hommes ne ressembleraient pas aux lapins de Garenne qui se dépeuplent quand on n'en extrait pas continuellement pour les livrer à la mort. Il atteste par cette comparaison burlesque et le fait et l'ignorance de sa cause. Mais la concurrence en-

Effets de la concurrence entre les industries identiques des nations.

Comparaison des effets de la concurrence à ceux de la guerre.

tre les producteurs joint au malheur de la guerre de faire des victimes ceux 1° d'en faire plus, 2° de les faire mourir d'une mort plus cruelle et 3° loin de les enrichir comme elle, de les ruiner. Et si la guerre engendre des peines morales, la concurrence en faisant naître les faillites, le paupérisme, le désespoir et la mort, en engendre-t-elle moins? Elle en engendre d'immenses, même au sein des nations les plus prospères. En Angleterre, par exemple, la plus prospère des nations, existent la plus affreuse misère et les plus fréquentes faillites et par conséquent les plus grandes peines morales en même temps que physiques. Contraste frappant, des villes nombreuses et splendides, des ports magnifiques, des routes et des chemins de fer sillonnant tout le pays, des possessions coloniales immenses, une marine marchande qui leur apporte les tributs de l'industrie agricole de tout l'univers et livre à tout l'univers les produits de son industrie manufacturière, etc.; et au milieu de tous les prodiges, de toutes les merveilles que peuvent enfanter l'opulence et le génie, la misère la plus affreuse cachée dans des coins, repaires affreux de chacune de leurs villes, et répandue dans les campagnes, surtout dans celles de la malheureuse Irlande. Tels sont même chez eux les résultats de la concurrence générale entre les nations, à l'abri des pernicieux effets de laquelle, ils ont cependant, comme nous verrons, plus que tous les autres peuples, soin de se mettre.

L'une des nations peut ainsi prospérer par la concurrence générale qui existe entre elles, mais ce n'est qu'en déterminant la ruine d'une bien plus grande étendue des autres pays. Elle profite alors de la plupart des causes primitives d'augmentations du nombre des producteurs de ceux-ci. Voilà pourquoi plusieurs peuples n'ont jamais pu être jusqu'aujourd'hui prospères en même temps, pourquoi les empires de Ninive, de Babylone, d'Égypte, de Perse et de Macédoine, pourquoi les républiques de la Grèce et de Rome, les villes de Tyr, d'Alexandrie, de Venise, de Gênes, de Florence, de

Pourquoi plusieurs peuples n'ont jamais pu être prospères en même temps.

Bruges, d'Anvers, d'Amsterdam, etc., pourquoi les nations portugaise, espagnole, hollandaise, française, anglaise, etc., se sont succédé alternativement dans ce rang éminent. Voilà la cause physique, sans en méconnaître la cause finale, de l'observation du célèbre Bossuet : que le sceptre de la prospérité et de la puissance passe d'une nation à une autre, d'une ville à une autre, pourquoi la déchéance de l'une a commencé avec la prospérité de l'autre. Voltaire a fait la remarque qu'un peuple ne prospère qu'aux dépens de ses voisins, que l'amour de la patrie devait nous faire désirer le malheur des nations étrangères. Il en a été ainsi jusqu'aujourd'hui. Mais plus heureux avec un meilleur système, nous pourrions faire notre bonheur en désirant, en opérant même celui des autres.

Aujourd'hui, c'est l'Angleterre qui domine. Mais elle ne le fait surtout non plus qu'aux dépens d'une infinité d'autres nations, de nations mêmes de toutes les parties du monde. Sa prospérité est la cause de la ruine de toutes celles-ci. C'est parce que, dans la guerre si terrible aujourd'hui de la concurrence générale, elle parvient à l'emporter, qu'elle prospère. Et encore, condition malheureuse de cette victoire, ce n'est qu'en laissant sur le champ de bataille un nombre considérable de ses concitoyens morts ou mourant de privations, qu'elle parvient à triompher des autres peuples, qu'elle plonge dans une détresse d'autant plus grande qu'elle l'emporte davantage. Connaît-on un pays avec lequel elle a entretenu des relations commerciales qu'elle ait enrichi ? Ou plutôt en connaît-on un qu'elle n'ait pas ruiné ? Les villes les plus voisines du continent peuvent jouir de quelques avantages du transit des produits ; mais tout le reste de l'univers en souffre considérablement.

La réunion de trop vastes territoires au même gouvernement est nuisible à la prospérité générale.

L'observation des pernicieux effets de la concurrence entre les nations, jointe à la remarque que les dépenses d'un gouvernement sont d'autant plus grandes proportionnelle-

ment que les pays sont plus petits, prouve qu'une trop vaste étendue de pays, réunie sous le même gouvernement, est nuisible à le prospérité générale. Ce n'est pas sans raison que la nature a établi par-ci par-là sur le globe terrestre des obstacles presque insurmontables et divisé ainsi l'espace en un grand nombre de parties différentes. N'a-t-elle pas voulu marquer par ces circonscriptions l'étendue de chaque nation particulière?

La prospérité de toutes les nations en général est en raison directe du nombre des producteurs nécessaire pour former les produits en général, tandis que celle des nations en particulier, qui est encore en raison directe du nombre des producteurs nécessaire pour engendrer ceux qui ne sont point offerts concurremment par les autres nations, est au contraire en raison inverse du nombre nécessaire pour donner le jour à ceux qui le sont. La prospérité des nations en particulier ne dépend donc pas actuellement tout-à-fait des mêmes causes que celle des nations en général.

Effets de la concurrence entre les individus.

Mais les causes de la prospérité particulière des provinces, des villes, des communautés, des individus diffèrent bien plus encore de celles de la prospérité des nations en général. Elles en diffèrent même d'autant plus qu'on examine la chose plus en particulier, à tel point que celles de la prospérité des individus leur sont totalement opposées. Il s'ensuit que tous les hommes, en cherchant à augmenter leur fortune particulière, luttent contre la fortune générale. Plus ils travaillent à s'enrichir individuellement, plus ils travaillent à se ruiner réciproquement. On travaille donc à mort pour se repousser réciproquement de la vie. Les plus courageux sont les plus cruels; les plus paresseux sont les généreux ; les plus sobres sont les plus grands dissipateurs ; les plus grands dissipateurs sont les plus économes ; les enfans, les vieillards, les infirmes, les malades sont les plus utiles ; les malheurs particuliers font le bonheur public ; et

la société marche d'autant plus vers la dépopulation et la ruine que ses membres font plus d'efforts pour s'enrichir et que ces efforts sont plus couronnés de succès ! Que dis-je ? Chaque effort qu'on fait de plus engendre une progression considérable de diminutions de la richesse et de la population.

Cause de la repopulation des villes par les campagnes.

Dans cette concurrence générale entre les individus, les plus actifs, les plus soumis, les plus économes l'emportent ; les autres succombent nécessairement. On a toujours observé que les villes sont sans cesse repeuplées par les campagnes, et on n'a jamais su donner la cause de ce phénomène étonnant. Est-ce que les citadins auraient moins que les campagnards la faculté de se régénérer ? Mais on dit au contraire que les rudes travaux des champs, loin d'augmenter la force procréatrice de l'homme, la diminuent. Les plus vigoureux athlètes dans l'arène du combat n'ont jamais été, on le sait, que de faibles champions dans celle de l'amour. Ce n'est donc pas plus chez les citadins que chez les campagnards la volonté ou la force qui manque pour se reproduire ; c'est, comme partout, la participation aux avantages de la production. Et elle est plutôt bornée chez les premiers que chez les seconds, parce que dans la lutte générale entre toutes les industries identiques, ceux-ci habitués aux privations et aux rudes travaux des champs, choisis de préférence par les citadins aisés pour leur service à cause de leur activité, de leur soumission, de leur coutume même de vivre de peu, se mariant et s'établissant ensuite pour faire les petits commerces de la ville, ou attirés directement par ces différens commerces mêmes, l'emportent partout par leur activité, leurs soins et leur économie. Il est remarquable en effet que presque tous les commerces inférieurs des villes sont faits par des habitans des campagnes et qu'ils y prospèrent, tandis que ceux de la ville et que les enfans mêmes des premiers qui les font, se ruinent.

Ce n'est donc pas seulement la concurrence entre les na-

tions qui est nuisible, celle qui existe entre les industries identiques des individus l'est de même. Mais on peut détruire les pernicieux effets de la première par la prohibition de l'importation des produits étrangers et de l'exportation de la possession des moyens de produire du pays et non-seulement se préserver de ceux de la seconde, mais encore obtenir en même temps la plus grande prospérité possible par un moyen très-agréable : l'augmentation du repos des producteurs, sans autre atteinte à la liberté individuelle que cet agrément forcé.

Effets des monopoles.

Les principes qui précèdent nous donnent les moyens de mieux développer les effets des monopoles qu'on ne l'a fait jusqu'aujourd'hui. Quand ils augmentent le nombre des producteurs, ils sont très-avantageux ; ils déterminent des progressions proportionnelles d'augmentations de la prospérité de toutes les classes des producteurs en élevant même encore aussi toutes les fortunes d'une manière plus forte pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation. Ils font donc même l'avantage de ceux qui, n'en profitant pas primitivement, croient non-seulement ne pas en profiter du tout, mais y perdre d'autant qu'ils sont plus étendus. A cette catégorie de monopole appartiennent les corps de métiers, corporations ou jurandes ou associations des ouvriers d'autrefois pour maintenir leurs prix ou leurs priviléges, celles qui veulent se former momentanément aujourd'hui et qu'on appelle ligues. Il en est de ces monopoles comme des places du gouvernement ou des emplois publics, qui sont évidemment avantageux à la prospérité générale. Car que pensez-vous qu'il advienne, si l'on mettait toutes ces places au rabais et si on les adjugeait à ceux qui les rempliraient au meilleur marché et en plus petit nombre? La société ne devrait plus payer autant d'impôts, effet indifférent, comme nous avons vu ; mais que de consommateurs de moins et par conséquent quelle progression de diminutions de la consommation, de la production, de la richesse et de la population? La suppres-

sion des corporations des ouvriers en a déterminé une probablement plus grande encore.

Quand ils ont lieu en faveur de possesseurs de propriétés limitées, comme de carrières, de mines, de fours à chaux, qui s'associent dans le but d'augmenter les prix de leurs produits, ils sont avantageux encore, si, en augmentant les bénéfices des maîtres, ils augmentent en même temps leurs consommations, et de plus le nombre ou les salaires de leurs ouvriers. Ils sont indifférens, s'ils ne produisent aucun de ces effets. Ils augmentent dans ce dernier cas la fortune de ces producteurs privilégiés aux dépens de tous les consommateurs aisés de la société dont ils diminuent la richesse d'une manière d'autant plus grande d'abord qu'ils sont moins riches, en faisant hausser les prix des produits des autres producteurs à proportion de l'augmentation des frais de production qui en provient. Mais comme par là ils diminuent aussi les prix des moyens de produire en général d'une manière proportionnelle, ils augmentent la fortune des plus riches d'une manière d'autant plus grande proportionnellement qu'ils le sont plus. Mais l'équilibre ordinaire entre l'élévation des prix des produits et des salaires des producteurs, qui sont ainsi augmentés et celle des prix des moyens de produire, qui sont plus fortement diminués, se rétablissant immédiatement, il reste une diminution générale et égale proportionnellement des prix de tous les producteurs, de tous les produits et de tous les moyens de produire des autres industries, qui fait, comme l'impôt, supporter à la fin par tous les autres riches de la société d'une manière proportionnelle à leurs richesses cette augmentation non-seulement des prix des produits, mais encore de ceux des moyens de produire de ces producteurs privilégiés, rendue relativement plus grande encore par cette diminution générale consécutive des prix des autres industries.

Mais ne doit-on pas considérer comme nuisibles les asso-

ciations instinctives ou conventionnelles des riches en général pour augmenter le plus possible leurs loyers et leurs fermages. Non, car nous l'avons dit, si les loyers et les fermages étaient diminués en général, les prix des produits, qui se réduisent toujours par la concurrence jusqu'à n'accorder aux producteurs locataires que le nécessaire pour vivre, diminueraient à proportion et rendraient par là aux riches ce qu'ils perdraient par la diminution de leurs fermages. Individuellement les propriétaires peuvent augmenter leur part dans la production ou leurs loyers et leurs fermages, mais nous l'avons déjà dit, c'est au détriment non-seulement de leurs locataires, mais encore de tous les autres propriétaires. Mais en le voulant tous simultanément et également, ils ne produisent aucun effet. Les salaires des locataires, fermiers, entrepreneurs, etc., en général, dépendent des prix des produits qu'ils vendent et non des loyers qui dépendent eux-mêmes comme les prix des produits, du nombre des producteurs primitivement nécessaire, ou de la somme de leurs dépenses en général.

Les monopoles seraient donc très-souvent avantageux et jamais nuisibles en général, s'ils n'augmentaient pas quelquefois les prix des produits livrés concurremment par les nations, et ne nuisaient pas par là à celles qui les permettent. Devons-nous le répéter ? Les causes de la prospérité générale deviennent d'autant moins avantageuses, d'autant plus pernicieuses même, qu'on les examine plus sous le rapport particulier des nations, des provinces, des localités, etc.

CHAPITRE VII.

EFFETS DES VARIATIONS DE LA PARTICIPATION AUX AVANTAGES DE LA PRODUCTION PAR CELLES DE LA QUANTITÉ DE LA MONNAIE.

Sommaire. — § I. En quoi consiste la monnaie. — La valeur de la somme totale de la monnaie varie selon le nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire. — Si donc les prix en général sont en raison inverse du nombre des producteurs, ils sont en raison directe de la quantité de la monnaie. — Conséquence de ce double principe. — Mais ce double principe n'est vrai que considéré tout-à-fait en général. — Effets primitifs des variations de la quantité de la monnaie. — Matière de ce chapitre et du suivant. — § II. Effets des variations de la quantité de la monnaie par celles des billets des commerçans 1° sur les nations en général. — 2° Sur les nations en particulier. — Effet et cause du crédit. — § III. Effets des variations de la quantité de la monnaie chez une nation par celles des billets de son gouvernement. — Causes et effets de leur discrédit. — Explication de quelques faits. — Assignats français. — Billets de banque non-remboursables en Angleterre. — Explication de ces faits par les économistes. — M. Droz. — M. Michel Chevalier. — J.-B. Say. — § IV. Effets des variations de la quantité de la monnaie par celles des billets de banque. — Opinions des économistes et notamment de M. Droz relativement aux billets de banque. — § V. Effets de la diminution de la quantité de la monnaie par l'usure des pièces de monnaie métallique. — Par son emploi aux bijouteries, vaisselle, instrumens, ornemens. — § VI. Effets de tributs de guerre sur les nations qui les payent et sur celles qui les reçoivent.

§ I. Avant d'analyser les différens effets des variations de la quantité de la monnaie, il convient de savoir en quoi elle consiste. L'or et l'argent sont admis généralement comme représentant par leur valeur intrinsèque les producteurs, les produits et les moyens de produire. Mais pour la facilité

En quoi consiste la monnaie.

des échanges, pour obtenir de l'argent à intérêt, ou pour gagner l'intérêt des sommes qu'ils représentent, des commerçans se sont échangé instinctivement des billets représentant des créances, des mandats connus sous le nom de lettres de change, de billets à ordre et au porteur, etc., au lieu de monnaie d'or et d'argent. De même des gouvernemens, pressés comme des particuliers par le besoin d'argent, ont émis des bons du trésor, des mandats de toute espèce au lieu de monnaie métallique. Des sociétés anonymes connues sous le nom de banque, jouissant d'un crédit général, ont également émis des billets à la place de la monnaie d'or et d'argent et ont fait valoir celle-ci à d'autres usages. Comme ces billets font gagner l'intérêt des sommes qu'ils représentent par ceux en général qui les créent ou donnent aux commerçans gênés l'avantage d'avoir de l'argent à intérêt, quand on les escompte, et sans intérêt quand on ne les escompte pas, on en a crée considérablement. On voit donc que l'or et l'argent représentent les producteurs, les produits et les moyens de produire et que les billets de confiance ou à cours forcé représentent l'or et l'argent. Il s'ensuit que les billets représentent également les producteurs, les produits et les moyens de produire et servent d'intermédiaires entre les échanges comme eux. Ils sont donc de la monnaie également. Si l'on ne voulait pas du reste, malgré tout, comme quelques auteurs, accorder le titre de monnaie aux billets qui représentent l'or et l'argent et par suite la valeur de toutes choses dans les échanges, il faudrait chercher un nouveau nom qui représentât cette fonction ou cette qualité commune. Pour nous le nom de monnaie servira à cet usage général et nous dirons que sa nature et surtout sa quantité varient constamment dans le monde, mais que, comme il est évident que plus sa quantité augmente et plus elle doit s'étendre en grande quantité sur les producteurs, les produits et les moyens de produire, et en augmenter les prix, sa valeur ne le fait que selon le nombre de ceux-ci, ou la participation aux avantages de la produc-

La valeur de la somme totale de la monnaie varie selon le nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire.

tion. Qu'elle consiste donc en or, en argent, en diamant, en d'autres métaux ou pierres précieuses, en billets, en promesses verbales, en crédit, etc., qu'elle soit grande ou petite, elle constitue toujours la même valeur, si ce nombre, avec lequel celle-ci varie toujours en raison directe, reste le même.

Si les prix des producteurs, des produits et des moyens de produire sont en raison inverse de leur nombre; ils sont en raison directe de la quantité de la monnaie.

Les salaires des producteurs, les prix des produits et des moyens de produire considérés en général sont donc en raison inverse de leur propre nombre et directe de la quantité de la monnaie; ou, ce qui est synonyme, la valeur de la somme totale de la monnaie est en raison directe du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, ou, ce qui l'est encore, la valeur des unités monétaires est en raison inverse de leur propre nombre et directe de celui des producteurs, des produits et des moyens de produire.

Conséquence de ce double principe.

Ce qui prouve que, quand les salaires et les prix considérés en général changent, ce n'est pas la valeur des producteurs, des produits et des moyens de produire qui le fait, que c'est celle de la monnaie, que l'on considère cependant généralement comme invariable par l'habitude qu'on a de lui comparer celle des premiers. Que dis-je? Comme la valeur des producteurs, des produits et des moyens de produire n'augmente que quand, la prospérité générale ou leur nombre augmentant, leurs prix diminuent de ce chef; et ne diminue que quand, leur nombre diminuant, leurs prix augmentent, il suit que la valeur de la monnaie augmente d'une double manière dans le premier cas, représentant en quantité *égale* un nombre *plus grand* de producteurs, de produits et de moyens de produire ayant chacun une valeur *plus grande*, et diminue dans le second d'une double manière encore en représentant en quantité *égale* un nombre plus petit ayant chacun une valeur *plus petite*. Elle pourrait même varier d'une triple manière. Si, en même temps que le nombre, et par conséquent la valeur des producteurs

des produits et des moyens de produire augmentent, la quantité de la monnaie diminuait, celle-ci représenterait en quantité *plus petite un plus grand* nombre des premiers ayant chacun une valeur *plus grande*. Et en même temps que leur nombre et leur valeur diminuent, si la quantité de la monnaie augmentait, elle diminuerait d'une triple manière encore, représentant en quantité *plus grande* un *plus petit* nombre de ceux-là ayant *chacun* une valeur *plus petite*.

Mais ce double principe n'est vrai que considéré tout-à-fait en général.

Mais, notons-le bien, ce principe *que les prix des producteurs, des produits et des moyens de produire sont en raison inverse de leur nombre et directe de la quantité de la monnaie*, ou que *la valeur des unités monétaires est en raison inverse de leur propre nombre et directe du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire*, n'est absolument vrai, que considéré par rapport au nombre total et considéré en général des producteurs, des produits et des moyens de produire et à la quantité de la monnaie du monde entier. Il est d'autant plus faux qu'il est considéré plus en particulier par rapport au nombre des producteurs, etc., et à la quantité de la monnaie des nations, des provinces, des villes, des communes, etc. Le comble de sa fausseté existe quand il est considéré par rapport au nombre des produits et des moyens de produire et à la quantité de la monnaie d'un individu. Que celui-ci ait en effet une grande quantité de ceux-là et une petite quantité de celle-ci, et les prix des premiers ne diminueront pas, et la valeur de la seconde n'augmentera pas le moins du monde. Mais il est encore d'une très-grande fausseté, comme nous verrons dans les deux chapitres suivans, quand il est considéré par rapport au nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire et à la quantité de la monnaie des nations en particulier, rapport sous lequel il convient autant de l'examiner que sous celui des nations en général.

Effets primitifs des variations de la quantité de la monnaie.

Aussi comme ces variations de la quantité de la monnaie,

avant de produire ces variations générales de prix sur le monde, ont lieu en faveur de certaines classes de producteurs, de certaines localités, de certaines provinces, de certaines nations aux dépens de certaines autres, elles changent leurs fortunes relatives et influent d'une manière considérable sur la prospérité absolue du monde et surtout relative des nations, des provinces, des localités, des classes de producteurs, etc., dont elles déterminent même, comme nous allons voir, des progressions immenses de variations.

Matière de ce chapitre et du suivant.

Mais ces différens effets diffèrent suivant qu'elles sont produites par les billets des commerçans, ceux des gouvernemens, ceux des banquiers, l'usure des pièces de monnaie, l'emploi de l'or et de l'argent aux bijouteries, vaisselle, instrumens, ornemens, etc., ou, avec celle du nombre des producteurs en même temps, par leur extraction de leurs minerais et leur importation ou exportation échangées contre des produits et des moyens de produire. C'est ce que nous allons voir successivement dans les deux chapitres suivans.

Effets des variations de la quantité de la monnaie par celles des billets des commerçans.

§ II. L'augmentation de sa quantité par les billets des commerçans, les viremens de partie, le crédit, etc., chez toutes les nations d'une manière proportionnellement égale, augmenterait partout les bénéfices des commerçans, manufacturiers, etc., qui les emploient et jouissent de l'intérêt des sommes qu'ils représentent, et déterminerait par l'augmentation de leurs consommations, qui en résulterait, une progression d'augmentations de la prospérité générale, si la concurrence à venir offrir leurs produits ne les forçait de suite d'en diminuer les prix d'une manière proportionnelle et ne déterminait même par là une progression de diminutions de ceux de toutes les industries. Les producteurs aisés profitent de cette diminution des prix des produits ou pour augmenter leurs consommations, ce qui détermine une progression d'augmentations de la prospérité générale avec

tous ses effets accessoires ordinaires, ou pour concentrer à continuer plus d'argent sur les moyens de produire, dont les prix augmentent bientôt infiniment plus qu'ils ne sont diminués par la progression supérieure d'augmentations de la prospérité générale.

Mais la disproportion, qui en résulte, entre l'élévation des prix des produits et par conséquent des salaires des producteurs, qui sont, comme nous venons de dire, diminués, et celle des prix des moyens de produire, qui sont, comme nous venons de dire aussi, augmentés d'une manière infiniment plus forte, s'anéantit insensiblement alors par la hausse des premiers et par la hausse moindre des derniers, et anéantit les progressions d'augmentations de la prospérité générale qu'elle engendrait et laisse, pour unique effet ultérieur et permanent, les prix des producteurs, des produits et des moyens de produire augmentés ou la valeur de la monnaie diminuée autant par rapport aux uns qu'aux autres et par conséquent la fortune des débiteurs augmentée aux dépens des créanciers, et la valeur des salaires fixes ou peu variables du gouvernement diminuée, double effet qui engendre par la première partie une progression considérable d'augmentations de la prospérité générale, parce que les débiteurs en augmentent plus leurs consommations que les créanciers n'en diminuent les leurs, et par la seconde une non moins considérable de diminutions.

La diminution au contraire des billets de confiance des commerçans chez toutes les nations en quantité proportionnellement égale produit les effets inverses. Elle diminuerait les salaires de ces producteurs et déterminerait une progression proportionnelle de diminutions de leurs consommations et par conséquent de la prospérité générale, si l'obligation d'avoir au moins le nécessaire pour vivre ne leur faisait hausser leurs prix à proportion et ne déterminait même une progression d'augmentations des prix de toutes

les industries. Les producteurs aisés ou diminuent d'autant leurs dépenses, ce qui engendre une progression de diminutions de la prospérité générale, ou emploient d'autant moins d'argent à acheter des moyens de produire, dont les prix en diminuent bientôt infiniment plus qu'ils ne sont augmentés par la progression supérieure.

La disproportion, qui en résulte entre l'élévation des salaires des produits et des prix des producteurs, qui sont comme nous venons de dire, augmentés, et celle des prix des moyens de produire qui sont, comme nous venons de voir aussi, diminués d'une manière beaucoup plus forte, s'anéantit alors par la baisse des premiers et une baisse moins forte des derniers, cesse d'engendrer la progression supérieure de diminutions de la prospérité générale, qu'elle avait engendrée, et laisse pour effet ultérieur unique les prix des producteurs, des produits et des moyens de produire uniformément diminués, ou ce qui est synonyme, la valeur de la monnaie augmentée autant par rapport aux uns qu'aux autres et par conséquent la fortune des débiteurs diminuée au profit des créanciers, la valeur des salaires peu variables augmentée et les deux progressions opposées de variations de la prospérité générale qui s'ensuivent.

Sur les nations en particulier.

Mais quand une nation en particulier emploie une plus grande quantité de ces billets que les autres, la diminution des prix des produits, qui en provient immédiatement, augmente ses exportations, diminue ses importations et augmente les consommations de ses producteurs d'une manière d'autant plus grande proportionnellement qu'ils sont moins riches, avec tous les effets consécutifs ordinaires. 2° L'augmentation progressive des prix des moyens de produire du pays, qui s'ensuit immédiatement aussi, fait acheter par les producteurs supérieurs du pays ceux des producteurs supérieurs des nations voisines, augmente la fortune des premiers d'une manière proportionnelle à la dimi-

nution de leurs dépenses, diminue celle des seconds d'une manière plus forte pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation et engendre, par l'augmentation des dépenses des uns et la diminution de celles des autres, une progression d'augmentations du premier côté et de diminutions du second de la prospérité générale. Cette acquisition des moyens de produire des nations voisines en augmente les prix et en engage les propriétaires à acheter à leur tour de préférence ceux des propriétaires de nations plus éloignées, augmente la fortune des premiers et diminue celle des derniers et engendre par là une progression d'augmentations chez celles-là et de diminutions chez celles-ci, de la prospérité générale et ainsi de suite. On voit que l'augmentation des prix de la première nation se répartit progressivement sur toutes les autres en augmentant la fortune des propriétaires de la première aux dépens de ceux de toutes les secondes, en engendrant chez l'une une progression d'augmentations et chez les autres une proportionnellement plus forte de diminutions de la prospérité générale avec tous leurs effets accessoires ordinaires.

En même temps la disproportion, qui en est résultée entre l'élévation des salaires des producteurs et des prix des produits qui sont diminués, comme nous venons de dire, chez la première nation, et celle des prix des moyens de produire qui sont partout augmentés, s'anéantit partout par la hausse des premiers et la hausse moindre des derniers, cesse d'engendrer tous les effets avantageux pour la première nation et nuisibles pour les autres, que nous avons énumérés et dont il ne reste que l'augmentation de la fortune des producteurs supérieurs de la première nation aux dépens de ceux de toutes les autres et la progression d'augmentations d'un côté et de diminutions de l'autre de la prospérité générale, qui s'ensuit, et laisse en outre partout pour effet ultérieur les prix des producteurs, des produits et des moyens de produire uniformément augmentés ou la valeur de la

monnaie diminuée par rapport aux uns autant que par rapport aux autres et partant la fortune des débiteurs augmentée aux dépens des créanciers, la valeur des salaires fixes diminuée et les deux progressions de variations opposées qui en proviennent.

On voit que la nation, dont les commerçans ont augmenté la quantité de leurs billets, après avoir obtenu d'immenses avantages par l'augmentation de ses exportations, la diminution de ses importations et l'augmentation des consommations de ses producteurs aisés, avec les effets avantageux pour elle qui suivent ces trois effets primitifs, en obtient d'immenses encore par l'acquisition par une partie de ses propriétaires des moyens de produire des nations étrangères; et que ce ne sont pas les commerçans, qui les emploient, qui obtiennent l'augmentation principale de la richesse qui en provient, mais les propriétaires qui ne les emploient pas.

Quand au contraire les commerçans d'une nation seule diminuent la quantité de leurs billets, l'augmentation immédiate des prix des produits, qui en résulte, diminue ses exportations, augmente ses importations et diminue les consommations de ses producteurs aisés d'une manière d'autant plus forte proportionnellement à leurs fortunes qu'elles sont moins grandes, avec les effets pernicieux qui accompagnent ces trois effets primitifs, 2° la diminution plus forte et immédiate des prix des moyens de produire, qui s'ensuit également, engage les producteurs supérieurs des nations voisines à venir les acheter, ce qui diminue la fortune des producteurs supérieurs du pays d'une manière proportionnelle à l'augmentation de leurs dépenses, augmente celles des étrangers d'une manière plus forte pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation et engendre par la diminution des dépenses des premiers et l'augmentation de celle des derniers, qui en résultent, une progression de diminutions d'un côté et d'augmentations de l'autre de la

prospérité générale. Mais la diminution des prix des moyens de produire qui s'ensuit chez les nations voisines, engage les propriétaires de nations plus éloignées à venir à leur tour les acheter et ainsi de suite. On voit que la diminution des prix des moyens de produire de la première nation se répartit sur tout le monde en général en augmentant la fortune des propriétaires étrangers aux dépens de ceux du pays et en engendrant par l'augmentation des dépenses des premiers et par la diminution de celles des derniers, qui s'ensuivent, une progression d'augmentations chez les uns et de diminutions chez les autres de la prospérité générale avec tous leurs effets ordinaires, en même temps que la disproportion, qui en résulte partout entre l'élévation des salaires des producteurs et des prix des produits, qui sont primitivement augmentés chez la première nation et restés les mêmes chez les autres, et celle des prix des moyens de produire, qui sont fortement partout diminués, comme nous venons de voir, s'anéantit insensiblement partout par la diminution très-forte des premiers et la diminution moins forte des derniers, cesse de produire les effets pernicieux pour la première nation et nuisibles pour les autres que nous avons énumérés et dont il ne reste plus que la diminution de la fortune des producteurs supérieurs du pays au profit des étrangers qu'elle avait engendrée et les progressions de variations de la prospérité générale qui s'ensuivent, et laisse pour effet ultérieur les prix des producteurs, des produits et des moyens de produire partout uniformément diminués ou la valeur de la monnaie augmentée par rapport aux uns autant que par rapport aux autres, et partant la fortune des créanciers augmentée aux dépens des débiteurs, la valeur des salaires peu variables augmentée et les deux progressions de variations opposées de la prospérité générale qui en proviennent.

On voit que la nation, dont les commerçans ont diminué la quantité de leurs billets, après avoir éprouvé d'immenses

progressions de diminutions de sa prospérité par la diminution de ses exportations, l'augmentation de ses importations et la diminution des consommations de ses producteurs aisés, éprouve encore d'immenses pertes par la vente de ses moyens de produire aux nations étrangères, et que ce ne sont pas les commerçans, qui ont cessé de les employer, qui y perdent le plus, mais les propriétaires qui ne les emploient pas.

Effet et cause du crédit.

Leur quantité proportionnelle chez les différentes nations dépend des coutumes des commerçans. Cependant elle dépend encore selon les temps et les lieux de ce qu'on appelle crédit, effet à son tour de la prospérité des commerçans et par conséquent de celle de tous ou de la participation aux avantages de la production. Mais ces variations du crédit contribuent d'une manière tellement puissante, comme nous venons de voir, à augmenter ou à diminuer par momens et par places la prospérité générale, que des commerçans, frappés uniquement de leurs effets, leur ont attribué uniquement les variations de celles-ci, au lieu d'attribuer les unes et les autres à leur cause commune ordinaire, les variations de la participation aux avantages de la production. Ainsi ces dernières engendrant les premières et les premières engendrant les dernières, il s'en forme donc, chaque fois qu'une des deux survient, des progressions de variations de l'une et de l'autre.

Effet des variations de la quantité de la monnaie chez une nation par celles des billets de son gouvernement.

§ III. L'augmentation de la quantité de la monnaie chez une nation par les billets de son gouvernement, que leur cours soit libre ou forcé, produit exactement les mêmes effets que celles par les billets des commerçans, tant qu'ils ne dépassent pas une certaine mesure. En effet, émis à la place d'impôts, ils commenceraient par augmenter les bénéfices de tous les contribuables et par déterminer par là une énorme progression d'augmentations de la prospérité générale, si la concurrence ne réduisait les prix des produits

d'une manière proportionnelle. Ce qu'ils produisent alors c'est, pendant un certain temps du moins, 1° la diminution des importations et l'augmentation des exportations et les effets avantageux pour elle et pernicieux pour les autres qui s'ensuivent, 2° l'augmentation des consommations des producteurs supérieurs mais d'une manière d'autant plus grande porportionnellement qu'ils sont moins riches et la progression d'augmentations de la prospérité générale qui s'ensuit, 3° l'emploi par eux encore d'une somme de plus en plus grande, tant que dure leur émission, à acheter les moyens de produire du pays, qui augmentent de prix sans augmenter de loyers. Ce qui fait acheter par une partie d'entre eux les moyens de produire des nations étrangères, augmente leurs fortunes d'une manière proportionnelle à la diminution de leurs dépenses, diminue celle des propriétaires de celles-ci d'une manière plus forte pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation, 4° engendre par l'augmentation des dépenses des premiers et la diminution de celles des derniers une progression d'augmentations du premier côté et de diminutions du second de la prospérité générale, dans laquelle les fortunes varient d'une manière plus forte pour quatre causes que proportionnelle à leur élévation, c'est-à-dire avec ses effets ordinaires, 5° augmente les prix des moyens de produire des nations étrangères plus voisines, engage leurs propriétaires à acheter ceux de nations plus éloignées et répartit ainsi l'augmentation des prix de ceux de la première sur toutes les nations du monde en augmentant la fortune de ses propriétaires aux dépens de ceux de toutes celles-ci.

La disproportion entre l'élévation des prix des produits et des salaires des producteurs, qui sont primitivement diminués chez la première nation, comme nous avons vu, et celle des prix des moyens de produire qui sont fortement augmentés partout, comme nous venons de voir, s'anéantit en même temps insensiblement partout par la hausse des

salaires des producteurs et des prix des produits et par la hausse moins forte des prix des moyens de produire, cesse d'engendrer tous les effets avantageux pour la première nation et nuisibles pour toutes les autres, que nous venons d'énumérer, et dont il ne reste plus que l'augmentation de la fortune des producteurs supérieurs de la première nation aux dépens de ceux de toutes les autres, et la progression d'augmentations du premier côté et de diminutions de l'autre qui s'ensuit, et laisse encore en outre partout les prix des producteurs, des produits et des moyens de produire augmentés ou la valeur de la monnaie diminuée, la fortune des débiteurs augmentée aux dépens des créanciers et la valeur des salaires peu variables diminuée, deux effets accompagnés des deux progressions de variations opposées de la prospérité générale qu'ils engendrent.

On voit encore que la première nation, après avoir obtenu de grandes progressions d'augmentations de sa prospérité par l'augmentation de ses exportations, la diminution de ses importations et l'augmentation des consommations de ses producteurs aisés, reste enrichie d'une manière plus durable aux dépens de toutes les nations étrangères par l'acquisition par ses propriétaires des moyens de produire de ceux de celles-ci et que ce ne sont pas les contribuables inférieurs, sur qui retombent en plus grande partie les impôts, qui profitent de leur diminution et de leur remplacement par des billets du gouvernement, mais les propriétaires qui ne les paient pas.

Leur diminution, qui ne peut naturellement être produite que par l'augmentation des impôts et l'annulation d'une partie de ces billets quand ils sont rentrés au trésor public, produit aussi les effets opposés, c'est-à-dire : 1° une augmentation proportionnelle des prix des produits, qui empêche les exportations, favorise les importations et engendre de plus une diminution des consommations des producteurs

aisés, avec les effets qui suivent ces effets primitifs, 2° une diminution des prix des moyens de produire du pays, qui les fait acheter par les nations étrangères, engendre une diminution du premier côté de la fortune des producteurs supérieurs d'une manière proportionnelle à la diminution de leurs dépenses et une augmentation de celles des propriétaires étrangers d'une manière plus forte pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation, et une progression consécutive de diminutions d'un côté et d'augmentations de l'autre de la prospérité générale, dans laquelle les fortunes des producteurs supérieurs varient d'une manière plus forte pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation, c'est-à-dire avec tous ses effets ordinaires. Enfin elle produit partout, par le rétablissement du rapport entre l'élévation des premiers et des seconds, une diminution générale des uns et des autres ou une augmentation de la valeur de la monnaie, qui engendre 1° une diminution de la fortune des débiteurs au profit des créanciers et 2° une augmentation de la valeur des salaires moins variables et les deux progressions opposées qui s'ensuivent.

On voit que la diminution des billets d'un gouvernement, après avoir déterminé de grandes progressions de diminutions de la prospérité générale de sa nation par la diminution des exportations, l'augmentation des importations et la diminution des consommations, lui en fait éprouver de plus durables par la vente de ses moyens de produire à l'étranger, et que ce ne sont pas les contribuables inférieurs, sur qui retombent primitivement presque tous les impôts, qui perdent le plus de l'augmentation de ceux-ci et de la diminution des billets en question, mais les propriétaires qui ne les paient pas.

Mais l'émission desdits billets d'un gouvernement peut être tellement grande qu'elle peut faire fuir par le procédé ci-dessus indiqué toute la monnaie métallique d'une nation à

l'étranger, en augmentant à continuer la population et surtout la richesse d'un côté et en les diminuant de l'autre. Mais alors, comme ils n'ont pas cours chez les nations étrangères, ils ne peuvent plus en acheter les moyens de produire, ils ne font plus qu'augmenter d'une manière progressive les prix seuls de ceux du pays d'abord et ceux des produits et les salaires des différens producteurs en même temps ensuite par le rétablissement du rapport entre leur élévation relative, qui s'opère ici à l'intérieur uniquement. Tous les prix vont donc ainsi continuellement et rapidement en augmentant, et la valeur des unités monétaires en diminuant; ce qui réduit presqu'à rien les créances et les salaires peu variables, augmente la fortune des débiteurs aux dépens des créanciers et engendre, par l'augmentation des dépenses des premiers beaucoup plus grande que la diminution de celles des derniers, qui s'ensuivent, une progression considérable d'augmentations de la prospérité générale avec tous ses effets ordinaires et, par la diminution de celles des salariés d'une manière peu variable, une non moins forte de diminutions. Le commerce international se trouve aussi suspendu, parce que les exportations sont impossibles à cause de l'élévation des prix des produits et que les importations le sont parce que les billets, seule monnaie du pays, n'ont pas cours à l'extérieur.

Discrédit des billets.

Mais dans cette diminution générale de la valeur de la monnaie, toutes les espèces de monnaie ne subissent pas une part égale de diminution. Comme la monnaie métallique peut et va acheter les moyens de produire des nations étrangères, qui rapportent plus à un prix infiniment moindre, que sa quantité va par conséquent constamment en diminuant et qu'on la recherche naturellement de plus en plus pour cette fin, sa valeur doit, après un certain temps, aller progressivement en augmentant relativement aux billets, eut-on en ces derniers une entière confiance. Ou plutôt sa valeur se maintient, et les billets seuls subissent presque

toute la diminution en question. Que dis-je? Ils peuvent même diminuer encore plus en valeur alors qu'ils n'augmentent en quantité, par le défaut de confiance qui s'y joint. Ce discrédit croissant diminue alors la sortie de la monnaie métallique du pays, l'empêche totalement ensuite et en détermine même la rentrée à la fin, ou ce qui est synonyme, diminue l'acquisition par les producteurs supérieurs du pays des moyens de produire de l'étranger, l'empêche totalement ensuite et fait vendre même au contraire à la fin ceux du pays aux étrangers, et par conséquent diminue d'abord l'augmentation de la fortune des producteurs supérieurs du pays aux dépens de ceux des étrangers, l'empêche totalement ensuite et en détermine même une diminution croissante à la fin au profit de ces derniers, avec les progressions de variations de la prospérité générale, qui s'ensuivent de part et d'autre.

La diminution relative de la valeur des billets, cause de cette rentrée de la monnaie métallique, se trouve de plus en plus augmentée par cette rentrée même. Leur valeur peut être à la fin réduite par là presqu'à 0, et finir par ne plus servir qu'à payer les contributions.

Ce discrédit croissant produit en outre une perturbation immense dans les fortunes et de grandes contestations. Il y a deux prix pour chaque chose, l'un spécifié en monnaie métallique, l'autre en billets. Les créanciers qui se voient forcés de recevoir leurs créances en monnaie de papiers, qui a subi cette grande dépréciation, y perdent infiniment. Les débiteurs au contraire en profitent. Les salariés d'une manière peu variable, comme ceux du gouvernement, ne peuvent presque plus rien acheter. S'il naît une progression considérable d'augmentations de la prospérité générale par l'augmentation de la fortune des débiteurs aux dépens des créanciers, il en naît une non moins grande de diminutions par la diminution des salaires peu variables.

Le gouvernement n'a que deux moyens alors à employer pour changer cet état de choses. Le premier, c'est de reconnaître avec le public ce discrédit, ne plus recevoir par conséquent ces billets en payement des contributions et ne plus forcer les créanciers à les recevoir en payement de leurs rentes et de leurs créances que pour leur valeur courante, et remplacer leur émission par des impôts modifiés en conséquence. Mais cette reconnaissance ferait subir à ce discrédit une progression géométrique croissante qui réduirait bientôt leur valeur à rien.

Cette mesure équivaudrait donc à la déclaration de leur nullité complète, qui est déjà presque reconnue, et qui serait même juste et avantageuse en général en empêchant les uns de profiter de leur valeur légale aux dépens des autres.

Mais le remplacement, qui doit en même temps nécessairement avoir lieu, de leur émission par des impôts en monnaie métallique, en augmentant les prix des produits en argent et en diminuant plus fortement les prix des moyens de produire, occasionnerait tous les effets énumérés ci-dessus de la diminution de la quantité de la monnaie chez une nation par celle des billets des commerçans ou de son gouvernement, avant qu'ils aient été assez abondans pour amener leur discrédit.

L'autre moyen serait d'augmenter infiniment plus les impôts, qui sont toujours naturellement dans ce cas payés en billets, que les dépenses publiques, qui ne peuvent par conséquent avoir lieu qu'en billets non plus, et anéantir continuellement l'excédant de ceux-ci. La monnaie de billets diminuerait en quantité et augmenterait en valeur. Ce qui augmenterait de nouveau les prix des moyens de produire du pays même en monnaie métallique et ferait encore fuir celle-ci en faisant acheter par les producteurs supérieurs du

pays ceux des nations étrangères. Mais la continuation de leur soustraction de la circulation la ferait bientôt de nouveau rentrer d'une manière plus durable en diminuant les prix des moyens de produire d'abord et les prix des produits ensuite et en produisant par là tous les effets encore de la diminution de la quantité de la monnaie chez une nation par celle des billets des commerçans ou de son gouvernement avant qu'ils soient devenus assez abondans pour amener leur discrédit.

Il se passe dans l'un et l'autre cas relativement aux créanciers, aux débiteurs et aux salariés d'une manière peu variable les phénomènes précisément inverses de leur émission. Les créanciers augmentent leur fortune aux dépens des débiteurs, et les salariés d'une manière peu variable voient la valeur de leurs salaires infiniment augmentée. Ce qui engendre les progressions de variations opposées de la prospérité générale qu'on connaît.

Nous voyons par ce qui précède que, si l'augmentation de la quantité de la monnaie par l'usage des billets du gouvernement augmente beaucoup la prospérité générale d'une nation, sa diminution par leur discrédit et surtout par leur remplacement par des impôts la diminue d'une manière aussi forte.

Explication de quelques faits au moyen de ces principes.

Nous pouvons au moyen des principes précédens expliquer tous les phénomènes produits successivement en France, en Angleterre et même chez toutes les autres nations par l'émission, le discrédit et le remplacement par des impôts des assignats dans le premier de ces pays et des billets de banque dans le second pendant la révolution, le consulat et l'empire français.

Assignats français.

La première émission des assignats eut lieu en 1789. Elle fut de 400 millions; bientôt d'autres de 400, 300 et 800 mil-

lions se succédèrent dans la même année, total 1,900 millions, autant à peu près qu'on calcule que la France avait de monnaie métallique auparavant. Cette émission continua les années suivantes avec une telle rapidité qu'on calcule qu'il y en avait pour 45 milliards de francs émis en 1796.

Notez d'abord que les prix des moyens de produire ont augmenté immédiatement et l'ont fait assez d'abord pour faire fuir une grande partie de la monnaie métallique du pays, qui est allée acheter les moyens de produire des nations étrangères en augmentant considérablement la population et surtout la richesse de la France et en diminuant d'une manière proportionnelle celle des nations étrangères, et qu'ils ont augmenté d'une manière bien plus forte ensuite, à mesure que cette émission augmentait et que leur discrédit, qui arriva bien rapidement, se manifestait. Notez en second lieu que, si les prix des produits n'ont pas sensiblement diminué d'abord et ont très-rapidement augmenté ensuite, ce fut à cause du maintien d'une partie des anciens impôts, de l'augmentation de la prospérité générale et de la rapidité de l'émission et par conséquent du discrédit desdits billets et de la grande tendance au rétablissement du rapport entre l'élévation des salaires des producteurs et des prix des produits et celle des moyens de produire; notez enfin que les prix de toutes choses en monnaie de papier allèrent progressivement en augmentant et le firent d'une manière infinie, que les débiteurs firent de plus en plus leur fortune aux dépens des créanciers, que les fonctionnaires publics, les militaires, les employés, les pensionnés du gouvernement virent la valeur de leur salaire se réduire de plus en plus. « A la fin, les fonctionnaires publics, les » militaires avaient peine à exister, les rentiers mouraient » de faim, » dit Joseph Garnier.

A la fin les billets perdaient même plus en valeur qu'ils ne gagnaient en quantité, puisque l'or et l'argent reparais-

saient. Les moyens de produire devenus à meilleur marché en argent que chez l'étranger étaient vendus à celui-ci, et il en naissait d'énormes progressions de diminutions de la population et surtout de la richesse en France et d'augmentations chez les autres peuples.

Le remplacement de leur émission par des impôts ordinaires augmenta en outre les prix des produits en argent, diminua encore d'avantage les prix des moyens de produire, diminua les exportations et augmenta les importations de produits, fit vendre de plus en plus les moyens de produire aux étrangers, et contribua par conséquent encore considérablement à diminuer la population et la richesse de la France et à augmenter celles de ceux-ci.

Billets de banque non-remboursables en Angleterre.

La prospérité de la France diminua et celle de l'Angleterre augmenta d'autant plus sous le directoire, à cette époque où les assignats, étant tombés tout-à-fait en discrédit et remplacés par des impôts en monnaie métallique, augmentaient le plus les prix des produits en argent et diminuaient le plus les prix des moyens de produire avec les effets pernicieux pour la France et avantageux pour les autres nations qui s'ensuivirent, que ce fut en ce même moment, que le gouvernement anglais contraignit la banque de son pays à émettre une grande quantité de ses billets, sans en rembourser aucun, s'en servit au lieu d'impôts nouveaux, diminua le plus les prix de ses produits et augmenta le plus ceux de ses moyens de produire. Ce qui fit affluer par une double cause les produits de l'Angleterre vers la France et refluer la possession des moyens de produire ou la richesse de la France vers l'Angleterre.

Après avoir augmenté ainsi la prospérité de l'Angleterre aux dépens des autres pays et surtout de la France, les billets de banque continuèrent à circuler en ce pays, sans produire d'autre effet que le maintien de cette augmentation

de la richesse de ses producteurs supérieurs et de la progression d'augmentations de la prospérité générale, qui en fut l'effet, jusqu'en 1800 neuf, dix et onze, où ayant subi une dépréciation relative à la monnaie métallique de 30 °/₀ environ, ils produisirent à un dégré proportionnel tous les effets du discrédit que nous connaissons.

Et en disparaissant les années suivantes, ce discrédit fit remonter la prospérité générale de l'Angleterre et redescendre celle des nations étrangères à leur élévation antécédente en produisant tous les phénomènes opposés, c'est-à-dire ceux de l'augmentation de la quantité de la monnaie.

Enfin leur remboursement en 1815 au moyen de l'augmentation des impôts produisit encore, mais à un plus haut degré, tous les effets opposés à ceux de leur émission, ou ceux cités plus haut de la diminution de la quantité de la monnaie par la soustraction de la circulation des billets du gouvernement et leur remplacement par l'augmentation des impôts, c'est-à-dire, 1° une augmentation des prix des produits qui diminua les exportations, augmenta les importations et diminua les consommations des producteurs aisés, 2° une diminution très-grande des prix des moyens de produire, qui les fit acheter par les producteurs supérieurs des nations étrangères, diminua la fortune des producteurs supérieurs du pays et leurs dépenses et engendra un nombre sans cesse croissant de progressions de diminutions de la prospérité générale, tant que la quantité de la monnaie métallique importée par la vente des moyens de produire n'eut rétabli le rapport ordinaire entre les prix de l'intérieur et de l'extérieur et que celui entre les prix des produits et des moyens de produire n'eut été complètement rétabli, ou n'eut donné à la monnaie sa valeur uniforme dans les différens pays et par rapport aux producteurs, aux produits et aux moyens de produire.

Voilà les causes et les phénomènes 1° de l'augmentation en France et de la diminution chez toutes les autres nations de la prospérité générale pendant le commencement de l'émission des assignats, 2° de sa diminution du premier côté et de son augmentation du second par leur discrédit et le remplacement de leur émission par des impôts, 3° de son augmentation en Angleterre et de sa diminution chez toutes les autres nations et surtout en France pendant l'émission des billets de banque dans le premier de ces pays, qui coïncida avec le remplacement de celle des assignats dans le dernier, 4° de sa diminution en Angleterre en 1809, 1810 et 1811 pendant leur discrédit de 30 °/₀ et de son augmentation partout ailleurs, 5° de son augmentation du premier côté et de sa diminution du second pendant leur reprise de valeur les années suivantes, et enfin de sa diminution très-grande dans le premier de ces pays et de son augmentation partout ailleurs lors de leur soustraction complète de la circulation en 1815.

Explication de ces faits par quelques économistes.

De ces six doubles faits M. Droz ne parle que d'un simple, l'augmentation de la prospérité générale dans un pays par l'usage des billets du gouvernement ; et il dit pour toute explication que c'est un feu qui brille fort et passe vite.

M. Michel Chevalier ne parle que d'un simple non plus, la crise de 1809, 1810 et 1811, qui accompagna le discrédit de 30 °/₀ des billets de banque en Angleterre et, loin d'attribuer cette crise au discrédit des billets, il l'attribue, ainsi que le discrédit lui-même, à l'enchérissement de l'or. (« L'enchérissement de l'or, dit-il, se traduisit par la dépréciation des billets de banque ») et l'enchérissement de l'or au blocus continental, au renchérissement du blé et au *bon marché du sucre et du café*. Mais ses principes ne prouvent pas du tout que la cherté du blé et le bon marché du sucre et du café soient des causes d'augmentation de la valeur de l'or, ni que l'augmentation de la valeur de l'or soit une cause de crise.

J.-B. Say au contraire ne parle et ne donne l'explication que de la crise qui accompagna en Angleterre le retrait des billets de banque. Il veut bien lui admettre que c'est ce retrait lui-même qui la produisit. Mais comment prétend-il que cette cause ait agi pour produire cet effet? C'est parce que, dit-il, 3me partie de son cours chapitre XVI, 1° les impôts et la dette publique ont été augmentés, 2° que les fermages ont haussé, 3° que les prix des produits ont baissé et 4° que les salaires accordés par le gouvernement ont été augmentés que cette soustraction des billets de banque de la circulation produisit en Angleterre la crise en question, sans produire apparemment aucun effet sur les autres nations.

D'abord, il est vrai, les impôts et la dette publique ont été augmentés pour remplacer les billets retirés de la circulation. Mais l'augmentation des impôts en général ne produit par elle-même, on le sait, que l'effet d'augmenter très-passagèrement la fortune des producteurs aisés de la classe supérieure aux dépens de ceux de la classe inférieure. De même la levée d'emprunts, qui nécessite la levée d'impôts nouveaux dans la suite pour en payer les intérêts et en renbourser par annuités le capital, ne produit aucun effet par elle-même non plus, sinon peut-être de diminuer un peu par la suite les dépenses publiques par la crainte d'augmenter encore davantage les impôts. Et la réversion des uns et des autres sur le peuple par les dépenses publiques engendre, comme nous savons, une immense progression d'augmentations de la prospérité générale; et leur usage à remplacer les billets du gouvernement qu'on annule n'est même non plus nullement nuisible; c'est la diminution de la quantité de la monnaie du pays produite par l'annulation de ces derniers, qui engendre les effets, signalés plus haut, pernicieux à la nation en question et avantageux à toutes les autres. Ainsi les deux premières causes, auxquelles il attribue la crise en question, ont bien eu lieu, mais elles n'ont nullement la propriété de produire cet effet.

J.-B. Say croit sans doute que cette soustraction des billets de banque de la circulation a dû augmenter en Angleterre la valeur de la monnaie et que par là elle a dû augmenter celle des impôts et des fermages. Mais, nous venons de le dire, si les impôts ont été augmentés, c'est par l'augmentation de leur quantité en monnaie et non par celle de la valeur de celle-ci. La quantité de la monnaie en général n'a pas beaucoup diminué en Angleterre par le retrait des billets de banque et sa valeur n'a pas augmenté par rapport aux impôts, aux fermages, aux salaires des autres producteurs et aux prix des produits, parce que la diminution primitive et légère des prix des moyens de produire, qui seule a accompagné cette annulation de monnaie de papier, et leur vente à l'étranger ont fait rentrer assez de monnaie de métal pour maintenir tous les prix à leur élévation ordinaire. Les fermages n'ont donc pas augmenté en valeur. Ils ne l'ont pas fait en quantité non plus; que dis-je? Ils ont dû réellement diminuer de cette dernière manière, puisque, les prix des moyens de produire étant partout un peu diminués, ils ont dû tendre un peu comme tous les autres salaires à le faire aussi pour se mettre en rapport avec eux. Du reste ses principes ne prouvent pas du tout que cette augmentation des fermages soit une cause de ruine.

En troisième lieu, les prix des produits auraient dû, il est vrai, diminuer un peu en quantité en même temps que les fermages. Mais comme les impôts ont primitivement et infiniment plus fortement augmenté que ces derniers, ils ont dû réellement et fortement augmenter en quantité, loin de diminuer, comme il le prétend. Ils auraient même dû augmenter aussi d'après ses principes à cause de l'augmentation prétendue de la valeur de l'argent, comme les fermages et les salaires accordés par le gouvernement. Mais il est encore en contradiction avec lui-même sous un autre rapport; il prétend partout ailleurs dans son cours que cette diminution des prix des produits, qu'il regarde ici comme une des cau-

ses de la crise de 1815 en Angleterre, est la principale, si non l'unique cause de la prospérité générale. Il est donc non-seulement dans l'erreur à cet égard, mais il est en contradiction avec lui-même sous un double rapport.

Mais surtout l'augmentation des fermages et la diminution des prix des produits, deux des prétendues causes de la crise en question, ne peuvent jamais avoir lieu en même temps, les fermiers réglant toujours, par la concurrence à vendre leurs produits, leurs prix sur le nécessaire pour vivre, quand la prospérité général ne décline pas, cas où ils ne les élèvent pas même assez pour cela. Si les fermages sont plus élevés, les prix des produits s'élèvent à proportion. Les propriétaires en particulier en augmentant leurs fermages, tendent à hausser tous les prix des produits, font leur avantage et celui de tous les cultivateurs aux dépens de leurs locataires et de tous les autres propriétaires, et en les diminuant, ils font l'avantage de leurs locataires et de tous les autres propriétaires aux dépens d'eux-mêmes et de tous les autres cultivateurs. On voit encore que les intérêts des propriétaires sont opposés, comme ceux des locataires le sont entre eux, tandis que les intérêts des propriétaires et des locataires considérés relativement les uns aux autres sont identiques. Aussi il ne dit pas comment le retrait des billets de banque aurait agi pour augmenter les fermages et diminuer les prix des produits, de même qu'il ne dit pas comment auraient agi cette augmentation des fermages et eette diminution des prix des produits, qu'il regarde partout ailleurs comme une cause de prospérité, pour produire la crise en question.

Enfin il en est des salaires des fonctionnaires publics, des militaires, du clergé, des employés, des pensionnés du gouvernement, etc., comme des fermages. Ils n'ont pas augmenté en valeur ni en quantité, puisque si la monnaie de billets fut supprimée, celle de métal fut augmentée immédiatement d'une manière proportionnelle par la vente des

moyens de produire du pays, que leur diminution a occasionnée de suite. Mais cette augmentation eût-elle eu lieu, loin de diminuer la prospérité générale, comme il le prétend encore ici, elle en aurait déterminé une progression immense d'augmentations.

Quelle est donc encore l'erreur de cet auteur à cet égard? De ses cinq causes de la crise en question, deux, l'augmentation des impôts et la levée d'emprunts ont eu lieu à la vérité, mais n'ont nullement la propriété de la produire; deux autres, l'augmentation des fermages et la diminution des prix des produits non-seulement n'ont pas existé, mais deux autres tout opposées ont eu lieu à leur place, et elles ne la produiraient pas du tout non plus, si elles avaient existé; et la cinquième, l'augmentation des salaires accordés par le gouvernement n'a pas eu lieu non plus et non-seulement elle ne la produirait pas, si elle avait existé, mais produirait à un très-haut degré l'effet diamétralement opposé.

Son explication de la crise de 1815 en Angleterre par le retrait des billets de banque n'est donc pas plus juste que celle de l'augmentation de la prospérité générale par l'émission des billets d'un gouvernement par M. Droz, ni que celle de la crise de 1809, 1810 et 1811 dans le même pays au moment du discrédit de 30 °/₀ des billets de banque par M. Michel Chevalier. Du reste, non-seulement ces auteurs n'expliquent que des effets isolés de la même cause d'une manière fausse et par des principes très-complexes, mais encore leurs explications n'ont aucun rapport avec les principes fondamentaux communs qu'ils professent. Nous remarquerons la même fausseté, la même complication, la même opposition même dans les principes qu'ils invoquent tour-à-tour pour expliquer tous les autres faits de l'histoire.

Effets des variations de la quantité de la monnaie par celles des billets de banque.

§ IV. Après avoir examiné les effets des billets des commerçans et ceux du gouvernement, voyons ceux des billets

de banque. Émis par des sociétés anonymes de riches capitalistes, et même quelquefois par un seul de ceux-ci, comme ceux de Rottschild, ils n'ont pas, comme les précédens, l'effet de diminuer d'une manière proportionnelle les prix des produits et d'engendrer par là 1° une augmentation des exportations, 2° une diminution des importations et 3° une augmentation des consommations des producteurs aisés, ni de permettre aux producteurs supérieurs du pays d'acheter les moyens de produire des nations étrangères, d'augmenter d'une manière continuelle leurs fortunes et d'engendrer par l'augmentation de leurs dépenses qui s'ensuit, une suite de progressions d'augmentations de la prospérité générale. Augmentant au contraire primitivement la fortune des grands capitalistes seuls, qui les émettent et qui emploient l'argent qu'ils remplacent à acheter les moyens de produire de l'intérieur et de l'extérieur, ils diminuent la fortune des producteurs supérieurs du pays comme des nations étrangères, et engendrent partout par la diminution des dépenses de ceux-ci, qui en est la suite, une énorme progression de diminutions de la prospérité de toutes les nations. Mais ils produisent alors encore, comme tous les autres billets, sur toutes celles-ci par l'augmentation des prix ou la diminution de la valeur de la monnaie qui en résulte, les deux effets opposés qui se neutralisent en partie, considérés en général, d'augmenter la fortune des débiteurs aux dépens des créanciers, et de diminuer la valeur des salaires peu variables.

Ils sont donc pernicieux sous le rapport de l'intérêt général et tout-à-fait injustes sous celui du droit. Ils sont infiniment pires sous ces deux rapports que la fausse monnaie métallique. Celle-ci en effet étant émise en général par des producteurs inférieurs, qui en augmentent à continuer leurs consommations, détermine par là, comme l'exportation de produits, une progression d'augmentations de la prospérité générale, 2° une augmentation continuelle de la richesse

des producteurs supérieurs et 3° par l'augmentation continuelle de leurs dépenses un nombre sans cesse croissant de nouvelles progressions d'augmentations de la prospérité générale, avec un des effets pernicieux de l'exportation sur les nations étrangères de moins, la diminution primitive du nombre de leurs producteurs et la progression de diminutions de leur prospérité, qui s'ensuit.

La diminution de la quantité des billets en question est avantageuse au suprême degré à toutes les nations. Elle est juste en même temps, puisqu'elle ne fait que rendre à toute la société et surtout aux autres riches primitivement leur bien légitime.

Opinion des économistes et notamment de M. Droz relativement aux billets de banque.

Cependant un grand nombre d'économistes, et entre autres M. Droz, vantent l'usage des billets de banque et blâment énergiquement celui des billets du gouvernement. Il faut voir quelles raisons ce dernier auteur apporte livre II chapitre X de son traité, pour prouver ces principes. Il dit entre autres choses que *les billets de banque favorisent les échanges*. Mais d'abord cette facilité des échanges est-elle avantageuse? Augmente-t-elle la participation aux avantages de la production? Évidemment non, elle la diminue. En second lieu, ceux du gouvernement les favorisent-ils moins? Il prétend ensuite que le gouvernement en créant ses billets vole ses créanciers. Un gouvernement en déterminant, par la diminution des prix des produits de son pays, effet immédiat de l'émission de ses billets à la place d'impôts, 1° une augmentation des exportations, 2° une diminution des importations, 3° une augmentation des consommations des producteurs aisés, et la suite d'effets extrêmement avantageux pour sa nation et surtout pour les riches qui s'ensuivent et 4° par l'augmentation des prix des moyens de produire, qui en est l'effet immédiat en même temps, l'acquisition par les producteurs supérieurs du pays des moyens de produire des nations étrangères et par conséquent l'augmen-

tation constamment croissante de leur fortune et enfin par l'augmentation croissante de leurs dépenses, qui en provient, un nombre sans cesse croissant de progressions d'augmentations de la prospérité générale, avec tous ses effets ordinaires, ne diminue pas sensiblement la valeur de l'argent ni par conséquent celle des créances à sa charge ou à son au profit plus que celle à la charge ou au profit de ses producteurs en particulier, parce que cette quantité augmentée de monnaie se répand sur le monde entier; et ses créanciers comme ceux des autres producteurs obtiennent leur part particulière très-grande dans toutes les progressions d'augmentations supérieures de la prospérité générale. Loin donc de voler ses créanciers, un gouvernement en émettant ses billets les enrichit considérablement, comme il enrichit tous les autres riches en même temps qu'il augmente la population et le bien-être des classes inférieures.

Mais les grands capitalistes en émettant les leurs ne volent-ils personne? Ils volent bien réellement, eux, tous les producteurs supérieurs du monde primitivement, et par la progression de diminutions de la prospérité générale, qui s'ensuit, tous les autres hommes consécutivement. On doit donc établir les principes diamétralement opposés à ceux de M. Droz. On doit regarder les billets du gouvernement, émis dans des mesures convenables, comme très-avantageux et très-justes et ceux de banque comme tout-à-fait injustes et pernicieux.

L'observation vient confirmer ces principes: M. Droz lui-même tout en blâmant les billets du gouvernement, reconnait, quelle contradiction! que la prospérité générale augmente beaucoup pendant leur émission. Nous venons même de rapporter ici plus haut quelle misérable raison sans nul rapport avec ses principes il apporte pour expliquer ce fait. Et nous ne voyons pas que les billets de banque, si communs aujourd'hui, produisent même sur les nations en particulier

d'autres effets que l'énorme augmentation de la fortune des capitalistes qui les émettent. On voit les faillites, le paupérisme et le malaise général augmenter d'une manière terrible.

Les capitalistes prétendent encore qu'il n'y a pas de danger de perdre à leurs billets, comme à ceux du gouvernement, parce qu'on peut toujours en recevoir la valeur quand on veut ou du moins à une époque très-rapprochée. Mais ceci ne prouve la chose que pour le moment présent, cela ne prouve pas que la banque, pour laquelle ils ne sont responsables que pour leur mise, sera capable de les payer l'instant d'après. Que dis-je? Cette responsabilité est infiniment moindre que celle du gouvernement, dont ils ont besoin de la permission pour les émettre et qui ne peut pas les obliger à les payer en cas de faillite, qui peut même s'emparer de leur caisse, comme il est maintes fois arrivé, même obliger leur banque à lui créer à continuer de nouveaux billets en lui enlevant la possibilité de les rembourser et lui permettant de ne plus le faire; ce qui est arrivé aux billets en question en Angleterre, que l'on range au nombre des papiers-monnaie et qui étaient bien en réalité des billets de banque. Tous ceux qui ont eu confiance en cette banque, avant qu'elle eût suspendu ses paiemens, ont donc été trompés. Ceux qui ont confiance aux banques actuelles, pourraient l'être de même. Et dès qu'ils ne sont plus remboursables, à moins qu'ils ne soient soutenus par le gouvernement, le manque de confiance peut les faire tomber à l'instant à rien, tandis qu'il ne peut pas en faire de même aussi vite pour ceux du gouvernement soutenus qu'ils sont toujours par la loi, qui rend leur cours forcé. L'histoire prouve donc autant que le raisonnement que les billets de banque sont aussi dangereux, sans être aussi utiles ni surtout aussi justes que ceux du gouvernement.

Effets de la diminution de la quantité de la monnaie par l'usure des pièces d'or et d'argent.

§ V. La diminution de la quantité de la monnaie par l'usure des pièces d'or et d'argent considérée chez toutes les

nations en même temps ne tend qu'à diminuer les prix des moyens de produire d'abord et les salaires des producteurs et les prix des produits ensuite, en tenant l'intérêt de l'argent plus haut, ou à augmenter la fortune des créanciers aux dépens des débiteurs et la valeur des salaires peu variables. Et arrivant chez toutes les nations en particulier d'une manière proportionnelle à leur quantité de monnaie métallique, elle ne produirait pas de changement dans leur prospérité relative, si elles avaient toutes une même quantité proportionnelle de billets qui la représentent. Mais celle-la gagne encore sous ce rapport, qui, ayant une plus grande quantité de celle-ci, perd moins par l'usure et peut d'autant plus acheter les moyens de produire des autres, et celle-la perd qui en a une plus petite.

Par l'emploi de de ces métaux aux bijouteries, vaisselle, instrumens, ornemens, etc.

L'emploi de ces métaux aux bijouteries, vaisselle, instrumens, ornemens, etc., produit sur le monde des effets semblables à ceux de leur usure. Mais les propriétaires d'une nation en particulier, qui emploieraient en général une plus grande partie de leur monnaie à cet usage, diminueraient les prix de leurs moyens de produire, en feraient acheter une partie par les producteurs supérieurs des nations étrangères, diminueraient leurs fortunes, augmenteraient celles de ces derniers et par la diminution de leurs consommations et l'augmentation de celles de ceux-ci qui s'ensuivraient, engendreraient une progression de diminutions de la prospérité de leur nation et une d'augmentations de celles des autres.

Effets des tributs de guerre sur les nations qui les paient et sur celles qui les reçoivent.

§ VI. Nous pouvons conclure de ce qui précède les effets simultanés de la diminution de la quantité de la monnaie chez une nation et de son augmentation chez une autre par des tributs de guerre. Les impôts et les prix des produits sont continuellement augmentés chez la première et diminués chez la seconde, double effet qui détermine, par une double action, un transport continuel de produits de la

seconde vers la première et tous les effets qui s'ensuivent et une diminution du premier côté et une augmentation du second des consommations des producteurs aisés avec les progressions de variations de la prospérité générale qui en proviennent. Les prix des moyens de produire au contraire sont continuellement diminués chez la première et augmentés chez la seconde, double effet qui détermine encore, par une double action, un transport continuel de la possession des moyens de produire ou de la richesse de la première vers la seconde avec les progressions de variations opposées de la prospérité génerale qui le suivent.

On voit que la première doit marcher avec une grande rapidité vers la dépopulation et surtout la ruine, et la dernière, vers la population et surtout la richesse.

CHAPITRE VIII.

EFFETS DES VARIATIONS AUX AVANTAGES DE LA PRODUCTION PAR CELLES SIMULTANÉES DU NOMBRE DES PRODUCTEURS ET DE LA QUANTITÉ DE LA MONNAIE.

Sommaire. — § I. Double effet primitif produit par l'exploitation des mines d'or et d'argent. — 1° Augmentation du nombre des producteurs. — 2° Augmentation de la quantité de la monnaie. — § II. Double effet primitif produit également par l'exportation de produits. — 1° Augmentation du nombre des producteurs. — Cet effet diffère suivant le genre de produits exportés. — 2° Importation de l'argent. — Remarques. — 1°. — 2°. — 3° Comparaison des deux effets de l'exportation. — 4° L'argent entre par l'exportation des produits du pays et sort par l'achat des moyens de produire de l'étranger, mais en moindre quantité. — 5° Sa quantité augmente d'une manière proportionnelle au nombre des producteurs. — L'observation est conforme à ces principes. — § III. Double effet de l'importation de produits. — Exportation de l'argent. — Variation primitive du nombre des producteurs différant suivant les produits importés. — Division des produits importés en cinq catégories. — Combinaison des deux genres d'effets de l'importation de produits. — Remarques. — 1° Différence entre les effets pernicieux de l'importation des produits des différentes catégories. — 2° La catégorie des produits importés influe sur toutes les nations. — 3° Comparaison des deux effets de l'importation de produits. — 4° L'argent sort du pays par l'importation des produits de l'étranger et rentre par la vente des moyens de produire du pays, mais en moindre quantité. — Il diminue d'une manière proportionnelle au nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire. — L'observation est conforme à ces principes. — § IV. Commerce international examiné en même temps par rapport à la nation qui exporte et à celle qui importe. — Les dépenses des producteurs d'un pays dans un autre produisent les mêmes effets. — Principes déduits de l'analyse précédente. — Ces principes sont aussi conformes à l'analogie qu'au raisonnement et qu'à l'observation.

Double effet primitif produit par l'exploitation des mines d'or et d'argent.

L'exploitation de mines d'or et d'argent par une nation, produit les deux effets primitifs, dont nous avons parlé jusqu'à présent : elle augmente le nombre des producteurs et la quantité de la monnaie. Elle détermine par le premier, comme nous savons, une progression d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, dans laquelle les producteurs inférieurs sont augmentés en nombre et en bien-être, et les supérieurs en nombre et en bien-être aussi, mais de plus en fortune d'une manière plus forte que proportionnelle à leur élévation pour deux raisons seulement : l'emploi d'une partie de leurs revenus anciens et 2° de leurs revenus nouveaux d'autant plus grande *proportionnellement* à leurs fortunes qu'elles sont plus élevées, ou, ce qui est synonyme, plus grande que proportionnelle à leur élévation, à acheter les nouveaux moyens de produire. Ils ne l'augmentent pas pour la double autre raison, l'augmentation primitive des fortunes supérieures aux dépens des inférieures, parce que l'augmentation des dépenses privées, ni celle des dépenses publiques, ni la diminution de la rapidité de la production, qui seules ont la faculté de l'engendrer, n'ont pas précédé.

Les nouveaux producteurs sont ici payés par les métaux mêmes, qu'ils extraient et qu'ils transportent au loin, au lieu de l'être par les producteurs supérieurs, comme par ces trois autres genres de causes de prospérité. Les revenus de ceux-ci n'étant donc pas diminués primitivement, ils peuvent être employés en même quantité à l'acquisition des moyens de produire, qui ne sont ici diminués de prix qu'à cause de l'augmentation de leur nombre. Et restant, ces revenus, augmentés continuellement ensuite par l'augmentation persistante continuelle du nombre des moyens de produire et par conséquent des loyers, ils sont consacrés à continuer en plus grande quantité à l'acquisition des moyens de produire du pays, qui augmentent bientôt plus par là de prix qu'ils n'étaient diminués à cause de l'augmen-

tation de leur nombre, font acheter à continuer ceux des nations étrangères voisines, augmentent le nombre et la richesse des propriétaires dans le pays, les diminuent à l'étranger, engendrent un nombre sans cesse croissant de progressions d'augmentations du premier côté et de diminutions du second de la prospérité générale en même temps qu'ils augmentent partout les prix des moyens de produire d'abord et les salaires des producteurs et les prix des produits ensuite, ou diminuent la valeur de la monnaie et laissent pour effet ultérieur sur le monde l'augmentation de la fortune des débiteurs aux dépens des créanciers, la diminution de la valeur des salaires fixes et les progressions de variations de la prospérité générale qui s'ensuivent encore.

On voit que cette exploitation de mines de métaux précieux est une cause immense de population et surtout de richesse pour les nations, qui en jouissent, et de dépopulation et surtout de ruine, mais un peu moindres porportionnellement cependant, pour celles qui n'en jouissent pas. Aussi toutes celles, qui ont joui de ce privilége sont arrivées rapidement au faîte de la population et surtout de la richesse en diminuant, mais un peu moins proportionnellement, celles des autres, témoin l'Espagne et les autres nations du monde à l'époque de l'exploitation des mines du Pérou et du Mexique.

Double effet primitif produit également par l'exportation de produits.

§ II. Il en est de l'exportation de produits à peu près de même que de l'exploitation de mines d'or ou d'argent. Elle augmente le nombre des producteurs et la quantité de la monnaie. Disons d'abord un mot du premier effet considéré isolément.

Le premier, augmentation du nombre des producteurs.

La progression d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire ou de la prospérité générale, dans laquelle les producteurs inférieurs ne sont comme toujours qu'augmentés en nombre et momentanément en bien-être, mais où les supérieurs le sont de plus en fortune d'une manière plus grande pour *deux raisons* que proportionnelle à leur élévation, diffère un peu selon le

Il diffère selon le genre de produits exportés.

genre de produits exportés. Par exemple, l'exportation de produits agricoles, qui valent 100,000 francs, produit une progression d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire semblable à la suivante:

100,000 agriculteurs, produits agricoles, terres et autres moyens de les engendrer, 90,000, 81,000, 73,100, etc., producteurs, produits et autres moyens de produire de toute espèce.

Celle de produits manufacturés de même valeur en produit une semblable à celle-ci:

100,000 manufacturiers, produits manufacturés et moyens de les engendrer, 90,000, 81,000, 73,100, etc., producteurs, produits et moyens de produire de toute espèce.

On voit que l'augmentation de la prospérité générale est toujours la même pour la même valeur de produits exportés, que l'espèce seule d'industries qui en forme le premier terme, qui est l'industrie agricole dans le premier cas et l'industrie manufacturière dans le second, est différente. Il en est de même de tout autre produit quelconque. Que cette exportation consiste donc en vin, soie, café, grain, coton, matières premières ou produits manufacturés avec elles, l'effet est toujours le même pour la même valeur. Elle détermine toujours primitivement la même progression géométrique décroissante d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire à l'espèce de producteurs primitivement et principalement favorisés.

Mais comme on exporte souvent autant de matière première quand elle est manufacturée que quand elle ne l'est pas, et que la valeur de l'exportation est beaucoup plus grande dans le premier cas que dans le second, elle en détermine une progression d'augmentations beaucoup plus grande

également. La différence peut même être énorme. Par exemple, si on exporte habituellement pour un pays étranger pour 100 millions d'étoffes fabriquées avec nos laines, comme on produira ces cent millions d'étoffes avec le tiers ou le quart plus ou moins de laine brute, la valeur de l'exportation sera, si on exporte les premières, de 100 millions et de 25 à 33 seulement, si on exporte les secondes. Et la progression d'augmentations du nombre de nos producteurs, de nos produits et de nos moyens de produire ou de notre prospérité sera trois ou quatre fois plus grande dans le premier cas que dans le second.

Voyons actuellement la combinaison des deux effets. Dans ces progressions d'augmentations de notre prospérité par ceux qui ont donné naissance aux produits exportés, les salaires de ces nouveaux producteurs primitifs et l'augmentation des salaires des anciens sont payés par les consommateurs étrangers, au lieu de l'être par les producteurs antérieurs comme par toute cause de prospérité interne. Les revenus des propriétaires augmentant donc de tous les loyers des nouveaux moyens de produire, et leurs dépenses n'augmentant pas à proportion, ils consacrent à continuer presque toute cette augmentation de revenus, chacun d'une manière d'autant plus grande proportionnellement qu'ils sont plus riches, à acheter les moyens de produire du pays et ceux des nations étrangères ensuite, parce que les premiers augmentent trop de prix et que les derniers diminuent au contraire à cause de l'importation chez eux de nos produits, comme nous verrons tantôt. Ce qui augmente à continuer la richesse de nos producteurs supérieurs et diminue celle des producteurs supérieurs des autres nations et engendre un nombre sans cesse croissant de nouvelles progressions d'augmentations chez nous et de diminutions chez les autres de la prospérité générale. Le second, l'importation de l'argent, combine avec le premier

On voit que ce commerce augmente surtout d'un côté et Remarques. 1o.

2°. diminue surtout de l'autre la fortune des riches, que ce sont par conséquent les propriétaires, qui ne le font pas, qui y sont les plus intéressés.

Mais ici la quantité de la monnaie n'étant pas devenue plus abondante sur le monde après s'être remise partout à peu près dans son rapport uniforme avec le nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, la fortune des débiteurs n'augmente plus aux dépens des créanciers et les salaires peu variables ne diminuent plus et n'engendrent plus les progressions dont nous avons parlé.

3° Comparaison de ces deux effets.

Nous voyons en troisième lieu, que de ces deux effets, l'augmentation du nombre des producteurs nécessaires pour donner le jour aux produits exportés et l'importation de l'argent, le premier que l'on ne considère généralement que comme le moyen d'obtenir le second, le seul favorable aux yeux de tous, est encore fort avantageux, que seul il engendre une progression d'augmentations de la prospérité d'une nation, dont il est le premier terme, mais qu'il l'est cependant moins que le second, qui en engendre un nombre sans cesse de plus durables par l'augmentation continuelle du nombre et de la richesse des producteurs supérieurs du pays, qui profitent ici presque seuls de cette augmentation primitive de prospérité.

4° L'argent entre par l'exportation des produits du pays et sort par l'achat des moyens de produire de l'étranger.

Mais en moindre quantité.

Sa quantité augmente d'une manière proportionnelle au nombre des producteurs.

Nous voyons aussi par ce qui précède que l'argent entre à continuer par la vente à l'étranger des produits du pays et sort à continuer aussi par l'achat, par les producteurs supérieurs du pays, des moyens de produire de l'étranger; qu'on achète par conséquent à continuer ceux-ci par ceux-là. Cependant tout l'argent importé par la vente des produits du pays n'est pas réexporté par l'achat des moyens de produire de l'étranger. Il n'y a que la partie supérieure à l'augmentation proportionnelle du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire qui le soit. L'autre par-

tic reste. Ce qui laisse aux prix la même élévation à peu près qu'antérieurement et permet la continuation de l'exportation des produits du pays et de l'importation de la possession des moyens de produire de l'étranger.

Aussi l'observation, nous fait voir 1° que toutes les nations qui exportent des produits pour des sommes plus grandes qu'elles n'en importent, prospèrent considérablement et qu'elles achètent à continuer les moyens de produire des nations étrangères, c'est-à-dire qu'elles importent toujours de la monnaie par l'exportation de leurs produits et qu'elles en exportent toujours, mais en moindre quantité, par l'acquisition des moyens de produire des autres; 2° qu'en conséquence la quantité de la monnaie augmente d'une manière proportionnelle à l'augmentation du nombre de leurs producteurs, de leurs produits et de leurs moyens de produire ou de leur prospérité et 3° que la richesse de leurs producteurs supérieurs augmente encore plus que leur population. L'observation est conforme à ces principes.

M. Droz, livre II chapitre IX de son *Traité d'Économie Politique,* rapporte, d'après J.-B. Say, que l'Angleterre a importé par l'exportation de ses produits, depuis le commencement du XVIIIe siècle jusqu'aux billets de banque non-remboursables de 1797, 347 millions de livres sterlings, ce qui fait 8 *milliards* 775 *millions* de francs. En y ajoutant, dit-il, le numéraire qui y existait au commencement de cette période, on jugera qu'elle devait posséder bien près de 400 millions de livres sterl. ou de *dix milliards* de francs. « Comment se fait-il, ajoute-t-il encore, que les évaluations » ministérielles les plus exagérées n'ont pu y trouver que » 47 millions de livres sterlings ou 1 milliard 175 millions » de francs à l'époque où il y en avait le plus? »

Il veut faire sentir par là que le premier calcul est faux. Puis il quitte cette question sans la résoudre!

Mais 1° la remarque que les prix en général ne sont pas plus bas en Angleterre que chez les autres peuples du continent, prouve que la quantité de sa monnaie y est proportionnelle au nombre de ses producteurs, de ses produits et de ses moyens de produire et a par conséquent augmenté avec lui. En second lieu, le tableau suivant que je trouve dans le *Manuel de la Bourse* de M. Lamst, publié en 1834, page 134, prouve assez où va l'argent, importé en Angleterre, supérieur à l'accroissement de sa prospérité :

TABLEAU DES FONDS LEVÉS, EN ANGLETERRE, DE 1816 A 1833, POUR LES EMPRUNTS DES GOUVERNEMENS ÉTRANGERS.

ANNÉES.	PAYS qui ont contracté les emprunts.	CAPITAL nominal des rentes négociées.	TAUX de l'intérêt calculé sur le capital nominal.	OBLIGATION annuelle.	TAUX du contrat.	SOMMES avancées par l'Angleterre.
		Liv. sterl.		Liv. sterl.		Liv. sterl.
1818	1 Prusse.	5,000,000	6	300,000	72	3,600,000
1822	2 *Idem*.	3,500,000	5	175,000	84	2,940,000
1820	3 Espagne	3,000,000	—		47	3,820,000
1821	4 *Idem*.	3,000,000	—			
1822	5 *Idem*.	3,000,000	—	700,000	54	3,240,000
—	6 *Idem*.	4,000,000	—			
1823	7 *Idem*.	1,000,000	—		26	260,000
1821	8 Naples.	2,744,640	—	308,772	63	4,114,056
1822	9 *Idem*.	3,430,800	—			
—	10 Russie.	3,500,000	—	175,000	70	2,250,000
—	11 Danemarck	3,000,000	—	150,000	77 1/2	
—	12 Colombie	2,000,000	6	120,000	84	1,640,000
—	13 Chili	1,000,000	—	60,000	70	700,000
—	14 Poyais	200,000	—	12,000	80	160,000
—	15 Pérou	450,000	—	72,000	88	396,000
1824	16 *Idem*.	750,000	—		82	615,000
1823	17 Portugal	1,500,000	5	75,000	87	1,305,000
—	18 Australie	3,500,000	—	175,000	82	2,870,000
1824	19 Grèce	800,000	—	40,000	59	472,000
—	20 Buénos-Ayres . . .	1,000,000	6	60,000	85	850,000
—	21 Colombie	4,750,000	—	285,000	88 1/2	4,203,750
—	22 Brésil	1,200,000	5	60,000	75	800,000
—	23 Mexique	3,200,000	—	160,000	58	1,856,000
—	24 Naples.	2,500,000	—	125,000	92 1/2	2,512,500
1825	25 Brésil	2,000,000	—	100,000	85	1,700,000
—	26 Mexique	3,200,000	6	192,000	89 3/4	2,672,000
—	27 Grèce	2,000,000	5	100,000	56 1/2	1,130,000
—	28 Danemarck	5,625,000	3	168,000	75	4,218,750
—	29 Pérou	616,000	6	36,960	78	480,000
—	30 Guatimala	1,428,750	—	85,714	73	1,042,897
—	31 Guadalaxara. . . .	600,000	—	36,000	60	360,000
	Totaux. . .	73,495,190 *		5,702,196 **		49,038,500 ***

En 1831, don Pedro a contracté à Londres un emprunt de 5 millions.

* 1,837,379,750 fr. ** 92,554,900 fr. *** 1,225,962,500 fr.

Mais encore, ce n'est là qu'un des genres de moyens de produire que les Anglais achètent à l'étranger. Que d'argent sorti de leur pays par les prêts aux particuliers, les constructions de routes, de canaux, de chemins de fer, les entreprises commerciales, les acquisitions de propriétés foncières, etc., dans le monde entier !

Double effet de l'importation de produits.

§ III. Des deux effets de l'importation de produits, l'un, la diminution de la quantité de notre monnaie, est précisément égal et opposé à celui correspondant de leur exportation. Elle engendre une diminution continuelle de la richesse des producteurs supérieurs, qui perdent principalement et primitivement par là et surtout plus fortement que d'une manière proportionnellement à leurs richesses, et, par la diminution de leurs dépenses qui en résulte, un nombre sans cesse croissant de progressions de diminutions de la prospérité générale. Mais l'autre, la variation primitive du nombre des producteurs, qui engendre une progression proportionnelle de variations du nombre des producteurs inférieurs et des fortunes des supérieurs d'une manière plus forte pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation, diffère extraordinairement suivant l'espèce de produits importés.

Exportation de l'argent.

Variation primitive du nombre des producteurs différant suivant les produits importés.

Division des produits importés en 5 catégories.

Pour analyser ce dernier le mieux qu'il nous sera possible, nous diviserons les produits importés en cinq catégories : La première comprendra tous ceux que nous n'avons pas, qui ne remplacent aucun de ceux que nous avons et qui sont destinés à la classe riche principalement, comme le vin, la soie, l'acajou, les bois de teinture, les parfums, les diamants, les pierres précieuses, etc., etc. Loin de diminuer primitivement le nombre de nos producteurs, leur importation l'augmente en rendant nécessaires les marchands, rouliers, hôteliers, etc., qui les importent et les vendent.

A la deuxième catégorie appartiennent les produits qui,

comme le café, ne remplacent non plus aucun de ceux que nous avons, mais qui sont destinés à la classe pauvre plutôt qu'à la classe riche. Comme dans le moment où la prospérité diminue, les salaires des producteurs inférieurs ne montent pas toujours au nécessaire pour vivre et que dans les autres les salaires d'une foule de producteurs ne varient pas immédiatement d'une manière proportionnelle à leurs besoins et qu'en le faisant ils augmentent chez nous les prix des produits offerts concurremment par les autres nations, l'argent d'une foule de producteurs employé à cet usage détermine pendant un certain temps du moins, 1° par la diminution primitive des consommations des produits du pays, qui en est la suite, une progression de diminutions de notre prospérité presque aussi grande que celle d'augmentations produite par le nombre des rouliers qui les transportent et des marchands qui les vendent, et 2° par l'augmentation des importations et la diminution des exportations qu'ils engendrent, les trois genres d'effets pernicieux, que nous allons voir s'ensuivre.

A la troisième appartiennent les denrées nutritives et les matières premières, qui remplacent une valeur égale de celles que nous avons, et dont l'importation engendre une progression de diminutions de notre prospérité, qui a pour premier terme un nombre de producteurs égal à celui qui a donné le jour auxdits produits.

La quatrième comprend les denrées nutritives alimentaires et les matières premières que nous avons ou que nous n'avons pas, mais qui remplacent à valeur égale à celle que nous avons, un plus grand nombre de producteurs, c'est-à-dire qui sont à meilleur marché. Leur importation détermine une progression de diminutions de notre prospérité, qui a ce nombre plus grand de producteurs supprimés pour premier terme. Elle est donc bien plus nuisible que les précédentes. Celle du coton, par exemple, qui remplace une

valeur trois ou quatre fois plus grande, je ne sais, de laine ou de lin, ou, ce qui est synonyme, qui remplace à valeur égale un nombre de producteurs trois ou quatre fois plus grand, est trois ou quatre fois plus nuisible que celle d'une égale valeur de ceux-ci. Le coton a donc déterminé dans le monde une immense progression de diminutions de sa prospérité.

Mais l'importation qui est proportionnellement la plus pernicieuse de toutes, c'est celle des produits manufacturés. Cependant, elle ne détermine pas une progression de diminutions de la prospérité d'une nation plus grande que celle d'une valeur égale des produits qui leur servent de matières premières. Mais comme toujours, quand elle a lieu, sa valeur est beaucoup plus grande, elle en détermine une beaucoup plus forte. Par exemple, si on consomme habituellement dans un pays pour cent millions d'étoffes de coton, comme on les produira avec le tiers ou le quart, je ne sais, de cette somme de coton brut, la valeur de l'importation sera de 100 millions, si on importe les étoffes, et de 25 à 33 millions, si on prohibe l'entrée de celles-ci et qu'on ne permette que l'importation du coton brut. Et la progression de diminutions de la prospérité de la nation sera trois ou quatre fois plus grande dans le premier cas que dans le second.

Nous avons dit d'abord que l'importation du coton qui remplace une valeur trois ou quatre fois plus grande de laine ou de lin, détermine une progression de diminutions de la prospérité d'une nation trois ou quatre fois plus grande que celle d'une valeur égale de ces dernières matières premières, et ensuite que celle de ses tissus en engendre une, trois ou quatre fois plus grande encore. Celle-ci en engendre donc une neuf à seize fois plus grande que celle d'une valeur égale des matières premières du pays. Si donc l'importation du coton est une cause immense de ruine, celle de ses tissus en est bien plus grande encore.

Combinaison des deux genres d'effets de l'importation de produits.

La quantité de la monnaie continuant toujours également à diminuer par l'importation de produits de la même valeur quels qu'ils soient, et le nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, étant augmenté par l'importation des produits de la première catégorie, n'étant peut-être pas diminué par celle de la seconde, ne l'étant que d'une manière presque égale à la première diminution de la quantité de la monnaie par celle de la troisième, l'étant plus fortement qu'elle par celle de la quatrième et surtout de la cinquième, les prix des moyens de produire diminuent de suite par l'importation de la première catégorie, à cause de l'augmentation du nombre des producteurs, des produits et de la diminution de la quantité de la monnaie, un peu moins vite par celle de la seconde, à cause de la diminution seule de la quantité de la monnaie, restent quelque temps les mêmes avant de diminuer par celle de la troisième, à cause de la diminution égale dans ce cas d'abord du nombre des producteurs, etc., et de la quantité de la monnaie, augmentent d'abord un moment par celle de la quatrième et surtout de la cinquième, à cause de la diminution plus forte d'abord du nombre des producteurs, etc., que de la quantité de la monnaie. Mais celle-ci, continuant toujours à diminuer seule, finit toujours même dans ces derniers cas, par en faire descendre les prix au-dessous de ceux des nations étrangères, et engendrer à continuer une diminution constamment croissante de la richesse des producteurs supérieurs plus forte même que proportionnelle à leur élévation, et un nombre sans cesse croissant de progressions de diminutions de la prospérité intérieure.

Remarques : 1° Différence entre les effets pernicieux des importations des différentes catégories.

On voit par là que la différence entre les effets pernicieux des importations des produits des différentes catégories, n'est pas précisément aussi grande qu'elle paraissait d'abord. Car si celles des premières catégories engendrent des progressions d'augmentations ou des progressions moindres de diminutions du nombre des producteurs, etc., l'acqui-

sition d'autant plus rapide des moyens de produire du pays par les nations étrangères, qui en résulte, diminue d'autant plus vite aussi la richesse des propriétaires et engendre d'autant plus vite également le nombre sans cesse croissant de diminutions de la prospérité générale qui s'ensuit. Cependant l'effet avantageux de l'augmentation primitive du nombre des producteurs, ou moins nuisible de sa diminution moindre, l'emporte beaucoup sur les progressions de diminutions produites ici plutôt par l'acquisition des moyens de produire du pays par les nations étrangères.

2° La catégorie des produits importés influe sur toutes les nations.

On voit aussi par là que la catégorie des produits importés, en influant très-fortement sur la nation qui les importe, influe même aussi sur les nations voisines et principalement sur celle qui les lui envoie. En effet elles peuvent acheter aussitôt toutes, mais principalement la dernière, par leurs propriétaires toujours, les moyens de produire de la nation qui importe, quand les produits importés sont de la première catégorie, elles doivent attendre un moment, quand ils sont de la deuxième et plus longtemps encore quand ils sont de la troisième. Elles la verraient au contraire acheter les leurs propres auparavant quand ils sont de la quatrième et surtout de la cinquième. Une nation a donc elle-même, je le répète, plus de profit à exporter des produits des premières que des dernières catégories. Que dis-je? Toutes les autres nations gagnent, quand ce commerce, qu'elles ne font pas, qui n'a lieu qu'entre des nations étrangères, consiste en produits des premières et perdent quand il consiste en produits des dernières.

3° Comparaison des deux effets de l'importation de produits.

Nous voyons par ce qui précède que de ces deux effets, la variation du nombre de nos producteurs et l'exportation de notre argent par l'importation de nos produits étrangers, le premier que l'on ne considère comme nuisible que parce qu'il produit le second, le seul pernicieux aux yeux de tous encore, est quelquefois avantageux, mais le plus souvent

pernicieux ; mais que le second est cependant toujours beaucoup plus pernicieux, engendrant un nombre sans cesse croissant de progressions de diminutions de notre prospérité par la diminution primitive et principale des fortunes des producteurs supérieurs.

Nous voyons aussi que les importations diminuent infiniment plus la richesse relative d'une nation que sa population.

4° L'argent sort du pays par l'importation des produits de l'étranger et rentre par la vente des moyens de produire du pays.

Nous voyons encore que l'or et l'argent sortent à continuer du pays par l'importation des produits étrangers et rentrent à continuer par l'exportation de la possession de ses moyens de produire ou leur vente par leurs propriétaires à l'étranger. Cependant tout l'argent exporté par l'achat des produits étrangers ne rentre pas par la vente des moyens de produire du pays. Il n'en rentre que la quantité nécessaire pour être en rapport avec le nombre restant des producteurs, des produits et des moyens de produire, laisser aux prix la même élévation qu'antérieurement et permettre la continuation de l'importation des produits étrangers et l'exportation de la possession des moyens de produire du pays.

Mais en moindre quantité.

Il diminue d'une manière proportionnelle au nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire.

L'observation est conforme à ces principes.

Aussi nous voyons que toutes les nations, qui importent des produits pour des sommes plus considérables qu'elles n'en exportent, se ruinent, vendent à continuer leurs moyens de produire qui restent en activité, en enrichissant celles qui font les opérations contraires, que la somme de leur monnaie diminue d'une manière proportionnelle à la diminution de leur prospérité et que la richesse des producteurs supérieurs y diminue proportionnellement beaucoup plus que le nombre des producteurs inférieurs. Nous savons que toutes les nations du globe importent plus de produits de l'Angleterre qu'elles n'en exportent des leurs en ce pays, et le tableau supérieur nous prouve aussi que depuis longtemps, elles se ruinent toutes en augmentant la prospérité de celui-ci. Nous savons aussi que l'Angleterre

est infiniment plus riche que peuplée, tandis que la plupart des autres pays du globe sont plus peuplés que riches. Tous les faits s'expliquent par mes principes. Mais comme les Anglais ne l'emportent principalement que par le bon marché, que leurs exportations ne consistent qu'en produits des dernières catégories, ils n'augmententque faiblement leur prospérité, en faisant diminuer très-fortement celle de toutes les autres nations. Ce qui est une des preuves que le monde en général se ruine et se dépeuple.

Résumé des effets du commerce international examiné en même temps par rapport à la nation qui exporte et à celle qui importe.

§ IV. En examinant la chose en même temps par rapport à la nation qui exporte et à celle qui importe, on peut dire en résumé que le transport continuel de produits d'une nation vers une autre et celui en sens inverse de l'argent qui les paie, engendrent 1° une progression aussi permanente qu'eux d'augmentations chez celle qui exporte et quelquefois d'augmentations aussi, mais très-souvent de diminutions très-variables chez celle qui importe du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire et 2° par le retour continuel de l'argent vers son premier pays par l'achat continuel par l'autre de ses moyens de produire, provoqué par une double cause en même temps, l'augmentation d'un côté et la diminution continuelles de l'autre de la quantité de la monnaie, qui ont chacune la propriété de produire seule ce double effet, une augmentation continuelle du premier côté et une diminution continuelle de l'autre de la richesse des propriétaires d'une manière plus forte pour deux raisons toujours que proportionnelle à leur élévation, et par suite un nombre sans cesse croissant de progressions nouvelles et plus permanentes d'augmentations du premier côté et de diminutions du second de ce même nombre.

Les dépenses de producteurs aisés d'un pays dans un autre pays produisent les mêmes effets.

Il en est des dépenses faites dans un pays par les producteurs aisés d'un autre pays comme du transport des produits du premier vers le second. Que ceux-ci les consomment en effet chez eux après leur importation ou chez nous avant

leur exportation, l'effet n'en doit-il pas être le même? Elles produisent 1° des progressions d'augmentations d'un côté et de diminutions de l'autre du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire avec leurs phénomènes accessoires ordinaires, et 2° par le retour continuel de l'argent desdits producteurs vers leur pays par l'achat de ses moyens de produire provoqué encore par deux causes, qui ont chacune la propriété de produire seule cet effet, une augmentation continuelle d'un côté et une diminution continuelle de l'autre de la quantité de la monnaie et de la fortune des producteurs supérieurs et par conséquent un nombre sans cesse croissant de progressions d'augmentations encore du premier côté et de diminutions du second de la prospérité générale.

D'abord on voit par ce qui précède que les nations qui exportent, après avoir échangé leurs produits contre de l'argent, échangent cet argent, mais pas en totalité, contre des moyens de produire, par l'intermédiaire de leurs propriétaires, ou, en d'autres termes, échangent leurs produits contre des moyens de produire et de l'argent en sus et que celles qui importent, après avoir échangé leur argent contre des produits, échangent leurs moyens de produire contre de l'argent, mais en moindre quantité, ou, en d'autres termes synonymes encore, échangent leurs moyens de produire et un peu de leur argent contre des produits. Au lieu donc de dire avec les économistes du jour que les produits se paient par des produits, on devrait dire ici qu'ils se paient par des moyens de produire et de l'argent en sus. Ils ne se paient par des produits, en considérant la chose par rapport aux nations, abstractivement par conséquent des individus, que tant que la valeur des importations et des exportations est égale; ce qui n'est cependant pas encore indifférent, d'après ce que nous venons de voir.

L'or et l'argent servent donc autant d'intermédiaires Principes déduits de l'analyse précédente.

entre les produits et les moyens de produire et même entre les moyens de produire et les moyens de produire, contrairement aux principes des économistes, qu'entre les produits et les produits, comme ils le prétendent uniquement.

Ensuite de ce que la quantité de la monnaie se remet ainsi sans cesse d'un et d'autre côté dans son rapport presque ordinaire avec le nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, on peut conclure les autres principes suivans : 1° que la valeur de la monnaie ne diminue pas par son importation et n'augmente pas par son exportation relativement aux produits, qu'elle augmente et diminue au contraire d'une manière à peu près proportionnelle à l'augmentation et à la diminution de sa quantité; 2° que, si elle diminue par l'augmentation de sa quantité et augmente par la diminution de celle-ci relativement aux moyens de produire, l'achat continuel de ceux de l'une des nations par l'autre tend continuellement à rétablir le rapport ordinaire de sa valeur à sa quantité par rapport à eux également; 3° que l'exportation par conséquent et l'importation de produits tendent à se perpétuer par les causes mêmes, qui les ont fait naître la première fois; et 4° que la première est une cause très-active de population et surtout de richesse et la seconde, une cause très-active de dépopulation et surtout de ruine, et qu'arrivant toujours simultanément l'une d'un côté et l'autre de l'autre, elles peuvent conduire en même temps l'une de ces nations et surtout ses producteurs supérieurs au faîte de la prospérité et l'autre et surtout encore ses producteurs supérieurs, dans les abîmes de la ruine; mais que 5° la diminution primitive du nombre des producteurs ou l'augmentation de la rapidité de la production et la diminution des impôts étant la condition principale des exportations et par conséquent des importations, ces échanges ne font par les premières du bien à une nation qu'en faisant par les secondes un tort proportionnellement beaucoup plus grand à une autre, que la liberté commer-

ciale par conséquent tend à dépeupler et à ruiner le monde; tous principes diamétralement opposés à ceux des économistes du jour.

L'analogie nous prouve autant que les raisonnemens supérieurs et que l'observation qu'il en doit être ainsi. Ne doit-il pas en effet en être des communautés, des communes, des villes, des provinces, des nations, de même jusqu'à un certain point que des individus, qui s'enrichissent en vendant pour une plus grande somme de monnaie de leurs produits qu'ils n'achètent de ceux des autres, et en achetant avec le surplus les moyens de produire de ces derniers, qui se ruinent, chez qui l'argent ne diminue pas en valeur quand il augmente en quantité, et qui peut continuer à vendre ses produits et à acheter des produits et quelquefois des moyens de produire par la cause même, le bon marché, qui lui a donné le privilége de vendre la première fois ?

Ces principes sont aussi conformes à l'analogie qu'au raisonnement et à l'observation.

Nous devons ajouter cependant que les nations, les provinces, les villes, les communes et même les communautés peuvent s'enrichir encore en consommant leurs propres produits, et qu'elles le peuvent d'autant plus qu'en examine la chose plus en général, par rapport aux communes, aux villes, aux provinces, aux nations ; l'univers même n'a pas d'autre moyen de s'enrichir. Si donc toutes les nations, toutes les provinces voulaient employer ce dernier moyen seul, elles deviendraient toutes aussi riches et aussi peuplées que peut le permettre la fécondité de leur sol. Mais ce moyen n'est surtout applicable qu'aux pays soumis à la même législation et comprenant la plus grande partie des produits utiles et nécessaires. Nous développerons dans la seconde partie de ce traité ce moyen, que nous avons déjà entrevu et qu'on ne cessera pas d'entrevoir dans toutes les discussions de celle-ci.

De même encore que certains individus obtiennent la plus grande partie de la richesse, que les lois économiques ou, en

termes plus clairs, le nombre des producteurs primitivement nécessaires comporte dans les communes, les villes et les provinces, et que certaines villes et certaines provinces attirent chez elles une grande partie de la population et surtout de la richesse, que le nombre des producteurs primitivement nécessaires comporte chez une nation; ainsi certaines nations attirent chez elles une très-grande partie de la population et surtout de la richesse, que le nombre des producteurs primitivement nécessaires comporte dans le monde entier.

De même encore que dans les pays en particulier, il ne se transporte plus à la fin autant de monnaie des endroits sacrifiés vers les endroits privilégiés par celui en sens inverse des produits, ni des endroits privilégiés vers les endroits sacrifiés par celui en sens inverse des propriétés; ainsi à la fin, il ne se fait plus autant de transport de monnaie dans le monde des pays sacrifiés vers les pays privilégiés par celui en sens inverse des produits, ni des pays privilégiés vers les pays sacrifiés par celui en sens inverse des propriétés, ou, en d'autres termes, ces transports en sens opposé doivent se restreindre de plus en plus tant que les lois économiques restent les mêmes. Mais celles-ci changeant sans cesse, la prospérité relative des différens peuples et celle absolue du monde le font sans cesse aussi.

Conclusion. Nous avons déduit à la fin de la première section du chapitre VI les moyens de diminuer les prix des produits livrés concurremment par les nations, afin d'empêcher les importations et de favoriser les exportations. Comme nous venons de montrer ici les pernicieux effets des premières et les précieux des secondes, nous sentons actuellement l'urgence d'y recourir, si nous devions continuer la lutte actuelle contre les nations étrangères.

CHAPITRE IX.

EXAMEN DES PRINCIPES DES AUTEURS RELATIVEMENT AUX CAUSES ET AUX EFFETS DE LA PARTICIPATION AUX AVANTAGES DE LA PRODUCTION.

Sommaire. — § I. D'après les principes fondamentaux des économistes, toutes les causes de prospérité devaient être des causes de ruine et toutes les causes de ruine, des causes de prospérité. — Comment devaient agir leurs prétendues causes de prospérité. — Leurs prétendues causes de ruine. — Leurs autres causes prochaines de la prospérité générale.—Tous les faits de l'histoire sont diamétralement contraires à leurs principes.— Et tous les phénomènes qui accompagnent les variations de la prospérité générale restent dans leur système sans cause.— Liste des phénomènes accompagnant les variations de la prospérité générale attribués à des causes absurdes et contradictoires ou laissés sans cause. — Causes, d'après J.-B. Say, de l'élévation absolue et relative des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire ou de la valeur de la monnaie. — Il traite la question des prix des produits par des argumens tout-à-fait différens suivant qu'il la désigne sous le nom de prix-courant ou de valeur de la monnaie. — Cette question traitée sous le nom de prix-courant. — Cette même question traitée sous le nom de valeur de la monnaie. — § II. Principes des auteurs relativement à la prospérité des nations en particulier. — Conclusion.

D'après les principes fondamentaux des économistes, toutes les causes de prospérité devaient être des causes de ruine et toutes les causes de ruine, des causes de prospérité.

§ I. Après avoir méconnu la cause prochaine de la prospérité tout-à-fait générale, de celle de l'univers par conséquent, avoir même établi, en les déduisant on ne sait d'où, les deux principes qui lui sont précisément opposés : que la diminution de la consommation et l'augmentation de la pro-

duction sont les causes immédiates de son augmentation, les économistes ne pouvaient rien expliquer, sous le rapport tout-à-fait général, c'est-à-dire, donner les causes et les effets de rien; que dis-je? Toutes les causes devaient avoir des effets et tous les effets, des causes opposées. Aussi ils regardent toutes les causes de prospérité, excepté, ce qui est une inconséquence chez eux, le grand nombre d'industries, d'arts et de sciences et la limite des besoins des hommes, comme des causes de ruine; et toutes les causes de ruine, excepté encore le défaut d'industries, d'arts et de sciences et l'étendue des besoins des hommes, comme des causes de prospérité.

Comment devaient agir 1° leurs prétendues causes de prospérité.

Ainsi leurs prétendues causes de prospérité, telles que: l'économie, l'épargne, les caisses d'épargnes, la suppression de la charité, la diminution de la population, celle des impôts et des dépenses publiques, l'augmentation de la rapidité de la production, les machines, la fécondité de la terre, la santé, l'activité des hommes, les concours, les expositions, les récompenses, les associations, la paix, la suppression des dimanches et fêtes, etc., devraient agir, quoiqu'ils ne le disent pas, en diminuant la consommation ou en augmentant la production ou en produisant ces deux effets en même temps; et leurs prétendues causes de ruine comme le luxe, la générosité, la charité, l'augmentation de la population, celle des impôts et des dépenses publiques, la lenteur de la production, la répulsion des machines et des autres procédés expéditifs dans la production, les grands frais de culture, les infirmités, la paresse des hommes, la destruction de produits et de moyens de produire, la guerre, les dimanches et les fêtes, les monopoles, les corporations, les ligues des ouvriers, les monopoles des places accordées par le gouvernement, etc., etc., devaient le faire en augmentant la consommation ou en diminuant la production ou en produisant encore ces deux effets en même temps.

2° Leurs prétendues causes de ruine.

Leurs autres causes prochaines de la prospérité générale.

Mais ils ne se fient pas exclusivement sur ce double principe fondamental pour bien prouver que toutes les causes réelles de prospérité sont des causes de ruine et toutes les causes réelles de ruine, des causes de prosperité. Ils prétendent que les unes et les autres de ces causes éloignées produisent encore ces effets par d'autres manières d'agir. Ainsi la suppression de la charité augmenterait la prospérité générale en détruisant le paupérisme, qui serait, ce qui est encore une inconséquence chez eux, une cause de ruine; la diminution des impôts en diminuant les frais de production, l'invention de machines en produisant huit effets différens: 1° en diminuant les prix, 2° en diminuant le travail, 3° en faisant que la population augmentant ou n'augmentant pas, la production pourrait augmenter, etc.; les grands frais de culture en augmentant les prix des produits de première nécessité, etc., etc. Tous nouveaux principes qui devraient être considérés comme des pléonasmes et qui de plus sont contradictoires, absurdes et fussent-ils vrais, insuffisans malgré leur nombre.

Tous les faits de l'histoire sont opposés à ces principes.

Mais comme tous les faits de l'histoire, qui concernent la prospérité du monde en général, prouvent tout-à-fait la fausseté de leurs principes, puisqu'ils sont les effets de causes tout-à-fait opposées à celles qu'ils devraient être d'après eux, ils en méconnaissent la plupart ou bien ils sont obligés, chaque fois qu'ils veulent expliquer quelques-uns de ceux qu'ils reconnaissent, de laisser leurs principes de côté et d'en établir de nouveaux, quelquefois de tout opposés et par conséquent de véritables alors, mais le plus souvent d'absurdes, de contradictoires, de très-complexes et, malgré cela, de laisser la grande majorité des faits sans cause. C'est ce que nous verrons dans le dernier chapitre de cette première partie.

Et tous les phénomènes qui accompagnent les variations de la prospérité générale restent dans leur système sans cause.

Et même comme ces prétendues causes prochaines principales et éloignées de la prospérité et de la ruine générales

n'agissent que sur elles, sans dire même en quoi elles consistent, et n'engendrent, ni les unes ni les autres, les phénomènes qui accompagnent leurs variations, tels que la consommation, la production, la création des moyens de produire, la population, le bien-être général, les faillites, le paupérisme, la mort par les privations, les salaires des producteurs inférieurs, les loyers et les fermages, les salaires des producteurs supérieurs, les prix des produits et des moyens de produire, leur élévation relative, le taux de l'intérêt de l'argent, qui restent dans leur système tout-à-fait sans cause, ils sont encore obligés d'en inventer de nouvelles, absurdes et contradictoires, chaque fois qu'ils veulent en expliquer quelques-uns. C'est même en général en voulant leur en procurer et expliquer les faits de l'histoire qu'ils établissent sans s'en douter les nouvelles causes prochaines de la prospérité générale, dont nous avons parlé plus haut.

Voici pour échantillon une liste des phénomènes, accompagnant les variations de la prospérité générale, attribués à des causes absurdes et contradictoires ou laissés sans cause.

Liste des phénomènes accompagnant les variations de la prospérité générale attribués à des causes absurdes et contradictoires ou laissés sans cause.

1° La cause de la prospérité générale, qu'ils font consister on ne sait en quoi, serait, comme nous avons vu, la diminution de la consommation et l'augmentation de la production.

2° Celle qui engendre la consommation serait nulle.

3° Celle qui la borne serait nulle.

4° Celle qui engendre la production serait nulle.

5° Celle qui la borne serait la limite des besoins des hommes, ses trop grands frais, et par conséquent la limite de sa rapidité, les impôts et l'excès de la population, qui agissaient pour cela, on ne sait comment.

6° Celle qui engendre la création des moyens de produire ou la richesse serait nulle.

7° Celle qui la borne serait nulle.

8° Celles qui engendrent ou qui bornent la population seraient l'étendue de la production totale, la fertilité de la terre, les manufactures, les communications commerciales, la mort par les privations faute de subsistances, les besoins circonscrits, les habitudes, les institutions qui tendent à l'abrutissement, etc.

9° Celle du bien-être de la classe inférieure serait nulle.

10° Celle de la richesse de la supérieure serait nulle.

11° Celle des faillites en général serait nulle.

12° Celle qui engendre et borne le paupérisme serait la charité.

13° Celle de la mort par les privations, qui seule bornerait la population pauvre, serait la limite de la production.

14° Celle qui bornerait la population riche serait nulle.

Et, d'après ce que nous allons voir tout à l'heure relativement à l'élévation absolue et relative des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, et à la valeur de la monnaie,

15° Celle des salaires des producteurs inférieurs, dont ils regardent l'élévation comme nuisible, serait nulle.

16° Celle des salaires des producteurs supérieurs, dont ils regardent l'élévation comme avantageuse, serait nulle.

17° Celle des prix des moyens de produire, dont ils regardent l'élévation comme avantageuse, serait nulle.

18° Mais celle des prix des produits, dont ils regardent l'élévation comme pernicieuse, serait, d'après J.-B. Say, comme nous allons voir, dans un endroit, les trop petits besoins des hommes, les trop grands frais de production, ou, ce qui est synonyme, le trop grand nombre et les salaires trop élévés des producteurs inférieurs, puis encore la demande, la crainte d'une mauvaise récolte, l'apparence d'une bonne, la mode, etc., et dans un autre, la quantité de la monnaie, avec laquelle ils seraient toujours et partout en raison directe, et qui serait par conséquent la seule cause de leurs variations.

19° Celle de la valeur de la monnaie serait sa quantité uniquement.

20° Celle du rapport entre les salaires des producteurs, les prix des produits et des moyens de produire, dont ils ne parlent pas, serait nulle, et par conséquent celle du taux de l'intérêt serait nulle aussi.

Causes, d'après J.-B. Say, de l'élévation absolue et relative des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire ou de la valeur de la monnaie.

En effet J.-B. Say, qui, de tous les auteurs que je connais, développe encore le mieux les principes les plus généralement admis aujourd'hui relativement à l'élévation des prix et à la valeur de la monnaie, ne parle ni du rappport, qui existe entre le nombre et les prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, et entre leurs prix respectifs, ni du taux de l'intérêt, ni des fermages, ni des loyers dont il ne saurait dire la cause ni les effets, ni des salaires des producteurs inférieurs, dont il regarde l'élévation comme nuisible, ni des prix des moyens de produire dont il regarde l'élévation comme avantageuse, excepté en parlant de la crise de 1815 en Angleterre ou il l'a regardée comme nuisible, il ne parle que des prix des produits dont il regarde en général l'élévation comme pernicieuse, excepté en parlant de ladite crise de 1815 en Angleterre, où il a regardé leur

diminution comme désavantageuse. Il n'a pas même remarqué que les expressions prix des producteurs, des produits et des moyens de produire et valeur de la monnaie signifient la même chose, le prix-courant de l'un des premiers signifiant la quantité de la seconde, qu'il faut donner pour l'obtenir, et la valeur de la monnaie la quantité de l'un d'eux, qu'on peut obtenir avec elle. Car il traite du prix-courant dans la deuxième partie de son cours et de la valeur de la monnaie dans la troisième, avant la consommation ou l'emploi des salaires, leur cause, qu'il traite dans la septième; et encore, je le répète, il ne traite que du prix-courant des produits et néglige ceux des moyens de produire et les salaires des producteurs. Et même encore, quels sont ses principes à cet égard ?

Il traite la question des prix des producteurs par des argumens tout différens, suivant qu'il la désigne sous le nom de prix-courant ou de valeur de la monnaie.

Au chapitre IV de la seconde partie, où il traite cette question sous le nom de prix-courant des produits, voici son langage : « Après qu'on est convenu de cette proposi-
» tion que le prix des choses est en raison directe de la
» quantité demandée et en raison inverse de la quantité
» offerte, il reste à connaître les causes du prix-courant,
» dont cette offre et cette demande ne sont que l'effet. »
Ce qui veut dire que le prix-courant dépend de l'offre et de la demande et que l'offre et la demande dépendent du prix-courant! « Et les causes du prix-courant, dit-il ensuite, ce
» sont les frais de production et les besoins des hommes, »
puis il prétend encore, même chapitre, « contrairement, dit-
» il, à David Ricardo, que la *demande* influe encore sur les
» prix, et d'autres causes fortuites, comme la crainte d'une
» mauvaise récolte, l'apparence d'une bonne, la mode! »
Sait-il bien en vérité ce qu'il veut dire ?

Cette question traitée sous le nom de prix-courant.

Nous retrouvons ici comme causes, qui haussent le prix-courant et engendrent ou bornent primitivement ou consécutivement l'offre ou la demande ou toutes deux en même temps, les frais de production et les besoins (*probablement*

circonscrits) des hommes, deux de celles qui *bornent* la production, tandis que nous n'y retrouvons pas les impôts et l'excès de la population. Pourquoi cette différence? Pourquoi ces deux dernières causes, qui diminuent la production, ne diminuent-elles pas aussi l'offre et la demande et ne haussent-elles pas les prix ? Pourquoi, d'un autre côté, de nouvelles : la *demande* encore, la crainte d'une mauvaise récolte, l'apparence d'une bonne, la mode, etc., qui agissent sur l'offre et la demande, n'agissent-elles pas sur la production? On voit qu'il n'a pas senti le rapport, qu'il y a entre la demande et l'offre et la production, plus qu'il n'a senti celui qui existe entre ces trois effets et les moyens d'acheter ou la participation aux avantages de la production.

Du reste, en réfutant les quatres causes, qui, d'après cet auteur, borneraient la production et par conséquent l'offre et la demande, nous avons réfuté la limite des besoins des hommes et les trop grands frais de production, qui borneraient ici l'offre et la demande sans les deux autres, mais conjointement avec de nouvelles : la crainte d'une mauvaise récolte, l'apparence d'une bonne, la mode.

Devons-nous le répéter, de ces deux causes, les besoins des hommes, qui augmentent avec la population, ne sont jamais bornés primitivement et non-seulement ne bornent jamais l'offre et la demande consécutivement, mais les excitent toujours. Les besoins de vendre et d'acheter, d'offrir et de demander, de produire et de consommer sont des lois imposées à l'homme par la nature. Elles sont sous sa dépendance exclusive; quoiqu'en disent les économistes, nous ne pouvons rien sur elles. Mais heureusement, elles sont toujours assez fortes. Seules, elles porteraient partout, comme nous l'avons dit, la prospérité générale à son comble en diminuant les prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, si la deuxième, l'élévation des frais de production ou du nombre des producteurs ou des personnes

qui participent aux avantages de la production, et qui peuvent exécuter cet ordre naturel, que J.-B. Say regarde ici comme bornant par son élévation la demande de produits, la consommation et la production, ne venait au contraire par sa limite borner son action. Et heureusement cette deuxième cause, cette élévation des frais de production, ou cette participation aux avantages de la production, cette cause prochaine unique par conséquent qui peut empêcher l'augmentation de la prospérité générale, est sous la dépendance exclusive de l'homme. Profitons donc de notre puissance sur elle pour en obtenir l'effet le plus avantageux possible. Mais pour cela nous devons non pas la diminuer, comme le veulent les économistes, mais l'augmenter.

Mais puisqu'en augmentant ainsi primitivement lesdits frais de production, nous déterminons une progression géométrique décroissante de diminutions des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire et par conséquent des frais de production, en même temps que d'augmentations du nombre des uns et des autres, ce n'est qu'ainsi qu'on peut accomplir le vœu des économistes d'aujourd'hui, qui ne voient d'avantageux que le bon marché. Tandis qu'en voulant obtenir directement cet effet si cher à leurs yeux par la diminution primitive des frais de production, ils en engendrent une progression consécutive.

Ainsi J.-B. Say regarde ici les besoins des hommes et les grands frais de production, les deux seules causes de la diminution des prix et de l'augmentation du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, comme les deux principales causes de l'augmentation des premiers et de la diminution du second; toujours encore les principes absolument opposés aux véritables.

Les autres causes du prix-courant des produits, dont parle J.-B. Say, telles que la crainte d'une mauvaise récolte

et encore plus une mauvaise, l'apparence d'une bonne et encore plus une bonne, la mode, etc., agissent bien sur le prix-courant des producteurs, des produits et des moyens de produire, mais c'est principalement en agissant primitivement encore sur la participation aux avantages de la production. Et encore ce n'en sont, comme les commotions politiques, que des causes passagères. Elles impriment au prix général dont nous avons parlé jusqu'ici des oscillations continuelles entre sa moyenne élévation, oscillations très-pénibles et sources de faillites, de paupérisme et de mort par les privations, que l'on pourrait prévenir en très-grande partie au moyen de mesures, que je proposerai dans la seconde partie de ce traité.

On voit donc que cet auteur est ici complètement dans l'erreur relativement à la cause du prix-courant des produits.

Au chapitre XI de la quatrième partie de son cours, où il traite à son insu cette même question non plus sous le nom de prix-courant des produits, mais sous celui de valeur de la monnaie, il ne professe plus du tout les mêmes principes, il n'en établit plus qu'un seul, mais tout différent. Il prétend que celle-ci est toujours en raison inverse de sa quantité; ce qui, comme nous savons, n'est vrai qu'à moitié et encore par rapport à l'intérêt de tout l'univers considéré en même temps, puisqu'elle varie encore en raison directe du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, et que ce principe devient même d'autant plus faux qu'on considère la chose plus sous le rapport particulier des nations, des provinces, des localités, des communes, des individus; et encore il n'examine pas ces variations de valeur de la monnaie et n'établit pas ce principe sous le rapport de tout l'univers, mais sous celui des nations considérées en particulier, par conséquent quand il commence à devenir le plus faux. Et en même temps, ô inconséquence! ô contradiction, il cite en faveur de ce principe favori, parce

qu'il est favorable au libre-échange, deux observations fausses, qui en prouveraient, si elles étaient justes, la fausseté et seraient impossibles, si le principe était vrai. Il prétend 1° que l'Angleterre avait, malgré sa prospérité croissante, moins de monnaie à la fin du 18e siècle, moment où il y en avait le plus en billets de banque non-remboursables, qu'à son commencement, 2° que depuis la découverte des mines du Pérou, la monnaie est devenue douze fois plus commune, tandis que la valeur n'en serait tombée que des $^5/_6$, et cela, dit-il, parce que la prospérité générale est augmentée depuis.

Dire qu'un pays a prospéré, c'est dire que le nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire y est augmenté. Il faudrait donc pour que la première observation fût juste, que leurs prix fussent diminués d'une double manière: et à cause de cette augmentation de leur nombre et à cause de cette diminution de la quantité de la monnaie. Or, loin d'être diminués, ils sont augmentés autant au moins que dans les autres pays. Il faut donc que la quantité de la monnaie y soit augmentée d'une manière proportionnelle à l'augmentation du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire et 2° à ce qu'elle l'est relativement dans les autres pays.

Aussi en même temps que J.-B. Say prétendait que la quantité de la monnaie était diminuée en Angleterre, il avançait qu'il y en avait pour deux milliards de francs en monnaie métallique et pour une pareille somme en billets de banque, sans compter l'immense quantité de valeurs en autres billets de différentes dénominations, comme les lettres de change, les billets à ordre et au porteur, etc., tandis que la France n'aurait eu, à la même époque, d'après lui-même, où elle n'avait plus d'assignats, que pour deux milliards de francs en monnaie métallique.

Ce qui est donc faux dans cette observation, ce n'est pas

l'augmentation de la prospérité de l'Angleterre, qui est bien réelle, c'est la diminution de la quantité de sa monnaie. Ce qui l'est dans la seconde au contraire, c'est l'augmentation de la prospérité du monde depuis la découverte des mines du Pérou, c'est la diminution seulement des $^5/_6$ ou des $^{10}/_{12}$ de la valeur de la monnaie, tandis que sa quantité serait augmentée de $^{11}/_{12}$; ce qui prouverait, ce que J.-B. Say ne dit pas, que la prospérité générale serait augmentée de $^1/_{12}$.

Cet auteur ne dit pas la manière, dont il a fait ce calcul, qu'on ne peut faire qu'indirectement et approximativement et auquel il pouvait parvenir beaucoup moins que tout autre, lui qui ne sait pas que la prospérité générale consiste dans le nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, que prix-courant signifie valeur de la monnaie et vice-versâ, ni que, si les prix considérés par rapport au monde entier sont en raison directe de la quantité de la monnaie, ils sont en raison inverse du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire.

Mais ne peut-on, ne doit-on pas même conclure que la prospérité du monde, loin d'être augmentée, est considérablement diminuée 1° de l'augmentation extraordinaire des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, infiniment plus grande sans aucun doute que celle de la quantité de la monnaie, dont on fait une énorme consommation aujourd'hui en bijouteries, vaisselle, instrumens, ornemens, etc., et dont on ne crée plus, excepté dans de rares États, en papiers du gouvernement ayant un cours forcé, 2° de la diminution de l'intérêt de l'argent considéré chez toutes les nations en même temps, 3° du peu d'augmentation de la population, dont il faut encore soustraire une grande partie des pauvres, dans les pays, où étant relativement plus bas il indique qu'ils prospèrent aux dépens des autres ; ce qui prouve plus que ceux-ci se ruinent, que ceux-là ne prospèrent, 4° de l'échange entre nations des produits des dernières catégo-

ries, de l'usage surtout général des étoffes de coton, 5° de la diminution primitive du nombre des producteurs par les machines, les autres procédés expéditifs dans la production, le travail excessif des hommes, etc., 6° des faillites, du paupérisme et de la mort par les privations dans une infinité de pays, 7° de la comparaison de la population de tout l'univers aujourd'hui avec celle de tout l'univers dans les temps passés, 8° de l'état de pauvreté et d'abandon d'une très-grande partie du globe terreste, ne doit-on pas, dis-je, conclure de toutes ces observations que le monde, loin de prospérer comme on le prétend, marche à grands pas vers la ruine et la dépopulation? On dit vaguement que la prospérité augmente; oui, celle d'une petite partie de l'Europe, la plus petite des parties du monde, de l'Angleterre, qui n'a cependant que 25 millions d'habitans et dont un tiers meurt de privations, de la Belgique, qui cependant possédait, il y a quelques siècles, trois villes, à ma connaissance Bruges, Anvers et Gand chacune de 200,000 habitans, sans paupérisme et supposant des campagnes peuplées à proportion, celle de la France et peut-être de quelques autres pays où cependant pénétrent à grands pas le paupérisme et toutes ses horreurs, oui cette petite portion de cette petite partie du monde prospère, je veux bien l'avouer, mais c'est aux dépens des pays du midi, de l'empire d'Orient, de l'Egypte, de la Syrie, de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique, enfin de l'immense majorité du monde.

Ces deux observations : l'une que l'Angleterre avait, malgré sa prospérité croissante, moins de monnaie à la fin du 18e siècle que longtemps auparavant, l'autre que depuis la découverte des mines du Pérou, la monnaie est devenue douze fois plus commune, tandis que sa valeur ne serait diminuée que des $^{10}/_{12}$ *précisément*, sont donc fausses. Mais que prouveraient-elles?

La première prouverait que la diminution de la quantité

de la monnaie n'augmente pas seulement sa valeur d'une manière proportionnelle, mais plus fortement encore, qu'on deviendrait par conséquent d'autant plus riche qu'on aurait moins d'argent, ou bien que d'autres causes ont procuré cette augmentation de la prospérité et de la valeur de la monnaie en Angleterre; deux conclusions également opposées au principe qu'elles devaient prouver.

Et la seconde prouverait que l'augmentation de la quantité de la monnaie en augmente aussi la valeur, ou bien que, si elle la diminue d'une manière proportionnelle, d'autres causes peuvent l'augmenter; encore deux conclusions également opposées à son principe.

Mais si c'est la diminution de la quantité de la monnaie la cause de l'augmentation de sa valeur et de la prospérité de l'Angleterre, il devrait dire quelle est la cause de cette diminution, et si cette augmentation de prospérité ne tient pas à cette diminution, quelle est de plus sa cause aussi. Il serait aussi curieux de savoir pourquoi cette nation prospère, que pourquoi la quantité de la monnaie, qui a augmenté partout ailleurs, y a diminué. De même il devrait dire à quoi est due l'augmentation de la prospérité générale, depuis la découverte des mines d'or et d'argent du Pérou et du Mexique, si ce n'est pas l'augmentation de la quantité de la monnaie qui en est la cause. On le voit, non-seulement il ne résoud par là aucune question, mais il en établit de nouvelles à résoudre.

Mais si ces observations, qui sont fausses, prouveraient, si elles étaient justes, la fausseté de son principe, son principe prouve à son tour la fausseté des observations. Car, s'il était vrai, l'univers, les nations, les provinces, les localités, les individus (car il ne dit pas où son principe cesse d'être vrai), ne pourraient plus ni prospérer ni se ruiner, puisqu'alors 1° le nombre des producteurs, des produits et

des moyens de produire ne pourrait plus varier et que 2° quand les nations, les provinces, les localités, les individus gagneraient de l'argent, celui qu'ils avaient perdrait de sa valeur et quand ils en perdraient, celui qu'ils avaient en gagneraient; ce qui ferait que la valeur de la monnaie et les prix des producteurs, des produits et des moyens de produire varieraient infiniment de nations à nations, de provinces à provinces, de localités à localités, d'individus à individus, conséquences absurdes qui prouvent l'absurdité du principe et la fausseté des observations. L'absurdité du principe prouve autant l'absurdité des observations, que l'absurdité des observations, l'absurdité du principe. Le principe et les observations prouvent donc leur absurdité mutuelle.

Non-seulement par conséquent cet auteur ne traite que du prix-courant des produits ou de la valeur de la monnaie relativement aux produits, mais il établit par rapport à cette même question les principes les plus opposés, suivant qu'il la désigne sous l'une ou sous l'autre dénomination, mais toujours les principes les plus absurdes. Il attribue donc, comme nous avons dit, les quelques phénomènes, qui accompagnent les variations de la prospérité générale, qu'il veut expliquer, à des causes absurdes et contradictoires et laisse tous les autres sans causes.

§ II. Mais, nous l'avons dit aussi, les deux principes fondamentaux des économistes: que la diminution de la consommation et l'augmentation de la production sont la cause prochaine de la prospérité générale, qui donnent à toutes les causes éloignées de celle-ci des effets opposés à leurs véritables et à tous les effets des causes opposées à leurs véritables encore et contraires à l'observation et laissent tous les phénomènes, qui accompagnent les variations de la prospérité générale, sans cause, ces deux principes, dis-je, absolument faux, quand on les considère par rapport à toutes les nations en général en même temps, deviennent d'autant

moins faux, d'autant plus vrais même qu'on les examine plus sous le rapport particulier des nations, des provinces, des localités, des individus. Ils sont vrais considérés par rapport aux nations, qui augmentent d'autant plus leur prospérité qu'elles exportent plus et qu'elles importent moins ou, ce qui est synonyme, que la somme des produits des autres, qu'elles consomment, est petite et que celle de leurs propres produits, qu'elles engendrent pour les autres, est grande, et expliquent en effet fort bien les effets du commerce international. Or les économistes actuels, comme s'ils ne se plaisaient que dans l'erreur, comme s'ils abhorraient la vérité, les rejettent alors, comme nous allons voir dans les chapitres suivans de cette première partie. Après les avoir donc adoptés dans tous les cas où ils sont tout-à-fait opposés à la vérité, ils les rejettent aussitôt qu'ils commencent à devenir vrais, pour les remplacer alors par de nouveaux principes absurdes, contradictoires, très-complexes, comme nous allons voir, et fussent-ils vrais, insuffisans pour expliquer la plupart des faits. Toutes les causes ont par conséquent dans leur système des effets opposés, et tous les effets des causes opposées aux véritables, aussi bien sous le rapport des nations en particulier que sous celui des nations en général.

Conclusion. Aussi nous verrons par ledit dernier chapitre de cette première partie que tous les faits, que l'histoire nous offre, tout-à-fait contraires à leurs principes aussi bien sous le premier de ces rapports que sous le second, seront également méconnus ou laissés sans explication ou attribués à des causes très-complexes, absurdes et contradictoires.

Peut-on commettre des erreurs plus nombreuses et plus graves? Et ne sont-elles pas infiniment à déplorer, quand on sait qu'elles concernent la plus utile de toutes les sciences et qu'elles sont presque généralement adoptées?

CHAPITRE X.

EXAMEN DES DIFFÉRENS SYSTÈMES ADMIS OU PROPOSÉS SUCCESSIVEMENT PAR RAPPORT AU COMMERCE INTERNATIONAL.

Sommaire. — § I. Résumé des effets de l'exportation et de l'importation de produits. — Fausseté sous deux rapports du système prohibitif absolu. — Celle de la balance du commerce. — Celle du libre-échange. — Celle du principe de Montesquieu. — Système véritablement avantageux à toutes les nations considérées en même temps.— Système le plus avantageux à une nation considérée en particulier.—§ II. Moyens de remplir les trois indications du système le plus avantageux à une nation. — Primes. — Prohibition. — Droits protecteurs. — Comparaison des effets des droits protecteurs à ceux des primes. — Comparaison des effets des droits protecteurs à ceux des prohibitions et de la libre importation.—Sophismes de J.-B. Say.—§ III. Effets de la combinaison des primes avec les prohibitions et les droits protecteurs. — Le libre-échange adopté par les autres peuples est le pendant nécessaire de ce système. — Conduite des Anglais à cet égard. — Système protecteur en Angleterre. — Système protecteur sur le continent. — Effets de cette différence de systèmes. — Causes des conseils des Anglais pour l'amélioration de l'agriculture, la construction de routes dans les autres pays. — Leur position. — Matière des deux chapitres suivans. — Ils traitent la même question par des argumens tout-à-fait différens suivant qu'ils la désignent sous l'une ou sous l'autre dénomination.

Résumé des effets de l'exportation et de l'importation de produits.

§ I. Nous avons vu par le chapitre VIII de cette première partie, que l'exportation d'une valeur égale de produits détermine toujours 1° une augmentation égale du nombre de nos producteurs, qui engendre une progression égale d'augmentations de notre prospérité, dans laquelle nos producteurs inférieurs sont augmentés en nombre et en bien-être, et

les supérieurs de plus en fortune d'une manière plus forte pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation, 2° une augmentation continuelle toujours égale de la quantité de notre monnaie, qui augmente encore la richesse de nos producteurs supérieurs, d'une manière pour deux raisons plus forte que proportionnelle à leur élévation, et par l'augmentation de leurs dépenses, qui s'ensuit, un nombre sans cesse croissant de nouvelles progressions d'augmentations de la prospérité générale, dans lesquelles nos producteurs inférieurs sont augmentés en nombre et en bien-être, et nos supérieurs de plus en fortune d'une manière plus grande pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation, mais que celle de produits manufacturés étant en général d'une valeur supérieure à celles des matières premières, elle détermine ces deux augmentations et les trois genres d'effets avantageux, qui s'ensuivent, à un degré plus fort aussi en général.

Nous avons vu aussi que l'importation d'une valeur égale de produits, engendre d'abord une progression légère d'augmentations du nombre de nos producteurs, de nos produits et de nos moyens de produire, quand ces produits sont des deux premières catégories, une de diminutions égale proportionnellement à la diminution de la quantité de notre monnaie, quand ils sont de la troisième, une plus forte, quand ils sont de la quatrième et une plus forte encore, quand ils sont de la cinquième, dans lesquelles les producteurs inférieurs ne varient qu'en nombre, mais où les supérieurs le font de plus en fortune d'une manière plus forte pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation, 2° une diminution continuelle mais toujours égale de la quantité de notre monnaie à chaque importation, qui fait acheter nos moyens de produire par les producteurs supérieurs des nations étrangères et surtout de celle qui nous expédie ses produits, de suite quand ils sont des deux premières catégories, plus tard, quand ils sont de la troisième, fait ache-

ter ceux des étrangers par notre nation auparavant, quand ils sont de la quatrième et surtout de la cinquième, engendre une diminution constamment croissante de la fortune de nos producteurs supérieurs d'une manière plus grande pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation, et par la diminution constamment croissante aussi de leurs consommations qui s'ensuit, un nombre sans cesse croissant de progressions de diminutions de la prospérité générale dans lesquelles les producteurs inférieurs sont diminués en nombre et en bien-être, et les supérieurs de plus en fortune d'une manière plus forte pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation.

Fausseté sous deux rapports du système prohibitif absolu.

Cette analyse nous prouve l'extrême fausseté du système prohibitif absolu sous le rapport des nations en général, puisque l'échange des produits des deux premières catégories détermine chez celles, qui le font, considérées simultanément, une progression considérable d'augmentations de de leur prospérité et même fait du bien à celles, qui ne le font pas, par l'augmentation générale de la valeur de la monnaie et l'acquisition par elles d'une partie du nombre augmenté des moyens de produire des deux premières qui en résultent, et sous celui des nations en particulier, puisque si l'importation fait toujours du mal, quoique d'une manière très-variable primitivement en intensité, l'exportation fait toujours du bien. Il faudrait donc pour une nation en particulier toujours chercher à exporter et ne jamais permettre l'importation, même celle des produits de la première catégorie.

Celle de la balance du commerce.

Elle prouve aussi la fausseté de la balance du commerce considérée sous ces deux rapports également, puisque l'importation, qui paie une exportation équivalente en monnaie, peut, comme celle du vin, engendrer une progression d'augmentations de la prospérité du pays, ou, ce qui arrive plus souvent, comme celle des tissus de coton, une de di-

minutions, qui a pour premier terme 15 ou 20 fois le nombre des producteurs nécessaires pour créer les produits exportés. Cet échange de valeur égale pourrait donc faire de l'avantage à une nation et un tort immense à une autre, ou leur causer cet avantage ou ce tort immense à toutes deux.

Celle du libre-échange.

Mais elle prouve surtout, comme nous avons vu, l'extrême fausseté sous ces deux rapports encore du libre-échange. Elle le prouve sous le point de vue de l'intérêt de toutes les nations en général, puisque les échanges des produits des trois dernières catégories qui, étant provoqués par la diminution des prix des produits ou du nombre et des salaires des producteurs inférieurs, déterminent des progressions considérables de diminutions de la prospérité générale, sont infiniment plus communs que ceux des produits des premières, qui en déterminent d'augmentations. Mais elle le prouve surtout sous le rapport des nations en particulier, puisque les importations, qui déterminent les trois genres d'effets pernicieux considérables susdits, peuvent être infiniment plus abondantes ou plus rares que les exportations, qui déterminent les trois genres d'effets avantageux opposés.

Celle du principe de Montesquieu.

Elle prouve également l'extrême fausseté du principe de Montesquieu, qui prétend qu'il ne convient qu'à une nation, qui peut se suffire à elle-même, de faire le commerce, mais que cela ne convient pas à des peuples, qui n'ont rien chez eux. (*Esprit des Lois,* livre XXII chapitre XXIII.) C'est ne considérer ni la nature, ni la quantité, ni la valeur des produits échangés, c'est ne considérer le commerce que sous le rapport de l'exportation, en quoi il consisterait uniquement, c'est supposer qu'une nation exporte toujours, quand elle veut, les produits qu'elle a, c'est méconnaître ce principe important : que la quantité des produits d'une nation se proportionne à la demande, qu'on en fait soit de l'intérieur soit de l'extérieur, c'est méconnaître en un mot les principes véritables de la science économique.

Nous l'avons dit, le seul système avantageux à toutes les nations en général et par conséquent vrai sous ce rapport, c'est celui qui permettrait, qui favoriserait même l'échange des produits des deux premières catégories, limiterait le plus possible celui des produits de la troisième et prohiberait absolument celui des produits des deux dernières.

Système avantageux à toutes les nations en même temps.

Et le seul avantageux à une nation en particulier et vrai par conséquent sous ce rapport, c'est l'exportation la plus étendue possible de tous produits quelconques, et la prohibition de l'importation de tous également, excepté de ceux de la troisième catégorie, quand le sol national n'en produirait pas assez, malgré les plus grands approvisionnemens possibles qu'on en ferait.

Seul système avantageux à une nation en particulier.

Prôner par conséquent un système, comme on l'a fait exclusivement jusqu'aujourd'hui, sans employer les moyens intérieurs, que je proposerai dans la seconde partie, d'augmenter la prospérité générale et sans dire si c'est par rapport à l'intérêt général des nations ou par rapport à celui d'une seule, c'est émettre des principes nécessairement faux au moins sous un de ces rapports et très-souvent sous les deux.

§ II. Or, on peut remplir la triple indication du système le plus avantageux à une nation, aux moyens des primes, des prohibitions et des droits protecteurs.

Moyens de remplir les trois conditions du système le plus avantageux à une nation.

Quand en effet les prix des produits d'un pays soumis à la concurrence générale sont trop élevés pour pouvoir l'emporter sur ceux des nations étrangères à l'extérieur, les sommes accordées sous le nom de primes à leur exportation peuvent leur faire obtenir cette grande faveur. Levées sous forme d'impôts, elles ne font en général, comme nous avons vu, qu'augmenter primitivement et momentanément les fortunes supérieures aux dépens des inférieures par l'augmentation

Primes.

des prix des produits et la diminution de ceux des moyens de produire, qui s'ensuivent; et en procurant l'exportation de produits, elle engendre les trois genres d'effets extrêmement avantageux que nous avons indiqués. La nation entière reçoit ainsi à continuer une ample récompense pour ce don léger, qu'elle a fait à quelques-uns de ses membres et qui ne l'a pas même primitivement lésée. Elle n'a donné qu'une partie minime, que par exemple la 10me, la 15me, la 20me partie peut-être de la valeur d'un produit, et encore, je le répète, à quelques-uns de ses membres, à une partie d'elle-même par conséquent, et sans nuire par là, je le répète encore aussi, à ceux qui la donnent, et elle reçoit pour cela 1° une progression d'augmentations du nombre de ses producteurs, de ses produits et de ses moyens de produire, qui a pour premier terme les producteurs, qui ont travaillé aux produits exportés, et 2° une longue suite de fois consécutives une somme 10, 15 ou 20, etc., fois plus grande, qui augmente à continuer la richesse de ses producteurs supérieurs d'une manière plus forte pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation, et engendre par l'augmentation de leurs dépenses, qui s'ensuit, un nombre sans cesse croissant de nouvelles progressions d'augmentations du nombre de ses producteurs, de ses produits et de ses moyens de produire, dans lesquelles les fortunes sont augmentées d'une manière plus forte pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation.

J'ai prouvé ailleurs que les dépenses publiques sont une des principales causes de la prospérité générale en faisant naître des progressions proportionnelles d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, qui se répartit même en partie sur toutes les autres nations en général par l'achat par celles-ci d'une partie du nombre augmenté des moyens de produire de la première. Mais on doit sentir qu'une dépense publique, comme les primes, qui procure, outre la même progression d'aug-

mentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, qui ne se répartit pas sur les nations étrangères, parce que la quantité de la monnaie augmente immédiatement d'une manière même infiniment plus considérable, qui procure, dis-je, en outre les moyens d'obtenir de l'étranger une somme 5, 10, 15, ou 20 fois, etc., plus considérable qui produit les deux genres d'effets ci-dessus énumérés, l'est bien plus encore.

Prohibitions.

Mais une nation pourrait l'emporter partout par ce moyen puissant, infaillible même sur les autres à l'extérieur, qu'elle ne pourrait pas soutenir leur concurrence à l'intérieur sur certains produits étrangers malgré les frais de commerce et de transport, qu'ils doivent supporter pour y arriver. On sent qu'il faut alors en prohiber l'importation. Par cette combinaison de moyens, rien ne pourra lui résister à l'intérieur comme à l'extérieur. Elle tendra même rapidement à dépasser en population et en richesse la limite de la faculté productive de son sol. Il faut bien lever alors les prohibitions sur les denrées alimentaires et les matières premières. Mais si on le fait, les produits agricoles étrangers étant moins chers entreront en grande abondance et engendreront de grandes progressions de diminutions de la prospérité de tous. On voit qu'il faut en lever la prohibition et que cette levée, ayant lieu, devient inutile par ses effets. Il faut avoir recours dans ce cas à un autre expédient. Pour prohiber l'importation des produits agricoles tant que ceux du pays suffisent et ne la permettre qu'après, on établit des droits suffisamment élevés sur l'importation des premiers pour les rendre plus chers que ceux des terres les plus ingrates du pays.

Droits protecteurs.

Il n'y a donc que par rapport aux produits agricoles et à une nation, qui a dépassé la limite de la fécondité de son sol, qu'ils soient applicables. Il n'y a, je crois, que l'Angleterre qui soit aujourd'hui dans ce cas. Partout ailleurs les droits

protecteurs sont des institutions ridicules, qui prouvent le peu de réflexions des législateurs sur ce point important. Car de deux choses l'une, ou ils équivalent à des prohibitions et on ne les paie pas; ou bien, si on les paie, ils ne produisent aucun effet; ils n'empêchent nullement l'importation. Ce sont dans ce dernier cas des impôts établis non pas sur l'étranger, qui nous livre ses produits, mais sur nos compatriotes, qui les consomment; ils perdent donc dans l'un et l'autre cas leur prétendue qualité de protecteurs.

Comparaison des effets des droits protecteurs à ceux des primes.

Autant l'établissement des primes est efficace et avantageux, autant celui des droits protecteurs, qui ne sont pas assez élevés pour équivaloir à des prohibitions, sur les produits agricoles étrangers, quand les nôtres suffisent, et sur les produits manufacturés dans toutes les suppositions est peu protecteur et insignifiant. Les primes sont accordées par le gouvernement aux producteurs, les droits protecteurs le sont par les producteurs au gouvernement. C'est toujours la nation qui se donne à elle-même dans l'un et l'autre cas. Mais par les primes on obtient les trois genres d'effetsp récieux indiqués plus haut de l'exportation de produits; par les droits protecteurs on ne les préserve pas même des trois genres d'effets pernicieux de leur importation, quand ils ne sont pas assez élevés pour équivaloir à des prohibitions. Il est du reste toujours possible à l'étranger d'annuler ce dernier effet par une prime plus forte.

Comparaison des effets des droits protecteurs à ceux des prohibitions et de la libre importation.

Nous venons de comparer les effets des droits protecteurs à ceux des primes. Comparons-les actuellement à ceux des prohibitions et de la libre importation. Pour cela analysons le passage suivant de J.-B. Say : « Lorsqu'au lieu d'une pro-
» hibition absolue, dit cet auteur, le législateur frappe une
» marchandise importée d'un droit d'entrée, il convient
» d'examiner le cas, où le droit suffit pour empêcher toute
» importation, du cas, où une certaine quantité de consom-
» mateurs ou de commerçans agissant pour les consomma-

» teurs jugent à propos d'en importer une quantité quelcon-
» que sauf à en payer le droit.

» Dans la première supposition, le droit est une prohi-
» bition déguisée. Le gouvernement anglais établit un droit
» de 50 p °/o sur les ouvrages d'osier, les paniers, les cor-
» beilles. Par conséquent on serait obligé, si on en impor-
» tait, de payer en Angleterre 30 sous de France une cor-
» beille, que sans ce droit on pourrait s'y procurer pour
» 20 sous. Si les producteurs anglais peuvent établir une
» corbeille semblable pour 29 sous, il est clair qu'on n'en
» fera pas venir une seule de France; elles seront donc
» *prohibées par le fait;* et *il en résultera tous les inconvé-*
» *niens des prohibitions* absolues, *c'est-à-dire que le fisc n'y*
» *gagne rien* et que les *consommateurs de corbeilles* paient
» 29 *sous* un *produit qu'ils pourraient avoir pour* 20. »
(4e partie de son cours chapitre XV, qui a pour titre *de la libre-importation des marchandises étrangères* et *des avantages qu'une nation en retire !*)

Cet exemple me servira au contraire à montrer les très-grands avantages des prohibitions, les très-pernicieux effets de la libre importation et des droits protecteurs, qui ne sont pas assez élevés pour équivaloir à une prohibition absolue, et 3° les très-grands avantages des exportations, qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas de droits protecteurs établis sur leur importation en pays étrangers.

Pour bien nous représenter tous ces effets, établissons les différentes suppositions que cette question comporte, et observons-en les effets considérés relativement au gouvernement, aux producteurs et aux consommateurs de la nation qui importe et aux producteurs de celle qui exporte.

Première supposition : Prohibition absolue ou droits protecteurs équivalant à une prohibition absolue.	Le gouvernement anglais gagne 0. Les producteurs » » 29 sous. Les consommateurs » perdent 29 sous. Les producteurs français » 0.

Remarque. La nation anglaise a ses corbeilles pour rien, puisque si ses consommateurs ont perdu 29 sous, ses producteurs en ont gagné 29; c'est déjà un très-grand avantage de les avoir eues pour rien et de pouvoir continuer à les avoir pour rien, puisque d'abord elle se préserve par là 1° de la diminution continuellement croissante de la fortune de ses producteurs supérieurs d'une manière plus grande pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation et 2° du nombre sans cesse croissant à cause de la diminution sans cesse croissante de leurs consommations, de progressions de diminutions de sa prospérité, dans lesquelles les producteurs inférieurs diminuent en nombre et en bien-être, et les supérieurs de plus en fortune d'une manière plus forte pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation, et qu'elle obtient une progression d'augmentations du nombre de ses producteurs, de ses produits et de ses moyens de produire qui a pour premier terme le nombre des producteurs de corbeilles, et dans laquelle les producteurs inférieurs sont augmentés en nombre et en bien-être, et les supérieurs de plus en fortune d'une manière plus grande pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation.

Deuxième supposition : Libre importation.	Le gouvernement	anglais	gagne	0.	
	Les producteurs	»	»	0.	
	Les consommateurs	»	perdent	20	sous.
	Les producteurs	français	gagnent	20	sous.

Remarque. La nation anglaise subit les deux genres d'effets pernicieux des importations et n'obtient pas l'effet précieux de l'augmentation du nombre de ses producteurs, effets ci-dessus indiqués.

La nation française au contraire obtient les trois genres d'effets avantageux des exportations.

Troisième supposition : Droits protecteurs de 8 sous.	Le gouvernement	anglais	gagne	8	sous.
	Les producteurs	»	»	0	
	Les consommateurs	»	perdent	28	sous.
	Les producteurs	français	gagnent	20	

Remarque. La même diminution en Angleterre et la même augmentation en France du nombre des producteurs et la même perte continuelle de 20 sous du premier côté (car si le gouvernement gagne 8 sous, les consommateurs en perdent 28) et le même profit continuel de 20 sous du second ont lieu, comme dans le cas de libre importation.

On voit donc que les prohibitions seules sont avantageuses et que les droits protecteurs, qui n'équivalent pas à des prohibitions, équivalent à la libre importation et sont aussi pernicieux qu'elle.

Sophismes de J.-B. Say.

Outre les erreurs de J.-B. Say, qu'on remarque encore ici ses sophismes. Il ne considère les prohibitions, les droits protecteurs et la libre importation que relativement aux consommateurs et au gouvernement, qui les établissent. Il a bien soin de ne pas faire mention de l'intérêt de ses producteurs ni de ceux de la nation étrangère. Il a bien soin de plus encore de faire remarquer que le fisc perd tous ses droits par la prohibition; et encore un coup, il n'a garde de dire qu'il les perd également par la libre importation.

Effets de la combinaison des primes avec ceux des prohibitions et des droits protecteurs.

§ III. Qu'on ne se contente pas même d'établir des primes à l'exportation de certains produits et des prohibitions ou des droits protecteurs tellement élevés qu'ils équivalent à des prohibitions sur certains autres; qu'on établisse les uns et les autres sur les mêmes produits, et l'on exportera des produits, qui ne soutenaient pas même la concurrence étrangère à l'intérieur auparavant. Par exemple que les Anglais, s'ils ont des osiers assez, en prohibent l'importation, et s'ils n'en ont pas assez, qu'ils établissent sur cette matière première des droits protecteurs assez élevés pour n'en permettre l'importation, que quand tous ceux de leur pays auront été primitivement vendus, et qu'ils ne se contentent pas ensuite de prohiber les corbeilles étrangères, qu'ils accordent à l'exportation des leurs des primes assez fortes pour

les rendre à meilleur marché que celles des nations étrangères à l'extérieur, qu'ils en accordent de 9 ou de 10 sous sur les corbeilles, qui en valent 28 en Angleterre et 20 en France, et au lieu d'importer les corbeilles françaises en Angleterre, on exportera les corbeilles anglaises en France, et ils auront le résultat suivant : 1° ils obtiendront une progression d'augmentations de leur prospérité, qui aura pour premier terme non-seulement le nombre des producteurs des corbeilles consommées en Angleterre, mais celui des corbeilles consommées en France, et au lieu de voir la quantité de leur monnaie diminuée de 20 sous à chaque corbeille importée dans leur pays, ils la verront augmentée de 18 ou 20 sous à chaque corbeille consommée en France, et au lieu de voir leurs moyens de produire achetés par les Français, et les effets pernicieux pour eux et avantageux pour ces dernières qui s'ensuivent, ils verront, eux, des Français acheter à continuer par leurs propriétaires et les effets avantageux pour eux et pernicieux pour les autres, qui s'ensuivent aussi.

Le libre-échange adopté par les autres nations est le pendant nécessaire de ce système.

On voit les avantages immenses de la combinaison de ces trois expédiens. Mais il faut pour cela que les autres nations ne les emploient pas. Car, on le comprend, si toutes en connaissaient les avantages et voulaient les employer, les effets avantageux en seraient nuls ; le commerce international serait aboli immédiatement, au grand avantage des nations en général et surtout de celles qui ne les employaient pas, mais au détriment de celle qui les employait seule auparavant. Voilà pourquoi les Anglais, qui les ont inventés, et qui ont fait leur fortune par leur moyen, font tous leurs efforts pour les faire rejeter comme pernicieux par les autres peuples et leur faire adopter un système diamétralement opposé, le libre-échange, qui en est le pendant nécessaire et qu'ils ont inventé immédiatement après eux.

Conduite des Anglais à cet égard.

Ce système combiné des Anglais, le plus avantageux possible par rapport à une seule nation, mais le plus pernicieux

pour toutes les autres, et aussi funeste que le libre-échange considéré par rapport à toutes les nations en même temps, n'a jamais eu, on sent pourquoi, l'honneur d'être regardé comme un système particulier, ni de porter un nom. Pour le masquer même le mieux qu'ils ont pu, ils n'ont parlé que de sa mesure la moins importante, quoiqu'elle le soit encore beaucoup pour eux, mais la plus inutile du monde pour les autres peuples, des droits protecteurs. Ils ont attiré l'attention générale sur eux. Ils ont fait consister en eux tout ce système. Je disais tout-à-l'heure qu'on n'avait donné aucun nom à ce système machiavélique des Anglais; je me suis trompé, ils l'ont appelé le système protecteur. Ils n'ont fait que faire retentir ce mot de droit protecteur. Ils n'ont eu garde de l'appeler le système des primes, la plus avantageuse des mesures de cette combinaison.

Système protecteur en Angleterre.

Ainsi ce qu'ils appellent en Angleterre le système protecteur, c'est la prohibition de l'importation de tous les produits étrangers, dont ils n'ont pas besoin, au moyen de droits qu'ils appellent protecteurs, mais qui étant très-élevés sont réellement des prohibitions, c'est la prohibition de l'importation des produits agricoles que leur sol produit, tant qu'il peut leur en fournir assez, et sa permission ensuite, double effet produit par des droits réellement protecteurs ici, c'est l'institution des primes, mais cachées sous mille noms et mille manières différentes en faveur d'une infinité d'espèces de produits.

Système protecteur sur le continent.

Mais sur le continent, le système protecteur ne consiste bénévolement qu'en droits réellement modérés sur l'importation des produits étrangers, qu'on prend bien la précaution de ne pas élever trop haut, de peur de les prohiber. Ce système est le plus ridicule en même temps qu'il est avec le libre-échange, dont il ne diffère que par le nom, et dont cependant il est regardé comme l'adversaire, le plus

pernicieux des systèmes. Ce qui prouve combien les discussions des législateurs anglais sur leurs droits de douane sont fausses et perfides, et celles des législateurs du continent sur les avantages relatifs du libre-échange et des droits protecteurs sont vaines. J'ai vu en 1851 annoncer avec emphase par les journaux que M. Thiers avait encore fait prévaloir en France le système protecteur sur le libre-échange. En défendant ainsi ce système masqué contre ce même système démasqué, il croyait sans doute, le grand orateur, défendre quelque chose de bien important d'un côté, et attaquer quelque chose de bien important de l'autre, tandis qu'il ne faisait que défendre le même système en cherchant à lui donner des coups. Les Anglais initiés dans la politique intime de leur gouvernement doivent rire en voyant ainsi ces grands esprits du continent épuiser leurs forces et faire passer le temps de leurs législateurs à de pareilles bévues.

Effets de cette différence de systèmes.

Aussi ils envoient à toutes les parties du monde leurs produits manufacturés; et comme leur sol ne suffit pas pour fournir toutes les matières premières, dont ils ont besoin pour leurs industries, et les denrées alimentaires pour leurs producteurs, ils retirent de toutes les parties du monde aussi celles dont ils ont encore besoin, après qu'ils ont consommé toutes les leurs. Ils font même plus, ils achètent aux unes à meilleur marché et revendent aux autres à un prix plus élevé leurs produits mutuels qui n'ont plus d'opérations à subir, dernier commerce qui a suffi pour faire successivement les fortunes colossales des villes célèbres de Tyr, Sidon, Carthage, Alexandrie, Constantinople, Venise, Gènes, Florence, Lisbonne, Cadix, Bruges, Anvers, Amsterdam, Hambourg, etc., etc. Mais, on le voit, les Anglais joignent à ce moyen puissant d'augmenter leur prospérité celui de mettre à la place des matières premières et de certaines denrées nutritives de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique et du continent européen leurs produits manufacturés. Ils joignent ainsi les bénéfices de la production

manufacturière à ceux de la production commerciale. Ils obtiennent par là une immense augmentation du nombre de leurs producteurs et de la quantité de leur monnaie qui leur procurent les trois genres d'effets favorables et produit chez les autres nations les trois genres d'effets pernicieux, que nous avons plusieurs fois énumérés.

Causes des conseils des Anglais pour l'amélioration de l'agriculture, la construction de routes, etc., dans les autres pays.

Voilà pourquoi l'agriculture est la seule industrie qu'ils voient avec plaisir prospérer chez les autres peuples. Voilà la cause des voyages de plusieurs de leurs agronomes en France et des conseils qu'ils donnent pour l'amélioration de son agriculture. Voilà pourquoi ils engagent à construire des routes, des canaux, des chemins de fer, qui favorisent en même temps l'entrée dans tous les pays de leurs produits manufacturés et des produits nutritifs de leurs colonies et la sortie de toutes les parties de tous les pays encore des produits agricoles étrangers.

Leur position.

La partie d'habitans supérieure aux produits de leurs territoires vit aussi sur leur sol des produits et des revenus des moyens de produire du sol étranger. Elle n'y prend que l'air qu'elle respire, que la terre qu'elle foule, que les plaisirs qu'elle partage et qu'elle engendre à son tour, tout en leur apportant son tribut de lumières, en les aidant de ses bras et de son argent pour la défense de la patrie, en embellissant leur territoire de ses constructions, etc.

Arrivée par le commerce extérieur uniquement à un tel degré de prospérité, ce serait pour cette nation un très-grand malheur, si tout-à-coup elle ne pouvait plus exporter ses produits. Le nombre de ses producteurs diminuerait aussitôt d'une manière considérable et engendrerait une progression proportionnelle de diminutions de sa prospérité. En second lieu, la quantité de sa monnaie deviendrait infiniment exubérante, quoiqu'il n'y en entrât plus de nou-

velle par l'exportation de ses produits, et augmentant très-fortement les prix du plus petit nombre des moyens de produire restant en activité, elle irait acheter ceux des nations étrangères diminués de prix par la progression d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, qui y serait survenue, et diminuerait par là un peu la diminution de la richesse de leurs producteurs supérieurs et diminuerait la progression de diminutions de leur prospérité. Mais leur population et surtout leurs richesses n'en diminueraient pas moins de suite jusqu'à un degré bien inférieur à la limite de l'étendue et de la fécondité de leur sol; tandis que celles des nations, avec lesquelles ils entretenaient des relations commerciales, augmenteraient d'une manière bien plus forte proportionnellement.

Il serait donc inutile d'avoir recours à la guerre pour les dompter : Napoléon, par le blocus continental, leur a causé infiniment plus de mal et a procuré plus de bien à ses peuples que par ses plus brillantes victoires. La guerre de plus peut-être regardée comme un moyen souvent injuste et toujours violent, la cessation du commerce en est un juste et naturel. Elle ne fait que restituer aux peuples qu'elle favorise leur bien légitime. Elle laisserait du reste aux Anglais, pour empêcher leur prospérité de décroître en dessous de la limite de la fécondité de leur sol, les moyens que nous emploierions ensuite pour augmenter la nôtre jusqu'à celle de la fécondité du nôtre. Ils devraient avoir recours à des lois économiques tout-à-fait différentes de celles d'aujourd'hui, puisqu'elles ne procurent son augmentation qu'en diminuant le nombre de leurs producteurs à chaque espèce de produits pour l'augmenter secondairement en augmentant les exportations de ceux-ci, et que celles, qui les remplaceraient, devraient au contraire l'augmenter directement, ne produisant plus que pour eux. Ces moyens généralement adoptés porteraient donc partout la prospérité générale à son plus haut point possible, en augmentant d'une

manière considérable le repos des producteurs inférieurs, en supprimant d'une manière complète leur paupérisme et en augmentant les fortunes des supérieurs d'une manière plus forte pour quatre causes puissantes que proportionnelle à leur élévation.

Matière des deux chapitres suivans.

Pour prouver les efforts des économistes anglais pour faire rejeter par les autres peuples les primes, les prohibitions et les droits protecteurs assez élevés pour équivaloir à des prohibitions et leur faire adopter le système du libre-échange, nous rapporterons et nous discuterons en même temps dans le premier chapitre suivant tous les argumens qu'ils ont avancés contre les premiers, et dans le deuxième, ceux qu'ils ont avancés en faveur du second. Nous en verrons en même temps autant la fausseté que le but.

Ils traitent la même question par des argumens tout-à-fait différens suivant qu'ils la désignent sous l'une ou sous l'autre dénomination.

Se demander si le système des primes, des prohibitions et des droits protecteurs est nuisible ou avantageux, c'est se demander si le libre-échange, qui est leur absence, est avantageux ou nuisible. C'est la même question posée en sens opposé. Or on va voir que les Anglais traitent cette même question séparément et par des argumens tout différens, suivant qu'ils la désignent sous la première ou la seconde dénomination, comme ils ont fait par rapport au prix-courant des produits ou la valeur de la monnaie. La vérité ou la fausseté de tous les systèmes relatifs au commerce international devaient se déduire de l'analyse des effets des exportations et des importations de toutes les espèces de produits. Les Anglais ne procèdent pas d'une manière aussi logique. J.-B. Say, leur fidèle interprète, n'examine pas du tout ces effets. Il ne parle que vaguement de la libre importation et des *avantages qu'une nation en retire*. Il consacre plusieurs longs chapitres à vouloir prouver les prétendus mauvais effets des primes, des prohibitions et des droits protecteurs. Il en consacre neuf longs ensuite à vouloir prouver les avantages du libre-échange déduits de principes abstraits, faux

et absurdes, comme nous verrons. Il confond tous les autres systèmes sous celui d'exclusif. Il fait retentir sans cesse les mots de *liberté vivifiante* du commerce, d'*entraves* à cette liberté, liberté qui, en économie sociale bien plus encore qu'en politique, est un mot vague, qui fait délirer les peuples.

CHAPITRE XI.

EFFORTS DES ÉCONOMISTES ANGLAIS POUR FAIRE REJETER PAR LES AUTRES NATIONS LES PRIMES, LES PROHIBITIONS ET LES DROITS PROTECTEURS ÉLEVÉS.

Sommaire. — Prétendus effets nuisibles des prohibitions et des droits protecteurs qui leur équivalent. — Ce que dit J.-B. Say des droits protecteurs qui n'équivalent pas à des prohibitions. — Prétendus mauvais effets des uns et des autres. — Prétendus effets pernicieux des primes. — Citation des prétendus mauvais effets des prohibitions, des droits protecteurs qui leur équivalent et qui ne leur équivalent pas et surtout des primes. — Prétendue cause de la prospérité de l'Angleterre. — Prétendus effets nuisibles des primes en France. — De celles accordées à la pêche de la morue. — Conseils perfides des Anglais.

Prétendus effets nuisibles des prohibitions et des droits protecteurs qui leur équivalent.

Nous avons vu par l'argument cité dans le chapitre précédent comment les économistes anglais prouvent *tous les inconveniens* des prohibitions et des droits protecteurs qui leur équivalent : « *C'est-à-dire que le fisc n'y gagne rien,* » *et que les consommateurs paient plus cher les produits du* » *pays.* » Nous les y avons assez réfutés ; nous n'y reviendrons pas.

Ce que dit J.-B. Say des droits protecteurs qui n'équivalent pas à des prohibitions.

Voici actuellement ce qu'ils disent des droits protecteurs, qui ne sont pas assez élevés pour équivaloir à des prohibitions : « *Comme impôts maintenus dans des bornes conve-*

» *nables*, les droits d'entrée ne sont pas plus mauvais que » d'autres. » J.-B. Say, *Cours d'Économie Sociale*, 4me partie chapitre XV.

On le voit, les droits protecteurs, comme impôts maintenus *dans des bornes convenables*, c'est-à-dire, *pas assez élevés pour équivaloir à des prohibitions*, ne les effraient pas beaucoup. Nous savons pourquoi. Ils ont même, nous l'avons dit, un côté avantageux. Ils servent de masque à la liberté commerciale et de hochets aux législateurs pour leur faire passer le temps, et leur faire croire, quand ils les ont établis, qu'ils ont rendu de grands services à tel ou tel genre de producteurs.

Prétendus mauvais effets des uns et des autres.

Puis vient un argument où il confond les prohibitions et les droits protecteurs, qui leur équivalent, et ceux qui ne leur équivalent pas : « Calculez si vous pouvez, s'écrie cet » auteur même chapitre, ce que l'on fait payer de trop en » renchérissemens à une grande nation, c'est bien une autre » somme que celle que les douanes reçoivent en droits d'en- » trée. Un droit, *qui équivaut à une prohibition*, coûte » souvent des sommes considérables et ne rapporte pas un » obole au gouvernement, ni à ses agens. Le bon marché » des produits en facilite l'acquisition. La douane percevra » un droit modéré sur des choses, qui ne lui en paient pas » du tout, puisqu'elles sont prohibées. » Cette phrase est bien peu logique. Sait-on même ce qu'elle signifie ?

D'abord y blâme-t-il les droits protecteurs? Ne les blâme-t-il pas? Il a d'abord l'air de les blâmer en parlant des renchérissemens, qu'on fait supporter par eux à une grande nation, qui tantôt étant maintenus dans *des bornes convenables* ne l'effrayaient pas du tout et qui seraient actuellement *bien une autre somme que celle que les douanes reçoivent en droits d'entrée*. Il a l'air ensuite de les louer en disant : *La douane percevra un droit modéré sur des choses qui ne lui en paient pas, puisqu'elles sont prohibées.*

En second lieu, après avoir parlé des renchérissemens qu'ils font supporter à une nation, on croit qu'il parle des droits protecteurs qu'on paie, qui ne sont pas par conséquent assez élevés pour équivaloir à une prohibition, et qu'il va en donner la preuve : Un droit, dit-il immédiatement après, qui *équivaut à une prohibition coûte souvent des sommes considérables et ne rapporte pas une obole au gouvernement ni à ses agens*. Pas du tout, on voit que ces renchérissemens ne dépendraient que des droits protecteurs assez grands pour équivaloir à des prohibitions. Mais alors comme les douanes ne reçoivent rien, les renchérissemens qu'ils occasionnent (apparemment en faisant acheter les produits indigènes au lieu de ceux des étrangers, ce qu'il semble avoir peur de dire) ne doivent pas être fort grands pour être supérieurs aux droits de douane. Il eut été plus simple de dire que les droits protecteurs, assez élevés pour équivaloir à des prohibitions, renchérissent les produits en forçant les consommateurs du pays de consommer ceux de l'intérieur, les leurs par conséquent, qui sont plus chers, plutôt que ceux de l'étranger, qui sont à meilleur marché, et en ne rapportant rien au gouvernement. Mais s'il avait parlé aussi clairement, on aurait vu qu'il n'examinait la chose que par rapport à l'homme considéré comme consommateur, qui ne perd par cette prohibition que la différence entre les prix des produits de l'intérieur et ceux de l'extérieur, et au gouvernement, qui ne perd qu'un impôt mis sur ses sujets, qu'il ne l'examinait pas du tout par rapport à l'homme considéré comme producteur, qui gagne par cette prohibition la valeur totale des produits consommés et qui engendre par conséquent une progression proportionnelle d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, ni par rapport à la quantité de la monnaie qui, ne diminuant pas, n'engendre pas la diminution continuelle de la richesse des producteurs supérieurs, et le nombre sans cesse croissant de nouvelles progressions de diminutions de la prospérité générale, qui s'ensuit.

Puis il ajoute, pour bien prouver probablement qu'en parlant des renchérissemens, que les droits protecteurs font supporter à une nation et qui sont bien *une autre somme que celle que les douanes reçoivent en droits d'entrée*, il n'entendait nullement parler des droits de douane qui ne sont pas assez élevés pour équivaloir à des prohibitions et qu'on paie, il ajoute : *Le bon marché des produits en facilitera l'acquisition, la douane percevra un droit modéré sur des choses qui ne lui en paient pas du tout, puisqu'elles sont prohibées.* Il eut encore été plus simple de dire que les droits protecteurs, qui ne sont pas assez élevés pour empêcher l'importation des produits étrangers, procurent deux avantages : 1° *Le bon marché des produits et un impôt modéré.*

On voit qu'il ne considère encore la chose que par rapport au gouvernement, qui ne gagne qu'un impôt mis sur ses sujets, et qui peut le remplacer par tout autre impôt quelconque, et à l'homme considéré comme consommateur, qui ne gagne que la différence des prix, qu'il ne la considère nullement par rapport à l'homme considéré comme producteur, qui perd la valeur totale du produit importé et qui engendre une progression de diminutions de la prospérité générale, ni par rapport à la quantité de la monnaie du pays, qui, diminuant d'une manière continuelle, diminue d'une manière continuelle aussi la richesse des producteurs supérieurs et engendre un nombre sans cesse croissant de progressions nouvelles de diminutions de la prospérité générale avec tous leurs phénomènes ordinaires.

Mais de plus, quand les droits de douane n'équivalent pas à des prohibitions et permettent par conséquent encore l'importation, ne renchérissent-ils pas les produits? Que dis-je, en procurent-ils le bon marché? Le bon marché existerait donc tant que les droits protecteurs ne sont pas assez élevés pour équivaloir à des prohibitions et cesserait immédiatement après! Ou plutôt encore ils en diminueraient

les prix tant qu'ils permettent l'importation et les renchériraient aussitôt qu'ils la prohibent !

Mais vous le prouvez évidemment, M. Say, ce n'est pas le renchérissement, que craignent les auteurs que vous avez copiés, c'est la prohibition de l'importation par l'élévation des droits protecteurs. Ce n'est pas l'impôt pour les gouvernemens qu'ils désirent, c'est l'importation de leurs produits partout à l'étranger avec ou sans droits protecteurs légers.

Mais encore ces deux prétendus avantages, le bon marché et le droit de douane, ne peuvent pas être obtenus simultanément. Ils varient en raison inverse. Si vous tenez au bon marché, il faut diminuer les droits de douane et si vous tenez aux droits de douane, vous anéantissez le bon marché.

Prétendus effets pernicieux des primes.

Ce troisième argument, avancé pour prouver les mauvais effets des droits protecteurs et des prohibitions, est donc faux et, comme sont du reste la plupart des bases des principes faux, presque inintelligible. Le langage qu'il tient pour prouver ceux des primes n'est pas plus logique. Voici ce qu'il dit à leur sujet : « *Une production, qui ne peut se* » *soutenir que par des encouragemens artificiels, cause* » *toujours de la perte à la nation qui les donne. Elle n'a* » *besoin d'encouragemens que parce qu'elle donne de la* » *perte ; et si au moyen de ces encouragemens le producteur* » *est indemnisé de cette perte, la nation qui paie l'indem-* » *nité la supporte à sa place.* » (4e partie de son cours chapitre X.)

Une production et surtout une exportation peuvent ne pas avoir lieu et ne pas déterminer les effets avantageux, qui en sont la suite, faute de la part des producteurs de pouvoir vendre leurs produits à un prix suffisamment élevé. Elles n'ont donc pas besoin d'encouragemens parce

qu'ellés donnent de la perte, mais pour devenir possibles et donner du profit. Et la nation qui accorde les encouragemens ou les primes, loin aussi d'éprouver une perte, obtient 1° une progression d'augmentations de sa prospérité, qui a le nombre de producteurs qui travaillent de plus pour premier terme, et de plus, quand les produits sont exportés, une augmentation continuellement croissante de la richesse de ses producteurs supérieurs, et 2° un nombre sans cesse croissant de nouvelles progressions d'augmentations de sa prospérité. La manière sophistique, dont cet argument est conçu, est du reste admirable.

Citation simultanée des prétendus mauvais effets des prohibitions, des droits protecteurs qui leur équivalent et ne leur équivalent pas et surtout des primes.

« Toujours dans l'idée, continue J.-B. Say, que l'autorité peut donner à l'industrie commerciale une direction plus profitable que celle qu'elle reçoit de la nature des besoins, on ne s'est pas contenté de prohiber certains produits absolument et d'autres partiellement au moyen de droits d'entrée, on a encouragé l'exportation de quelques-uns par des primes d'exportation, de quelques autres, par des *restitutions* d'impôts. *Les droits d'accises étant plus élevés* en Angleterre notamment sur les verreries, les fabriques anglaises *n'en pourraient pas vendre à l'étranger* si *l'on ne remboursait* pas *ses droits à la sortie*. C'est ce qui fait que les citoyens des États-Unis *paient à Boston deux sous pièce* seulement les mêmes gobelets de verre que les Anglais *paient huit sous*. Nous ne pouvons forcer les étrangers à faire emplette de nos produits, dit Adam Smith, nous les payons, pour qu'ils veulent bien nous accorder cette faveur. » (Même chapitre.)

1° Serait-il donc impossible d'établir des mesures qui soient utiles, qui ne soient pas même nuisibles, de donner à l'industrie une direction plus profitable que celle qu'elle reçoit *de la nature des besoins?* Quoi! C'est l'aveugle hazard, c'est la nature des besoins seule, sans que l'intelligence, ce don précieux de la divinité, qui distingue seul l'homme

de la brute, c'est le hazard seul, sans que l'intelligence puisse intervenir, qui doit tout diriger dans l'économie des sociétés? Peut-on proférer un blasphème plus odieux et plus absurde? C'est la nature des besoins seule, qui donne la direction la plus profitable! Mais que de besoins terriblement intenses qui ne peuvent faire produire rien de ce qui pourrait les satisfaire! Que d'hommes rassasiés de produits peuvent faire produire tout ce qu'ils veulent!

2° Et comment prouve-t-il ce singulier principe? Après avoir dit qu'on ne s'est pas contenté d'établir des prohibitions et des droits protecteurs, qu'on a encore employé des primes d'exportation et des restitutions d'impôts, on pense sans doute qu'il va en prouver les mauvais effets : il se borne à faire remarquer que les Anglais restituent les droits d'accises sur les verreries à leur sortie et qu'à cause de cela les citoyens des États-Unis *paient 2 sous pièce* seulement les mêmes gobelets que les Anglais paient huit sous! Prouve-t-il par là les mauvais effets des prohibitions et des droits protecteurs? Prouve-t-il seulement que les primes, que les Anglais cachent sous différens noms, pour ne pas faire voir qu'ils en établissent partout, qu'ils donnent même probablement souvent secrètement et dont ils savent donner d'extraordinairement grandes, puisqu'elle est ici de 6 sous pour des produits qui en valent 8, soient nuisibles? Mais au contraire il en montre les avantages, puisqu'il prouve par là que les producteurs anglais gagnent 2 sous sur chaque verre qu'ils y vendent et qui engendre une progression proportionnelle d'augmentations de la prospérité générale, 2° une augmentation proportionnelle de la richesse des producteurs supérieurs et 3° un nombre sans cesse croissant de progressions nouvelles d'augmentations de la prospérité générale, et que les consommateurs qui paient 8 sous ceux de l'extérieur n'y perdent rien primitivement, puisque si on n'en exportait pas, ils les paieraient 8 sous tout de même, mais obtiennent leur part dans les trois genres d'effets avantageux ci-

dessus énumérés. Du reste, nous devons encore le répéter, cette cherté des produits de l'intérieur consommés dans l'intérieur, loin d'être nuisible, est la principale cause de la prospérité d'une nation, dont elle détermine des progressions proportionnelles d'augmentations. Admirez du reste le raisonnement d'Adam Smith; *ils paient les étrangers pour que les étrangers achètent leurs produits.* S'ensuivrait-il donc qu'ils leur donnent leurs produits et leur argent? Ils n'ont garde d'accorder l'un ou l'autre. Par vos primes, messieurs les Anglais vous ne donnez qu'un pois, comme on dit, et pas encore aux étrangers, comme vous voulez le faire comprendre, mais à vos concitoyens, pour avoir non pas de vos concitoyens, mais de l'étranger une fève. Vous ne restituez à vos concitoyens les droits d'accises, *qu'ils vous avaient donnés*, que pour avoir de l'étranger la valeur totale des produits eux-mêmes, qui détermine 1° une augmentation continuelle du nombre et de la fortune de vos producteurs supérieurs et, par l'augmentation de leurs dépenses, qui s'ensuit, un nombre sans cesse croissant de progressions d'augmentations de votre prospérité générale. Vous obtenez même plus : vous engendrez, à cause de l'augmentation primitive du nombre de vos producteurs de vos verres, une nouvelle progression d'augmentations de votre prospérité.

Vous ne nous prouvez donc pas par ces citations vagues et ces conclusions fausses que toutes les mesures que vous employez soient nuisibles. On voit votre but. Vous voulez faire adopter par les autres nations le système insensé pour elles : « Laissez faire, laissez passer, » afin que vous puissiez, en adoptant les moyens supérieurs, produire tout, fournir tout et passer partout.

C'est l'Angleterre qui a inventé tous ces expédiens et elle a depuis rapidement prospéré. Il fallait prévenir l'objection, il fallait réfuter les faits de l'observation. Comment va-t-il le faire? La chose était difficile. « C'est principalement

Prétendue cause de la prospérité de l'Angleterre.

» l'Angleterre, dit cet auteur, qui a offert l'exemple de tous
» ces expédiens, et cet exemple a été *dangereux* parce que
« l'Angleterre *ayant en même temps prospéré, toutes les*
» *personnes incapables* de rattacher les effets à leur vérita-
» ble cause n'ont pas manqué de dire qu'elle avait pros-
» péré à cause de ses prohibitions et de ses primes. »

« *Non*, messieurs, *ce n'est point une vérité de fait que*
» l'Angleterre *ait prospéré à cause de ses primes et de ses*
» *prohibitions. La vérité de fait est que l'Angleterre a pros-*
» *péré, parce qu'au total elle compose une nation active,*
» *intelligente, parce qu'elle donne à ses travaux une di-*
» *rection utile, parce qu'elle unit l'audace à la prudence.*
4ᵉ partie chapitre XX.

C'est le même raisonnement, qu'il a tenu ailleurs en d'autres termes à propos encore de la prospérité extraordinaire, qui a suivi immédiatement l'institution de ces expédiens: De ce que deux faits se suivent, y a-t-il dit, on ne doit pas conclure que l'un dépend de l'autre. Je le sais, le raisonnement *post hoc ergo propter hoc*, que J.-B. Say emploie où il peut, n'est pas rigoureux. Mais le fait de leur apparition successive est une forte raison de penser que l'un dépend de l'autre, surtout quand on sait qu'on n'a imaginé le premier que dans le but d'obtenir le second, quand de plus on peut prouver que le premier doit produire le second, et quand on ne sait assigner aucune cause raisonnable à ce deuxième ni d'autre effet au premier. Car 1° la cause à laquelle les Anglais attribuent ici leur prospérité *parce qu'au total ils composent une nation active, laborieuse, intelligente, parce qu'elle donne à ses travaux une direction utile, parce qu'elle unit l'audace à la prudence, etc., etc.,* mérite un peu d'être discutée. D'abord une telle assertion n'est-elle pas une insulte pour les autres nations? L'activité, le courage, l'intelligence leur sont-ils plutôt échus en partage qu'aux Français, aux Belges, aux Hollandais, etc.? Leur génie, d'accord, c'est ce

dessus énumérés. Du reste, nous devons encore le
cette cherté des produits de l'intérieur conso
l'intérieur, loin d'être nuisible, est la principal
prospérité d'une nation, dont elle détermine
proportionnelles d'augmentations. Admirez
sonnement d'Adam Smith; *ils paient,*
que les étrangers achètent leurs pro
donc qu'ils leur donnent leurs prod
n'ont garde d'accorder l'un ou l'
messieurs les Anglais vous ne
on dit, et pas encore aux étra
faire comprendre, mais à vo
pas de vos concitoyens, ma
restituez à vos concitoyen
avaient donnés, que por
des produits eux-même
continuelle du nomb
supérieurs et, par l'
suit, un nombre
mentations de v
plus : vous en
du nombre d
progressio

..., continue-t-il,
... dix millions de primes
... de son commerce et de ses
... grâce à cette dépense, ses voisins jouis-

Vous ...
et ces ... produits à *bien meilleur compte* que les
emp ... On peut se procurer en Suisse le sucre raffiné en
fai ... pour 18 sous la livre de 16 onces, tandis qu'en
... elle coûte 25 sous. C'est, dira-t-on, une restitution
... des droits, que l'on fait payer en France, quand le sucre
... est importé, mais pourquoi affranchissons-nous l'étran-
ger d'un droit que nous faisons payer à nos concitoyens? »

C'est toujours le même raisonnement, c'est toujours la
même réponse qui lui convient. Mais le but perce de plus
en plus.

De celles accordées pour la pêche de la morue.

·rnement français, ajoute-t-il, paie tous les
ʼ) francs de primes d'encouragement pour
·orue sur les bancs de Terre-Neuve, sans
: n'auraient pas lieu. Il s'en manque
·ancs que cette industrie rembourse
·ontribuable qui rembourse cette

les 1,100,000 francs, qui
·our qu'ils puissent livrer
·s étrangers et puissent
·, ne perd rien pri-
·x de ses produits,
re, augmentent
·ession d'aug-
·suit et qui a
·neurs et des mar-
·e la sortie continuelle de
·nséquent la diminution conti-
·s producteurs supérieurs et le nom-
·oissant de nouvelles progressions de dimi-
·a prospérité générale qui s'ensuivent dans les-
· il supporterait aussi sa part.

Les pêcheurs de morue reçoivent donc l'existence et engendrent en même temps une progression géométrique décroissante d'augmentations de la prospérité des producteurs de toutes les industries, de la leur comme des autres, dans laquelle les producteurs supérieurs ou, en d'autres termes synonymes, les contribuables obtiennent une augmentation de leurs fortunes d'une manière plus grande pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation; 2° ils empêchent l'importation de la morue étrangère et l'exportation de la monnaie du pays et par là nous préservent de la diminution constamment croissante de la fortune de nos producteurs supérieurs d'une manière plus grande

même génie, qui a inventé les primes, les prohibitions, les droits protecteurs, qui engage maintenant les autres peuples à ne pas employer contre eux ces mêmes moyens qu'ils emploient depuis si longtemps contre les autres. C'est ce même génie qui a inventé les principes d'économie politique, que l'on professe presque généralement aujourd'hui, chose qui paraîtra incroyable par la suite, sur le continent européen. Et puis c'est évident que ce sont toutes ces qualités la cause de leur prospérité, puisqu'ils n'ont commencé à les avoir qu'au moment où ils ont commencé à employer tous ces expédiens. Il ne faut pas ici en donner de preuves; tous les gens capables de rattacher les effets à leur véritable cause le savent bien. Il n'y a que les insensés qui pourraient penser le contraire.

Et 2° non-seulement ils ne savent pas désigner une autre cause à leur prospérité, mais ils ne savent pas assigner d'autres effets à leurs prohibitions, à leurs primes et à leurs droits protecteurs.

Prétendus mauvais effets des primes en France.

« A *l'imitation des fautes de l'Angleterre*, continue-t-il, » la France paie annuellement pour dix millions de primes » à l'exportation des produits de son commerce et de ses » manufactures, et, grâce à cette dépense, ses voisins jouis- » sent de ses produits à *bien meilleur compte* que les » Français. On peut se procurer en Suisse le sucre raffiné en » France pour 18 sous la livre de 16 onces, tandis qu'en » France elle coûte 25 sous. C'est, dira-t-on, une restitution » des droits, que l'on fait payer en France, quand le sucre » est importé, mais pourquoi affranchissons-nous l'étran- » ger d'un droit que nous faisons payer à nos concitoyens? »

C'est toujours le même raisonnement, c'est toujours la même réponse qui lui convient. Mais le but perce de plus en plus.

De celles accordées pour la pêche de la morue.

« Le gouvernement français, ajoute-t-il, paie tous les
» ans 1,100,000 francs de primes d'encouragement pour
» la pêche de la morue sur les bancs de Terre-Neuve, sans
» cela les armemens n'auraient pas lieu. Il s'en manque
» donc de 1,100,000 francs que cette industrie rembourse
» ses avances et c'est le contribuable qui rembourse cette
» perte. »

Le contribuable en donnant les 1,100,000 francs, qui manquent aux pêcheurs de morue pour qu'ils puissent livrer ce poisson à meilleur marché que les étrangers et puissent par conséquent vivre de leur profession, ne perd rien primitivement puisque son salaire ou les prix de ses produits, se règlant toujours sur le nécessaire pour vivre, augmentent à proportion ; et il obtient sa part dans la progression d'augmentations de la prospérité générale, qui s'ensuit et qui a pour premier terme le nombre des pêcheurs et des marchands de morue, et 2° il empêche la sortie continuelle de la monnaie du pays et par conséquent la diminution continuelle de la fortune des producteurs supérieurs et le nombre sans cesse croissant de nouvelles progressions de diminutions de la prospérité générale qui s'ensuivent dans lesquelles il supporterait aussi sa part.

Les pêcheurs de morue reçoivent donc l'existence et engendrent en même temps une progression géométrique décroissante d'augmentations de la prospérité des producteurs de toutes les industries, de la leur comme des autres, dans laquelle les producteurs supérieurs ou, en d'autres termes synonymes, les contribuables obtiennent une augmentation de leurs fortunes d'une manière plus grande pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation ; 2° ils empêchent l'importation de la morue étrangère et l'exportation de la monnaie du pays et par là nous préservent de la diminution constamment croissante de la fortune de nos producteurs supérieurs d'une manière plus grande

pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation, et du nombre sans cesse croissant de progressions d'augmentations de la prospérité générale avec tous les effets ordinaires, qui en sont la suite.

« Si la France ne donnait point de primes aux pêcheurs
» de morue, dit encore Say, qu'arriverait-il? Que les
» Anglais ou les Américains apporteraient ce poisson aux
» consommateurs français, qu'ils le leur fourniraient à un
» *prix inférieur* à celui qu'on le leur fait payer à présent,
» qu'ils *achèteraient en retour des produits français*, et
» la France ferait un commerce avantageux au lieu d'un
» commerce qui donne de la perte. On peut dire, malgré le
» paradoxe apparent, que la France gagnerait sur la pêche
» de la morue, si elle ne la faisait pas. »

Si la France ne donnait pas de primes aux pêcheurs de morue, 1° le nombre des pêcheurs de morue, on ne saurait trop le répéter, augmenterait en Angleterre et diminuerait en France; ce qui engendrerait une progression d'augmentations du premier côté et de diminutions du second de la prospérité générale avec tous ses effets ordinaires, 2° l'argent se transporterait à continuer de la France vers l'Angleterre par le transport de la morue et de l'Angleterre vers la France, mais en moindre quantité, par le transport de la possession des moyens de produire, ce qui augmenterait d'un côté et diminuerait de l'autre d'une manière continuelle la richesse des producteurs supérieurs d'une manière plus forte pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation, et engendrerait un nombre sans cesse croissant de nouvelles progressions d'augmentations d'un côté et de diminutions de l'autre de la prospérité générale avec tous leurs phénomènes accessoires ordinaires.

En second lieu, il considère le bon marché comme l'unique avantage de ce commerce; il ne considère donc celui-ci

que sous le rapport de l'argent. Mais il est en contradiction avec lui-même encore sous ce rapport, il devait en effet dire alors : Prenez bien garde d'acheter votre poisson à des étrangers, parce que vous en diminueriez votre somme de monnaie de toute la quantité que vous leur en donneriez. Mais achetez-le à vos compatriotes et vous ne la diminuriez pas d'un centime. Tâchez même plutôt d'en vendre aux autres et vous l'augmenterez au contraire.

Mais je sais qu'on va me répondre qu'il ne le considère pas sous le rapport de l'argent, les produits se payant par des produits. Qu'il ne nous parle donc pas alors du bon marché non plus. Mais il ne le considère pas non plus sous celui du nombre des producteurs; sous lequel le considère-t-il donc ?

Mais ce bon marché, qui est déjà, comme nous l'avons prouvé, une très-grande cause de ruine quand il est produit par des causes internes, puisqu'il engendre une progression de diminutions de la prospérité générale qui a pour premier terme cette diminution de prix, et qui en est une infiniment plus active encore, quand il est produit par l'importation, puisqu'il engendre alors 1° une progression de diminutions de la prospérité générale, qui a pour premier terme le nombre des producteurs supprimés par les marchandises importées, 2° une diminution continuelle de la quantité de la monnaie et par conséquent de la richesse des producteurs supérieurs et 3° un nombre sans cesse croissant de progressions nouvelles de diminutions de la prospérité générale, ce bon marché, dis-je, on ne saurait trop le répéter non plus, considéré par rapport au nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire de tout l'univers, devient en réalité une augmentation de prix.

Puis il suppose, comme il le fait toujours, que les Anglais ou les Américains achèteraient en retour pour une égale

somme de produits français. Pourquoi en achèteraient-ils plus qu'aujourd'hui? Nous l'avons prouvé, chapitres V et VIII, on achète des produits non où on vend les siens, mais où on les obtient au meilleur marché. Or les Anglais font toujours en sorte qu'ils soient à l'exportation chez eux à meilleur compte que partout ailleurs. Ils fourniraient donc tout le poisson, dont les Français, qui ont les moyens d'acheter, ont besoin, et ceux-ci ne leur livreraient pas pour un centime de plus de produits, mais leur vendraient à continuer leurs moyens de produire et leur donneraient encore de l'argent en sus.

Nous avons déjà démontré plusieurs fois la fausseté de ce fameux principe : que les produits se paient par des produits; nous le ferons surtout encore dans le chapitre suivant.

Enfin on voit par les lignes supérieures de J.-B. Say que ce n'est pas seulement les primes à l'exportation chez les autres nations, qui blessent les Anglais, que celles accordées chez elles aux industries de l'intérieur destinées à fournir les produits à l'intérieur, comme les 1,100,000 francs accordés pour la pêche de la morue, qui font que les Français s'approvisionnent eux-mêmes, au lieu de se laisser approvisionner par eux, le font encore.

Conseils perfides des Anglais.

J.-B. Say ajoute : « On veut par là, dira-t-on, multiplier » les matelots pour la marine militaire. *Les marins se for-* » *ment dans la marine marchande, quels que soient les pro-* » *duits qu'elle voiture; et la marine marchande prospère,* » *comme toutes les autres industries, quand elle ne rencon-* » *tre pas d'obstacles sous ses pas. Écartez les entraves qui* » *nuisent aux communications soit avec l'étranger, soit* » *avec vos propres États. Reconnaissez l'indépendance de* » *ceux qui vous ouvrent leur port et, sans projets hostiles,* » *sans arrière-pensée, trafiquez librement avec eux. Rendez* » *vos rivières navigables et d'une navigation peu dispen-*

» *dieuse. Poussez vos canaux jusqu'à vos ports de mer,* » *afin que les produits de votre intérieur y parviennent fa-* » *cilement et que ceux de vos ports parviennent non moins* » *facilement dans les terres. Multipliez vos ports de mer et* » *supprimez les formalités, qui entravent les communica-* » *tions; et les marins se multiplieront..... non-seulement* » *sans rien coûter aux contribuables, mais en leur procurant* » *des produits.* » 4e partie même chapitre XX.

A l'objection : on veut multiplier par la pêche de la morue les matelots pour la marine militaire, il répond : Que les marins se forment dans la marine marchande, quels que soient les produits qu'elle voiture. Mais comme on pouvait lui objecter alors qu'on ne trouve pas toujours à voiturer d'autres produits, que la marine marchande est bornée, il donne les préceptes qui sont nécessaires pour *la faire prospérer autant qu'on veut* et qui rendent inutile la pêche de la morue pour cela. *Écartez les entraves, etc., reconnaissez l'indépendance de ceux qui vous ouvrent leur port, et, sans projets hostiles, sans arrière-pensée, etc., etc.*

Mais de quels principes ces préceptes sont-ils déduits? On n'en sait rien. Comment parviennent-ils à faire prospérer la marine marchande, les produits à voiturer et les producteurs? On n'en sait rien. Mais si on ne sait pas d'où ils viennent, on doit voir clairement où ils tendent.

« C'est l'immense cabotage de l'Angleterre, ajoute-t-il » encore, qui multiplie ses matelots, et le gouvernement » anglais n'a rien à payer pour cela. *Faciliter et protéger,* » *voilà toute sa politique.* Et c'est toujours celle-là qui » réussit le mieux. Lorsqu'au lieu d'aplanir les difficultés, » on se sert du pouvoir pour en créer, on tourne à mal un » instrument qui pourrait être utile. »

Qu'on ouvre les tarifs des nations, et qu'on compare les

prohibitions, les droits protecteurs et les primes connus de l'Angleterre, avec ceux et celles des autres peuples; et l'on verra qu'elle emploie plus de ces expédiens seule que tous ceux-ci ensemble. Qu'on remarque surtout que tous les droits protecteurs qu'elle établit sont, excepté ceux sur les matières agricoles que son sol ne peut pas fournir en assez grande quantité, des droits réellement prohibitifs. Et J.-B. Say qui lui-même vient de dire qu'elle met des droits protecteurs de 50 o/o sur les ouvrages d'osier, qu'elle accorde des primes de 6 sous sur des produits qui en valent 8, et que c'est elle qui a donné l'exemple de tous ces expédiens, J.-B. Say vient nous dire *que faciliter et protéger* voilà toute sa politique. Ne dévoile-t-il pas à son insu et malgré lui la politique astucieuse, double et perfide de cette nation, qu'il a l'air de tant chérir? Oui, c'est elle qui a inventé, constamment employé et emploie encore seule convenablement tous ces expédiens, et c'est elle qui vient par tous les moyens possibles: par les brochures, les traités, les cours, les journaux, les conférences, les hommes de sa nation et de l'étranger, nous engager à les rejeter comme pernicieux et nous inculquer les principes du libre-échange. Qu'on reconnaisse enfin la duplicité et la perfidie de cette nation et qu'on n'en soit pas plus longtemps la dupe et la victime.

CHAPITRE XII.

EFFORTS DES ÉCONOMISTES ANGLAIS POUR FAIRE ADOPTER LE LIBRE-ÉCHANGE PAR LES AUTRES NATIONS.

Non-seulement les mauvais effets des prohibitions, des primes et des droits protecteurs et les bons du libre-échange auraient dû être déduits de l'analyse exacte des effets des exportations et des importations de toutes les espèces de produits, analyse qui nous a donné des principes tout-à-fait opposés, mais une fois les premiers prouvés, les seconds l'étaient de même. Après avoir donc commis la première faute contre la logique de vouloir les déduire d'une source fausse, ils commettent la seconde de vouloir les déduire d'une source toute différente. Nous venons de voir de quels principes ont été déduits les premiers. Voyons de quels autres l'ont été les seconds. Nous allons voir qu'ils ne sont pas moins abstraits, faux et contradictoires. J.-B. Say consacre neuf longs chapitres de son cours à les exposer. Je vais les réfuter tous dans les cinq sections de celui-ci. J'en examinerai trois dans la première : 1° celui que l'exportation et l'importation de l'or et de l'argent sont indifférentes, 2° celui qu'elles sont impossibles et 3° celui que les produits se paient par des produits ; nous verrons dans la seconde les

conséquences de ce dernier; nous discuterons dans la troisième celui que la nature des produits échangés est également indifférente; nous rechercherons dans la quatrième quels seraient les prétendus avantages du libre-échange et enfin nous examinerons dans la cinquième les opinions de cet auteur sur les traités de commerce. Nous résumerons dans une sixième et dernière les prétendus effets pernicieux des primes, des prohibitions et des droits protecteurs et les prétendus avantageux du libre-échange.

SECTION I. — L'IMPORTATION ET L'EXPORTATION DE L'OR ET DE L'ARGENT SONT-ELLES INDIFFÉRENTES? SONT-ELLES IMPOSSIBLES? LES PRODUITS SE PAIENT-ILS PAR DES PRODUITS?

Sommaire. — § I. Rapport entre ces trois questions. — La première d'entre elles résolue affirmativement. — Conséquence immédiate de ce principe. — D'où et comment il est déduit. — 1° Parce qu'on ne peut les importer qu'en exportant des produits. 2° Parce que leur importation est impossible, 2e question résolue par conséquent affirmativement aussi. — D'où et comment est déduit ce deuxième principe fondamental. — § II D'où viennent alors l'or et l'argent que chaque peuple possède. — Premier genre de causes de l'importation et de l'exportation ou des voyages des métaux précieux. — Leur deuxième. — Leur troisième. — Leur quatrième. — Le 2e principe fondamental répété d'une manière un peu différente : les métaux précieux ne voyagent plus. — Ils voyagent encore, cinquième cause de leurs voyages. — § III. Ils ne voyagent plus, d'où il déduit son troisième principe fondamental : que les produits se paient par des produits. — Ce dernier principe, base principale du libre échange, déduit d'une autre source encore.

Rapport entre ces trois questions. § I. On ne peut mettre en doute la première de ces questions que quand la deuxième est résolue négativement. Il faudrait donc résoudre la seconde avant les deux autres. J.-B. Say, qui se pose ces trois questions et qui les résout affirmativement toutes trois, ce qui est une absurdité, fait l'inverse, ce qui en est une seconde. Il commence par dire

La première résolue affirmativement. chapitre XI de la 4e partie de son cours : *qu'il est indifférent pour une nation de recevoir en échange de ses produits de l'or et de l'argent;* termes qui prouvent contrairement à son

deuxième principe que l'importation de ceux-ci est possible et qui ne désignent que la moitié de la question, qui comprend non-seulement les effets de l'exportation de produits payés par de l'argent ou des produits, mais ceux de leur importation payée encore par l'une ou l'autre de ces deux manières.

Conséquence immédiate de ce principe.

Les principes développés dans le chapitre VIII de ce traité prouvent amplement la fausseté de celui-ci. Mais sa conséquence immédiate et les principes, dont il l'a déduit, le prouvent également. En effet d'abord, si telle est la conviction des économistes qui l'avancent, ils devraient admettre, pour être conséquens, que toute nation ferait tout aussi bien, ferait mieux même d'acheter tous les produits qu'elle doit consommer aux nations étrangères et de se livrer au repos que de les engendrer elle-même, puisque autant avoir leurs produits que son or et son argent et que le repos est chose agréable tandis que le travail est chose pénible.

D'où et comment il est déduit.

1° Parce qu'on ne peut les importer qu'en exportant nos produits.

L'absurdité seule de cette conséquence suffirait pour prouver celle de ce principe. Mais la fausseté des deux principes dont il l'a déduit le prouve également. D'abord, en effet, après avoir prétendu que notre compatriote en achetant les produits de l'étranger et en exportant de l'argent (il se représente actuellement l'autre moitié de la question) doit y gagner sans cela qu'il ne ferait pas cet échange et que le reste de la nation n'y perd pas non plus, puisque le consommateur ni celui qui aurait prêté son capital au négociant n'y perd pas, il dit : « On prétendra peut-être » que les avantages d'une opération qui a fait sortir notre » numéraire » (avantages qu'il n'a pas encore fait connaître et qu'il s'agit de prouver n'être pas des désavantages) « sont obtenus aux dépens de nos producteurs et que ce que » nous avons consommé de produits étrangers sont autant » de produits, qu'ils auraient vendus, si le numéraire sorti » des poches de nos consommateurs et exporté par nos

» négocians était resté dans le pays. Mais on oublie *que l'or*
» *et que l'argent que nous exportons sont eux-mêmes des*
» *marchandises exotiques, que nous ne saurions acquérir*
» *sans donner à leur place des produits de notre sol et de*
» *notre industrie et que nous n'avons pu faire venir cet*
» *argent du dehors sans que nos producteurs aient vendu*
» *à l'étranger pour une somme équivalente de leurs produits.*
» *Car on ne nous a pas donné pour rien ce numéraire dont*
» *nous faisons nos achats.* » Même chapitre XI de la 4e partie de son cours.

Toutes ces phrases se réduisent à celle-ci : *L'exportation de l'or et de l'argent est indifférente, parce que nous ne pouvons les importer qu'en exportant nos produits.*

1° Non, l'importation de l'or et de l'argent n'est pas exclusivement produite par l'exportation de produits. Elle peut l'être et l'est quelquefois par des tributs de guerre, qui augmentent et très-souvent par la vente de nos moyens de produire qui diminue considérablement notre prospérité. Et il peut aussi s'en exporter sans qu'il y ait importation de produits, par exemple encore, par le paiement de tributs de guerre à l'étranger, qui diminue, et par l'achat, par nos producteurs, des moyens de produire des nations étrangères, qui augmente considérablement notre prospérité. Par conséquent, en ne considérant la chose que par rapport au commerce, l'exportation de l'argent signifie autant achat par nos concitoyens des moyens de produire que des produits étrangers, et son importation, autant la vente à l'étranger de nos moyens de produire que de nos produits.

Mais l'importation de l'or et de l'argent ne pût-elle être produite que par l'exportation de produits, on n'aurait pas encore le droit d'en conclure, comme le fait J.-B. Say, que leur importation ne vaut pas mieux que celle de produits. Car de ce qu'on n'obtient une chose qu'au moyen d'une au-

tre chose, a-t-on le droit de conclure que la première ne vaut pas mieux que la seconde? A ce compte, je pourrais dire que le travail de tous les hommes, de tous les animaux, de toutes les machines est toujours inutile, que la matière brute et informe vaut autant que les produits les plus parfaits, qui ont exigé les peines de leur production et qui entretiennent et charment la vie des hommes, puisqu'on n'obtient les seconds qu'avec la première, que le pain même que nous mangeons ne vaut pas mieux que les immondices qui servent d'engrais, puisque ce n'est qu'avec des immondices pour engrais que l'on obtient le pain que nous mangeons. Mais il y a ici plus encore : ce n'est pas parce qu'il faut y travailler qu'un produit est agréable, parce qu'il nous faut des immondices pour engrais que le pain est bon, tandis que c'est en partie au contraire parce qu'il faut l'exportation de nos produits, qui détermine une progression d'augmentations de notre prospérité, qui a le nombre des producteurs qui y ont travaillé pour premier terme, pour obtenir l'importation de l'or et de l'argent, qui détermine les deux genres d'effets avantageux qu'on connaît, que celle-ci est avantageuse. Ainsi il apporte pour prouver la justesse de son principe une des raisons mêmes qui en prouvent la fausseté.

« Dira-t-on, dit-il immédiatement après, que des achats » faits en espèces peuvent épuiser les métaux précieux, que » nous avons déjà en notre possession et que nous conser» verions sans cela. Mais c'est ignorer les allures du com» merce que de s'imaginer que l'on puisse, je ne dirai pas » épuiser, l'approvisionnement qui nous est nécessaire en » métaux précieux, mais seulement le réduire un peu sans » en faire monter la valeur au-dessus de la valeur dans » l'étranger et que dans ce cas les spéculateurs perdraient à » en exporter et gagneraient à en faire venir. » Même chapitre XI, 4e partie.

2° Parce que leur importation est impossible.

Après avoir donc prétendu que l'exportation des métaux

précieux est indifférente parce que leur importation ne peut être produite que par *l'exportation de produits*, il prétend qu'elle l'est encore parce qu'elle est impossible. Ce qui est une contradiction. On voit de plus qu'il avance son deuxième principe fondamental pour prouver encore son premier, avec lequel il est incompatible. Et comment prouve-t-il ce deuxième principe que l'argent ne sort pas? Parce que, dit-il, *sa valeur augmenterait alors et en ferait rentrer.* Nous ne saurions trop le répéter, parce que ces principes sont nouveaux, l'augmentation de la quantité de la monnaie ne fait qu'augmenter les prix des moyens de produire du pays ou que faire diminuer sa valeur relativement à ces derniers et qu'engager les producteurs supérieurs à acheter ceux relativement moins chers des pays étrangers et surtout de ceux, d'où vient notre monnaie, diminués de prix d'une manière proportionnelle. Ce qui augmente chez nous et diminue chez les autres d'une manière continuelle la richesse des producteurs et engendre un nombre sans cesse croissant de progressions d'augmentations du premier côté et de diminutions du second de la prospérité générale.

Deuxième question résolue par conséquent affirmativement aussi.

D'où et comment est déduit ce deuxième principe fondamental.

Ce deuxième principe fondamental que l'argent n'est jamais exporté, qu'il invoque pour prouver son premier que cette exportation est indifférente, est donc déduit d'un principe faux. Mais sa fausseté est évidente par elle-même. Ne suffit-il pas en effet d'en appeler au témoignage et au bon sens de tous les hommes pour savoir que des produits peuvent être importés dans certains pays pour une plus grande valeur qu'il ne s'en est exporté. Les calculs de M. Droz, de M. de Saint-Chamans, de J.-B. Say lui-même prouvent qu'il s'en est exporté de l'Angleterre pour des sommes infiniment plus grandes qu'il ne s'en est importé pendant le 18e siècle. Et le tableau de M. Lamst nous prouve que les Anglais répandent sur l'univers cette augmentation de leurs capitaux en achetant partout les moyens de produire des nations, surtout de celles qui reçoivent leurs produits.

Le cours du change extérieur, qui varie sans cesse, malgré les opérations des banquiers, qui ont pour effet de payer aussi bien les moyens de produire que les produits achetés mutuellement par les nations, et les arbitrages des grands capitalistes, qui ont pour effet de payer les dettes d'un pays avec les bons qu'on a sur un autre, opérations qui empêcheraient totalement le transport de la monnaie métallique, si la prospérité relative des nations ne changeait pas, en est une nouvelle preuve incontestable. Et, qui le croirait ? Cette preuve que l'argent voyage de pays en pays, J.-B. Say l'invoque pour prouver que sa valeur varie et qu'il ne voyage pas ! Ainsi, il invoque le fait que l'argent voyage pour prouver qu'il change de valeur et celui qu'il change de valeur pour prouver qu'il ne voyage pas ! C'est ce que nous verrons d'une manière plus explicite tout à l'heure.

Ces deux principes : 1° que l'importation de l'or et de l'argent ne peut être produite que par l'exportation de produits, et 2° qu'elle est impossible étant faux, celui qu'elle est indifférente qui en est déduit l'est donc aussi.

D'où viennent alors l'or et l'argent que chaque peuple possède.

§ II. Mais après les avoir établis, il devrait dire d'où et comment on obtient ceux que chaque peuple possède, et dont la quantité ne devrait conserver aucun rapport suivant les lieux avec le nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire. La solution de cette question par cet auteur est curieuse. La plupart des argumens qui vont suivre ne sont plus avancés pour prouver que leur importation est indifférente ou impossible, mais pour nous apprendre d'où viennent ceux que l'on possède.

Premier genre de causes de l'importation et de l'exportation ou des voyages des métaux précieux.

Je laisse à de plus clairvoyans que moi le soin de juger ce qu'il a voulu prouver par le chapitre XII de ladite 4e partie de son cours. « Nous allons maintenant, dit-il dans le XIIIe, » voir qu'un pays reçoit toujours tout l'or et l'argent qui » lui sont nécessaires..... Les métaux précieux sont propres

» à divers usages. Voilà pourquoi les hommes donnent
» pour les avoir *une certaine quantité de leurs produits.*
» Il en résulte qu'en tout pays il y a une certaine quantité
» d'or et d'argent demandée au prix où les portent leurs
» frais de production. Si ces frais sont grands, nous en
» demandons moins, la valeur monétaire qui nous est né-
» cessaire est complétée avec une moindre quantité de métal.
» A égalité de frais de production, il nous faut d'autant
» plus d'argent que notre industrie est plus active, nos ca-
» pitaux, plus considérables, notre population, plus nom-
» breuse. »

Mais cet argument avancé pour nous apprendre d'où viennent l'or et l'argent dont l'importation est impossible, nous montre au contraire qu'elle a lieu continuellement. En deuxième lieu, ne demandera-t-on ces métaux précieux que parce qu'ils sont propres à divers usages? En troisième, suffirait-il d'en demander pour en obtenir? Avec quoi les paierait-on? Ce ne peut être avec des produits, on ne peut ni en importer ni exporter par leur moyen, qui cependant serait, d'après lui-même encore, le seul qui puisse le faire. En quatrième, la quantité, que chaque peuple en aurait, ne dépendrait que de leurs frais de production. Mais alors pourquoi l'un en aurait-il plus que l'autre? En cinquième, voyons-nous, comme il avait promis de nous faire voir, qu'un pays reçoit toujours tout l'or et l'argent qui lui sont nécessaires? Quelle est cette quantité? Quel rapport y aurait-il entre les prix dans chaque pays? Puis ce ne seraient plus leurs frais de production qui décideraient de la quantité qu'en possède une nation; ce seraient l'activité de son industrie, la grandeur de ses capitaux et celle de sa population. Mais encore comment ces nouvelles causes font-elles venir cet or et cet argent? Mais quel serait alors le moyen de rendre son industrie plus active, ses capitaux plus considérables, sa population plus nombreuse? On le voit, non-seulement il ne nous montre pas comment et d'où viendrait la quantité de métaux

Leur deuxième genre de causes.

que possèdent les différentes nations, mais il confond toutes les questions.

« Quel est donc, se demande-t-il immédiatement ensuite » dans le même chapitre, quel est donc le motif qui fait » voyager les métaux précieux d'un pays dans un autre? » On les porte toujours, se répond-il, d'un endroit où ils » valent moins dans un endroit où ils valent plus. Et comme » ils ne valent moins dans un endroit que parce qu'ils y » surabondent; et comme ils ne valent plus dans un autre » que parce qu'ils y manquent, le commerce tend toujours » à fournir à chaque pays en métaux précieux, comme en » toute autre chose, la quantité qui lui est nécessaire. » Leur troisième.

Montre-t-il davantage par cet argument d'où viennent l'or et l'argent des nations alors qu'il leur est impossible d'en importer? Il ne prouve par là qu'une chose, c'est que leur importation non-seulement est possible, mais a lieu continuellement. Mais il ne nous apprend pas comment cette importation aurait lieu, ni avec quoi on la paierait.

Mais remarquons-le, les métaux précieux voyageaient d'abord, mais ce voyage était indifférent parce que leur importation ne pouvait être produite que *par une exportation de produits* et qu'elle était impossible; puis ils ne voyageaient plus parce que leur valeur qui varierait les empêche de le faire; puis ils voyageaient et c'étaient leurs frais de production et ailleurs l'activité de l'industrie, la grandeur des capitaux et celle de la population qui les faisaient voyager. Maintenant ils voyagent encore, mais c'est parce que leur valeur varie, variations de valeur qui tantôt les empêchaient de voyager. Tout-à-l'heure ils ne voyageront plus; puis ils voyageront encore, mais pour une nouvelle cause, la richesse relative des peuples; puis ils finiront encore par ne plus voyager! Que de contradictions!

Il a prétendu d'abord que leurs voyages font varier leurs valeurs, et ici il prétend que les variations de leur valeur les font voyager. Il s'ensuivrait qu'une fois qu'ils ont voyagé ou changé de valeur, il doit se former une progression de voyages et de variations de valeur, croissante, si ces variations ont lieu en raison directe, ou décroissante, si c'est en raison inverse. Si c'est une progression géométrique croissante, ces variations de lieux et de valeur doivent avoir acquis une vitesse infinie, qui surpasse sans doute celle du mouvement de translation des planètes. Si c'est une progression décroissante, elles doivent être réduites à 0 depuis longtemps. Depuis longtemps par conséquent les métaux précieux ne voyageraient plus et ne changeraient plus de valeur.

Mais, pourrait-on m'objecter, il vient de dire que la cause de leurs variations de valeur et de leurs voyages, c'est leur surabondance et leur rareté. Mais il avait dit aussi précédemment que cette surabondance et cette rareté dépendent de leurs voyages, et leurs voyages, de leurs variations de valeur. Nous tournons alors dans un nouveau cercle vicieux, qui a trois termes, au lieu de deux comme tout à l'heure. C'est de plus en plus contradictoire, c'est de plus en plus absurde.

Du reste, si cette surabondance et cette rareté ne dépendent ni de leurs voyages ni de leurs variations de valeur, il s'ensuivrait qu'ils fuient toujours les riches, qu'ils recherchent sans cesse les pauvres, ces métaux généreux, qu'ils doivent même, comme le gaz, se dilater d'une manière uniforme sur tout l'univers. Ils ne devraient donc plus surabonder, ni manquer nulle part, ni varier de valeur, ni voyager, après s'être ainsi étendu sur tous les hommes du monde !

Tous ces principes : l'argent change de valeur, il voyage, il surabonde, faux et absurdes considérés d'une manière

générale et abstraite, sont vrais considérés dans certains cas particuliers. Ainsi 1° l'argent augmente en valeur relativement aux produits ou, ce qui est synonyme, les prix de ceux-ci diminuent, quand on diminue le nombre des producteurs qui participent à leur production, 2° cette augmentation de valeur de l'argent en fait importer par l'exportation de produits et augmenter la quantité, 3° cette augmentation de quantité n'augmente que les prix des moyens de produire ou ne diminue sa valeur que relativement aux moyens de produire et 4° cette diminution de valeur relative à ceux-ci ou l'augmentation de prix de ceux-ci le fait sortir et diminuer sa quantité, mais par l'achat seulement des moyens de produire des étrangers, à l'égard desquels il est augmenté en valeur; ce qui rétablit sans cesse le rapport ordinaire entre les prix des moyens de produire des diverses nations, mais laisse chez celle, qui a diminué ses frais de production, les prix des produits moins élevés que partout ailleurs, et détermine sans cesse le même mouvement circulaire à l'argent. Les variations des prix des moyens de produire, ou, ce qui est synonyme, de la valeur de la monnaie à leur égard ne dépendent que de celles de la quantité de la monnaie consécutives à la création de billets qui la représentent, ou à l'exportation et à l'importation de produits et ne déterminent son exportation ou son importation que par l'achat ou la vente des moyens de produire des nations.

Ainsi ce principe des économistes que la valeur des métaux précieux devient moindre où leur quantité est plus grande, ou, ce qui est synonyme, que les prix deviennent plus grands, étant faux relativement aux produits, qui conservent les prix déterminés par le nombre et les salaires de leurs producteurs, mais étant vrai relativement aux moyens de produire et donnant alors aux possesseurs de ceux-ci les moyens d'acheter ceux des autres, et de s'enrichir à leurs dépens, que devient la conséquence charmante *que le com-*

merce tend toujours à fournir à chaque nation, en métaux précieux, comme en toute autre chose, la quantité qui lui est nécessaire, mais conséquence qui devrait paraître fausse *à priori*. Car voit-on qu'on porte de l'argent aux nations qui en manquent? Voit-on qu'on leur envoie tout ce dont elles ont besoin en toute autre chose ? S'il en était ainsi, elles seraient toujours toutes dans l'abondance de tout. Conséquence absurde, qui prouve encore aussi l'absurdité de ce principe.

Leur quatrième cause.

« Du moment, dit encore J.-B. Say, que la quantité de » métaux précieux, que possède une nation, suffit à ses be- » soins, et à plus forte raison quand elle les excède, per- » sonne n'en fait venir, personne ne lui en adresse. Car ces » métaux n'ont pas alors une valeur supérieure à celle » qu'ils ont ailleurs; ils en ont une moindre peut-être et » l'on perdrait à en importer. » (Même chapitre.)

Il en est de cet argument comme des précédens : avancé pour prouver d'où viennent l'or et l'argent, dont l'importation serait impossible, il prouve au contraire qu'elle a lieu continuellement tantôt dans un pays, tantôt dans un autre. Mais quelle est la cause de ce transport continuel? Il ne le dit pas.

Contre quoi sont-ils échangés ? Ce ne sont pas contre des produits, il ne peut pas s'en importer ni par conséquent s'en exporter par là. Est-ce contre des moyens de produire qu'ils le sont? Il ne parle jamais de l'échange de ceux-ci. Mais surtout quand la quantité de métaux précieux, que possède une nation, suffit-elle à ses besoins, quand les excède-t-elle ? Est-ce des besoins des riches ou des pauvres qu'il parle? Est-ce qu'une nation a quelquefois trop d'argent? Jusqu'à présent, je ne me le serais pas imaginé. Mais je me serais encore moins imaginé qu'il lui fût possible d'en faire venir, si elle n'en avait pas assez. A qui adresserait-elle cet

ordre ou cette demande? Quelle est la nation généreuse qui s'empresserait d'y obtempérer? Je ne sais. Il ne le dit pas.

Nous l'avons prouvé dans les chapitres VII et VIII ci-devant, la quantité de la monnaie ne peut être augmentée dans un pays que par la création de billets, qui la représentent, les tributs de guerre, l'exploitation de mines de métaux précieux et l'exportation de produits. Or si elle augmentait alors d'une manière uniforme les prix des produits et des moyens de produire, elle ferait acheter aussi bien les moyens de produire que les produits des nations étrangères et laisserait toujours, quand elle aurait repris son équilibre selon les lieux, la prospérité de la première nation augmentée aux dépens des dernières. Mais elle ne fait qu'augmenter les prix des moyens de produire du pays et n'augmente pas, que dis-je, elle diminue même dans certains cas ceux des produits, comme nous avons vu au chapitre VII ci-devant, elle ne fait donc acheter que les moyens de produire des nations étrangères et laisse donc, quand elle a rétabli l'équilibre des prix, la prospérité de la première bien plus augmentée encore aux dépens de celles-ci.

Le deuxième principe fondamental répété d'une manière un peu différente. Les métaux précieux ne voyagent plus.

« Les partisans de la balance du commerce, dit-il ensuite, » veulent à la fois deux effets contradictoires et dont l'un » exclut l'autre. Ils veulent que dans notre pays les métaux » précieux soient plus abondans et par conséquent moins » précieux que chez nos voisins; et ils veulent qu'on nous » en apporte de chez nos voisins, c'est-à-dire qu'on les » achète chèrement pour les revendre à bon marché. » Même chapitre XIII.

Cette phrase se réduit à celle-ci : Les partisans de la balance du commerce veulent une chose impossible puisqu'ils veulent qu'on apporte des métaux précieux de chez nos voisins, tandis que la plus grande abondance, qui en résulterait, les ferait diminuer de valeur et par conséquent sortir. On

voit que c'est le deuxième principe fondamental que l'importation des métaux précieux est impossible, énoncé d'une manière plus sophistique. Les métaux précieux qui tout à l'heure voyageaient ne voyagent donc plus encore un coup.

Nous pourrions ajouter ici à ce que nous avons dit de ce principe qu'il est bien vrai que la quantité de l'argent tend sans cesse à se remettre chez les différentes nations dans son rapport ordinaire avec le nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire ou à rendre partout les prix de ceux-ci uniformes, mais que c'est en faisant acheter uniquement les moyens de produire de l'une des nations par l'autre, qu'elle le fait, et en augmentant par conséquent la richesse de l'une et en diminuant celle de l'autre et même en produisant des progressions d'augmentations d'un côté et de diminutions de l'autre de la prospérité générale.

Ils voyagent encore. Cinquième genre de causes de leurs voyages.

« La seule cause, dit-il enfin, qui puisse occasionner une » importation constante de métaux précieux, c'est une aug- » mentation constante de prospérité intérieure. Soyez riche » et vous ne manquerez de rien, ni de denrées, ni d'argent. » Soyez pauvre et vous manquerez de tout. » Même chapitre XIII.

Il voyagent donc encore ! Mais ce ne sont plus leurs frais de production, l'activité de l'industrie, la grandeur des capitaux, celle de la population, leurs variations de valeur qui les font voyager, c'est la prospérité relative des peuples. *Soyez riche et vous ne manquerez pas d'argent, soyez pauvre et vous en manquerez !* Ils ne perdent donc plus de leur valeur en allant chez les riches ; ils n'en gagnent donc plus en allant chez les pauvres ; ils ne se dilatent donc plus d'une manière uniforme sur tous les hommes ; ils tendent au contraire toujours à se concentrer et semblables aux hommes pervers, vils adulateurs de la richesse, ils fuyent toujours, ces orgueilleux métaux, la cabane du pauvre et recherchent sans cesse les palais des riches.

Mais ces expressions : Soyez riche et vous ne manquerez de rien, soyez pauvre et vous manquerez de tout, ne sont-elles pas synonymes ? N'est-ce pas dire : Soyez riche et vous serez riche ; soyez pauvre et vous serez pauvre ?

Être riche signifie posséder beaucoup de moyens de produire. Or pour posséder beaucoup de moyens de produire, il faut avoir eu beaucoup d'argent pour avoir pu les acheter, et pour avoir eu beaucoup d'argent, il faut avoir vendu beaucoup de produits et par conséquent, pour une nation, avoir exporté beaucoup de ceux-ci, exportation qui produit les trois genres d'effets avantageux pour elle et pernicieux pour les autres que nous connaissons. Mais en considérant la chose sous ce rapport, on doit ajouter qu'elle peut encore s'enrichir, comme nous avons dit, en augmentant le nombre de ses producteurs aux produits consommés dans le pays, augmentation qui détermine une progression d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire et de diminutions des prix des moyens de produire, qui en fait acheter une partie suffisante par les étrangers pour en remettre les prix à leur élévation ordinaire. Dans les deux cas, la quantité de la monnaie est augmentée d'une manière proportionnelle à la prospérité du pays. Seulement dans le premier cas non-seulement tous les moyens de produire en activité sur notre sol nous appartiennent, mais nous en possédons sur le territoire étranger, et dans le 2e non-seulement nous n'en possédons plus sur le territoire étranger, mais tous ceux situés sur le nôtre ne nous appartiennent plus. Dans le premier cas par conséquent encore le nombre de nos moyens de produire est moins augmenté que celui de nos producteurs et de nos produits, et dans le second il l'est plus. Ou, en d'autres termes, dans le premier cas notre richesse est plus augmentée, et dans le second elle l'est moins que notre population.

Nous venons de donner la signification du mot riche et

le moyen de le devenir. Mais par ces mots : *soyez riche et vous ne manquerez de rien*, J.-B. Say ne donne ni l'une ni l'autre. La richesse est le but de l'économie politique qu'il traite et il ne dit pas en quoi elle consiste et il la suppose exister. Cependant une fois qu'elle existe notre but est atteint, nous n'avons plus qu'à nous taire, vous et moi, M. Say, toutes nos dissertations sont inutiles.

Mais il n'en est malheureusement pas ainsi. Malgré les nombreux moyens, qui nous sont donnés par la nature pour produire et consommer et par conséquent pour jouir, nous enrichir et nous multiplier, nous souffrons de privations, notre richesse et notre population sont excessivement bornées. Elles ne sont pas, je l'ai prouvé, la centième partie de ce qu'elles pourraient être.

Que voulez-vous donc prouver, puisque vous ne recherchez nullement les moyens de procurer la richesse générale? Le libre-échange, qui n'est profitable qu'à la nation seule qui l'a inventé, et qui, loin de le pratiquer, adopte un système tout opposé, celui des prohibitions, des primes et des droits protecteurs, qui n'obtient même par là qu'une prospérité médiocre relativement et encore accompagnée du plus affreux paupérisme, en déterminant la ruine de toutes les autres nations de l'univers, le libre-échange, voilà votre but unique. Vous ne dites pas un mot, vous n'établissez pas un principe qui n'ait cette fin.

Ils ne voyagent plus D'où il déduit son troisième principe fondamental.

§ III. « Si *nos exportations de marchandises*, dit cet auteur immédiatement après, *ne font pas rentrer de métaux* » *précieux, comment l'étranger s'acquitte-t-il donc vers* » *nous des marchandises que nous lui envoyons? En produits* » *de son sol et de son industrie.* » Même chapitre XIII.

Il suppose donc qu'il a prouvé par les arguments précédens *que les métaux précieux ne voyagent pas*, *que l'ex-*

portation de nos produits n'en fait pas rentrer! Et c'est de là qu'il déduit son troisième et fameux principe, base principale du libre-échange : *Que les produits se paient par des produits.*

Il n'y a que ceux qui lisent tout sans réfléchir et qui s'imaginent qu'il suffit qu'une doctrine soit imprimée et vantée pour être incontestable qui puissent adopter de pareils principes. C'est ici que l'on voit que le trop d'érudition, (je ne parle que du trop) finit en général comme un écrivain célèbre l'a dit, mais d'une manière trop absolue, par fausser l'esprit des hommes. Pour vouloir tout connaître, on lit tout superficiellement, et on adopte aveuglément toutes les doctrines. C'est le vice du siècle. Aussi on remarque en général que dans toutes les professions, ce ne sont pas les plus érudits théoriciens, les plus habiles praticiens. La conclusion nécessaire à tirer de là, c'est que leurs théories contiennent une grande proportion d'erreurs.

Ce dernier principe déduit d'une autre source encore.

La manière dont il vient de déduire ce principe est absurde. Mais il a sans doute oublié qu'il a tâché de le faire d'une autre manière au chapitre II de la 3e partie de son cours, où il dit contrairement à ses autres principes que ce n'est jamais la volonté qui manque pour acheter, que c'est le moyen, mais que ce moyen, qui est de l'argent, n'arrive dans les mains de ceux qui veulent acheter un produit que par la vente d'un autre produit, d'où il y conclut d'une manière lente et embrouillée, que les produits s'achètent par des produits.

Il est bien vrai que pour acheter un produit, il en faut avoir le moyen ou l'argent nécessaire, ou avoir participé à la production d'un produit. (C'est du reste la première fois qu'il parle de ce moyen indispensable.) Mais l'existence d'un produit ne suffit pas pour qu'on trouve à le vendre et à participer aux avantages de la production, parce que ceux qui

vu et surtout comme nous verrons tout à l'heure, comme le principal avantage du commerce international. Ce qui est une nouvelle inconséquence et une nouvelle erreur en même temps.

La production n'aurait d'autre borne que la fécondité de la terre.

Une troisième conséquence de ce principe serait qu'il n'existe pas d'autre borne à la production que celle de la fécondité de la terre. Mais sentant l'absurdité de cette conséquence, J.-B. Say se hâte d'ajouter qu'un produit ne mérite ce nom, et cette fois il dit vrai ou plutôt il aurait dû dire qu'il n'existe, que quand il rembourse ses frais de production. Mais, je le demande, quand un produit rembourse-t-il ses frais de production? Ce ne peut-être que quand il trouve des acheteurs, c'est-à-dire des hommes qui ont non-seulement la volonté, mais surtout et avant tout les moyens de l'acheter ou qui participent aux avantages de la production; *c'est-à-dire que les produits s'achètent les uns les autres, mais qu'ils ne s'achètent les uns les autres que quand ils trouvent des personnes qui participent aux avantages de la production pour les acheter!* C'est ainsi prononcer soi-même sa propre condamnation.

Les crises commerciales amenées par la surabondance de produits manufacturés n'existaient pas.

En quatrième lieu, s'il est vrai que les produits s'achètent les uns les autres, comment arrive-t-il qu'à certaines époques tous les produits surabondent à la fois et qu'on ne trouve à vendre quoique ce soit ? J.-B. Say qui ne peut résoudre cette question nie le fait. C'est un moyen facile de se tirer d'affaire, auquel il a souvent recours. Et ce fait n'existe pas, dit-il, parce qu'il est contraire à ses principes. Nous verrons au XVe chapitre ci-après qu'il nie la grande prospérité de l'antiquité pour ce même motif. Souvent un auteur cite les faits à l'appui de ses principes. J.-B. Say, lui, cite ses principes non pas pour prouver la vérité des faits, mais pour prouver leur fausseté! Il faut avoir une bien grande conviction dans leur justesse pour oser en agir ainsi.

Mais ce fait, j'en appelle au témoignage de tous les hom-

mes, n'arrive-t-il pas fréquemment? N'est-il pas à la connaissance de tous? Cette surabondance de produits accompagnée d'une diminution considérable de la consommation et de la production, n'est-elle pas le phénomène le plus commun aujourd'hui en même temps que le plus malheureux, celui qui prouve le mieux le vice des institutions humaines? Quoi c'est précisément au moment où il y a le plus de produits qu'on en consomme le moins, que les privations des uns et les faillites des autres sont les plus communes! Les produits et les hommes sont en présence les uns des autres, destinés les uns pour les autres, leur réunion ferait leurs délices et leurs richesses, déterminerait même des progressions d'augmentations de la prospérité générale et leur séparation fait leur supplice et leur ruine, et détermine des progressions de diminutions de la prospérité générale; ils sont en présence et en grand nombre et cette réunion ne peut pas avoir lieu! Il faut l'avouer, ce fait si commun aujourd'hui prouve que non-seulement les produits ne s'achètent pas par des produits, mais encoreque l'homme est seul la cause de tous ses malheurs: du paupérisme et de la mort par les privations des uns, des faillites des autres et du peu de richesse et de population de tous.

La trop grande rapidité de la production amène une somme de produits plus grande que ne sauraient consommer les producteurs. De là diminution de la production et du nombre des producteurs, diminution qui en amène une 1re de la consommation et une 2me de la production, 2me diminution de la production qui en amène aussi une 2me du nombre des producteurs et de la consommation, qui en amène une 3me de la production, et ainsi de suite. Diminutions qui s'engendrent tellement rapidement qu'elles arrivent subitement à leur apogée et y continuent tant que ce grand nombre de produits n'est pas épuisé par le petit nombre de ceux qui ont encore les moyens de consommer, quand la production est considérablement ralentie.

Alors recommence la production et avec elle l'augmentation du nombre des producteurs, la consommation et le bien-être général. On se livre de nouveau et avec une ardeur d'autant plus grande à la première qu'on a souffert davantage et plus longtemps. On se rassure, on croit passés pour toujours ces momens malheureux, on crée de nouveaux moyens de produire, on se marie, on se multiplie. Mais la même cause amène bientôt les mêmes effets. La rapidité trop grande de la production amène encore un coup la surabondance des produits, la cessation de la production, la diminution du nombre des producteurs, de la consommation, enfin une nouvelle crise, qui amène encore les faillites des uns, le paupérisme et la mort par les privations des autres et la diminution de la prospérité de tous.

Telles sont la nature et la cause essentielle de ces stagnations du commerce, comme on dit, ou de ces diminutions de consommations, de productions, de vente et d'achats, malgré la grande quantité de produits existans et d'hommes qui en ont besoin, en un mot de ces crises manufacturières, commerciales et même agricoles que J.-B. Say ose nier et qui se succèdent ainsi nécessairement et évidemment avec des symptômes d'autant plus violens, d'autant plus douloureux et d'autant plus durables qu'elles sont moins fréquentes.

Or les causes principales de leur fréquence plus grande sont les années de disette et surtout les événemens politiques. Mais ces deux causes ne sont que des causes occasionnelles, qui ne font que développer l'évènement préparé par des causes prédisposantes. On voit en effet l'une ou l'autre d'entre elles arrivant à un moment où la surabondance des produits commence seulement à exister, faire subitement arrêter la production par la crainte de ne pas pouvoir vendre plus tard ses produits et par suite la consommation et se déclarer la crise, comme la cause occasionnelle la plus

fugitive et la plus légère fait naître une maladie, à laquelle une cause prédisposante ancienne et puissante a préparé l'organisme humain. Ainsi on attribue entièrement à l'événement politique la crise, qui doit l'être principalement à l'organisation sociale; comme on attribue entièrement à un refroidissement, à une fatigue, à une chute, etc., la maladie qui doit l'être principalement à l'organisation animale.

Ces crises sont bien plus terribles, quand étant déjà fortes par elles-mêmes, c'est-à-dire, arrivant après une longue période de production active, survient en même temps une année de disette, qui seule suffit déjà en des temps ordinaires pour les produire.

La cherté des vivres, qu'on est obligé d'acheter à tout prix quand on a de l'argent, absorbe, entrepasse même en ces années malheureuses les salaires du plus grand nombre. Ils n'en conservent plus pour acheter les produits des autres espèces. Ce qui engendre une progression considérable de diminutions de la consommation, de la production, de la création des moyens de produire, des achats et des ventes, ou de la prospérité générale avec tous ses effets accessoires. De là en un mot une véritable crise commerciale jointe au manque de récolte. A la cherté des vivres se joignent pour les malheureux la cessation du travail et la diminution de la charité de la plupart des hommes occasionnée par la diminution de leurs richesses. Cette stagnation de la production, qui fait éprouver de cruelles privations et donne même la mort à une progression géométrique décroissante de producteurs inférieurs, et qui en engendre une de diminutions du nombre et du bien-être des supérieurs, et surtout de leurs fortunes d'une manière plus forte pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation, cette stagnation, dis-je, de la production, qui produit ces tristes effets, empêche cependant par là que le grain ne devienne plus cher encore et qu'il ne s'en importe une plus grande quan-

tité, ce qui occasionnerait une plus grande diminution de la quantité de notre monnaie, et produirait à un plus haut degré les deux genres d'effets pernicieux, qui s'ensuivent.

J.-B. Say, qui nie, comme nous venons de voir, les crises commerciales amenées par la surabondance des produits, parce qu'elles sont contraires à son principe que les produits s'achètent par des produits, admet les crises amenées par les disettes ou le manque de produits agricoles, parce que, prétend-il, ils lui sont conformes. « *Pourquoi*, se demande-» t-il, *une mauvaise récolte nuit-elle à toutes les ventes?* » *C'est*, se répond-il, *parce que les produits s'achètent par* » *des produits.* » Cette réponse est vague et inintelligible. A-t-il voulu dire par là qu'on ne vend pas alors de produits parce qu'on ne peut pas les échanger contre un autre produit qui manque, l'aliment? Mais cet échange devrait également avoir lieu. Que dis-je? On devrait produire et vendre d'autant plus qu'il faudrait donner davantage de produits pour celui qui est rare, s'il était vrai que les produits s'obtiennent par des produits. Mais au contraire, Say lui-même vient de l'avouer, les années de disette on ne trouve à vendre quoique ce soit. Ce n'est donc pas avec des produits que l'on obtient alors le grain, cet autre produit.

Conclusion.

On le voit, toutes ces conséquences du principe : que les produits s'achètent par des produits, 1° que les qualités des produits à vendre seraient indifférentes, 2° que le bon marché de ceux à consommer le serait aussi, 3° que les crises commerciales amenées par la surabondance des produits manufacturés et le manque de produits nutritifs n'existeraient jamais, toutes ces conséquences, dis-je, contraires aux faits, prouvent aussi bien sa fausseté que celle des principes d'où il a été déduit.

SECTION III. — LA NATURE DES PRODUITS IMPORTÉS OU EXPORTÉS EST-ELLE INDIFFÉRENTE?

Sommaire. — La démonstration de ce principe est un pléonasme dans son cours. — D'où et comment il le déduit. — Sa réfutation. — Remarque sur la manière de raisonner des économistes anglais pour établir cette quatrième base du libre-échange.

Ce principe, que les produits se paient par des produits, aurait aussi pour conséquence que la nature des produits échangés est indifférente comme leur quantité, surtout pour J.-B. Say qui prétend de plus encore que l'importation de n'importe quel *produit est aussi favorable* que celle de l'argent. Aussi la démonstration de ce nouveau principe est un pléonasme dans son cours. Mais comme il est important, il a jugé sans doute qu'il ne suffisait pas de le laisser comme conséquence du supérieur, qu'il fallait en donner une démonstration particulière. Il dit donc : « Il y a autant » de gain obtenu par une nation en vendant à l'étranger » pour un million de laine en balle que pour un million » d'étoffe fabriquée avec elle. » D'où il conclut que le pays *ne perd pas en vendant pour un million de laine et en recevant en paiement un million d'étoffe fabriquée avec elle; qu'on doit encore laisser ce commerce libre; qu'il ne faut pas là-dessus consulter les industrieux, qu'ils n'y connaissent rien, qu'ils ne sont guidés que par l'intérêt particulier; que c'est la liberté du commerce la cause de toutes les prospérités; qu'il vaut mieux qu'une nation soit composée de troupeaux et de pasteurs que de manufacturiers, qu'ils souffrent moins des crises commerciales (qui tantôt n'existaient pas), etc. Puis suivent quelques belles phrases sur les merveilles de l'action vivifiante de la liberté commerciale!* 4e partie de son cours chapitre XIV.

La démonstration de ce principe est un pléonasme dans son cours.

D'où et comment il est déduit.

D'abord, nous l'avons prouvé au chapitre VIII ci-devant,

la nation, qui exporte, gagne plus en exportant des produits des premières que des dernières catégories, et surtout celle qui importe perd plus en important des dernières que des premières; et toutes gagnent a s'en échanger des premières et toutes perdent à s'en échanger des dernières. Non-seulement par conséquent *elles ne gagnent pas autant l'une que l'autre* en s'échangeant des produits différens pour des valeurs égales. Mais l'une peut perdre en même temps que l'autre gagne, et elles peuvent perdre et gagner toutes deux; mais les chances de perdre sont infiniment plus grandes que celles de gagner.

Ensuite de ce qu'il y aurait autant de profits en s'échangeant des produits des différentes catégories pour des valeurs égales, a-t-il le droit de conclure que ces valeurs sont toujours égales? Evidemment non. L'échange ne consistât-il même qu'en laine en balle et en étoffe fabriquée avec elle, il ne le serait jamais encore, si le commerce se bornait entre les deux nations qui le feraient et si l'une se bornait à produire la laine et l'autre à la fabriquer. Pouvant en effet avec un million de laine en balle produire pour quatre à cinq millions, je ne sais, d'étoffe, la nation, qui importe la première n'en importera que pour un demi-million au plus quand elle enverra chez sa voisine pour un million des secondes, puisque cette quantité de matières premières suffit pour fabriquer les étoffes pour les deux. La nation manufacturière obtiendra alors 1° une progression d'augmentations de sa prospérité, avec tous ses effets accessoires, qui aura pour premier terme les manufacturiers nécessaires pour convertir ce demi-million de laine en deux millions de tissus, 2° une importation continuelle d'un demi-million de monnaie, qui augmentera la fortune de ses producteurs supérieurs d'une manière continuelle et plus forte pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation et engendrera un nombre sans cesse croissant de nouvelles progressions d'augmentations de sa prospérité avec tous ses phénomènes ordinaires.

La nation agricole au contraire éprouvera les trois genres d'effets pernicieux opposés.

Si même la première importait pour un million de laine en balle, quand elle exporte à la seconde pour un million de tissus fabriqués avec elle, c'est qu'elle en livre pour deux millions à d'autres nations, après en avoir conservé un million pour son usage. Elle augmente alors sa prospérité d'une progression, qui a pour premier terme le nombre des manufacturiers nécessaires pour convertir le million de laine en quatre millions d'étoffe et 2° elle augmente d'une manière continuelle la quantité de sa monnaie de deux millions, ce qui lui procure encore à un degré proportionnel les deux genres d'effets avantageux, qui s'ensuivent. Tandis que la nation agricole, qui a seule la faculté de livrer aux autres les tissus fabriqués avec ses matières premières et qui, au moyen de primes à l'exportation, peut le faire à aussi bon marché que qui que ce soit, se prive volontairement de tous ces avantages. Je professe donc que c'est une grande erreur pour une nation non-seulement d'échanger ses matières premières contre des produits manufacturés avec elles, ce qui lui fait éprouver les trois genres d'effets pernicieux décrits plus haut, mais encore de laisser sortir ses matières premières sans les fabriquer elle-même auparavant, ce qui la prive des trois genres d'effets avantageux ci-dessus exposés également. Déjà la nation, qui importe les matières premières des autres et qui leur livre ses produits manufacturés, attire toutes les industries sur son sol, excepté le nombre d'agriculteurs nécessaires pour produire les matières premières importées et la petite progression, qui s'ensuit, et augmente d'une manière continuelle la quantité de sa monnaie de toute la valeur de ses produits exportés dont il faut soustraire cependant celle des matières premières importées, et achète d'une manière continuelle les moyens de produire des nations étrangères. Mais celle qui possède les matières premières, peut attirer tous les produc-

teurs, toute la monnaie et tous les moyens de produire, c'est-à-dire toute la population et toute la richesse absolument de toutes les autres sur son territoire.

La remarque que les produits manufacturés ont beaucoup plus de valeur que les matières premières qui leur servent de base, qu'un million de laine, par exemple, suffit pour produire pour quatre à cinq millions d'étoffes, qu'on manufacture des produits avec une valeur proportionnellement beaucoup moindre encore de matières premières, que l'Angleterre n'importe que des produits agricoles, et même seulement quand son sol n'en produit plus assez, et n'exporte que des produits manufacturés, explique l'immense supériorité de la valeur de ses exportations sur celle de ses importations, l'énorme importation de sa monnaie métallique depuis un siècle et demi par le commerce, la grande exportation de celle-ci par l'acquisition, par ses producteurs supérieurs, des moyens de produire du monde entier, et l'immense richesse de ses producteurs supérieurs, profits, je le répète, qu'elle obtient uniquement de la bonne volonté des autres nations et à leurs dépens, puisque n'ayant presque pas de matières premières, c'est uniquement parce que celles-ci le veulent bien qu'elle manufacture les leurs.

Manière de raisonner des économistes anglais pour établir cette quatrième base du libre-échange.

Aussi voyez la manière de raisonner de leurs économistes (car J.-B. Say n'est que leur traducteur) pour établir les principes diamétralement opposés. Ils commencent par poser un principe faux : *Il y a autant de gain en vendant pour un million d'une chose que pour un million d'une autre ;* ils supposent par conséquent un échange égal ; et ils raisonnent ensuite comme si tous les échanges étaient toujours égaux, comme si une nation ne pouvait ni diminuer ses importations, ni augmenter ses exportations ! Est-ce raisonner ? Et comme ils savent que ces principes blesseraient surtout primitivement les manufacturiers des autres nations, ils ont soin de prévenir les gouvernemens contre les justes plaintes

de ceux-ci. *Il ne faut pas là dessus consulter les industrieux; ils n'y connaissent rien; ils ne sont guidés que par l'intérêt particulier; c'est la liberté commerciale la cause de toute prosperité, etc., etc.!*

SECTION IV. -- PRÉTENDUS AVANTAGES DU LIBRE-ÉCHANGE.

Sommaire. — Les principes précédens, fussent-ils vrais, ne prouveraient pas encore les avantages de la liberté commerciale. — Nouveaux principes qui ont pour but de les prouver. — La valeur des importations surpasse toujours celle des exportations. — Exemple de M. de Saint-Chamans. — Opinion de J.-B. Say sur les effets de l'affranchissement des Grecs. — Nouveau genre d'avantages obtenus par la liberté commerciale. — 1° Nous obtenons des produits nouveaux comme le café et le coton. — 2° Nous nécessitons l'exportation de nos produits et 3° nous obtenons nos propres produits à meilleur marché. — Discussion du premier de ces effets avantageux. — Du deuxième. — Du troisième. — Éloge exprès et formel du bon marché. — Et puis ces quatre avantages dépendent du principe que les produits se paient avec des produits.

Mais tous les principes supérieurs des libres-échangistes: 1° que l'importation et l'exportation de l'or et de l'argent sont indifférentes, 2° qu'elles sont impossibles, 3° que les produits se paient par des produits et 4° que la nature des produits exportés et importés est indifférente, tous ces principes fussent-ils vrais, loin de prouver *les merveilles de l'action vivifiante de la liberté commerciale*, prouveraient à peine parmi la foule de conséquences absurdes et contradictoires, qui en découlent, qu'elle n'est pas nuisible. Les Anglais, auteurs du libre-échange, sont donc obligés d'en inventer de nouveaux, qui en prouveront les avantages. Écoutons en effet encore un coup leur fidèle interprète. « *Les marchandises sont payées par des marchandises*, dit » J.-B. Say, *et comme, ainsi que nous l'avons prouvé, il* » *faut pour que les commerçans trouvent leur compte à* » *faire le commerce que les importations surpassent en va-* » *leur les exportations, nous recevons toujours du dehors* » *une valeur supérieure à celle que nous y avons envoyée.*

Nouveaux principes qui ont pour but de les montrer.

1° La valeur des importations surpasse toujours celle des importations.

» *C'est ce qu'on a fait ridiculement appelé une balance défa-*
» *vorable et même d'autant plus défavorable que nous fai-*
» *sons avec l'étranger un commerce plus lucratif.* »

D'où il conclut « *qu'on ne doit pas ajouter foi à tous les* » *tableaux des exportations et des importations, qu'ils sont* » *tous faux, qu'ils devraient pour être vrais présenter pour* » *une plus grande valeur d'importations que d'exporta-* » *tions,* » (moyen admirable de fermer les yeux des gouvernemens et des nations sur les pertes qu'ils font par le commerce international,) « *que toutes les balances payées en* » *argent sont défavorables, sont même d'autant plus défa-* » *vorables que les nations y gagnent plus d'argent.* » 4e partie de son cours, chapitre XIII.

D'abord, quelle contradiction dans la même phrase et quelle absurdité! *Les marchandises sont payées par des marchandises et nous recevons toujours du dehors une valeur supérieure à celle que nous y avons envoyée en argent,* puisqu'il dit plus bas : *que toutes les balances payées en argent sont défavorables et même d'autant plus défavorables en argent que les nations y gagnent plus d'argent.* Ce qui veut dire : *que les marchandises sont payées par des marchandises, et qu'il n'y a pas par conséquent d'argent d'échangé, et que cependant toutes les nations exportent de l'argent et qu'elles en gagnent d'autant plus qu'elles en exportent plus!*

Mais où a-t-il prouvé ce nouveau principe, qu'il dit avoir prouvé quelque part, *qu'il faut pour que les commerçans trouvent leur compte à faire le commerce que les importations surpassent en valeur les exportations?* Il est évident que les commerçans trouvent aussi bien leur compte en exportant qu'en important. Ceux mêmes, qui ne feraient que le commerce d'exportations, pourraient gagner tout autant que ceux qui ne feraient que le commerce d'importations. Il faut, pour que les commerçans trouvent leur compte, non pas que

la valeur des produits importés surpasse celle des produits exportés, mais que celle des produits vendus, n'importe à quelle nation, soit plus grande que celle des produits achetés, n'importe à quelle nation encore. Les commerçans n'ont pas pour but l'avantage de leur patrie respective, mais le leur propre. Leurs profits et leurs pertes n'ont pas de rapport avec les profits et les pertes de cette dernière. Ils peuvent gagner par un commerce tout-à-fait nuisible à leur patrie, comme ils peuvent perdre par un commerce qui lui serait tout-à-fait avantageux.

Mais en supposant même que nos négocians ne consentent à faire le commerce avec les autres nations que quand la valeur des importations l'emporte sur celle des exportations, notre nation n'y gagnerait pas encore. Que dis-je ? Elle perdrait d'autant plus que la valeur des produits importés l'emporte plus sur celle des produits exportés. En effet, laissons les commerçans de côté, et examinons la chose par rapport à la nation. Qui paie la valeur des produits importés ? La nation. Qui reçoit celle des produits exportés ? La nation. Il en résulte donc que la nation paie d'autant plus que les importations sont grandes et reçoit d'autant moins que les exportations sont petites, ou perd d'autant plus d'argent que la valeur des importations l'emporte plus sur celle des exportations, et en gagne d'autant plus au contraire que celle des dernières l'emporte plus sur celle des premières, sans parler de la progression de diminutions dans le premier cas et d'augmentations dans le second de la prospérité générale produite par la diminution primitive dans le premier et l'augmentation dans le second du nombre des producteurs. Principe exactement opposé à celui que nous discutons.

Exemple de Saint-Chamans.

Ce sont les mêmes idées que l'on trouve émises différemment par M. de S[t]- Chamans, qui a, dit M. Droz, fort spirituellement indiqué les résultats illusoires de la balance du commerce. « Supposez, dit cet auteur, qu'un négociant

» français exporte au-delà des mers une cargaison de cin-
» quante mille francs, supposez que sa vente et ses achats
» soient tellement heureux qu'il apporte en retour des mar-
» chandises, dont la valeur s'élève à deux cent mille francs.
» Cette opération est brillante. Cependant consultez la ba-
» lance du commerce; elle vous indiquera dans la colonne
» des exportations cinquante mille francs, dans celle des
» importations deux cent mille; et prouve ainsi que nous
» avons perdu cent et cinquante mille francs. Un événe-
» ment pouvait changer ces calculs; si la tempête eut en-
» glouti les deux cent mille francs de marchandises, ils
» ne seraient pas inscrits dans la colonne des importations
» et celle des exportations démontrerait que nous avons
» gagné cinquante mille francs.

« On conçoit à peine, en conclut M. Droz d'un air triom-
» phant, que des hommes d'État aient laborieusement étu-
» dié les tableaux de la balance du commerce pour en tirer
» de graves conséquences sur la destinée des empires. »
Livre II, chapitre IX.

C'est toujours le même système de confondre les intérêts des nations avec ceux des commerçans. Ce négociant français en exportant au-delà des mers une cargaison de cinquante mille francs fait naître une progression d'augmentations du nombre des producteurs et partant des produits et des moyens de produire français, qui a le nombre des producteurs des marchandises exportées pour premier terme, et 2° augmente la quantité de la monnaie de la France de cinquante mille francs; ce qui produit à un degré proportionnel les deux derniers genres d'effets avantageux que l'on connaît.

Et l'importation des marchandises étrangères dont la valeur s'élève à deux cent mille francs, détermine une progression de diminutions du nombre des producteurs, des

produits et des moyens de produire ou de la prospérité du pays, qui, si elles remplacent à un prix égal un égal nombre de producteurs des produits du pays, a pour premier terme quatre fois le nombre des producteurs des marchandises exportées et, si elles consistent en produits à meilleur marché, comme des étoffes de coton, peut-être 10 à 15 fois le nombre des producteurs nécessaires pour produire pour deux cents mille francs de marchandises du pays ou 40 à 60 fois celui des producteurs des marchandises exportées. Mais n'étant payée par ledit négociant que 50 mille francs, cette importation ne fait que diminuer la quantité de la monnaie de la France, autant que l'exportation supérieure ne l'avait augmentée, et que détruire les deux derniers effets avantageux de celle-ci.

Il ne reste donc de cette opération pour la nation, que la progression de diminutions de sa prospérité produite par l'excédant du nombre des producteurs supprimés par l'importation sur celui des producteurs augmentés par l'exportation.

Si donc le négociant français gagne cent et cinquante mille francs, c'est l'argent provenant de la suppression du nombre des producteurs de son pays qu'il ne faut plus payer et qui détermine la progression susdite de diminutions de la prospérité générale. Cette opération brillante pour le négociant, loin d'être avantageuse à sa nation, lui est donc bien pernicieuse.

Si la tempête eût englouti les marchandises avant leur importation, le négociant, à qui on suppose ici qu'elles appartenaient, eut perdu cinquante mille francs au lieu d'en gagner cent-cinquante mille ; mais la nation française eut obtenu la progression d'augmentations de sa prospérité produite par l'exportation de ses produits, et n'eut pas éprouvé celle de diminutions produite par l'importation des produits

étrangers. Du reste, souvent les marchandises qu'on exporte cessent d'appartenir aux Français après leur exportation, et celles qu'on importe ne leur appartiennent pas encore avant leur importation; il n'arrive donc pas ordinairement que le négociant français supporte la perte de 50 mille francs dans ce dernier cas.

Opinion de J.-B. Say sur les effets de l'affranchissement des Grecs.

C'est toujours encore le même système de confondre les intérêts des nations avec ceux des commerçans, que l'on remarque dans les lignes suivantes : « On a vu des négocians » de Londres et de Marseille, dit J.-B. Say, redouter l'af- » franchissement des Grecs et la concurrence de leur com- » merce. Quel commerce les Grecs indépendans pourraient- » ils faire avec nos négocians contre le gré de ceux-ci? Et » nos négocians *consentiraient-ils à des affaires qui ne se-* » *raient pas utiles à eux-mêmes, et par conséquent à leur* » *nation?*

Il veut faire croire par là non-seulement encore que les intérêts des commerçans d'une nation sont une sauvegarde suffisante de ceux de celle-ci, mais que tout le tort, que les Grecs indépendans pourraient faire aux Français et aux Anglais, se ferait en commerçant directement avec eux ; ce qui est faux sous deux rapports : Les Grecs pourraient leur faire tort, 1° en cessant de commercer avec eux, en prohibant par conséquent l'importation de leurs produits, et en les privant par là des trois genres d'effets avantageux des exportations et en se préservant des trois genres d'effets pernicieux des importations, et 2° en approvisionnant à leur place d'autres peuples et obtenant à leur place les trois genres d'effets précieux d'autres exportations, genre de commerce qu'ils tâchent de faire perdre de vue.

On le voit, tous ces argumens avancés pour prouver que nous recevons toujours du dehors une valeur supérieure à celle que nous y avons envoyée, que toutes les balances sont

défavorables et même d'autant plus défavorables que nous gagnons davantage, sont contradictoires, faux et absurdes et sont de plus conçus de la manière la plus sophistique.

Nouveaux avantages obtenus par la liberté commerciale.

Mais oubliant sans doute dans le chapitre XV de la même partie de son cours à quelle cause il vient d'attribuer dans le chapitre XIII *les merveilles de l'action vivifiante de la liberté commerciale*, il y soutient que : « les avantages que » nous obtenons par elle sont les suivans : 1° Nous obte- » nons des produits que nous n'aurions pas su obtenir direc- » tement, *comme le café et le coton; 2° on nécessite par là* » *l'exportation de nos produits indigènes, comme les cou-* » *teaux de France au moyen desquels on achète les pre-* » *miers;* 3° cet avantage de recevoir des produits étrangers » et d'exporter les nôtres, qui est très-frappant dans ce cas, » se rencontre, mais à un moindre degré, dans *tous les* » *commerces que l'on fait avec l'étranger, même lorsque* » *nous recevons en échange des marchandises manufactu-* » *rées, que nous aurions pu fabriquer nous-mêmes. Par ce* » *commerce, nous les recevons à un prix inférieur à celui* » *qu'elles nous coûteraient, si nous les fabriquions nous-* » *mêmes.* »

Ces trois nouveaux prétendus très-grands avantages sont trois très-grands et très-pernicieux désavantages.

1° Nous obtenons des produits nouveaux comme le café et le coton.

L'importation des produits nouveaux qui composent nos deux premières catégories, peut bien quelquefois augmenter nos jouissances et même déterminer une légère progression d'augmentations de notre prospérité par l'augmentation du nombre de nos producteurs, qu'elle engendre primitivement; mais produisant la même diminution de la quantité de notre monnaie que celle des produits des autres catégories, elle produit d'une manière continuelle les deux derniers genres d'effets pernicieux de celle-ci. Mais le nombre de ces espèces particulières de produits, qui augmentent nos

jouissances et le nombre primitif de nos producteurs et n'ont par conséquent que les deux derniers genres d'effets pernicieux des importations, est très-petit. Le coton, que J.-B. Say cite ici comme en étant un, n'augmente en rien nos jouissances, et diminuant d'une manière énorme le nombre de nos producteurs, elle joint aux deux effets pernicieux susdits de la diminution de la quantité de notre monnaie celui de déterminer une énorme progression primitive de diminutions de notre prospérité.

2° On nécessite l'exportation de nos produits.

Le deuxième prétendu avantage, celui de nécessiter l'exportation de nos produits, est nul puisque, nous l'avons prouvé, l'importation ne la nécessite nullement. Nous ne prendrions pas pour un centime de produits à une nation étrangère, qu'elle nous prendrait encore ceux qu'elle nous prend actuellement, si nous continuions à les lui livrer à un prix inférieur à celui qu'elle doit les payer chez elle et ailleurs, ou s'ils sont d'espèce particulière, et les nations étrangères, à qui nous prenons les produits particuliers ou à meilleur marché qu'elles nous offrent, ne nous prennent peut-être pas pour un centime des nôtres. Car, pour citer l'exemple même de J.-B. Say, les paie-t-on en totalité, ces malheureux produits exotiques, comme le café et surtout le coton, dont il considère l'importation comme avantageuse encore en nécessitant l'exportation de produits indigènes? On les paie, dit cet auteur, en couteaux de France. Mais vraiment les Indiens font une consommation épouvantable de couteaux. A-t-il réfléchi au nombre de millions d'importation de café et de coton pour le mettre en comparaison avec celui des couteaux exportés? Où a-t-il vu que les derniers peuvent payer les premiers et mille autres produits de l'Asie et de l'Amérique? C'est absurde. C'est l'Angleterre qui livre à la plupart des peuples du continent de l'Europe les produits agricoles des autres parties du monde, après avoir manufacturé ceux qui sont susceptibles de l'être, et qui livre à la plupart des autres parties du monde les produits

agricoles de l'Europe, après avoir encore manufacturé tous ceux qui sont susceptibles de l'être. Que dis-je? Elle renvoie même manufacturé aux différentes nations leurs propres produits qu'elle a reçus bruts. Elle obtient par là, à un degré immense, les trois genres d'effets avantageux des exportations. Elle obtient une très-grande augmentation de sa population, mais elle en obtient une infiniment plus grande encore de sa richesse. Mais elle produit les effets pernicieux inverses sur les nations étrangères.

L'importation de produits étrangers ne nécessite donc nullement une exportation des nôtres. Mais en nécessitât-elle une équivalente, cet échange serait encore infiniment plus souvent nuisible qu'utile, puisque celui des produits des quatre dernières catégories est infiniment plus fréquent que celui des deux premières.

3° Nous obtenons nos propres produits à meilleur marché.

5° Mais J.-B. Say se rend coupable d'une erreur bien autrement grande et bien autrement préjudiciable encore à ses concitoyens en soutenant que la France gagne même en recevant de l'étranger des marchandises qu'elle aurait pu fabriquer elle-même. Il résulte en effet de ce que nous avons dit au chapitre VIII de cette première partie, que l'importation de produits manufacturés à la place de matières premières détermine une progression de diminutions de notre prospérité, qui a le nombre des producteurs qui les ont manufacturés de plus pour premier terme que celle produite par l'importation de leurs matières premières, et 2° une exportation continuelle de monnaie plus grande que celle produite par celle-ci de tout l'excédant du prix des produits manufacturés sur celui desdites matières premières.

Il prétend que nous gagnons à importer des produits que nous aurions pu fabriquer nous-mêmes, parce que nous les obtenons par là à meilleur marché. Mais 1° quelle absurdité encore un coup pour lui de parler du bon marché, si les pro-

duits se paient par des produits, et 2° ce bon marché, qu'il regarde comme un avantage, est déjà, comme nous avons dit, une très-grande cause de ruine, quand il est produit par des causes internes, puisqu'il détermine alors une progression de diminutions de la prospérité générale, qui a la diminution du nombre des producteurs, cause de ce bon marché, pour premier terme, mais il en est une bien plus active encore, quand il l'est par l'importation, comme nous l'avons dit aussi, puisqu'il en engendre une qui a pour premier terme la suppression totale des producteurs des marchandises indigènes remplacées, et qu'il occasionne une exportation continuelle de la monnaie, qui produit d'une manière continuelle les deux genres d'effets pernicieux qu'on connaît.

Éloge exprès et formel du bon marché.

« Par le commerce, ajoute-t-il, nous obtenons à meilleur » marché les marchandises dont nous avons besoin. Or la » nécessité, où l'on met les consommateurs par les prohibi- » tions de les payer plus cher, équivaut complètement » pour eux à une diminution de revenus. Car notre revenu » à tous, quelque en soit la source, est d'autant plus grand » qu'il peut nous servir à acheter plus d'objets de consom- » mation, et que ce que nous donnons de plus pour un » objet diminue d'autant ce que nous pourrions consacrer » à l'achat d'un autre. »

« L'ignorance, où l'on est encore par rapport à ce principe » incontestable, fait que nous sommes ordinairement sa- » crifiés en notre qualité de consommateurs, c'est-à-dire » dans la fonction que nous exerçons le plus généralement, » le plus constamment, pendant toutes les heures du jour, » pendant notre sommeil même. Car les draps de lit, dans » lesquels nous sommes couchés, nos matelas, la cou- » chette, nos rideaux, notre ameublement, notre apparte- » ment, l'ardoise ou la tuile, qui nous couvre, sont des » objets, que nous consommons en dormant. Nos revenus, » à quelque somme qu'ils se montent, sont en lutte perpé-

» tuelle contre tous nos besoins. Ils sont diminués par » chaque sou qu'on nous fait payer de plus et que nous » pourrions payer de moins, etc., etc. » 4e partie de son cours chapitre XV.

Comme l'Anglais devait faire consister en quelque chose l'avantage du commerce extérieur, et qu'avec ses primes, déguisées ou non, il peut livrer ses produits à aussi bon marché qu'il veut, que c'est par là qu'il triomphe dans la lutte générale du commerce, qu'il s'enrichit et ruine toutes les autres nations, il avait besoin de faire goûter à tous les peuples les prétendus avantages du bon marché. Sa réfutation.

Nous avons déjà plusieurs fois prouvé les pernicieux effets de celui-ci; prouvons-les encore en nous servant des termes que J.-B. Say emploie ici pour en prouver les effets avantageux. En raisonnant d'abord, comme lui, sous le rapport de l'intérêt de toutes les nations en même temps, nous pouvons dire : Oui, notre revenu est d'autant plus grand qu'il peut nous servir à nous acheter plus de choses; mais il obtient cet avantage par l'augmentation primitive des prix des produits, à laquelle nous participons comme producteurs et qui détermine des progressions d'augmentations du nombre et de diminutions des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, et non par leur diminution primitive à laquelle nous participons comme consommateurs et qui détermine des progressions consécutives de diminutions de leur nombre et d'augmentations de leurs prix. Si notre fonction de consommateurs est plus constante, plus générale, si nous consommons pendant toutes les heures du jour et de la nuit, même pendant notre sommeil, nous ne pouvons consommer pendant tout ce temps que ce que nous avons gagné comme producteurs. Nous devons donc gagner dans cette dernière fonction pendant les momens moins constans du travail de nos bras, de nos talens, de notre capital, de notre terre, etc., d'autant plus

que nous désirons consommer davantage et que nous voulons devenir plus riches. Il faut donc augmenter le nombre des producteurs ou des hommes qui gagnent comme producteurs, que la concurrence réduit toujours le plus possible, afin qu'ils aient les moyens d'acheter une partie suffisante pour vivre de ce qu'ils peuvent produire : Alors ils pourront répéter souvent ces deux fonctions dont l'une, la consommation, est la cause unique de l'existence et de ses agrémens et dont l'autre, la production, est celle de la création des moyens de produire ou de la richesse, et qui s'engendrant ensuite mutuellement toutes deux forment des progressions géométriques décroissantes d'augmentations des jouissances, de la richesse et de la population.

Cette lutte du reste entre nos revenus et nos besoins n'existe pas. Nos revenus, loin d'attaquer nos besoins, viennent les soulager, et nos besoins, quand on les satisfait, loin de diminuer nos revenus, en considérant la chose en général, les augmentent. Loin donc d'exister une lutte, il existe un véritable concert entre la somme de nos revenus et celle de nos dépenses, puisqu'il existe entre elles un rapport tel que l'on peut dire indifféremment que nos revenus engendrent nos dépenses, et que nos dépenses engendrent nos revenus. Mais malheureusement la génération des dépenses par celle des revenus est moins grande ; c'est pour cela que l'augmentation des dépenses doit être primitive et qu'elle engendre alors une progression géométrique décroissante des unes et des autres, ou des jouissances, de la richesse et de la population. Nous finissons toujours par retomber sur nos principes fondamentaux : N'est-ce pas encore une preuve de leur justesse ?

Mais nous sommes forcés, pour réfuter complètemet cet éloge du bon marché primitif, de faire remarquer encore qu'il devient consécutivement une augmentation réelle de prix, et que, s'il est, considéré en général, la cause de la

ruine du monde, il est, considéré par rapport aux nations en particulier, bien plus pernicieux encore, puisque s'il engendre dans le premier cas une progression de diminutions de la prospérité générale, qui a la diminution du nombre des producteurs, cause de ce bon marché, pour premier terme, 1° il en engendre une dans le second qui a pour tel le nombre total des producteurs des marchandises remplacées, et 2° qu'il diminue d'une manière continuelle la quantité de leur monnaie, ce qui produit de plus les deux effets pernicieux qu'on connaît, c'est-à-dire, une diminution continuellement croissante de la richesse de leurs producteurs et un nombre sans cesse croissant de nouvelles progressions de diminutions de leur prospérité.

Et puis tous ces prétendus avantages dépendent du principe que les produits se paient par des produits.

Avant de quitter ces quatre prétendus avantages de la liberté commerciale que nous venons de prouver être quatre très-grands et très-pernicieux désavantages : *La valeur des importations supérieure à celle des exportations*, 2° *l'importation de produits nouveaux comme le café et le coton*, 3° *l'avantage de nécessiter l'exportation de nos produits et* 4° *le bon marché*, J.-B. Say veut sans doute leur ajouter la dernière preuve : « *Tous ces avantages*, ajoute-t-il, *reposent sur cette idée mère et fondamentale, que je vous prie de ne pas perdre de vue : C'est que, quand nous consommons des marchandises étrangères, nous ne consommons jamais que des produits de notre pays, attendu qu'il nous est impossible de rien acquérir soit au dedans soit au dehors, si ce n'est avec des produits de notre industrie.* » Même chapitre XV.

Voilà donc que ce principe si faux, si laborieusement établi *que les produits se paient par des produits*, que nous avons vu prouver parmi la foule de conséquences absurdes, qui en découlent, que le commerce international n'aurait aucun effet avantageux, devient tout-à-coup la cause de tous ces avantages : *C'est donc parce que les produits se paient*

par des produits, que la valeur des importations l'emporte toujours sur celle des exportations, 2° que nous obtenons par le commerce des produits nouveaux, et 3° que nous les obtenons à bon marché. C'est donc pour cela que l'action vivifiante de la liberté commerciale est si merveilleuse!

On le voit, non-seulement ces prétendus avantages de la liberté commerciale sont de très-pernicieux désavantages, mais encore ils sont faux et faussement déduits de ses principes, qui, fussent-ils vrais, prouveraient, je le répète, que le commerce est tout-à-fait indifférent.

SECTION V. — OPINION DE J.-B. SAY SUR LES TRAITÉS DE COMMERCE.

Sommaire. — Tâche que les auteurs du libre-échange avaient à remplir. — Conclusion de J.-B. Say des principes précédens : les traités de commerce sont inutiles. — Ce principe est-il conforme à l'observation. — Origine et but de ces doctrines.

Les auteurs du libre-échange ne pouvaient pas admettre les inconveniens ni les avantages réels du commerce international, parce qu'alors toutes les nations auraient cherché à se préserver des premiers et à obtenir les seconds, il fallait rejeter les uns comme les autres. Cependant il fallait aussi montrer qu'il a des avantages pour engager tous les peuples à le permettre. Il fallait donc remplacer les inconvéniens et les avantages réels par des avantages apparens pour toutes les nations sans jamais nuire à aucune. La tâche était difficile. Nous venons de voir comment J.-B. Say l'a remplie.

Conclusion de J.-B. Say des principes précédens : les traités de commerce sont inutiles.

Il lui reste à en tirer sa conclusion favorite. *La seule bonne politique économiquement parlant*, dit-il, *consiste à faciliter de tout son pouvoir les communications commerciales quelles qu'elles soient.*

Pour prouver probablement que l'observation est d'accord

avec ce principe, il ajoute : « *Il y a plusieurs pays dans le* » *monde, qui admettent les marchandises des autres nations* » *sans s'inquiéter si celles-ci prohibent ou ne prohibent pas* » *les leurs, sans jamais exiger même que l'on ôte ou qu'on* » *réduise les droits qu'on fait supporter à leurs produits.* » *De ce nombre sont la Chine et tous les États asiatiques et* » *africains, les pays de la domination turque et les colonies* » *nouvellement indépendantes de l'Amérique. Personne, que* » *je sache, ne s'est avisé cependant de prétendre que cette com-* » *munication, toute boiteuse qu'elle paraisse, ne soit avan-* » *tageuse à ces pays-là. On sait combien le Chine gagne* » *avec l'Europe.* »

Ce principe est-il conforme à l'observation?

« *Le nouveau pays de Buénos-Ayres, sans exiger de réci-* » *procité, fait un commerce avantageux avec l'Angleterre et* » *lui envoie une quantité considérable de cuirs, de crin et* » *de suif. Or supposez que les Buénos-Ayriens, animés des* » *principes du système exclusif, voulussent un beau jour* » *favoriser l'établissement chez eux des manufactures de* » *laine et de coton et s'avisassent en conséquence de défendre* » *la sortie de leurs matières premières et l'importation de* » *marchandises anglaises, qu'arriverait-il? Pour payer* » *chèrement de mauvaises étoffes, ils renonceraient aux* » *faciles profits qui leur sont offerts par la nature de leur* » *pays et de leur industrie.* » 4e partie chapitre XIX.

D'abord, M. Say, vous citez des choses fausses; vous dites que du nombre des nations, qui admettent tous les produits étrangers sans s'inquiéter ni de leur nature, ni de leur quantité, ni de l'endroit d'où ils viennent, se trouve la Chine. Mais vous êtes donc le seul qui ignorez que cette nation, loin d'admettre les produits des autres nations sans s'inquiéter de ce qu'ils sont et d'où ils viennent, vit au contraire d'une manière tout-à-fait isolée, ne permet pas même l'entrée sur son territoire à un seul étranger, que tout le commerce international de cet empire immense s'est trouvé

longtemps concentré à la petite île de Macao à quelques lieues des côtes et l'est actuellement au seul port de Canton et encore réservé à une seule compagnie chinoise, qui vend au prix de monopole les produits de sa nation, qu'on vient lui demander de toute part, et qui ne peut acheter que certains produits désignés des nations étrangères, qu'on vient de toute part aussi lui offrir. Ainsi la Chine que vous citez comme une nation qui pratique le libre-échange est après l'Angleterre celle qui prohibe le plus les marchandises étrangères et qui vend le plus proportionnellement de celles de ses industries; et la Chine est une des nations les plus riches et les plus peuplées de l'univers.

En second lieu, comment osez-vous citer les autres peuples ci-dessus comme des exemples des avantages du libre-échange? S'ils étaient dans la prospérité vous auriez raison d'en agir ainsi. Mais voyez votre raisonnement : *ils admettent*, dites-vous, *les marchandises de toutes les nations sans s'inquiéter si celles-ci prohibent ou ne prohibent pas les leurs* et ils sont pauvres et leurs pays sont presque déserts. Vous voudriez que tous les peuples les imitassent; mais la pauvreté serait bien vite leur partage, comme elle est le leur.

Ces peuples, les Buénos-Ayriens comme les autres, auraient au contraire bien raison, s'ils commençaient non pas par défendre la sortie de leurs matières premières, comme vous le supposez malignement, mais s'ils défendaient primitivement l'importation des produits étrangers. 1° Ils fabriqueraient de mauvaises étoffes, qui leur rendraient les mêmes services que de belles, mais ils parviendraient bientôt à en produire de plus belles, de plus commodes et de plus variées. Mais l'essentiel, c'est qu'ils obtiendraient dans tous les cas une augmentation considérable du nombre de leurs manufacturiers qui ne serait que le premier terme d'une progression proportionnelle d'augmentations du nombre de leurs producteurs, de leurs produits et de leurs moyens de produire des industries agricoles aussi bien que manufacturiè-

res et commerciales, progression d'autant plus grande même qu'étant peu avancés dans l'industrie, les frais de production ou les prix desdits produits seraient plus considérables. En second lieu, comme les européens ne prennent les matières premières de ces peuples que parce qu'ils n'en trouvent pas assez de même nature ailleurs ou qu'ils les y obtiennent à meilleur marché, ils les y prendraient encore à l'ordinaire, et ceux-ci obtiendraient encore 1° une nouvelle progression d'augmentations du nombre de leurs producteurs, de leurs produits et de leurs moyens de produire de toutes leurs industries, qui aurait le nombre des personnes qui travaillent aux produits exportés pour premier terme, et 2° une augmentation continuelle de la quantité de leur monnaie avec les effets précieux, qui s'ensuivent. Loin donc de *renoncer aux faciles profits* qui leur sont offerts par la nature de leur pays et de leur industrie, ils ajouteraient les bénéfices de la production manufacturière à ceux de la production agricole, détermineraient même des progressions d'augmentations de l'une et de l'autre, et augmenteraient de plus d'une manière continuelle la quantité de leur monnaie et par conséquent obtiendraient de ce chef de nouvelles progressions d'augmentations de leur population et surtout de leurs richesses.

Comme toutes ces citations tournent donc contre vous, j'invoque, moi, cet exemple de la Chine pour montrer au contraire combien les restrictions à la liberté du commerce sont avantageuses, comme j'invoque le pays de Buénos-Ayres, comme j'invoquerai les États asiatiques et africains et ceux de la domination turque, que vous citez comme une preuve des avantages de la liberté commerciale, comme une preuve de ses pernicieux effets, surtout quand une autre nation, comme l'Angleterre, emploie le système des primes, des prohibitions et des droits protecteurs. L'observation est donc aussi contraire à ce système du libre-échange que les principes d'où il a été déduit.

Origine et but de toutes ces doctrines.

On le voit, on le sait, les doctrines de cet auteur sont des doctrines anglaises. Cette nation ne cherche à les inculquer aux autres peuples que pour pouvoir seule, au moyen d'un système tout opposé, leur envoyer à tous ses produits manufacturés et leur acheter les produits agricoles que son sol ne peut pas fournir en assez grande quantité pour cela, et de plus leur échanger leurs produits agricoles particuliers. Et ils triomphent ainsi dans la concurrence générale des peuples soumis au système du libre-échange, non en général par la supériorité de l'élégance ou de la solidité de leurs produits, mais par le bon marché, que ce système combiné leur permet d'établir.

Aussi ils tâchent autant de cacher, de masquer les opérations de leur système combiné que de répandre la doctrine opposée du libre-échange. Quand par exemple pouvant fournir chez eux certains produits à aussi bon marché que l'étranger, ils ne sont plus obligés d'en prohiber l'importation d'une manière visible, ni presque invisible par des droits nommés protecteurs, il suffit pour leur faire accorder la préférence également à l'étranger des primes cachées sous différens noms et de différentes manières, ils annoncent avec emphase à tous les peuples qu'ils en laissent l'importation libre, faisant encore un pas de plus vers le libre-échange que toutes les nations devraient s'empresser d'adopter, si pas d'une manière immédiate, au moins d'une manière insensible en *diminuant graduellement les droits protecteurs* en général.

Défions-nous donc et de leurs doctrines et de leurs conseils. *Timeo Danos et dona ferentes.* Quels avantages ils obtiendraient, s'ils parvenaient, comme ils le tentent, et comme ils ont déjà en partie réussi, à engager efficacement tous les autres peuples en général à imiter ces peuplades à demi sauvages, qu'on nous fait l'honneur de nous proposer pour modèles et qui consentent à laisser importer chez eux

toute espèce de produits, pour ne pouvoir exporter qu'une petite partie de ceux de leur sol? Ils finiraient bientôt par réunir dans leurs îles brumeuses toute la population manufacturière et commerçante du globe terrestre. On y admire aujourd'hui, à côté d'un affreux paupérisme cependant, toutes les merveilles que peut enfanter l'opulence. Que serait-ce s'ils parvenaient complètement à leur but : l'adoption complète du système de la liberté commerciale par les autres peuples ?

Mais prenez garde, peuples égoïstes, prenez garde que les autres nations, à qui vous imposez tous les tributs de vos industries et qui y consentent bénévolement, ne comprennent enfin leurs intérêts et votre politique astucieuse et perfide. Elles emploieront contre vous les armes que vous employez depuis si longtemps contre elles et que vous cherchez à leur persuader qu'il ne leur convient pas d'employer contre vous : les prohibitions et les primes. Votre position est fausse. Il suffirait pour elles de vous abandonner à votre propre sort, en cessant toute relation avec vous, pour vous voir tomber du faite de l'opulence dans les abîmes de la détresse, et pour voir leur propre prospérité reparaître et augmenter d'une manière beaucoup plus forte proportionnellement.

Un seul homme a connu parfaitement votre politique et a pu la déjouer efficacement. Et vous n'avez cessé, pendant toute sa vie, de susciter contre lui tous les peuples de la terre, de faire jouer tous les ressorts de votre politique machiavélique. Et lorsqu'il fut tombé, ce grand génie, vaincu bien plutôt par la conspiration des élémens contraires de la nature que par celle des peuples que vous aviez ligués contre lui, vous ne fîtes qu'attaquer sa mémoire surtout dans vos ouvrages d'économie politique, monumens remarquables d'égoïsme et de perfidie. Contre les faibles, vous employez hardiment la force, comme vous venez de faire envers la

Grèce. Envers les forts, vous employez toutes les ressources de l'adresse, de la flatterie, de la corruption. L'or, qui est votre idole et votre but unique, semble n'être plus rien pour vous, quand il s'agit de répandre vos doctrines et de révolutionner un État, dont le gouvernement marche contrairement à vos vues. Visiblement ou sourdement, votre influence se fait sentir partout. Mais cette conduite finira par recevoir le châtiment qu'elle mérite. Il suffira, je le répète, que les peuples finissent par connaître exactement leurs intérêts et se mettent en garde contre vous. Les temps passés, bien compris, seront une grande leçon pour l'avenir.

SECTION VI. — RÉSUMÉ DES PRÉTENDUS EFFETS PERNICIEUX DES PROHIBITIONS, DES PRIMES ET DES DROITS PROTECTEURS ET DES PRINCIPES ET DES EFFETS AVANTAGEUX DU LIBRE-ÉCHANGE.

Sommaire. — Pernicieux effets des prohibitions, des droits protecteurs et des primes. — Principes fondamentaux du libre-échange — Conséquences du principe que les produits se paient par des produits. — La nature des produits est indifférente comme leur quantité et leur valeur. — Avantages du libre-échange. — Traité de commerce. — Conclusion générale de ce chapitre. — Récapitulation du nombre des systèmes proposés ou admis relativement au commerce international.

Pour mieux faire ressortir les inconséquences, les contradictions, les absurdités des principes du système de la liberté commerciale, dont l'ensemble est déjà en contradiction avec leurs principes fondamentaux, faux en général et vrais sous ce rapport, principes qu'ils abandonnent par conséquent, comme j'ai dit, quand ils commencent à devenir vrais, donnons un résumé des prétendus effets pernicieux des prohibitions, des primes et des droits protecteurs et des principes et des avantages de ce système.

Pernicieux effets des prohibitions, des droits protecteurs et des primes.

Les prohibitions et les droits protecteurs qui leur équivalent ont de grands inconvéniens, puisqu'ils ne font, comme la libre importation, rien gagner au fisc, qu'ils renchérissent les produits et font perdre beaucoup aux hommes considérés

comme consommateurs, sans leur faire apparemment rien gagner comme producteurs. 2° Mais les droits protecteurs, qui n'empêchent pas l'importation, ne sont pas plus mauvais que d'autres impôts, quoiqu'ils renchérissent aussi les produits, nuisent de ce chef aux consommateurs, fassent perdre la valeur totale du produit importé aux producteurs et diminuent d'une manière continuelle la quantité de la monnaie. 3° Mais non les droits protecteurs, qui équivalent à des prohibitions, et ceux qui ne leur équivalent pas, sont également pernicieux, puisque l'on fait payer beaucoup de trop par là à une nation, ce qui forme bien une autre somme que celle que les douanes reçoivent en droits d'entrée, qui est nulle dans un de ces cas et précisément égale au renchérissement dans le second. Mais non encore les droits protecteurs, qui équivalent à des prohibitions, sont seuls nuisibles ; ils coûtent souvent des sommes considérables en renchérissant les produits et en faisant consommer ceux du pays à la place de ceux des étrangers, et ne font payer aucun impôt par les consommateurs du pays au gouvernement. Ceux qui ne leur équivalent pas étant avantageux, au contraire, puisque loin de coûter quelque chose, ils diminuent les prix des produits étrangers qu'on consomme à la place de ceux du pays et rapportent quelque chose au gouvernement, c'est-à-dire lui font payer un impôt par la nation. 4° Mais les primes sont pernicieuses au suprême degré, puisqu'elles causent de la perte à la nation qui les donne et que par là le producteur ne gagne rien, qu'il n'est qu'*indemnisé* d'une perte, et que les nations étrangères obtiennent un peu à meilleur marché, ce dont nous devons être jaloux, des produits qui viennent de nous et que sans cela elles prendraient chez elles. 5° Il est bien vrai que l'Angleterre a prospéré depuis qu'elle a employé tous ces expédiens ; mais incapables que vous êtes de rattacher leurs effets à leurs véritables causes, n'allez pas croire que sa prospérité dépend d'eux. Non, les Anglais *ont prospéré* parce qu'*au total ils composent une nation active, intelligente,* parce qu'*elle donne à ses travaux une direction*

utile et qu'*elle unit l'*AUDACE *à la* PRUDENCE ! Et puis c'est évident que c'est là la cause de leur prospérité, puisqu'ils n'ont commencé à avoir toutes ces qualités qu'au moment où ils ont commencé à employer tous ces expédiens et qu'il n'y a qu'eux qui les ont. 6° Et à l'imitation des fautes de l'Angleterre, qui les a commises, malgré son intelligence et la direction utile qu'elle donne à ses travaux, ne voilà-t-il pas que la France, cette insensée, a voulu aussi accorder des primes à l'exportation? Et ce qui prouve qu'elle a tort c'est qu'elle vend par là son sucre aux Suisses et que la prime n'est qu'égale aux droits d'entrée en France, ce qui fait que les rouliers, les commerçans ont gagné leur frais à les leur procurer; et elle accorde encore des primes pour la pêche de la morue; ce qui empêche les Américains ou les Anglais de venir l'approvisionner et acheter ses produits, qu'ils achèteraient alors. 7° Abolissez donc, ô peuples, vos primes, vos prohibitions et vos droits protecteurs, qui équivalent à ces dernières; écartez les entraves qui nuisent aux communications, etc., etc.; imitez l'Angleterre, dont toute la politique, quoique j'aie dit tout-à-l'heure qu'elle a inventé tous ces expédiens, qu'elle accorde des primes de 6 sous sur des produits qui en valent huit, établisse des droits protecteurs de 50 °/₀, dont toute la politique, dis-je, *ne consiste qu'à faciliter et protéger, politique qui est toujours celle qui réussit le mieux, puisque, quand au lieu d'aplanir les difficultés, on se sert du pouvoir pour en créer, on tourne à mal un instrument qui pourrait être utile.*

En voilà-t-il des preuves de tout genre et de toute espèce prises en haut et en bas, à droite et à gauche? Mais comme il y a encore des économistes, *qui n'en sont qu'à la balance du commerce, qui ne savent pas s'élever au niveau de la science, qui ne voient pas les merveilles de l'action vivifiante de la liberté commerciale*, il va en donner bien d'autres preuves à propos du libre-échange, qui est le système opposé à celui des primes, des prohibitions et des droits protecteurs.

Principes fondamentaux du libre-échange.

L'exportation de l'or et de l'argent est *indifférente* et *impossible*. Elle est indifférente, puisque nous ne les obtenons qu'en exportant nos produits, que nous ne pouvons pas les obtenir en vendant nos moyens de produire et que, quand on obtient une chose au moyen d'une autre chose, quand ce serait du nectar qu'on obtiendrait au moyen d'engrais, la première ne vaut pas mieux que la seconde, mais ce principe que leur exportation est indifférente ne prouverait pas pour cela que nous ferions mieux d'acheter les produits des étrangers et de nous livrer au repos que de nous donner la peine de les engendrer; 2° mais non on n'en exporte pas, leur exportation est impossible parce que leur valeur augmenterait alors et en ferait rentrer. Ils ne voyagent donc pas; 3° mais oui, ils voyagent et la cause qui les fait voyager c'est leur frais de production, l'activité de l'industrie, le nombre de moyens de produire et la grandeur de la population; 4° mais non, ce n'est pas là la cause qui les fait voyager, c'est leur valeur et la cause de leur valeur, c'est leur rareté; ce qui veut dire que l'argent fuit l'argent, qu'il doit se dilater sur tout l'univers et sur tous les hommes d'une manière uniforme, qu'il est même comme le gaz incompressible. Ce qui prouve que les métaux précieux voyagent, c'est qu'ils changent de valeur et ce qui prouve qu'ils changent de valeur, c'est qu'ils voyagent. Leurs variations de valeur engendrent leurs voyages et leurs voyages engendrent leurs variations de valeur. Ils doivent donc former des progressions géométriques croissantes ou décroissantes de voyages et de variations de valeur qui doit les faire mouvoir sous ces deux rapports plus vite que les planètes les plus rapides, si elles sont croissantes, et qui doit depuis toujours les tenir en repos si elles sont décroissantes. Mais quelle est dans ce dernier cas la cause qui les fait varier encore de valeur et les fait de nouveau voyager? 5° Mais non, ce n'est plus encore leur changement de valeur par leur voyage qui les fait voyager, c'est le besoin qu'on a d'eux. Une nation n'en fait venir que quand la quantité qu'elle a ne suffit plus à ses besoins. Du

reste on lui en fournit toujours, comme en toute autre chose, la quantité qui lui est nécessaire. 6° Mais ils ne voyagent pas ; les partisans de la balance du commerce qui veulent que leur quantité ne diminue pas, mais augmente, veulent obtenir un effet impossible, puisqu'ils veulent rendre l'argent plus abondant dans un pays que dans un autre, tandis qu'il doit être dilaté partout d'une manière égale, son prix, qui diminue quand il se réunit, le forçant de se distendre à l'infini. 7° Mais oui, il voyage, mais ce n'est pas son changement de valeur qui le fait voyager, c'est une augmentation constante de la prospérité : Soyez riche et vous aurez beaucoup d'argent, qui n'aime cependant pas à se réunir en masse chez eux où il perd de sa valeur : Soyez pauvre et vous n'en aurez pas beaucoup, quoiqu'il aime à aller chez le pauvre où il est plus estimé. Mais non, ce capricieux métal ne veut plus aller chez le pauvre où il est cependant si bien accueilli, il veut au contraire se concentrer sur le riche. 8° Mais non, il ne voyage plus, il ne quitte plus le pauvre ni le riche, il ne se dilate plus, il ne se concentre plus, il reste toujours où il est. Et c'est ce qui prouve que les produits se paient toujours par des produits. 9° Mais ce principe ne prouve cependant pas du tout que beaux ou laids, chers ou à bon marché, abondans ou rares, nos produits paient toujours les produits des autres. 10° Que les prix des produits importés et que nous consommons sont indifférens, le bon marché qui en résulte étant au contraire un avantage précieux. 11° Que les crises commerciales par l'abondance de produits manufacturés ne doivent jamais exister. 12° Que les années de disette on doit produire plus et que le commerce doit être plus actif pour pouvoir obtenir les vivres dont on a besoin. 13° Il ne prouve cependant pas non plus que la nature des produits échangés est indifférente. Mais ce dernier principe est évident puisqu'une nation gagne autant en vendant pour un million de laine en balle que pour un million d'étoffe fabriquée avec elle. Ce qui prouve qu'on doit encore laisser libre ce commerce, quand même il n'y aurait

Conséquences du principe que les produits se paient par des produits.

La nature des produits échangés est indifférente comme leur quantité et leur nombre.

que des importations. 14° Il est bien vrai que tous les principes supérieurs ne prouvent pas encore les merveilles de l'action vivifiante de la liberté commerciale. Mais en voici d'autres qui les prouveront. Les importations sont payées par des exportations et non par de l'argent qui ne voyage pas, mais les premières surpassent en valeur les deuxièmes, par conséquent chacune des nations exporte plus d'argent qu'elle n'en importe et en gagne d'autant plus qu'elle en exporte plus, puisque les commerçans, qui ont toujours le soin de faire le profit de leur patrie respective avant le leur, ont toujours soin de faire en sorte que la valeur des produits importés soit plus grande que celle des produits exportés, et que celles-ci gagnent par leurs importations et perdent par leurs exportations. 15° Il y a de plus les assez grands avantages à consommer les produits des étrangers à la place des nôtres : 1° de consommer peut-être des produits nouveaux comme le *café et le coton* à la place de produits indigènes plus chers, qui détermineraient une très-grande progression d'augmentations du nombre de nos producteurs, de nos produits et de nos moyens de produire de toutes nos industries et de ne pas diminuer à continuer la somme de notre monnaie et de nos moyens de produire. 2° De nécessiter l'exportation de nos produits comme les couteaux de France qui paient tout ce café et tout ce coton. 3° De recevoir, à un prix inférieur à celui qu'elles nous coûteraient chez nous, les marchandises étrangères que nous aurions pu fabriquer nous mêmes, qui ne nous coûteraient que notre travail et qui détermineraient des progressions d'autant plus grandes de notre prospérité qu'elles en exigeraient davantage, qui ne diminueraient pas d'une manière continuelle la quantité de notre monnaie et ne nous causeraient pas d'une manière continuelle les effets pernicieux de cette diminution. 16° Quoique les produits se paient par des produits, que leurs prix soient par conséquent indifférens, le bon marché est cependant la chose la plus importante du monde, puisqu'il nous favorise en notre qualité de consom-

Avantages du libre-échange.

mateurs de la diminution de ces prix, et que nous ne devons pas remarquer qu'il nous blesse en celle de producteurs de la totalité, et qu'il détermine une exportation continuelle de notre monnaie qui produit les deux genres d'effets pernicieux connus. 18° On doit conclure de tous ces principes et raisonnemens antérieurs que la seule bonne politique, économiquement parlant, consiste à faciliter de tout son pouvoir les communications commerciales, quelles qu'elles soient. 17° Que cette politique est prouvée bonne par l'observation, puisque l'Angleterre qui a inventé et constamment employé seule convenablement les primes, les prohibitions et les droits protecteurs est au comble de la population et surtout de la richesse, que la Chine qui ne confie qu'à une seule compagnie et limite à un seul lieu de son vaste territoire et à un petit nombre de produits le commerce international, est également très-prospère, et que les autres États de l'Asie, de l'Afrique, de la domination turque et le pays de Buénos-Ayres, qui admettent les produits de toutes les nations sans s'inquiéter si on prohibe ou ne prohibe pas les leurs, sont pauvres et déserts.

Que d'inconséquences! Que de contradictions! Que d'absurdités! Voilà cependant le système suivi actuellement par une foule de prétendus savans, qui ne font que parler modestement des lumières du 19e siècle!

Conclusion générale de ce chapitre.

On voit donc par ce chapitre et le précédent autant la grandeur inouie des efforts, que les économistes anglais font, que la fausseté des principes, qu'ils avancent, pour faire rejeter par les autres peuples le système des primes et des prohibitions, qu'ils adoptent exclusivement, ou pour, ce qui est la même chose sous un autre nom, leur faire adopter celui du libre-échange, qu'ils ne suivent aucunement; même question, qu'ils traitent, comme on vient de voir, dans des chapitres et par des argumens tout-à-fait différens suivant qu'ils la désignent sous l'une ou sous l'autre dénomination.

L'examen de leurs principes complète ce que nous avons à dire des systèmes proposés ou admis relativement au commerce international. On voit qu'on peut en compter sept : 1° La prohibition absolue, 2° la balance du commerce, 3° le libre-échange, 4° celui de Montesquieu, 5° l'échange exclusif des produits de la première catégorie, 6° le système protecteur pratiqué en Angleterre et 7° le système dit protecteur également, pratiqué sur le continent. Mais comme on admet un système consistant en prohibitions, et un, en droits protecteurs modérés uniquement, on devrait également en admettre un troisième plus utile qui ne consisterait qu'en primes et qui s'appellerait le système des primes. On en trouvera même un neuvième dans la seconde partie de ce traité, qui ne sera à la vérité que le 5°, ou l'échange exclusif des produits des deux premières catégories balancé en tout temps et de ceux de la troisième en cas de disette et qui serait, si on admettait mon système général d'économie politique, aussi favorable considéré par rapport à toutes les nations en général que par rapport à une seule en particulier, et vice-versâ, et qui les mettrait toutes d'accord.

Récapitulation : Nombre de systèmes proposés ou admis relativement au commerce international.

CHAPITRE XIII.

COLONIES.

Sommaire. — § I. Effets avantageux des colonies. — Les Anglais prétendent qu'elles font la ruine de leurs mère-patrie. — Parce que 1° la France paie le sucre venant de ses colonies 30 % de plus que celui venant des colonies anglaises. — 2° Que nous avons toujours un débouché égal. — 3° Que celui des colonies anglaises serait plus grand. — 4° Que nous en offrons un à nos colonies toujours croissant et qu'elles nous en offrent un qui décroît sans cesse. — 5° Que les îles à sucre de la France vont décliner. — 6° Que les frais de conservation et d'administration de Saint-Domingue étaient grands.—§ II. L'observation est-elle conforme à ces principes.—Déclin des ports de mer de Nantes et de Bordeaux et prospérité du reste de la France après la perte de cette colonie et pendant les guerres de l'époque. — Manière d'interpréter ces faits des économistes anglais. — Déchéance de l'Espagne à l'époque de la perte de ses colonies. — Ses prétendues causes d'après les mêmes économistes. — Comparaison des causes de la déchéance de l'Espagne et de la prospérité de l'Angleterre. — Comparaison de celles de la déchéance de l'Espagne et de la prospérité de la France. — But de toutes ces inconséquences.

Effets avantageux des colonies.

§ I. Comme les colonies et la mère-patrie sont en général situées dans des climats fort différens et fort éloignés les uns des autres, et fournissent en conséquence des produits d'une nature différente, dont l'échange est une source d'autant plus grande de prospérité que leur éloignement exige pour ce commerce un plus grand nombre de producteurs, 2° que la mère-patrie se réserve à elle seule la faculté d'approvisionner les colonies des produits européens et de s'appro-

visionner et d'approvisionner en même temps des produits des colonies les autres nations de l'Europe, et 3° que les colonies nécessitent de la part de la mère-patrie des armées pour les maintenir et les défendre et un grand nombre de fonctionnaires publics et d'employés de tout genre pour les administrer, elles procurent à celle-ci une augmentation considérable du nombre de ses producteurs et de la quantité de sa monnaie, et par conséquent à un degré éminent les trois genres d'effets favorables, qui s'ensuivent.

Les Anglais prétendent qu'elles font la ruine de leur mère-patrie.

Cependant les économistes anglais, qui viennent de soutenir que le commerce extérieur est la seule cause de la prospérité des nations, qui possèdent d'immenses colonies et qui s'emparent de toutes celles qu'ils peuvent, prétendent qu'elles font un tort considérable à leurs mère-patrie et que celles-ci devraient se hâter de les abandonner.

Parce que 1° la France paie le sucre venant de ses colonies 30 °/₀ de plus que celui venant des colonies anglaises.

1° *Les abandonner! Et pour quelle raison? Parce que,* dit J.-B. Say, *nous payons le sucre venant des Antilles françaises plus cher que le sucre de même qualité venant de la Havane et surtout que celui que peuvent nous procurer les Indes orientales. Nous payons 30 °/₀ de plus qu'il n'est nécessaire. Nous perdons en outre toute l'extension que prendrait le commerce du sucre si le prix de cette denrée était établi plus bas.* 4° partie, chapitre XXII.

Que vous êtes, M. Say, peu fidèle au principe que vous avez vous-même établi? Que vous importe le prix du sucre si les produits se paient par des produits?

En examinant du reste le prix du sucre que nous tirons de nos colonies, vous devriez, pour être conséquent et juste, examiner aussi les prix des marchandises que nous y envoyons. Si nous payons plus cher le sucre que nous tirons d'elles, ne nous paient-elles pas aussi plus cher les produits que nous leur vendons? La faveur doit être réciproque et

nous savons que cette augmentation mutuelle des prix procure une progression proportionnelle d'augmentations de la prospérité de toutes les classes de producteurs, par conséquent des consommateurs du sucre comme des autres producteurs. De plus ne pouvons-nous pas leur livrer pour une plus grande valeur de nos produits? Ne pouvons-nous pas nous approvisionner d'autres produits coloniaux et en approvisionner d'autres nations? Ne pouvons-nous pas, par leur moyen, livrer nos produits à des nations lointaines? Tous commerces, qui doivent nous attirer à un très-haut degré les trois genres d'effets précieux que l'on connaît.

D'un autre côté, si nous obtenons le sucre à un prix inférieur aux colonies anglaises, il ne nous dit pas encore non plus quel y serait le prix des marchandises que nous y enverrions. Mais puisque les produits se paient avec de l'argent et non plus avec des produits, est-il bien certain que nous y en enverrions? Ne nous priverions-nous pas par-là des trois genres d'effets extrêmement avantageux dont nous venons de parler et ne nous attirerions-nous par à la place les trois genres d'effets pernicieux des importations? Les Anglais augmenteraient d'une manière proportionnelle leur prospérité. Que dis-je? Ne s'empareraient-ils pas de nos colonies, si nous les abandonnions ainsi sottement? Ne nous feraient-ils pas ensuite payer le sucre et tous les autres produits coloniaux à prix de monopole, et ne porteraient-ils pas encore plus loin les effets funestes pour nous et avantageux pour eux, dont nous venons de parler?

Ici, comme en toute autre circonstance, vous n'examinez, M. Say, la question que sous une de ses faces, et vous avez soin de choisir celle qui convient au but que vous voulez atteindre, au principe que vous voulez faire adopter.

2° Mais qui ne voit, continue cet auteur après avoir dit qu'il reste à savoir *si les débouchés, que les colonies nous*

présentent, nous indemnisent de ces deux pertes : le prix plus élevé du sucre et l'extension que son commerce prendrait, si le prix en était établi plus bas, « *qui ne voit,* continue- » t-il, *que de quelque côté que nous viennent les denrées* » *équinoxiales, nous avons toujours un débouché égal aux* » *sommes qui sont nécessaires pour les payer?* » Même chapitre.

2° Que nous avons toujours un débouché égal.

Ne vous inquiétez donc pas non plus si elles viennent de nos îles et si nous les payons plus chers, *puisque de quelque côté qu'elles nous viennent, nous avons toujours un débouché égal aux sommes qui sont nécessaires pour les payer.*

3° Que celui des colonies anglaises serait plus grand.

3° « *En conséquence,* continue-t-il encore, *le sucre que* » *nous achetons à la Havane ou au Bengale* » (colonies anglaises, comme on sait) « *ouvrirait à nos produits un dé-* » *bouché aussi large qu'à la Martinique ou à la Guade-* » *loupe,* » (colonies françaises) « *que dis-je? Il serait plus* » IMPORTANT. *L'asservissement de nos colonies, loin de nous* » *procurer de nouveaux débouchés, ne sert qu'à les borner.* »

Vous vous condamnez vous-même, M. Say ; ce que vous dites à l'une des pages, que dis-je? à l'une des lignes prouve le contraire de ce que vous dites à l'autre ; et vous professez les principes les plus opposés relativement au même genre de possessions, suivant qu'elles appartiennent à l'une ou à l'autre de ces deux nations. D'un côté vous prétendez que les Français, vos concitoyens, en faisant venir leurs denrées équinoxiales *des colonies anglaises, auraient un débouché plus important,* et de l'autre qu'*en les prenant aux leurs, ils en auraient un moindre!* Et notez, ces deux principes viennent après celui-ci : *De quelque côté que nous viennent nos denrées équinoxiales, nous avons toujours un débouché égal aux sommes nécessaires pour les payer!* Il faut supposer des lecteurs bien bornés pour oser leur avancer des argumens semblables.

4° « *Mais quand il serait vrai*, dit-il encore, *que nos » sacrifices en leur faveur* » (en faveur de nos colonies, sacrifices dont il n'a pas encore parlé et que nous verrons ne pas exister) « *nous procureraient un débouché, que nous » n'aurions pas sans elles, la réciprocité ne serait pas égale. » Le marché de nos colonies est nécessairement borné et le » sera toujours davantage. Nous suivons au contraire en » Europe une marche progressive. Nous offrons donc à nos » colonies un débouché toujours croissant en valeur de nos » progrès. Elles nous en offrent un qui décroît sans cesse en » vertu de leur déclin.* »

4° Que nous en offrons un à nos colonies toujours croissant et qu'elles nous en offrent un qui décroît sans cesse.

Voyez-vous que les produits ne se paient pas toujours par des produits; que les débouchés de deux pays l'un vers l'autre ne sont pas toujours égaux; que de quelque côté que nous tirions nos denrées équinoxiales, nous n'avons pas toujours un débouché égal aux sommes nécessaires pour les payer, qu'un pays peut livrer beaucoup de marchandises à un pays et n'en recevoir que peu?

Dans ce cas-ci, où nul autre peuple ne peut livrer à nos colonies les marchandises européennes, dont elles ont besoin ou qu'elles veulent bien accepter, la réciprocité approche plus ou moins d'être égale. Elle devrait l'être dans tous les cas d'après vos principes, M. Say; vous les reniez ici dans le seul cas où ils sont à peu près admissibles. Quand ils peuvent conduire à votre but, vous avez soin de les mettre en avant quelque faux qu'ils soient. Quand ils conduisent à un but opposé, vous les reniez quand même ils s'accorderaient par hasard avec les faits. Vous avez établi les deux principes fondamentaux absolument faux considérés par rapport au monde en général: que la prospérité dépend de la diminution de la consommation et de l'augmentation de la production; vous les reniez, quand, concernant les nations en particulier, ils commencent à devenir vrais; et vous les reprenez de nouveau quand, concernant une nation et sa

colonie considérée d'une manière isolée des autres nations, ils recommencent à redevenir faux. Voyez-vous que vous abhorrez la vérité, que vous ne vous plaisez que dans l'erreur; que votre mission ne consiste qu'à répandre celle-ci?

5° Que les iles à sucre de la France vont décliner.

5° Ce que dit du reste Charles Comte dans son *Traité de Législation:* « que les îles à sucre sont bornées, que l'esclavage réduit les facultés des maîtres et des esclaves dans les limites les plus étroites, que les capitaux y sont peu nombreux, etc., » ne doit pas donner à Say le droit d'en conclure, comme il le fait, que les îles à sucre vont décliner. 1° L'étendue bornée des îles à sucre ne doit pas les faire décliner parce qu'elle n'a jamais été plus grande. 2° L'esclavage ne doit pas produire cet effet non plus parce qu'il n'y est pas nouveau. Et 3° dire qu'un pays va décliner parce que les capitaux y sont peu nombreux, c'est dire qu'un pays va devenir pauvre, parce qu'il est pauvre.

Toutes ces observations de Charles Comte ne font qu'exposer l'état naturel et le degré de richesse de ces îles sans rien faire préjuger pour l'avenir. On pourrait dire au contraire que le peu d'étendue et l'esclavage des îles, si c'étaient des événemens nouveaux, auraient au contraire pour effet de faire augmenter le prix du sucre, le nombre de producteurs sur la même étendue de terrain, enfin le degré de leur prospérité relative.

Mais en second lieu, ne seraient-ce que les îles à sucre de la France qui vont décliner? Celles des Anglais ne vont-elles pas le faire ?

Et en troisième, si nous offrons à nos colonies un débouché qui croît sans cesse, loin de se ruiner, elles doivent s'enrichir, et celui qu'elles nous offrent, loin de diminuer, doit augmenter sans cesse également.

Mais dans quel but voulez-vous donc nous prouver qu'elles

vont décliner? Ceci n'a pas de rapport avec la question que nous traitons, qui est de savoir si elles font tort à leur mère-patrie. Ce soin inutile à la question prouve que vous voulez nous en dégoûter. Votre argument ne peut prouver que cela.

6° Que les frais de conservation et d'administration des *îles de la France* sont grands.

6° « Ce n'est pas tout, continue cet auteur, ces îles nous » coûtent encore les contributions que nous payons à cause » d'elles. Pour garder et administrer les pauvres colonies » qui nous restent, il en coûte, suivant un ministre de la » marine, 11,860,000 francs sur quoi les recettes locales » fournissent 5,590,000 francs ; partant, elles coûtent en- » core à la France 6,070,000 francs, sans compter toute » la partie de notre établissement maritime qui a pour but » de les protéger. Et cela ne serait encore rien auprès de » ce que nous coûterait leur défense, s'il y avait une guerre. » Que d'escadres mises en mer! Que de troupes de débar- » quement! Que d'approvisionnemens et de pertes! On a » calculé que chaque militaire envoyé aux colonies coûte » au gouvernement le double de ce qu'il coûte en Europe. »

« Telle est depuis longtemps l'opinion des *hommes ins-* » *truits :* du *respectable* Poivre, de (l'anglais) Franklin plus » célèbre encore. (L'anglais) Arthur Young, *l'un des meil-* » *leurs arithméticiens politiques*, *après avoir démontré que* » *notre souveraineté sur Saint-Domingue ne nous valait* » *absolument rien* et nous coûtait annuellement 48 millions » de francs, fait un calcul qui prouve que si on avait con- » sacré pendant 25 ans cette somme à l'amélioration d'une » seule province de la France, telle que le Bourbonnais ou » la Sologne, le revenu territorial de la France aurait été » accru d'un nouveau revenu de 120,000 francs par an. » (4e partie, chapitre XXIII.)

Il ne coûte à la France que 6 millions pour garder et administrer ses colonies; c'est bien peu pour un objet aussi

important. Mais sont-ils perdus ces six millions? Loin de l'être, ils servent à nourrir une foule de Français et par suite à activer la production et la consommation ou à faire naître une progression proportionnelle d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire de toutes les industries, ou, comme nous avons dit tant de fois, du nombre et du bien-être des producteurs inférieurs et du nombre et du bien-être des supérieurs aussi et de plus de leurs fortunes d'une manière plus grande pour quatre motifs que proportionnelle à leur élévation, ou encore de la prospérité générale avec tous ses effets ordinaires.

Il en est de même de l'établissement maritime et militaire qui a pour but de protéger les îles, malheureusement pour la France peu nombreuses, qui lui restent et des dépenses de même nature pour garder et administrer Saint-Domingue, résultat des calculs d'Arthur Young, rien n'est perdu. Semblables aux autres dépenses d'un gouvernement ou des particuliers, les sommes qu'ils coûtent engendrent une progression proportionnelle d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire de toutes les industries ou de la prospérité générale avec tous ses effets ordinaires.

Quant aux guerres possibles, dont il parle, 1° doit-on pour les éviter abandonner sa propriété? Ne serait-ce pas le comble de la lâcheté? Abandonne-t-on une partie de son territoire parce qu'elle pourrait être une occasion éventuelle de guerre? On ne doit pas plus abandonner une colonie pour ce lâche motif.

2° Mais sous le rapport économique, je crois l'avoir démontré, loin d'être nuisibles, elles engendrent toujours aussi une énorme progression d'augmentations de la richesse et de la population pour les quatre raisons développées au 3e chapitre.

Enfin je ne sais sur quelles données l'Anglais Arthur Young, qui se prétend plus instruit que les Français eux-mêmes de leurs propres affaires, a basé son calcul pour venir leur démontrer que la conservation de Saint-Domingue leur coûtait annuellement 48 millions. Mais ses erreurs sur un autre point me donnent le droit de douter de la justesse de celui-ci. Car dire que la souveraineté de la France sur cette île ne lui valait absolument rien, tandis qu'elle en retirait d'après lui-même pour 250 millions de produits équinoxiaux, produits agricoles qui ne remplacent pas en général les siens et qui engendrent déjà, comme nous avons vu, une progression d'augmentations du nombre de ses producteurs, qu'elle y envoyait pour 250 millions au moins de produits français, qui en faissaient naître une deuxième, qui avait le nombre de producteurs qui leur avaient donné le jour pour premier terme, et qu'elle livrait probablement une partie de ces produits équinoxiaux à d'autres peuples, ce qui augmentait à continuer en même temps la quantité de sa monnaie, ou la richesse de ses producteurs supérieurs plus fortement pour deux raisons que d'une manière proportionnelle à leur élévation et engendrait un nombre sans cesse croissant, par l'augmentation de leurs dépenses, de nouvelles progressions de la prospérité générale, c'est vouloir démontrer une chose évidemment fausse. Cette erreur, dis-je, évidente et énorme, me donne le droit de douter de l'exactitude de cet autre calcul, d'où il résulterait que cette île coûtait annuellement à la France 48 millions de francs. Mais, je le répète, lui coûtât-elle cette somme, c'eut été un avantage d'autant plus grand. Elle en eut déterminé une progression d'augmentations de sa prospérité d'autant plus grande.

D'un autre côté, comment pourrait-on consacrer ces quarante-huit millions à l'amélioration de l'agriculture, quand on sait que celle-ci n'est appelée à produire que la quantité de matières agricoles demandées par les hommes qui ont les moyens d'acheter, c'est-à-dire qui sont producteurs, et que

la perte de Saint-Domingue en supprima une progression immense? Loin de pouvoir, avec ces 48 millions, augmenter la production territoriale, celle-ci dût en éprouver une énorme progression de diminutions, comme la production manufacturière et commerciale. Je l'ai dit, le seul moyen de défricher les provinces incultes, comme la Sologne et le Bourbonnais en France, les Ardennes en Belgique, c'est d'augmenter le nombre des producteurs; et la perte de St-Domingue, loin de l'augmenter, l'a considérablement diminué.

Déclin des ports de mer de la France, et prospérité du reste de ce pays après la perte de cette colonie et pendant les guerres de l'époque.

§ II. Aussi il est certain qu'elle a été pour la France une grande cause de ruine. Les ports de mer et leurs environs, où s'opèrent principalement les progressions d'augmentations de la prospérité provenant de la possession de colonies et de diminutions provenant de leur perte, ont considérablement décliné. Et si le reste de la France a prospéré, on en trouve les causes dans les guerres incessantes qu'elle eut à soutenir à cette époque contre tous les peuples de l'Europe, au blocus continental et au remplacement de l'industrie du coton par celles du lin et de la laine. Et admirez ici encore la manière d'interpréter ces faits des économistes anglais : ils attribuent les déclins des ports de mer de Nantes et de Bordeaux, qui ont principalement ressenti les effets de la perte de Saint-Domingue et fort peu proportionnellement ceux de la guerre de la France entière, à la guerre sans parler de la perte de Saint-Domingue, et la prospérité du reste de la France entière, qui a principalement ressenti les effets de la guerre et fort peu proportionnellement ceux de la perte de Saint-Domingue, à la perte de Saint-Domingue sans parler de la guerre. Est-ce raisonnable?

Déchéance de l'Espagne à l'époque de la perte de ses colonies.

L'Espagne est aussi déchue à l'époque de la perte de ses colonies. N'est-il pas naturel encore de croire à un rapport entre ces deux événemens? Ne serait-il pas étonnant, prodigieux, que deux faits aussi importans, se suivant immédiatement et s'opérant sur la même nation, n'aient pas eu

d'influence l'un sur l'autre? Ne doit-on pas au contraire prononcer avec certitude que celui, qui s'est accompli le premier, la perte des colonies, a fait naître le second, la déchéance de la mère-patrie, surtout quand on veut bien comprendre combien des colonies aussi nombreuses et aussi vastes, qui produisent beaucoup de denrées nutritives et de matières premières que la mère-patrie et les nations voisines de celle-ci n'ont pas, qui ne peuvent les livrer qu'à la première et ne prendre la grande quantité d'origine européenne que chez elle non plus, qui lui donnent par conséquent le pouvoir d'augmenter le nombre de ses producteurs et la quantité de sa monnaie par le commerce et le transport des produits des colonies chez elle et chez toutes les autres nations et de ceux non pas des autres nations, mais de ses propres membres dans ses colonies, combien, dis-je? de telles colonies devaient augmenter le nombre de ses producteurs et la quantité de sa monnaie et par conséquent engendrer chez elle les trois genres d'effets favorables, que nous avons tant de fois signalés. Ses jouissances, sa population et surtout sa richesse devaient donc en augmenter immensément en diminuant celles des autres.

Malgré l'évidence de ces faits, on ne veut pas admettre que la déchéance de l'Espagne soit l'effet de la perte de ses immenses et riches colonies, qui l'a immédiatement précédée. On préfère l'attribuer, ce triste effet, « *à la guerre* » *qu'elle leur a faite, au lieu de reconnaître leur indépen-* » *dance.* » J.-B. Say, chapitre XXIII.

La guerre ne ruine pas les nations, quand elles ne sortent pas de la lutte vaincues et dépouillées. Elle ne fait au contraire, on ne saurait trop le répéter, que les enrichir. Tous les peuples belliqueux ont été des peuples riches.

Comparaison des causes de la déchéance de l'Espagne à la prospérité de l'Angleterre.

Mais voyez encore la manière différente suivant leur but d'interpréter les faits des mêmes économistes : nous venons

de voir que l'Espagne a perdu ses immenses et riches colonies et fait momentanément la guerre pour les conserver, et qu'elle est déchue; et qu'ils attribuent sa déchéance à la guerre qu'elle a faite pour les conserver sans parler de cette perte. L'Angleterre perdit également ses colonies d'Amérique, mais elle en conquit en même temps de nouvelles plus étendues en Asie, et elle fit la guerre pour conserver les premières et conquérir les secondes; et ils attribuent sa prospérité à la perte de celles de l'Amérique sans parler de la conquête plus importante de celles de l'Asie, ni de la double guerre qu'elle entreprit pour conserver les unes et conquérir les autres. Est-ce supportable?

Si les colonies et les guerres avaient pour effet de ruiner les nations, comme ils le prétendent, l'Angleterre serait à coup sûr ruinée de fond en comble, puisqu'elle n'a fait qu'augmenter ses colonies au moyen de la guerre, et l'Espagne serait au faîte de la prospérité à la place d'autrefois, puisqu'elle est débarrassée de ses colonies depuis longtemps et qu'elle n'a fait la guerre qu'un moment.

Non, l'observation le prouve autant que nos principes, les colonies et la guerre sont au contraire deux causes puissantes de prospérité et la perte des premières et la paix sont deux causes actives de ruine.

De celles de la prospérité de la France et de la déchéance de l'Espagne.

Et tandis encore que lesdits économistes attribuent la déchéance de l'Espagne à la guerre momentanée qu'elle entreprit pour conserver ses colonies sans parler de cette perte immense, ils attribuent la prospérité de la France, qui a soutenu une guerre longue et cruelle contre tous les peuples de l'Europe et perdu une partie du peu de colonies qu'elle possédait, à cette perte même sans parler de la guerre. Ce n'est pas plus conséquent.

L'Espagne a perdu ses colonies, ce qui est une cause de

ruine, et a fait la guerre pour les conserver, ce qui est une cause de prospérité. Et elle est déchue parce qu'elle n'a fait la guerre que momentanément et perdu pour toujours ses immenses colonies. Et la France a également perdu ses colonies et fait la guerre, et a prospéré, parce que ses guerres ont été longues et intenses et la perte de ses colonies relativement peu importante. Nous avons du reste trouvé d'autres causes de la prospérité de la seconde : le blocus continental et par conséquent la prohibition de l'importation non-seulement des produits agricoles, mais surtout des produits manufacturés et surtout encore du coton et des étoffes de coton des nations étrangères, cette autre cause de prospérité des économistes anglais.

C'est toujours en d'autres termes le même langage, que lesdits économistes anglais tiennent relativement à l'indépendance de leurs colonies d'Amérique. Chassés après une lutte longue et meurtrière de ces contrées, qui forment aujourd'hui la république si florissante des États-Unis, ils se félicitent de les avoir perdues. Ils gagnent plus, disent-ils, avec elles depuis leur émancipation que pendant qu'ils y dominaient. Votre union vous était donc réciproquement bien nuisible, puisque ces peuples ont aussi depuis lors extraordinairement prospéré. Vous exerciez donc aussi, messieurs les Anglais, une bien pernicieuse influence sur ces malheureux peuples, vos colons, puisque vous les empêchiez de sortir de cet état de pauvreté et d'abrutissement, où ils étaient plongés et dont ils sont sortis aussitôt qu'ils ont été débarrassés de votre domination. Vous exploitiez à votre profit ces nombreuses causes de prospérité, qui les ont élevés en si peu d'années au-dessus de presque tous les peuples de la terre ; une preuve de plus que les relations que les autres entretiennent avec vous leur sont bien funestes. Mais venons au fait, soyez donc conséquent. Abandonnez toutes vos colonies, qui tendent également, dites-vous, à vous ruiner et qui sont réellement ruinées par vous. Pour le bonheur

But de toutes ces inconséquences.

du monde hâtez-vous donc. Mais vous êtes plus fourbes que le renard qui, en s'éloignant des raisins qu'il n'avait pu atteindre, ne disait qu'ils n'étaient pas mûrs que pour se consoler; vous dites que vous gagnez beaucoup de l'émancipation de vos colonies d'Amérique, de plus pour tromper les autres et faire comme cet animal fourbe qui, n'ayant pas réussi par la flatterie à obtenir le fromage du corbeau, aurait en outre cherché à lui persuader qu'il ne valait rien, vous ne tâchez de cacher autant que vous le pouvez les profits, que vous retirez de votre commerce avec vos colonies, vous ne tâchez de dégoûter les autres peuples des leurs que pour vous emparer, aussitôt qu'ils lâcheront prise, de ces proies que vous regardez d'un œil d'envie. Il ne vous suffit pas de posséder le vaste territoire de l'Indoustan, le port Jakson, l'île Maurice, le cap de Bonne-Espérance, l'île de Sainte-Hélène, celle de Malte, la plus grande partie de la Guyane, la Jamaïque et une foule d'autres îles dans les Antiles, d'avoir des comptoirs partout, vous voudriez vous emparer de toutes les colonies des autres peuples. Vous auriez alors le monopole du commerce transatlantique. Vous pourriez livrer seuls, d'un côté et d'autre, vos produits manufacturés et établir vos prix aussi haut que vous voudriez. La paix plusieurs fois signée sous le règne de Napoléon n'a été rompue que par votre mauvaise grâce ou plutôt par votre résistance à céder les îles qu'il était convenu que vous céderiez. Malte surtout a été une cause incessante de guerre à l'époque du consulat.

Vos théories à l'égard des colonies dévoilent de plus en plus votre politique. Il en sera de même encore de celles que vous professez relativement aux compagnies privilégiées pour les exploiter, dont nous allons analyser les effets dans le chapitre suivant.

CHAPITRE XIV.

COMPAGNIES PRIVILÉGIÉES POUR LE COMMERCE LOINTAIN.

Sommaire. § I. Effets avantageux des compagnies privilégiées pour le commerce lointain. — Principes erronés et inconséquences des Anglais à cet égard encore. — § II. Comment ils prétendent en prouver les effets nuisibles. — Leur réfutation. — § III. L'histoire en prouve les effets avantageux. — Comment ils en réfutent les faits. — Ils ne parlent que de leur compagnie des Indes ; et ils prétendent 1° qu'elle se ruine, 2° qu'elle n'existe plus, et 3° qu'on ne doit pas désirer pour le bien de l'humanité qu'elle perde son influence sur l'Asie. — Comment ils prétendent prouver le premier point. — Le second.— Le troisième. — Conclusion.

Effets avantageux des compagnies privilégiées pour le commerce lointain.

§ I. Les colonies ont donc été jusqu'aujourd'hui pour une nation une très-grande cause d'augmentation du nombre de ses producteurs et de la quantité de sa monnaie et par conséquent de sa population et surtout de sa richesse. Mais pour en retirer plus les grands avantages possibles, les associations privilégiées pour y faire le commerce sont souvent utiles et quelquefois nécessaires. L'association est souvent nécessaire pour donner aux commerçans les capitaux suffisans pour y faire les entreprises convenables et se défendre contre les nations étrangères ; et le privilége est souvent utile comme tout monopole du reste, pour maintenir les prix de la mère-patrie et de la colonie au profit de l'association d'abord et des producteurs des deux côtés ensuite.

Principes erronés et inconséquences des Anglais à cet égard encore.

Cependant les Anglais encore, qui prônent tant les associations pour les travaux d'utilité publique chez les différentes nations, qui en ont tant pour toute espèce d'entreprises, qui en ont même une très-célèbre, très-riche et très-puissante pour le commerce lointain, les Anglais en contradiction ici encore avec leur langage sous tout autre rapport et leur conduite, sous celui-ci lui-même, les Anglais blâment les associations privilégiées pour le commerce lointain. Leur intérêt seul les fait encore ici agir et parler d'une manière tout-à-fait opposée. Ils redoutent chez les autres nations la création de compagnies privilégiées, qui pourraient par leur force leur enlever une partie de leur commerce, et craignent qu'elles n'aient l'envie d'attaquer celle si célèbre au moyen de laquelle ils exploitent leurs immenses colonies de l'Asie. Ils se souviennent du passé : ils savent les luttes qu'ils ont dû alternativement soutenir contre les compagnies hollandaises, belges et françaises, avant de devenir seuls maîtres dans l'Indoustan. Ils savent aussi que Napoléon Bonaparte a eu pour but en allant conquérir l'Egypte, d'aller après cette conquête, en s'embarquant par la mer Rouge, détruire cette grande autorité dans l'Inde, une des principales causes de leur prospérité en Europe, et que déjà un grand nombre de fois le gouvernement de la Russie a médité le projet de parvenir au même but par la mer Caspienne.

Leurs prétendus effets nuisibles.

§ II. Mais que disent-ils pour en blâmer l'existence et les effets? Aucune raison solide; par exemple J.-B. Say avance : « Qu'elles n'étaient nécessaires que dans l'origine; que la » division du travail actuel permet aujourd'hui que l'on tra- » fique avec l'Inde sans avoir de navire à soi, sans avoir de » facteur dans le pays; *que le privilége exclusif de la société* » *des Indes a cessé par degré;* que l'on trouve à Canton » toutes les marchandises propres à la consommation de » l'Europe en telle quantité que l'on veut; qu'il y a même » des maisons chinoises qui les rassemblent de différen- » tes provinces et les revendent aux Européens; *que l'em-*

» *pereur de la Chine, sans doute dans des vues fiscales,*
» *et faisant tort en cela à ses peuples et aux Européens a*
» *même concédé à une compagnie chinoise fort riche, le pri-*
» *vilége exclusif de vendre aux Européens; que la crainte*
» *d'être privé en Europe des produits de l'orient, ou que*
» *notre nation en particulier ne puisse jouir des profits de*
» *ce commerce n'est pas fondée;* que les citoyens des États-
» Unis qui n'ont point de compagnie exclusive vont trafi-
» quer isolément à Canton et y sont mieux reçus que les
» Anglais qui ont une société privilégiée; *que les peuples*
» *mêmes de l'Europe qui n'envoient pas un seul navire à*
» *Canton, n'en sont pas moins bien approvisionnés de den-*
» *rées de la Chine et à meilleur marché que les autres,*
» *toutes les nations commerçantes entrant en concurrence*
» *pour leur en offrir.* » J.-B. Say, 4e partie chapitre XXV.

Que prouve cet assemblage de phrases incohérentes, dont quelques-unes, comme celles que le privilége de la société des Indes a cessé, sont fausses, et dont toutes les autres peuvent être avancées contre toutes les autres associations aussi bien que contre celles-ci. Prouve-t-il, je ne dirai pas, les effets nuisibles, mais seulement l'inutilité de l'association et du privilége? Leur réfutation.

1° Il n'effleure pas le moins du monde la raison principale que j'ai avancée en faveur du privilége, et par conséquent de l'association, l'avantage de pouvoir élever aux colonies et en Europe les prix des produits des deux côtés et d'augmenter par là autant qu'elle veut ses bénéfices; et ce qu'il dit contre le privilége ne s'adresse qu'au commerce de Canton, que l'empereur de la Chine rend libre à tous les peuples étrangers, où par conséquent le privilége des compagnies pour ceux-ci n'existe pas. C'est comme si l'on voulait prouver que les compagnies en général sont inutiles toujours et partout parce qu'une compagnie privilégiée commerciale n'aurait pas plus d'avantage qu'une compagnie non privi-

légiée et même qu'un individu dans l'Europe soumise au libre-échange. Conclure ainsi de l'inutilité d'une compagnie privilégiée commerciale là, où le commerce étant libre, le privilége n'existe pas, leur inutilité en général, c'est conclure de ce qu'il n'y a rien dans un endroit qu'il n'y a rien et qu'il ne peut y avoir rien dans un autre; que tout est néant.

2° D'un autre côté, si le commerce de Canton, considéré par rapport aux Européens, ne fait pas sentir l'utilité des sociétés privilégiées, il le fait sentir d'une manière bien frappante l'étant par rapport à la Chine. Car l'empereur de ce puissant empire « qui, dit J.-B. Say, *sans doute dans des » vues fiscales et faisant tort en cela à ses peuples et aux » Européens,* a concédé à une compagnie chinoise *fort riche,* » le privilége exclusif de vendre, et il aurait dû ajouter » d'acheter, aux Européens » donne ici au contraire une preuve éclatante de son intelligence et de sa sagesse : en laissant libre à tous les Européens le commerce de Canton, il fait que leur concurrence à venir offrir leurs produits et à demander ceux de la Chine diminue les prix des premiers et augmente ceux des seconds. Mais il ne confère qu'à une seule compagnie de sa nation bien choisie et bien instruite le pouvoir de vendre et d'acheter aux étrangers, afin que sa modération dans la demande des produits européens et dans l'offre de ceux de la Chine produise encore le même effet de diminuer les prix des premiers et d'augmenter ceux des seconds, outre qu'elle n'a sans doute la faculté d'acheter que les produits étrangers, qui ne remplacent aucun de ceux de l'intérieur, et qu'elle n'en achète qu'une moindre valeur; ce qui détermine à un très-haut degré les trois genres d'effets avantageux des exportations. Cette compagnie est fort riche, dit J.-B. Say, elle doit l'être puisqu'elle peut faire des bénéfices énormes sur la vente des produits chinois aux Européens et sur celle des produits européens aux Chinois.

3° J.-B. Say n'a jamais considéré le commerce sous le

rapport du nombre des producteurs, il n'en parle même pas souvent sous celui de l'argent, puisqu'il prétend que son exportation est indifférente ou impossible, que les produits se paient par des produits. Et non-seulement il ne l'examine pas ici encore sous aucun de ces deux rapports, mais il ne l'examine plus à la fin sous celui des compagnies privilégiées, qui est l'objet de la question à traiter. Il ne l'examine plus que sous celui des produits uniquement, et encore des produits qu'il importe ! *La crainte d'être privé des produits de l'orient n'est pas fondée. Les peuples de l'Europe qui n'envoient pas un seul navire à Canton n'en sont pas moins bien approvisionnés des denrées de la Chine.* Donc, non-seulement les compagnies privilégiées sont inutiles, mais encore le commerce, qui est pourtant, d'après lui, la *seule cause de la prospérité des peuples.* Ne nous gênons donc pas tant, comme je l'ai dit. Épargnons-nous donc non-seulement les peines de la production, mais encore celles du commerce, achetons les produits étrangers, qui nous seront apportés par les étrangers, et livrons-nous sans soucis aucuns aux charmes de l'oisiveté. Il ne faut pas craindre d'être privé de tous ces produits, tous les étrangers entrant en concurrence pour nous les offrir

Mais si une nation ne doit pas craindre d'être privée des produits de l'orient, elle doit craindre non-seulement d'être privée des profits de ce commerce, c'est-à-dire des trois genres d'effets avantageux des exportations, mais encore de subir les trois genres d'effets pernicieux des importations.

4° Puis il finit, quoiqu'il ne tienne aucun compte des sommes considérables, qui sortent annuellement d'un pays pour s'approvisionner ainsi par les autres de produits étrangers, il finit par considérer le commerce sous le rapport de l'argent, mais seulement, il est vrai, relativement au consommateur et pas au producteur. Les nations qui n'envoient

pas un seul navire à Canton sont approvisionnées des produits de la Chine à *meilleur marché.*

5° Tous ces argumens sont absurdes et contradictoires; mais fussent-ils vrais ils ne prouveraient pas encore que les sociétés privilégiées sont nuisibles surtout aux commerçans mêmes qui en font partie. Mais il va en avancer d'autres qui auront ce dernier effet pour but. Est-il possible de concevoir que le privilége ou le monopole puisse être nuisible à ceux mêmes qui le possèdent? Que dit-il donc pour soutenir cette étrange proposition? La plus mauvaise cause a toujours quelques argumens apparens en sa faveur. Il prétend *que la cupidité des agens, la longueur et la complication des entreprises, l'éloignement des comptables, l'incapacité et l'incurie des actionnaires sont pour la compagnie des causes incessantes de ruine.*

D'abord on peut avancer les mêmes argumens contre toutes les associations en général privilégiées ou non de l'intérieur, qu'ils prônent tant, et de l'extérieur pour toute autre espèce d'opérations, et même pour les entreprises des particuliers, qui, ne pouvant pas tout régler par eux-mêmes, emploient des commis. Que dis-je? Celles-ci sont bien plus longues et plus compliquées. Il est bien plus difficile de les conduire à bonne fin faute de connaissances et d'auxiliaires suffisans; et l'incapacité et l'incurie des actionnaires ont dans celles-ci infiniment plus de mauvais résultats, alors qu'un grand nombre d'entre elles luttent concurremment les unes contre les autres, que les commerçans ou leurs agens les plus actifs et les plus adroits obtiennent seuls l'avantage d'acheter et de vendre avec avantage. Enfin si la cupidité, qui existe également chez les agens des entreprises des particuliers, faisait que quelques-uns de ceux de la compagnie parvenaient à détourner à leur profit particulier quelque partie des bénéfices de la société, on pourrait dire que c'est une autre question, que ces bénéfices auraient lieu

tout de même, qu'ils seraient seulement un peu différemment distribués primitivement.

L'histoire prouve leurs effets avantageux.

§ III. Or ce désavantage n'a pas empêché les compagnies privilégiées d'être excessivement jalouses de leur privilége, ni d'arriver rapidement au comble de la prospérité, exemple les luttes et la prospérité des compagnies privilégiées de Hollande, de Bruges, d'Ostende, de France, qui ont fait tour-à-tour la prospérité de leurs nations en même temps que la leur, et qui ont été des causes puissantes de guerre, exemple surtout la compagnie anglaise des Indes, que l'on dit en même temps ne plus exister et marcher vers la ruine et dont je vais donner une esquisse de l'étonnante fortune et de la formidable puissance.

Comment ils en réfutent les faits.

Les Anglais, après avoir prétendu par les argumens supérieurs que les compagnies privilégiées font la ruine des commerçans qui en font partie, devaient réfuter les faits de l'observation, que je viens de citer. Comment le font-ils? Ils ne parlent pas le moins du monde des premières compagnies; ils ne parlent que de la dernière, de la compagnie de l'Angleterre et ils prétendent 1° qu'elle est en ruine, 2° qu'elle n'existe plus, que le commerce de l'Inde est libre et 3° qu'on ne doit pas désirer pour le bien de l'humanité que l'Indoustan devienne indépendant et que par conséquent son commerce devienne libre. Que de contradictions encore sous ce rapport! Voyons cependant et réfutons les argumens avancés en faveur de chacune de ces propositions.

Ils ne parlent que de leur compagnie des Indes et ils prétendent 1° qu'elle se ruine, 2° qu'elle n'existe plus, et 3° qu'on ne doit pas désirer pour le bien de l'humanité qu'elle perde son influence sur l'Asie.

Comment ils prétendent prouver le premier point.

1° Ainsi non-seulement l'Indoustan, cette vaste et fertile colonie, serait une cause de ruine pour la nation anglaise, mais la compagnie privilégiée qui l'exploite en serait encore une. Il faut bien que la cause, à laquelle ils attribuent leur prospérité soit grande, pour non-seulement les faire résister à tant de causes de ruine : Tant de prohibitions, de primes et de droits protecteurs élevés, tant et de si vastes

colonies, et une compagnie privilégiée si puissante, mais les mener encore au faîte de la prospérité. Il faut bien *que leur génie soit élevé, que leur intelligence soit grande et qu'ils donnent à leurs travaux une direction utile en* tout autre chose qu'en ces points importans, *que leur activité soit grande, qu'ils unissent* bien de L'AUDACE *à bien* DE LA PRUDENCE !

Non-seulement ils confondent le privilége avec l'association, mais nous allons voir qu'ils confondent encore en général la colonie avec la compagnie privilégiée qui l'exploite. En effet écoutons encore à cet égard J.-B. Say : Il conclut que la compagnie se ruine de ce : 1° « *Qu'elle paie annuellement* » *au gouvernement des sommes immenses*, 2° *qu'elle a con-* » *tracté envers la nation anglaise un emprunt de* 35 *mil-* » *lions de francs en* 1773 *et encore un de* 62 *millions en* 1812, » 3° *qu'en l'année* 1798 *dans un budget de* 400 *millions, les* » *dépenses excédaient les revenus de* 2 *millions*, 4° *qu'outre* » *tout cela, elle n'a jamais cessé de payer à ses actionnaires* » *un dividende de* 10 $^1/_2$ *pour* °/₀ (et il a été quelquefois de 12), » 5° *que sa dette monterait actuellement à la somme de* » 798 *millions dont* 150 *pour emprunt contracté en Angle-* » *gleterre et* 640 *dans l'Inde, les magasins, le mobilier, etc.*, » *ne devant pas compter dans l'actif, parce qu'elle peut les* » *perdre, par exemple, si elle était chassée de l'Asie*, 6° *que* » *toutes les mauvaises créances des rois et des princes du* » *pays ne devant pas être déduites de sa dette, au lieu de la* » *réduire à* 790 *millions, la porteraient à* 1200 *millions de* » *notre monnaie*; 7° *que de* 1797 *à* 1817 *il y eut un excé-* » *dant des valeurs envoyées au delà des valeurs reçues de* » 142 *millions; ce qui fait que ce commerce a donné un* » *déficit annuel de* 11 *millions qu'il faut ajouter aux pertes* » *qu'elle fait sur son administration.* »

Il conclut, dis-je, de tout cela « *qu'on est fondé de regar-* » *der la compagnie Anglaise des Indes comme une associa-*

» *tion tout-à-fait commerçante et souveraine, qui, ne ga-*
» *gnant rien ni dans sa souveraineté ni dans son commerce,*
» *est réduite à emprunter chaque année de quoi distribuer*
» *à ses actionnaires un semblant de profits.* » *Cours d'Économie Sociale*, 4e partie chapitre XXVI.

Ces argumens, que cet auteur n'avance que dans le but de prouver les pertes de la société, me serviront à prouver non-seulement les bénéfices de celle-ci, mais encore ceux du gouvernement et de la nation.

1° Si la société fournit annuellement au gouvernement anglais des sommes immenses, c'est une preuve qu'elle retire de son commerce des profits immensément plus grands encore.

2° Si elle a emprunté à la nation anglaise 35 millions en 1773 et 62 en 1812, qu'est-ce que deux emprunts semblables sur un espace de temps aussi long et pour une compagnie, qui forme des budgets aussi élevés que ceux des puissances de premier ordre de l'Europe, qui fait un commerce annuel immense. Mais remarquez l'inconséquence : on fait considérer comme une preuve de ruine deux emprunts insignifians faits momentanément à la nation, tandis qu'elle accorde à celle-ci à tout moment non-seulement des prêts infiniment plus grands, par exemple, de six à sept cents millions, mais encore des dons aussi considérables.

3° Si l'on peut citer une année (1798) sur toute l'existence de la compagnie, qui est de près de trois siècles et demi, où les recettes soient inférieures aux dépenses, et inférieures encore de 2 millions seulement sur un budget, qui montait alors à 400 millions, une vingtaine d'années plus tard à huit ou neuf cents millions et qui est augmenté probablement depuis à cause de la diminution de la valeur de l'argent et de l'extension du territoire et du commerce de la compagnie, si, dis-je, on ne peut citer qu'une seule année sur un

espace de temps aussi long, où les recettes soient inférieures aux dépenses et inférieures de 2 millions seulement, cela prouve non pas que la société se ruine, mais combien les premières sont grandes et tendent naturellement à dépasser les secondes. On ne pourrait du reste pas conclure de ce que les dépenses publiques excèderaient habituellement les revenus des impôts que la compagnie serait en perte. Conclut-on que les nations de l'Europe se ruinent quand dans les budgets de leur gouvernement les dépenses excèdent quelquefois les recettes?

4° Mais ce qui doit le plus étonner, c'est qu'on ne parle nullement des bénéfices que la compagnie retire de son commerce, qu'on ne connaît pas au juste, parce qu'elle n'en doit pas le compte au bureau du contrôle, mais qui doivent être immenses, si on en juge par la quantité des produits exportés de l'Angleterre en Asie où elle les vend au prix de monopole et celle des produits de l'Asie importés non pas en Angleterre seulement, mais encore dans toute l'Europe, et même dans une grande partie des contrées des autres parties du monde, où elle les revend à prix de monopole encore, quantité énorme, dis-je, puisque les droits de la douane en Angleterre, qui n'en reçoit que la moindre part, forment une somme immense, de l'aveu même de J.-B. Say.

Du reste une seule preuve suffit amplement pour en prouver les bénéfices. Et cette preuve, qui l'aurait cru? les Anglais l'avancent pour prouver qu'elle ne peut rien gagner. C'est que, d'après eux-mêmes, la compagnie n'a jamais cessé de payer à ses actionnaires un dividende de 10 $^1/_2$ °/₀. Les actionnaires ne constituent-ils pas la compagnie? Ne faut-il pas que celle-ci fasse de grands bénéfices pour que, après en avoir déduit des sommes considérables pour une foule d'employés, le gouvernement, etc., elle puisse encore donner à ses membres 10 $^1/_2$ °/₀ de leur capital. Je l'ai dit, ce dividende a même quelquefois été de 12 °/₀!

5° et 6° Si la dette de la compagnie est de 790 millions, fût-elle de 1200, qu'est-ce qu'une dette semblable pour un pays plus étendu que la moitié de l'Europe et plus fertile en général que la province qui l'est le plus dans celle-ci? Mais remarquez encore que ce n'est qu'en exagérant de mille manières différentes qu'on la porte à cette somme, par exemple, en ne comptant dans l'actif ni les magasins, ni le mobilier, ni les établissemens de tout genre de la compagnie et qui devraient être évalués à une somme énorme. Mais remarquez surtout l'inconséquence encore d'un pareil calcul. On considère comme réelles les dettes de la compagnie envers les Indes, comme l'emprunt de 640 millions qu'elle y a contracté, et l'on ne veut pas admettre la réalité de ses bons comme les 400 millions que lui doivent différens princes du pays. Elle pourrait, dit-on, si elle venait à perdre sa domination en Asie, y perdre ses bons. Mais dans cette supposition y payerait-elle ses dettes? Est-il jamais venu à l'idée de personne de soutenir que les dettes ou les bons d'un gouvernement ne doivent pas être comptés et encore moins que les uns doivent l'être et les autres pas, parce que celui-ci pourrait être renversé? Il faut être économiste anglais pour soutenir une pareille thèse ou économiste français assez peu éclairé pour la répéter d'après eux.

7° De ce que de 1797 à 1807, il y eut un excédant des valeurs envoyées aux Indes au-delà des valeurs reçues de 142 millions, n'est-ce pas encore une erreur choquante que de conclure que ce commerce a donné un déficit annuel de 11 millions, qu'il faudrait ajouter aux pertes qu'elle fait sur son administration. Alors l'Angleterre n'avait qu'à ne pas vendre autant de ses produits aux asiatiques, elle n'aurait pas perdu; elle n'avait même qu'à ne rien produire pour eux et à ne rien leur vendre, et elle aurait gagné tout ce qui aurait été importé. On nous fait donc regarder comme gagnées les marchandises étrangères que l'on importe et qui engendre les trois genres d'effets pernicieux que l'on connaît,

et comme perdues celles que l'on exporte et qui engendrent les trois genres d'effets favorables opposés ! N'est-ce pas une erreur indigne?

La compagnie, ajoute J.-B. Say, sans doute par mégarde, fait presque *uniquement* le commerce de la Chine qui donne, dit-il, des profits considérables, parce que le thé et certaines qualités de soie ne peuvent s'obtenir que là. Il s'ensuit, pour le dire en passant, que contrairement à ce qu'il dit plus haut, l'association privilégiée, trouve même encore mieux que les particuliers la faculté de faire le commerce de Canton.

L'on voit enfin que la compagnie anglaise, loin d'éprouver des pertes dans son commerce, en retire des avantages immenses. D'ailleurs, si déjà les différentes compagnies ennemies qui faisaient ce commerce en retiraient des bénéfices si grands, lorsqu'elles luttaient ensemble pour une partie minime du territoire de l'Indoustan et se faisaient une rude concurrence dans leur commerce, quels ne doivent pas être ceux des Anglais aujourd'hui, qu'ils restent les uniques et paisibles possesseurs de la totalité de ces fertiles et immenses contrées et qu'ils peuvent par conséquent élever à leur gré en Europe les prix des produits de l'Asie, et en Asie ceux des produits manufacturés en Angleterre?

Le gouvernement en obtient de très-grands également. Nous en avons vu quelques-uns en énumérant ceux de la compagnie. Nous avons remarqué d'abord que celle-ci lui fournit annuellement des sommes considérables, ensuite qu'elle lui en procure pour droits de douane d'immenses encore; en troisième lieu à chaque renouvellement de son privilége, qui ne lui est jamais accordé que pour un certain nombre d'années, elle lui paie encore des sommes énormes pour cette faveur insigne, que l'on voudrait nous faire considérer comme inutile et même nuisible; en quatrième lieu, à me-

sure qu'elle a étendu son autorité et ses impôts, le gouvernement anglais y a toujours prétendu sa part, « quoique, dit » Say, elle ait toujours bien payé les forces militaires qu'il » a mises à sa disposition, et on calcule que ces peuples » paient aux Anglais *des impôts égaux à peu près à la moitié de la valeur des produits des terres.* » 4e partie chapitre XXVI.

Mais la nation anglaise en général n'y gagne pas moins. Que de produits en effet sortent de chez elle! Ici tous les avantages du commerce sont de son côté. Elle n'en reçoit que des produits agricoles qu'elle n'a pas et qui ne remplacent aucun de ceux qu'elle a, 2° elle y envoie principalement ses produits manufacturés. En troisième lieu, la valeur des produits qu'elle y exporte est infiniment plus grande que celle des produits qu'elle en reçoit, puisqu'elle livre seule ses produits aux Indes et qu'elle distribue les produits des Indes à mille autres nations. De plus, que de personnes de toutes conditions y trouvent de l'emploi? On estime que la société entretient dans l'Inde :

15,000 agens civils dont 3,000 anglais;

160,000 soldats dont 20,000 anglais, notamment tous les officiers;

25,000 marins, tous anglais.

Ce qui porte le nombre de ses salariés à 200,000 dont 45 à 48 mille, les mieux payés, anglais. D'après Say toujours, les agens de la compagnie gagnent 20 millions.

Que de profits donc directement obtenus par la nation! Mais n'y gagnât-elle pas primitivement, quand son gouvernement y gagne, quand sa compagnie y gagne, n'y gagne-t-elle pas secondairement? Le nombre des personnes qui font

partie de la compagnie, de ses actionnaires, de ses employés, des militaires et des fonctionnaires du gouvernement, des commerçans et des manufacturiers de l'Angleterre, que la compagnie rend nécessaires, n'est que le premier terme d'une progression immense d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire de toutes les industries ou de la prospérité générale avec tous ses effets ordinaires. Et l'importation immense de la quantité de la monnaie, qui en résulte continuellement, augmente de plus d'une manière immense et continuelle la richesse des producteurs supérieurs de toutes les industries et engendre par suite un nombre sans cesse croissant de nouvelles progressions d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire de toutes les industries encore ou de la prospérité générale avec tous ses effets ordinaires.

J.-B. Say n'ose pas nier cependant que ce commerce n'ait quelque avantage. Mais pour en diminuer l'importance, il apporte son éternel et faux principe *que les commerçans libres qui feraient ce commerce, si la compagnie n'existait pas, en retireraient également des bénéfices.* Il n'ose pas dire les mêmes. Mais entend-il par là la liberté pour les Anglais seulement ou pour tous les peuples? Mais il surviendrait une très-grande diminution du nombre de leurs producteurs et de la quantité de leur monnaie dans la première supposition et une infiniment plus grande encore dans la seconde. En effet les commerçans libres anglais, qui feraient ce commerce à la place de la compagnie dans la première supposition, réduiraient de suite infiniment, à cause de leur concurrence, les prix de l'Angleterre aux colonies et les prix des colonies en Europe; ils réduiraient de suite aussi le plus possible leurs dépenses ou le nombre des producteurs qu'ils emploieraient. Aussi quand en 1655 le dictateur Cromwell suspendit ladite compagnie, il fut obligé de la rétablir quatre ans après, remarquant sans doute

que la ruine de l'Angleterre aurait bientôt suivi cette liberté. Bien plus les deux compagnies, qui résultèrent vers la fin du 17e siècle de la constitution par le gouvernement d'une nouvelle compagnie, qui lui avait accordé un prêt de 50 millions de francs, que l'ancienne, dont la charte n'était pas encore expirée, ne voulait pas lui accorder, ne purent subsister simultanément. Elles ne tardèrent pas à s'apercevoir non plus que leurs profits étaient considérablement diminués par leur concurrence, et le gouvernement à remarquer que les siens et ceux de la nation l'étaient de même, et que non-seulement la ruine des deux sociétés, mais encore celle du gouvernement et de la nation seraient le résultat inévitable de cette concurrence. En conséquence elles furent obligées par leurs intérêts encore plus que par le gouvernement de se rapprocher, et en 1702 ayant réglé leurs différens, celui-ci les fondit en une seule association sous le titre de compagnie unie des Indes orientales.

Mais si cette liberté commerciale existait pour tous les peuples, ces bénéfices beaucoup moindres seraient répartis entre toutes les nations de l'Europe. Lès Anglais n'en conserveraient donc presque plus.

Loin donc de prouver par toutes ces assertions que la compagnie anglaise se ruine, J.-B. Say prouve quels immenses profits la compagnie, le gouvernement et la nation retirent de ces immenses et fécondes colonies et de l'institution de la compagnie privilégiée pour les exploiter.

Après avoir prétendu que la compagnie se ruine, que si elle fait du reste quelque *bénéfice*, les commerçans libres qui feraient le commerce à sa place, *si elle n'existait plus*, en feraient également, *les Anglais prétendent qu'elle n'existe plus*. Ils firent en effet semblant en 1814 de déclarer le commerce de l'Inde libre : je dis on fit semblant, car on mit pour condition à cette liberté : « *que les particuliers an-*

Comment ils prétendent prouver le second.

» *glais ne pourraient commercer directement qu'avec les* » *résidences de Calcutta, Madras, Bombay et le port de* » *Polo-pi-Naud; que les navires employés à ce commerce* » *ne pourraient être au-dessus de 350 tonneaux, et que* » *sauf la permission de la compagnie, ces navires ne pour-* » *raient être employés au commerce de transport entre les* » *différens ports de l'Inde.* Outre que la *compagnie se réserve* » *le monopole du sel, de l'opium et des liqueurs spiri-* » *tueuses.* » Say, 4e partie, même chapitre. Puis ils attribuent *l'augmentation de l'exportation des marchandises anglaises, et notamment des tissus de coton vers ces contrées à cette mesure prétendue libérale.*

En premier lieu cette prétendue liberté fut-elle déclarée sans aucune de ces restrictions, quel changement apporterait-elle, tant que la compagnie reste la maîtresse entière des douanes de terre et de mer et des impôts? Au moyen des douanes ne peut-elle pas se réserver tous les profits du commerce sans s'en donner la peine? En frappant de droits de sortie les marchandises indiennes et de droits d'entrée dans l'Inde les produits anglais, elle se réserve encore la part qu'elle veut dans les bénéfices du commerce et ne laisse aux autres commerçans que précisement leurs frais de production, auxquels du reste se réduiraient toujours leurs bénéfices par leur concurrence. Les principaux avantages de l'institution de cette compagnie, celui de conserver l'autorité nécessaire pour faire respecter son commerce, celui de maintenir élevés en Europe les prix des produits de l'Asie et en Asie ceux de l'Europe et enfin celui de fournir des sommes considérables au gouvernement anglais se trouveraient donc conservés intacts par là. Cette prétendue liberté serait donc encore nulle; la compagnie n'en conserverait pas moins tous les avantages de son privilége.

Mais encore si ce commerce était réellement par là libre pour d'autres commerçans que ceux de la compagnie, il ne

le serait encore que pour les Anglais seuls, les autres nations n'y étant pas tolérées. Cette liberté du commerce des Indes est donc dans tous les cas une chimère pour celles-ci, à qui ceux-là viennent insinuer qu'ils font cela pour l'avantage général, persuadés que le bien-être dépend de l'abolition de tous les monopoles et de l'établissement de la liberté illimitée du commerce.

Enfin, si on exporte plus de *marchandises anglaises* aux Indes, cette augmentation d'exportation est due à la diminution de leurs frais de production ou aux primes qu'on leur accorde et nullement à cette mesure, qui n'a de libéral que le nom qu'ils lui donnent.

Et après avoir prétendu ainsi successivement que cette vaste et fertile colonie fait la ruine de l'Angleterre, que l'association privilégiée qui l'exploite fait la ruine de ceux qui en font partie, qu'elle n'existe plus, que le commerce de l'Inde est libre, ils prétendent encore que ces *colonies sont imprenables* et *qu'on ne doit pas, quoique les Indous soient excessivement malheureux et qu'ils détestent les Anglais, désirer, dans l'intérêt du genre humain, que les derniers perdent leur influence sur les premiers*, et que par conséquent le commerce de l'Inde devienne tout-à-fait libre. Voici les propres paroles de Say qui trahit en même temps les sentimens et témoigne les craintes des Anglais sur la perte éventuelle de ces colonies : « *Les Indous, quoiqu'ils » détestent les Anglais, n'ont pas la moindre idée qu'ils » pourraient se rendre indépendans. Les postes honorables » et lucratifs sont tous occupés par les Anglais ; les natifs en » sont exclus. Cette politique ne laisse aucun moyen de » résistance. Il serait impossible à une force européenne » quelconque de pénétrer dans l'Indoustan et de s'en rendre » maître. Il lui serait bien plus difficile de résister aux forces » et à l'adresse britanniques que les princes*, qui gouvernaient » le pays avant les Anglais et qui cependant ont été con-

» traints eux-mêmes de céder à la supériorité de la tactique » européenne et de la politique anglaise. Enfin si les Anglais » de l'Inde voulaient se rendre indépendans de la mère-» patrie, ils en trouveraient difficilement les moyens; *dans* » *tous les cas l'affranchissement de l'Inde semble impossi-* » *ble. Mais on ne doit pas désirer, dans l'intérêt du genre* » *humain, que les européens perdent leur influence sur* » *l'Asie.* » 4e partie, chapitre XXVI.

Conclusion.

On voit clairement le but de toutes ces contradictions. On ne peut pas mieux faire sinon de nous dire : Ne songez pas à conquérir des colonies, ni à former des associations privilégiées pour le commerce lointain, ce sont des causes puissantes de ruine. Ne songez pas à imiter notre riche et puissante association privilégiée des Indes, qui se ruine, ruine le gouvernement et le peuple anglais, et qui n'existe plus; ne songez pas surtout à nous ravir les vastes et fertiles contrées de l'Indoustan, dont le commerce est libre, qui sont imprenables et qui d'ailleurs font aussi notre ruine et le bonheur du reste du genre humain!

CHAPITRE XV.

EXAMEN SOMMAIRE DES CAUSES DE LA PROSPÉRITÉ ET DE LA DÉCADENCE DES PEUPLES AUX DIFFÉRENS TEMPS ET AUX DIFFÉRENS LIEUX.

Sommaire. — Dans l'antiquité le nombre des personnes qui participaient aux avantages de la production était immense, et la prospérité générale était immense comme lui. — Les économistes du jour ne pouvant expliquer cette coïncidence de faits, nient l'un d'eux : la prospérité de ces temps. — Leur raison pour cela. — Causes de la prospérité particulière des différens peuples. — L'Égypte. — L'Assyrie. — La Perse. — La Grèce. — La Macédoine. — La République romaine — Carthage. — Décadence générale des peuples sous l'empire romain. — Prospérité des villes d'Alexandrie, le Caire, Constantinople, Gênes, Florence et surtout Venise par le commerce de l'orient avec l'occident. — Rome et Constantinople. — Augmentation de la prospérité des peuples par les croisades. — Celle de la prospérité du Portugal aux dépens des villes ci-dessus nommées par la découverte du cap de Bonne-Espérance. — Déchéance de Constantinople à cette époque. — Augmentation de la prospérité des Anglais, des Hollandais, des Belges et des Français moindre cependant que la diminution de celle des villes ci-dessus nommées. — Prospérité de l'Espagne par la decouverte de l'Amérique. — Hollande. — Espagne de 1769 à 1817 pendant la guerre par conséquent contre l'Angleterre, la paix, et à la fin la guerre contre la France. — Comment J.-B. Say explique ces derniers faits. — La France depuis Louis XIV jusqu'en 1815. — Comment J.-B. Say explique quelques-uns de ces faits. — Angleterre. — États-Unis d'Amérique. — Colonies anglaises des Indes orientales. — État actuel de l'Égypte, de la Syrie, de la Turquie, de la Perse, etc. — Nouvelle explication de cet état de J.-B. Say. — Ses véritables causes. — Causes de l'état d'abandon et de pauvreté des contrées de l'Amérique méridionale et notamment du Brésil. — Celles du peu de prospérité de la Russie d'Europe et surtout de la Russie d'Asie. — États de l'Italie — États confédérés de l'Allemagne. — Chine.— Conclusion de ce chapitre. — Conclusion de toute cette première partie.

Il n'est point de fait concernant la prospérité des nations, quelque simple ou quelque important qu'il puisse être, qui

ne soit susceptible d'explication par mes principes et qui ne reçoive une lumière toute nouvelle de leur explication. La mémoire même des faits sera par leur moyen rendue plus facile. Une formule invariable les reliera les uns aux autres d'une manière naturelle et non interrompue. Les principes rappelleront les faits, qui pourraient se perdre de vue, et les faits rappelleront les principes. Mais une telle discussion qui pourrait fournir la matière de plusieurs volumes, ne peut être qu'esquissée ici. Cette esquisse prouvera du reste en même temps encore autant la fausseté des principes des économistes du jour que la justesse des miens.

Dans l'antiquité la plus reculée les moyens de produire étaient extrêmement lents; on ne connaissait entre autres, ni les moulins à eau ni ceux à vent, la navigation lointaine était impossible; les communications terrestres difficiles, la guerre continuelle, les dépenses publiques immenses; on a élevé des constructions nombreuses et colossales; les travaux de l'Égypte pour élever les villes, les villages, les routes au-dessus des inondations du Nil, le lac Méris, la ville de Thèbes aux cent portes, les pyramides, le labyrinthe d'Égypte, celui de Crète, les colosses de Rhôdes, les remparts de Ninive, ceux plus gigantesques encore de Babylone, le temple de Jérusalem, etc., etc., sont connus de tout le monde, il y avait (en Égypte notamment) un nombre infini de fonctionnaires publics, des nuées de prêtres, des armées innombrables; la mollesse, la paresse, le luxe asiatiques de ces temps sont passés en proverbe, en un mot la production était très-variée et très-lente, la consommation très-active ou, en termes synonymes, le nombre des producteurs, ou encore la participation aux avantages de la production immense, et la population et par conséquent la richesse étaient immenses également. Wallace en Angleterre et Montesquieu en France ont prouvé combien la première et par conséquent la seconde étaient grandes. Ils ont cité les innombrables armées à la tête desquelles les rois de

Perse attaquèrent les Grecs et qui, d'après Hérodote, montaient à plusieurs millions d'hommes, les 300,000 combattans que la seule ville de Sybaris envoya contre Crotone. Wallace cite la ville de Ninive, où il se trouvait, d'après le prophète Jonas, 120,000 personnes hors d'état de distinguer leur droite de leur gauche et qui devait, d'après le calcul fait par le même prophète, contenir au moins 2,200,000 habitans. Mais la population de Ninive est peu de chose en comparaison du nombre des Hébreux, qui, d'après l'historien Josèphe, se rassemblèrent à Jérusalem de toutes les parties de la Judée et qui se montaient, dit-il, à 27 millions. Si on réfléchissait que Jérusalem devait alors contenir plus de 27 fois le nombre d'habitans que la ville de Paris contient actuellement, on devrait regarder cette assertion comme une erreur. Mais on doit aussi d'un autre côté réfléchir que la douceur du climat et le peu de besoins des habitans y rendent et l'hôtel et l'auberge inutiles, qu'un peu de nourriture pris avec soi avant le départ, l'eau de quelques fontaines, l'ombrage de quelques arbrisseaux, un lit de verdure suffisent pour y vivre et entreprendre les plus longs pèlerinages, qu'il est possible qu'ils n'assistaient pas tous à la célébration de la Pâque, mais se contentaient pour la plupart de visiter le temple-saint.

Il suffirait du reste, pour se faire une idée de la prospérité de ces temps de jeter les yeux sur les cartes géographiques des pays connus de cette époque. Elles sont couvertes de villes innombrables, très-peuplées et superbes. Et ce n'étaient pas seulement l'Asie, l'Afrique et le midi de l'Europe qui étaient si prospères, le milieu et le nord de cette dernière partie du monde devaient l'être également, témoins les armées innombrables de Gaulois qui mirent d'abord Rome à deux doigts de sa perte et de Cimbres et de Teutons qui ensuite vinrent fondre sur l'Italie; témoins les armées de peuples appelés barbares par les Romains : les Goths, les Visigoths, les Huns, les Vandales, etc., qui vinrent fondre sur leur empire à l'époque de sa décadence.

Les économistes actuels ne pouvant expliquer cette coïncidence de faits, nient l'un l'eux, la prospérité de ces temps.

Mais les auteurs d'économie politique d'aujourd'hui qui ne peuvent expliquer ces faits, qui condamnent leurs principes, prennent le facile parti de les nier! Et quelle raison apportent-ils pour oser nier des faits que rapportent une foule de témoins contemporains et véridiques, dont quelques-uns mêmes ont eu lieu à une époque aussi rapprochée que celle de la république et de l'empire romain, qu'attestent tant de documens littéraires, de monumens et de ruines trouvés encore sur le sol desdites contrées? « C'est,

Leur raison pour cela.

» dit J.-B. Say, que leur industrie était peu avancée en » comparaison de la nôtre. Or, ajoute-t-il, si l'industrie est » la source de la production, et si la production est la con» dition nécessaire de la population, *les pays anciens, mêmes » ceux qui étaient renommés par leur prospérité, ne pou» vaient pas être aussi populeux que les nôtres, toute propor» tion gardée. A cette question :* le monde est-il plus ou » moins peuplé qu'autrefois? Vous pouvez, messieurs, » répondre par cette question : le monde est-il plus ou » moins *généralement industrieux qu'autrefois?* Si comme » mille preuves le constatent, il est plus *généralement in» dustrieux* maintenant, prononcez *hardiment qu'il est plus » généralement populeux.* » 6e partie, chapitre VI de son cours.

D'abord il est ici en contradiction avec ce qu'il dit au chapitre des machines, *qu'en répudiant les moyens expéditifs de produire on augmenterait la population.*

En second lieu, nous voyons encore qu'au lieu de citer les faits pour prouver la vérité de ses principes, il cite au contraire, comme il a encore fait par rapport aux crises commerciales, un de ses deux principes fondamentaux qu'il a admis sans preuves et même sans discussion, qui loin d'expliquer les phénomènes et les faits généraux de l'économie politique, leur sont toujours et partout directement contraires, et qu'il a tant de fois reniés lui-même, quand, con-

sidérés sous le rapport des nations en particulier, ils commençaient à devenir vrais, il cite, dis-je, un de ces deux principes fondamentaux pour prouver non pas la réalité, mais la fausseté des faits de l'histoire ! Il faut, comme je l'ai déjà dit, avoir en eux une bien grande confiance pour oser en agir ainsi.

En troisième, *les pays*, dit-il, *même les plus populeux d'alors ne peuvent pas l'avoir été autant que les nôtres.* Ainsi la Syrie, l'Égypte, l'Assyrie, la Perse, la Grèce, qui étaient si prospères autrefois et qui sont ruinées et désertes aujourd'hui, ne pouvaient pas être plus peuplées alors qu'en ce moment! Mais, pourrait-on m'objecter, il a dit proportion gardée, mais que signifient ici ces mots : proportion gardée? Quelle proportion? Sait-il bien lui-même ce qu'il veut dire?

Mais, pourrait-on me dire encore, vous voyez bien par la phrase inférieure « *le monde est-il plus généralement* » *industrieux, il est plus généralement populeux* » qu'il a voulu parler de la population de tous les pays en même temps. S'il désignait la population générale par ces mots, il désignait bien la population des pays en particulier par ceux déjà cités que les *pays les plus populeux d'autrefois l'étaient moins que ceux qui le sont le plus aujourd'hui.* C'est contradictoire. Mais soit, admettons cette nouvelle signification, je prétends aussi, moi, qu'on ne peut savoir quelque chose là-dessus qu'en comparant la population de tous les pays d'alors avec celle de tous les pays d'aujourd'hui. Je veux bien faire cette comparaison. Faites-la donc aussi, M. Say ; ne fixez donc plus uniquement vos regards sur tel pays florissant de notre époque, ne nous montrez pas sans cesse l'Angleterre, montrez-nous aussi les territoires vastes et fertiles, mais déserts et ruinés de la Perse, de l'Asie Mineure, de l'Égypte, des côtes de l'Afrique, du continent, de l'Amérique du sud, etc., enfin de l'immense majorité du

monde. Mais il est vrai que vous n'avez plus de terme de comparaison, puisque vous niez celle de l'antiquité. Mais nous, qui l'admettons, nous trouvons qu'elle est infiniment diminuée, et que la richesse l'est encore plus proportionnellement, puisque le paupérisme, qui n'existait pas alors, existe à un degré horrible aujourd'hui.

Mais son principe expliquera-t-il au moins pourquoi tel pays de notre époque est prospère tandis que les autres sont pauvres et presque déserts, pourquoi surtout ce sont les pays qui fournissent le plus de produits agricoles et à meilleur marché, et dont les habitans ont le moins de besoins, qui sont les plus pauvres et les moins peuplés? Nous fera-t-il aussi connaître les causes de leur prospérité et de leur décadence en particulier. Mais ces faits particuliers lui sont aussi contraires encore qu'ils sont conformes aux miens; en effet c'est à l'époque où l'Egypte a élevé le plus de monumens, où elle a creusé le lac Méris, construit des routes, élevé les terrains des villes et des villages au-dessus des inondations du Nil, où elle a construit ses pyramides sous les Pharaons, son labyrinthe sous les douze rois, qu'elle a sous le grand Sésostris subjugué le monde que sa prospérité a été la plus grande. Elle a toujours décliné visiblement dans les intervalles. C'est à celle où l'Assyrie a, sous Ninus, bâti la superbe ville de Ninive et notamment ses remparts de cent pieds de haut et d'une épaisseur proportionnelle, qu'elle a sous Sémiramis bâti Babylone dont les remparts avaient, dit-on, 300 pieds de hauteur et 75 de largeur et ses jardins suspendus en l'air, qu'elle a fait la guerre à toute l'Asie, c'est, dis-je, à ces époques où elle a fait le plus de dépenses qu'elle a été la plus peuplée et la plus riche. Et ce fut après une longue période de paix et de tranquillité, qu'épuisée de population et de richesse, elle fut comme l'Égypte la proie de la Perse, qui ne prospéra à son tour que tant qu'elle se livra à son luxe effréné et à sa paresse naturelle et qu'elle fit la guerre pour conquérir la Médie, l'Assy-

Causes de la prospérité particulière des différens peuples.

L'Égypte.

L'Assyrie.

La Perse.

rie, l'Asie Mineure, l'Égypte, la Scythie, la Grèce, etc.

Celle-ci n'a encore prospéré à son tour qu'au moment où elle a soutenu la guerre formidable contre plusieurs millions de Perses. Athènes deux fois détruite et rebâtie deux fois, une flotte considérable construite en peu de temps, tous les citoyens capables de porter les armes enrôlés, loin de la ruiner comme ils l'auraient dû faire, si les principes des économistes étaient vrais, l'ont portée en un instant au plus haut degré de la prospérité, où elle est restée à peu près pendant la guerre du Péloponèse et celle contre Syracuse et dont elle est déchue aussitôt qu'en paix avec l'univers elle put épargner et cultiver ses terres. La Grèce.

La Macédoine n'est parvenue non plus au plus haut degré de prospérité que sous Philippe et Alexandre, son fils, alors qu'en faisant des levées immenses d'hommes et de produits sur elle, ils engendrèrent des progressions infiniment grandes d'augmentations du nombre de ses producteurs. La Macédoine.

La République romaine n'a également prospéré que tant qu'elle a été en guerre. L'Italie ravagée, Rome totalement brûlée par les Gaulois, reparurent bientôt toutes deux plus riches, plus populeuses et plus puissantes que jamais. Ce fut aux époques mêmes de ses guerres les plus sanglantes que ladite république a le plus prospéré; et elle n'est tombée en décadence que quand, maîtresse du monde entier, elle n'eut plus d'ennemis à combattre ni de pays à conquérir, et que, soumise à l'autorité absolue des empereurs, elle n'eut plus de guerres civiles à essuyer. La République romaine.

L'antique rivale de Rome, la célèbre et malheureuse Carthage, n'a jamais été plus prospère que pendant les momens suprêmes où elle luttait avec tant d'héroïsme contre la formidable puissance qui devait subjuguer l'univers. Carthage.

Décadence générale des peuples sous l'empire romain.

Tous les peuples ont sensiblement décliné pendant la longue période de paix universelle, qui suivit l'établissement de l'empire romain et qui ne fut que momentanément troublée par des guerres lointaines peu importantes.

On voit combien ont erré encore sous ce rapport les économistes, les historiens et les philosophes. Ils ont attribué tour-à-tour cette déchéance universelle au luxe, à la mollesse, au faste des Romains sous l'empire, au défaut de civilisation, à son excès, à la barbarie des peuples du nord mêlés à ceux du midi, aux vices du gouvernement, à la faiblesse des empereurs, à leur changement de résidence, à la division de l'empire, etc. Comment ces causes peuvent-elles ruiner les nations en général? Quelle serait leur manière d'agir pour cela? Aucun ne l'a dit; aucun ne l'aurait su.

Prospérité des villes du Caire, d'Alexandrie, Constantinople, Gênes, Florence et surtout Venise par le commerce de l'orient avec l'occident.

Le commerce seul de l'orient avec l'occident augmentait le nombre des producteurs et surtout la quantité de la monnaie et par conséquent la population et surtout la richesse dans les villes qui cotoient la mer Méditerranée, qui le faisaient : le Caire, Alexandrie, Constantinople, Gênes, Florence et surtout Venise, qui ne faisaient que remplacer la prospérité des villes si riches et si célèbres de Tyr et de Sidon de l'antiquité.

Rome et Constantinople.

Constantinople déjà enrichie par ce commerce, n'est parvenue au comble de sa prospérité qu'au moment où l'empereur Constantin transféra sa résidence et par conséquent le siége principal du gouvernement de Rome chez elle. Notez encore que sa prospérité coïncida avec la déchéance de celle-ci, parce que le nombre des producteurs et l'importation de la monnaie diminuèrent autant d'un côté qu'ils augmentèrent de l'autre.

Prospérité des peuples de l'Europe par les croisades.

Les croisades, de l'aveu de tous les historiens, ont produit le meilleur effet sur la prospérité de tous les peuples de

l'Europe. Comment expliquer encore, si ce n'est par mes principes, cet heureux effet par une cause qui diminuait le nombre des personnes capables de travailler et qui exigeait une énorme provision d'armes, de vêtemens et de vivres pour ceux qui partaient pour ces conquêtes lointaines, et qui, par conséquent loin de faire prospérer les peuples, aurait dû les ruiner de plus en plus, si les principes des économistes d'aujourd'hui étaient vrais.

Prospérité du Portugal aux dépens des villes ci-dessus nommées, par la découverte du cap de Bonne-Espérance.

Déchéance de Constantinople à cette époque.

La découverte du cap de Bonne-Espérance et la route aux Indes en le doublant ont ensuite fait prospérer le Portugal aux dépens des villes ci-dessus nommées, qui jouissaient seules antérieurement des profits du commerce entre l'Europe et l'Asie et qui sont tombées en décadence. La ville de Constantinople est aussi déchue en ce moment où, en même temps qu'on lui enlevait son commerce avec l'Asie et l'Europe, elle tombait au pouvoir des Turcs. Mais on ne doit pas attribuer, comme on le fait généralement, sa déchéance à la domination de ces peuples uniquement, puisque les autres villes voisines de la Méditerranée, non conquises par eux, ont également décliné à cette même époque.

Peuples de l'Europe à cette époque.

Les Portugais, qui ont été directement aux Indes, puis les Anglais, les Hollandais, les Belges et les Français qui y ont été après, ont livré d'un et d'autre côté, à meilleur marché, les produits de l'Asie et de l'Europe, et l'ont fait en employant un nombre moins grand de producteurs. Ils n'ont donc obtenu une augmentation de leur prospérité qu'en déterminant une diminution beaucoup plus grande de celle des villes nombreuses et riches, qui jouissaient auparavant de ce monopole.

Prospérité de l'Espagne par la découverte de l'Amérique.

L'Espagne n'a non plus prospéré qu'au moment où elle augmenta le nombre de ses producteurs par les flottes et les armées qu'elle envoya en Amérique et les guerres qu'elle y entreprit, et le nombre de ses producteurs et la quantité de

sa monnaie en même temps par le commerce qu'elle y fit, ou en apportant aux peuples de l'Europe les produits de ce nouveau monde et exportant aux peuples de ce nouveau monde les produits de l'Europe et principalement de ses habitans, et n'est déclinée qu'après avoir perdu ces riches et vastes colonies.

Hollande.

Les causes de la prospérité de la Hollande, qui a étonné tant de philosophes et d'historiens, sont nombreuses. La circonscription de son territoire, qui rend les dépenses publiques proportionnellement plus grandes, la grandeur de ses frais de culture, l'étendue des besoins de ses habitans, la nécessité d'élever ou d'entretenir des digues pour se préserver des inondations de la mer, la possession de colonies lointaines, dont la défense, l'administration et le commerce déterminent seuls en même temps une très-grande progression d'augmentations du nombre de ses producteurs et une augmentation continuelle de la quantité de sa monnaie; en voilà assez pour porter sa prospérité bien au-delà de la fécondité de son sol. Mais notez bien, elle n'a jamais autant prospéré que pendant les guerres qu'elle soutint contre les flottes étrangères pour le commerce lointain, et surtout pendant celle longue et meurtrière, qu'elle soutint avec tant d'héroïsme contre les armées infiniment plus nombreuses de l'Espagne.

Espagne de 1768 à 1817 pendant la guerre contre l'Angleterre, pendant la paix et pendant la guerre contre la France ensuite.

Parlons encore de cette dernière nation à une époque plus récente. Descendons même, par rapport à elle, à l'explication de faits plus particuliers : commentons les notes statistiques suivantes de sa population, trouvées dans un journal et rapportées par J.-B. Say :

En 1768	la population de ce	pays	était de	9,300,000
1787	»	»	»	10,400,000
1797	»	»	»	10,500,000
1807	»	»	»	10,560,000
1817	»	»	»	11,000,000

« D'après ces notes, remarque Say avec surprise, les
» époques de sa plus rapide augmentation sont précisément
» celles qui comprennent la guerre que l'Espagne entre-
» prit de concert avec la France pour l'indépendance des
» États-Unis, et la guerre terrible et générale qu'elle eut
» à supporter contre l'empereur Napoléon. »

Je dois ajouter que l'augmentation de la prospérité de l'Espagne provenant de la guerre, *qu'elle entreprit de concert avec la France contre l'Angleterre*, a été beaucoup plus grande que celle *provenant de la guerre terrible et générale* qu'elle eut à supporter contre l'empereur Napoléon.

Comment J.-B. Say va-t-il s'y prendre pour expliquer ces nouveaux faits encore en contradiction avec ses principes? Écoutons-le : « *Il est probable*, dit-il, *que ces crises toutes* Comment J.-B. Say explique ces faits.
» *sanglantes qu'elles furent, réveillèrent plus qu'aucune*
» *autre circonstance l'apathie qu'on reproche quelquefois à*
» *cette nation, et que les rapports de querelle et d'amitié*
» *qu'elle eut avec les peuples les plus actifs et les plus in-*
» *génieux de la terre influèrent très-avantageusement sur*
» *son sort.*

On voit qu'il n'a plus ici recours à la négation pour se tirer d'affaire. C'est la guerre qu'il a regardée jusqu'ici comme une cause de ruine, notamment quand l'Espagne l'a faite pour conserver ses colonies, c'est la guerre qui a produit cet heureux effet de faire prospérer l'Espagne à ces deux époques !

Notons que dans ce cas au moins il est de mon avis. Il renie tous ses principes pour adopter le mien, que la guerre est une cause de prospérité. Mais pour expliquer sa manière d'agir pour cela, il est bien embarrassé. Il ne peut pas dire qu'elle produit cet heureux effet en diminuant le nombre des personnes livrées à la production, en augmentant les

dépenses publiques, en interrompant le commerce international et en augmentant la destruction du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, ces quatre causes de ruine d'après lui, il va nous chercher qu'elle le fait ici *en réveillant par ses crises sanglantes l'apathie qu'on reproche à cette nation* et que les crises plus sanglantes encore qu'elle engendra lorsqu'elle eut lieu contre ses colonies n'avaient pu réveiller, mais avaient au contraire endormie davantage, puisque la ruine de ce pays en fut la suite, et puis encore *par les rapports de querelle et d'amitié qu'elle eut avec les autres peuples et qui ont agi en influant favorablement sur son sort dans ce cas-ci* et qui l'avaient fait en influant défavorablement dans les autres.

Mais comment les crises sanglantes peuvent-elles *réveiller l'apathie* d'une nation? C'est probablement augmenter sa production qu'il veut entendre par là. Mais la guerre pour les quatre motifs supérieurs ne doit-elle pas au contraire ralentir la production et activer la consommation? Et les rapports de querelle et d'amitié comment agissent-ils pour augmenter sa prospérité? Et si les rapports de querelle sont favorables, les rapports d'amitié ne doivent-ils pas être nuisibles, et vice-versâ? C'est inconséquent autant qu'absurde.

Le principe primordial et fondamental de notre système, la participation aux bénéfices de la production, qui est augmentée pendant la guerre, nous explique d'une manière simple, facile et naturelle, ce fait comme tous les autres.

Mais nous expliquera-t-il aussi pourquoi l'augmentation de la prospérité de l'Espagne a été beaucoup plus grande pendant la guerre qu'elle entreprit de concert avec la France contre l'Angleterre, qui eut lieu loin de son sol, lui détruisit en conséquence moins d'hommes, de produits et de moyens de produire, et augmenta moins ses dépenses que pendant celle plus longue et plus terrible qu'elle soutint

seule sur son propre territoire contre la France? On voit qu'une nouvelle cause est venue joindre dans le premier cas son effet avantageux à celui de la guerre; et cette cause n'est-ce pas évidemment la cessation du commerce avec l'Angleterre, qui est infiniment plus avantageuse que celle du commerce avec la France ?

La France depuis Louis XIV jusqu'en 1815.

La France n'a non plus principalement prospéré que pendant les guerres, les dépenses, les déprédations, comme on dit, de Louis XIV. Elle déclina sensiblement ensuite jusqu'à l'époque de la révolution, où elle entreprit ou soutint pendant 23 ans les guerres les plus mémorables contre toutes les nations de l'Europe, où elle fit entre-temps la conquête de l'Egypte, où le commerce international surtout avec l'Angleterre fut pour ainsi dire anéanti, mais où cependant elle perdit une partie du peu de colonies qu'elle possédait, et prospéra plus qu'elle ne l'avait jamais fait.

Prospérité de la France pendant la révolution, le consulat et l'empire.

Mais il est curieux de voir encore, en passant, l'explication de ces derniers faits par J.-B. Say, qui regarde le commerce comme l'unique cause de la prospérité des peuples, les colonies comme une cause de ruine, et la guerre souvent comme une cause de ruine et quelquefois comme une cause de prospérité. Écoutons-le : « *Si la population et l'aisance,* » dit-il, *n'ont pas décliné* (il aurait dû dire ont augmenté) » *pendant la révolution française époque, où la France a* » *perdu ses colonies, son commerce extérieur et consommé* » *une énorme quantité d'hommes, c'est parce que les productions intérieures qui sont de beaucoup les plus importantes* » *ont été favorisées par la liberté d'industrie et par l'activité que l'effervescence populaire a développée; les classes* » *oisives se sont éloignées; les classes laborieuses ont fait* » *de nouveaux efforts; on a produit davantage et les pertes* » *d'hommes ont pu coûter des larmes à l'humanité, mais* » *n'ont jamais pu absorber les accroissemens dont la population est susceptible, lorsque la production est favorisée.*

Comment J.-B. Say explique encore ces faits.

» *Si ces accroissemens n'ont pas été plus rapides sous le* » *gouvernement de la Convention et sous celui de l'empereur,* » *ce n'est pas à cause de la consommation d'hommes, qu'on* » *peut justement leur reprocher, mais par la faute des mau-* » *vaises lois et de la mauvaise administration.* » 6e partie, chapitre XII.

Voyez la manière de raisonner de cet auteur : il s'agissait de faire voir les rapports de trois causes : la guerre que la France soutint contre toutes les nations de l'Europe, la cessation de son commerce et la perte de ses colonies avec un fait remarquable, l'augmentation de sa prospérité. Et il ne parle pas du tout de l'action des premières ; il attribue le dernier, la prospérité de la France, qu'il reconnaît ici, par rapport à laquelle il n'a plus par conséquent recours à la négation, non *plus au réveil de l'apathie par les crises sanglantes de la guerre, ni aux rapports de querelle et d'amitié qu'elle engendre ;* mais à trois autres causes : « *Aux* » *productions intérieures, qui sont de beaucoup les plus im-* » *portantes* et *qui ont été favorisées par la liberté d'industrie* » *et l'effervescence populaire,* 2° *à l'éloignement des classes* » *oisives* et 3° *aux nouveaux efforts de la classe laborieuse.* »

Comme ses principes sont faux, et par conséquent, loin de pouvoir servir à expliquer les faits qui les concernent, sont en contradiction directe avec eux, il est toujours obligé quand il veut expliquer quelques-uns de ceux-ci de les laisser de côté et d'en saisir à droite ou à gauche, où il peut, quelques autres au hasard, tels que ceux qu'il vient de citer.

Mais 1° ce principe que les productions intérieures sont de beaucoup les plus importantes, (abondantes ou favorables, je ne sais) c'est la première fois qu'il en parle. Il est même en contradiction manifeste avec ceux qu'il a établis lui-même ailleurs. Car si le mot importantes signifie ici favorables, si par conséquent les productions intérieures sont

de beaucoup les plus favorables et tellement les plus favorables que lorsqu'elles sont favorisées ou rendues plus abondantes aux dépens des productions extérieures ou des importations, qui étaient alors prohibées, elles suffisent pour faire la prospérité d'une nation, il n'y a pas de mal, il y a même un grand avantage à se passer de ces dernières, qui doivent être nuisibles, principe tout opposé à ceux qu'il a professés jusqu'à ce moment et tout-à-fait conforme aux miens. Et si le mot importantes signifie abondantes, si par conséquent les productions de l'intérieur, qui sont en général, il est vrai, plus abondantes que celles de l'extérieur, quoique variant infiniment et continuellement sous ce rapport, procurent la prospérité générale, lorsqu'elles sont favorisées aux dépens de ces dernières, elles sont seules avantageuses encore, les dernières étant absolument pernicieuses, et de plus il est faux alors que les unes soient toujours payées par les autres. J.-B. Say est donc bien loin de reconnaître ici les avantages des dernières ou des importations : 1° leur valeur supérieure à celles des exportations, 2° celui de procurer des produits nouveaux, 3° celui de nécessiter l'exportation de nos produits et 4° celui du bon marché. Il adopte au contraire encore mes principes. C'est dommage que ce soit si vaguement, et qu'il ne le fasse que parce qu'il y est contraint pour pouvoir expliquer même d'une manière vague quelques faits toujours en opposition directe avec les siens. Mais il devrait dire surtout ici comment les productions de l'intérieur agissent pour produire leur effet favorable. N'est-ce pas en augmentant le nombre des producteurs et, quand on en exporte les produits, la quantité de la monnaie? Il devrait dire aussi comment le font celles de l'extérieur pour produire leur effet pernicieux. N'est-ce pas en diminuant l'un et l'autre? C'est dommage qu'il s'arrête en si beau chemin.

Nous venons de voir les effets, d'après cet auteur, des productions de l'intérieur; voyez-en leurs causes, d'après

lui-même encore. Il prétend qu'*elles ont été favorisées par la liberté d'industrie et par l'activité que l'effervescence populaire a développée.* Mais 1° la liberté d'industrie, loin d'avoir été instituée, a été abolie, surtout sous le règne extrêmement prospère de Napoléon, qui a remplacé dans l'industrie manufacturière intérieure la fabrication des étoffes de coton par celle de lin et de laine, qui a surtout complètement anéanti la liberté commerciale, qu'il reconnaît lui-même, puisqu'il dit, ô inconcevable inconséquence! que la France perdit son commerce extérieur. Ce qui se réduit à dire que la France a prospéré parce que les productions intérieures ont été favorisées par l'établissement de la liberté d'industrie, quand cette liberté a été supprimée ! Enfin il devrait dire comment agit pour favoriser la production intérieure en général la liberté d'industrie, que nous savons être au contraire une très-grande cause de ruine. 2° L'activité que l'effervescence populaire a developpée, c'est la guerre. La guerre devient donc encore ici une cause de prospérité. Mais elle ne produit plus cet heureux effet en *réveillant par ses crises toutes sanglantes qu'elles furent l'apathie* que l'on ne reproche pas à la nation française, ni *par les rapports de querelle ou d'amitié qu'elle eut avec les peuples les plus ingénieux de la terre, mais par l'effervescence populaire.*

Ainsi voilà deux fois qu'il regarde la guerre comme une cause de prospérité, mais en agissant dans chacune d'elles par des procédés différens, et deux fois comme une cause de ruine, mais ici sans dire jamais par quel mécanisme elle produit ce malheureux effet, si c'est par conséquent en *réveillant* ou en *endormant l'apathie des peuples*, ou en *augmentant* ou *diminuant les rapports de querelle ou d'amitié* ou en *augmentant* ou en *diminuant l'effervescence populaire*.

Et il a commis deux fois ces contradictions relativement aux mêmes pays. La guerre a ruiné l'Espagne quand elle l'a

faite pour *conserver ses colonies, au lieu de reconnaître leur indépendance*. Et elle l'a fait prospérer quand elle l'a faite contre l'Angleterre la première fois et contre la France la seconde. Et la guerre a ruiné les ports de mer de Nantes et de Bordeaux, et a enrichi (ce n'est plus la perte de ses colonies, cette fois) la France au même moment.

De ces deux causes qui ont, d'après lui, *augmenté les productions intérieures*, l'une, la liberté d'industrie, est donc complètement fausse, et l'autre, la guerre, est réelle. Mais loin de produire cet effet par l'*effervescence populaire*, elle le fait en augmentant primitivement le nombre des personnes qui participent aux avantages de la production, et en engendrant par là une progression consécutive d'augmentations de la consommation, des *productions intérieures*, de la création des moyens de produire et de la population, ou de la prospérité générale avec tous ses effets ordinaires.

Ainsi non-seulement il ne prouve pas comment les productions intérieures, qu'il veut bien admettre ici comme la cause de la prospérité d'une nation, et les importations, comme cause de sa ruine, agissent pour produire ces effets opposés, mais encore il méconnaît les causes des premières. Il met à leur place 1° une cause fausse et 2° une réelle dans ce cas, mais agissant par une manière d'agir fausse. Peut-on être encore plus fortement dans l'erreur?

Les classes oisives, dit-il ensuite, *se sont éloignées*. Mais ce principe, que la présence des classes riches fait le malheur de la société, qu'il n'a nulle part prouvé, qui n'est la conséquence d'aucun autre et qui vient ici par conséquent comme tombé des nues pour expliquer un fait qui, comme tous les autres, est inexplicable par ses principes ou plutôt qui leur est tout-à-fait contraire, est d'une fausseté absolue. Il est même encore en opposition directe avec ce qu'il dit ailleurs, où il attribue la pauvreté de l'Irlande à l'éloigne-

ment de ses propriétaires qui vont consommer en Angleterre les revenus de ce malheureux pays.

Ce ne peut plus être en favorisant les productions intérieures que l'éloignement des classes riches produit son effet favorable ; c'est apparemment en diminuant les consommations. Jusqu'à présent il a été hostile à la classe ouvrière. Ici il le devient à la classe riche. Il n'approuve donc, pour le bien de l'humanité, ni l'une ni l'autre. Il veut que tout le monde travaille, même au moyen de machines, et que personne ne consomme. Il veut augmenter à l'infini la production et il ne veut pas de consommation. Il applaudit à la mort ou à la fuite des consommateurs oisifs, et il applaudit à l'invention de machines qui multiplient les produits et suppriment les producteurs ou consommateurs actifs. Il applaudirait donc à l'extinction de tous les producteurs et de tous les consommateurs, à l'anéantissement du genre humain.

En même temps il voudrait voir la production augmenter d'une manière proportionnelle à la diminution de la population, les produits encombrer l'univers et l'homme disparaître de sa surface. Mais si, comme il le dit et il dit vrai cette fois, les produits ne sont des produits ou ne naissent que quand ils remboursent leurs frais de production, et s'ils ne remboursent leurs frais de production que quand ils trouvent des acheteurs ou des hommes qui participent aux avantages de la production, on en doit conclure que la production diminuera elle-même avec le nombre des producteurs et que la ruine devra nécessairement suivre la dépopulation.

Enfin l'augmentation de la prospérité de la France pendant sa révolution serait encore due *aux nouveaux efforts de la classe ouvrière*, par conséquent encore à l'augmentation de la rapidité de la production. Mais cet argument est le même que celui que *les productions intérieures ont été acti-*

vées par l'effervescence populaire, et que l'apathie d'une nation a été réveillée par les crises sanglantes de la guerre, que nous avons déjà réfuté sous cette dernière expression.

On le voit donc, il ne sait à quoi attribuer l'accroissement de la population de la France au moment où elle perdait ses colonies et, comme il le dit, son commerce extérieur, augmentait ses dépenses publiques, faisait par la guerre une énorme consommation de producteurs, de produits et de moyens de produire et diminuait le plus le nombre relatif des hommes qui pouvaient travailler, sous le gouvernement de la *Convention* et de l'*empereur Napoléon.* Mais ce qu'il y a de beau, c'est qu'il affirme que si ces *accroissemens* n'ont pas été plus *grands*, en ces momens où ils l'ont été le plus, c'est par la faute des *mauvaises lois* et de la *mauvaise administration!*

Oui, la prospérité de la France a considérablement augmenté pendant cette époque à jamais mémorable; mais ce n'a pas été parce que les productions intérieures sont en général plus abondantes que les productions extérieures, puisqu'elles varient constamment en abondance relativement à celles-ci, avec lesquelles elles sont en raison inverses; ni parce qu'elles sont plus favorables qu'elles, puisqu'elles le sont seules, les dernières étant absolument pernicieuses; ni parce qu'elles ont été favorisées par la liberté d'industrie, puisque cette liberté, loin d'avoir été établie alors, a été supprimée et que, loin d'être une cause de prospérité, elle en est une très-active de ruine; ni parce qu'elles l'ont été par l'effervescence populaire, parce qu'elle a plutôt pour effet d'éloigner l'homme du travail que de l'y porter, et que l'activité du travail, loin d'être une cause de prospérité, en est une très-active de ruine; ni parce que les riches se sont éloignés, puisque leur consommation et par conséquent leur présence, loin d'être une cause de ruine, sont une très-grande cause de prospérité; ni parce que les classes labo-

rieuses ont fait de nouveaux efforts, puisque appelées aux armées elles purent moins travailler et que d'ailleurs la société entière se ruine d'autant plus qu'elles travaillent davantage ; mais la France a prospéré beaucoup alors à cause 1° de l'augmentation de ses dépenses publiques, 2° de la diminution du nombre des hommes valides livrés au travail, 3° de la grande consommation de celui des producteurs, des produits et des moyens de produire par la guerre et 4° par la suppression de la liberté des industries intérieures, de celle du commerce extérieur et surtout de la prohibition de l'importation du coton et de ses étoffes, toutes causes qui ont engendré une progression d'augmentations de la prospérité générale infiniment plus grande que celle de diminutions produite par la perte des colonies, excepté dans les ports de mer où cette dernière a été au contraire plus grande.

Si la prohibition de l'importation des produits étrangers et surtout du coton ne fut pas établie sous le gouvernement de la Convention, l'augmentation de la quantité de la monnaie par les assignats produisit à sa place les effets favorables qu'on connaît sur la prospérité générale.

Nous avons aussi expliqué les causes du malaise de la France sous le Directoire. Nous savons que le discrédit des assignats, la rentrée du numéraire métallique et par conséquent la vente à l'étranger des moyens de produire du pays engendrèrent de grandes progressions de diminutions de sa prospérité et surtout de la richesse de ses propriétaires et contribuèrent par suite plus que toute autre cause à la déconsidération du Directoire.

Nous avons assez parlé de la France, disons encore un mot de l'Angleterre. Nous savons qu'elle n'augmente sa population et surtout sa richesse qu'au moyen de ses primes, de ses prohibitions, de ses droits protecteurs, de ses colonies et de sa compagnie pour l'exploitation de celles des

Indes orientales; et qu'elle ne le fait qu'en déterminant des progressions de diminutions infiniment plus fortes de la population et surtout de la richesse des colonies nombreuses, dont elle s'est emparé, et de toutes les nations du monde, avec lesquelles elle entretient des relations commerciales.

États-Unis d'Amérique.

Aussi nous l'avons dit, ses anciennes colonies d'Amérique, les États-Unis, n'ont prospéré que depuis leur indépendance. Leurs causes naturelles de prospérité, que les Anglais exploitaient à leur profit, et qu'ils annulaient par les produits manufacturés qu'ils y envoyaient, tiennent au peu de fécondité de leurs terres situées sous les mêmes degrés de latitude que l'Europe à peu près, mais présentant de très-grandes variétés de température et de fécondité à cause des montagnes, des lacs et des rivières qui s'y trouvent, aux frais de défrichement, à la grandeur des dépenses publiques engendrée par leur administration séparée, au grand nombre de leurs industries, qui comprend toutes celles des Anglais, à leurs exportations, à la construction de leurs routes, de leurs canaux, de leurs chemins de fer, etc. Mais leur prospérité cessera d'autant plus vite d'augmenter d'abord et tendra d'autant plus vite à décliner ensuite, que leur terrain par la culture plus soignée deviendra plus fertile, qu'ils auront construit davantage de ces derniers et qu'ils emploieront aussi plus de moyens expéditifs dans la production.

Colonies anglaises des Indes orientales.

Mais si les États-Unis ont prospéré considérablement depuis qu'ils ont secoué le joug anglais, l'Indoustan a considérablement décliné depuis qu'il l'a subi. Il est bien vrai que sur une étendue de 165,000 lieues carrées de terrain, il se trouve encore 120 millions d'habitans. Mais ils sont tellement misérables qu'ils ne peuvent pas même satisfaire à moitié les besoins si limités que la nature leur impose. En second lieu cette population a dû être bien plus grande autrefois, quoiqu'on ne la fasse pas connaître; on sait pour-

quoi. Les Anglais ne conviendront jamais qu'ils ont porté la misère et la barbarie, qui en est la compagne inséparable, dans ces vastes et fertiles contrées où ils disent porter la civilisation et la prospérité. Cependant tout retentissait autrefois dans l'orient de la puissance et de la splendeur de l'empire du grand Mogol, qui se composait précisément des provinces soumises actuellement à la domination des Anglais. On a autrefois porté la population de Calcutta à un million d'habitans, et aujourd'hui on ne la porte plus qu'à 300,000. Les villes d'Agrah et de Delly, dit le dictionnaire de géographie publié en 1837 par une société de savans, sont bien déchues de leur ancienne splendeur. Ahmed-Abad était autrefois l'une des villes les plus célèbres de l'orient. Voici une liste de villes qui ont décliné d'après ledit dictionnaire : Potna, ville dans la province de Bahar *près des ruines* de l'ancienne Palibothra. Aoude, ville autrefois grande et florissante, presque en ruine aujourd'hui. Boudj en partie détruite par un tremblement de terre et *non-rebâtie*. Beydjapour ou Visiapour, forteresse importante et l'une des plus grandes villes de l'Indoustan quoique *bien déchue de son ancienne splendeur;* dans le temps de sa prospérité, elle contenait 984,000 maisons. A 10 personnes par maison c'aurait été près de 10 millions d'habitans ! Beydjapour, anciennement *capitale d'un puissant royaume* du même nom. Aureng-Abad, ancienne capitale *embellie qar Aurengzeyb* dans le 17° siècle, mais presque *ruinée* aujourd'hui. Attok, ville *autrefois considérable* où Alexandre passa l'Indus. On ne trouve pas à côté de ces villes déchues ou ruinées d'autres qui les remplacent. Les campagnes ne doivent-elles pas être déchues dans la même proportion? Ne peut-on pas même en conjecturer qu'une foule de villes plus petites le sont aussi ? Ne serait-il pas étonnant que les principales le fussent et que les autres ne le fussent pas? Ces notes ont été consignées il y a une vingtaine d'années au moins. Ont-elles été recueillies sur des données toutes récentes à cette époque? Ces contrées ne doivent-elles pas avoir surtout décliné,

depuis qu'on fabrique tellement rapidement les tissus en Angleterre que non-seulement elles ne livrent plus leurs étoffes de coton en Europe, mais encore que les Anglais leur livrent fabriquées avec leurs matières premières celles qu'ils consomment. D'ailleurs si leurs habitans détestent les Anglais, comme le dit Say, ce n'est probablement pas sans raison.

État actuel de l'Égypte, de la Syrie, de la Perse, de la Turquie, de la Grèce.

Mais quelle est la cause de l'état incontestable d'abandon et de ruine des contrées autrefois si peuplées et si riches de l'Égypte, de la Syrie, de la Turquie, de la Perse, de la Grèce, des côtes septentrionales de l'Afrique, etc., où se trouvent réunies toutes les causes, auxquelles les auteurs attribuent la prospérité des nations : la fécondité de la terre, la limite des besoins des hommes, la paix, le peu d'élévation des dépenses publiques, etc.? J.-B. Say ne pouvant expliquer leur prospérité d'autrefois en opposition avec ses principes l'a niée, comment expliquera-t-il leur ruine d'aujourd'hui qui ne leur est pas moins opposée? Aura-t-il encore recours à la négation? Pourquoi, dit-il, la Syrie si mal peuplée est-elle si mal pourvue? C'est, se répond-il, *qu'en détruisant des hommes, on détruit des producteurs en même temps que des consommateurs*. C'est donc la guerre qui devient ici la cause de la ruine de ces contrées, qu'il avoue. Elle a été deux fois une cause de ruine et deux fois ensuite une cause de prospérité ; et elle devient encore pour une troisième fois une cause de ruine. Mais cette fois il veut bien dire comment elle produit ce funeste effet. *C'est en détruisant des producteurs en même temps que des consommateurs*; ce n'est donc pas en réveillant ou en endormant l'apathie, ni en augmentant ou en diminuant les rapports de querelle ou d'amitié avec les peuples les plus ingénieux de la terre, ni par l'activité que l'effervescence populaire developpe, qu'elle produit ce malheureux effet. Mais quand elle occasionnait la prospérité des nations, ne détruisait-elle pas des producteurs en même temps que des consomma-

Nouvelle explication de cet état de J.-B. Say.

teurs? Mais la guerre parvint-elle à la diminuer, ces pays auraient dû depuis tant de siècles qu'ils sont en paix se repeupler et surtout puisqu'en procréant des hommes on procrée aussi des *producteurs en même temps que des consommateurs*. Mais au contraire ils n'ont prospéré que pendant la guerre. L'Égypte notamment ne l'a fait que pendant celle que lui fit Bonaparte.

Ses véritables causes.

Non, une cause, que nul économiste n'a pu signaler, a ruiné et dépeuplé et maintient ruinées et dépeuplées ces contrées jadis si prospères et si célèbres. Et cette cause ce n'est point la naissance des hommes, qui y fait défaut, ils tendent trop à naître partout où il y a possibilité de vivre; ce ne sont point les moyens de produire des alimens qui y manquent, ce sont les pays les plus fertiles de la terre; seraient-ce les vices du gouvernement, comme on l'a dit et répété souvent? Mais Méhémet-Ali, encore plus que son père Ibrahim, cherche par tous les moyens possibles à régulariser l'administration et à éclairer le peuple, et malgré leurs efforts, malgré leurs lycées, malgré les colléges assez bien fréquentés qu'on y remarque, malgré les bibliothèques qu'ils y ont établies, malgré les lumières qu'ils tâchent d'obtenir du dehors par les élèves qu'ils envoient étudier à Paris, par les savans de diverses nations et surtout de Français qu'ils attirent près d'eux et qu'ils s'attachent par l'amitié qu'ils leur témoignent et les emplois et les faveurs qu'ils leur accordent, ces pays restent déserts, incultes et pauvres; cette cause, dis-je, inconnue jusqu'aujourd'hui, qui soumet ces tristes pays à sa malheureuse action, c'est, qui l'aurait cru? c'est la grande fécondité de leur sol jointe à la limite étroite des besoins de leurs habitans, c'est le peu d'élévation de leurs dépenses publiques, c'est surtout l'importation de produits manufacturés étrangers chez eux, etc., toutes causes qui diminuent le besoin de producteurs et par conséquent leur nombre et leurs dépenses ou leur composé la participation aux avantages de la production, ou plutôt,

oui, ce sont les vices du gouvernement comme partout ailleurs. Mais ce n'est point en éclairant le peuple, en voulant le civiliser directement, en activant la production surtout, comme le prescrivent tous les prétendus savans européens, qui donnent des conseils à ces rois bien intentionnés, c'est au contraire en ralentissant celle-ci, c'est en augmentant le nombre des personnes qui vivent sans travailler, en limitant la durée du travail de ceux qui y participent en y travaillant, et en limitant primitivement l'importation des produits étrangers, que l'on peut remplacer la ruine de ces pays par la plus grande prospérité.

Causes de l'état d'abandon et de pauvreté des contrées de l'Amérique méridionale et notamment du Brésil.

Ce sont les mêmes causes naturelles qui maintiennent désertes et pauvres les vastes contrées de l'Amérique méridionale et notamment du Brésil, dont les habitans ont des besoins si limités, dont le sol est tellement fécond que les arbres y acquièrent en dix ans des dimensions énormes, et qui, plus étendu que toute l'Europe, contient à peine autant d'habitans que le petit royaume de Belgique.

Celles du peu de prospérité de la Russie d'Europe et surtout de la Russie d'Asie.

Mais quelle est la cause du peu de prospérité des pays dont le sol est moins fertile et les besoins des habitans plus étendus, comme la Russie d'Europe et surtout la Russie d'Asie qui, sur une étendue un tiers plus grande que l'Europe, ne contient pas trois millions d'habitans? Ici c'est bien encore l'importation des produits manufacturés de l'étranger et surtout de l'Angleterre qui n'est payée que par une quantité infiniment plus petite relativement de matières prémières, mais c'est principalement le peu d'élévation des dépenses publiques dépendant de l'étendue même de ces pays soumis au même gouvernement. En effet plus un État est grand et moins élevées sont proportionnellement ses dépenses publiques. Or, nous venons de le dire, cet empire est immense et même la plus grande partie des producteurs ou des employés du gouvernement résident dans la capitale en Europe et ses environs, où se fait par conséquent principa-

lement la progression d'augmentations de la prospérité qu'ils engendrent. Cette cause suffit pour réduire dans tout le reste de son étendue, qui paie des contributions sans obtenir les avantages de leur reversement, la prospérité générale presque à zéro.

Qu'on divise la Russie d'Asie en petits États de la grandeur de la Belgique, qu'on y forme des hospices, des établissemens de bienfaisance, comme il en existe tant en Belgique, qu'on y élève les contributions et les dépenses publiques autant que dans celle-ci, qu'on y empêche l'importation des produits manufacturés étrangers jusqu'au moment où elle pourra rivaliser, comme elle encore, avec les nations étrangères, et toute cette vaste étendue de pays aura bientôt atteint et même dépassé la prospérité de celle-ci.

Il en est de même des États de l'Europe. Ils sont tous d'autant moins prospères que la somme des marchandises et surtout des produits manufacturés qu'ils importent l'emporte plus sur celle des produits qu'ils exportent. Mais ils le sont aussi d'autant plus qu'ils sont plus circonscrits.

Italie.

L'Italie même n'est plus peuplée que l'Espagne et que la Turquie que parce qu'elle est composée sur une étendue beaucoup moindre de terrain de cinq à six gouvernemens différens, dont le nombre de producteurs employés de plus aux fonctions publiques forme le premier terme d'une progression d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, qui suffit pour la porter à ce degré plus élevé de prospérité. Il faut y joindre de plus pour Rome proportionnellement plus peuplée et surtout plus riche le nombre d'ecclésiastiques plus grand que partout ailleurs et celui des consommateurs étrangers tant ecclésiastiques que séculiers attirés dans cette capitale par le chef de la chrétienté, qui viennent augmenter, outre le nombre des producteurs, la quantité de la monnaie.

Il en est encore de même des États de l'Allemagne. Ils sont d'autant plus prospères qu'ils sont moins étendus, qu'ils importent moins de produits étrangers et qu'ils exportent plus des leurs.

États de l'Allemagne.

Nous avons déjà exposé les causes de la prospérité de la Chine, où l'on repousse tous les moyens expéditifs dans la production, où le commerce extérieur est très-restreint et pratiqué à peu près dans la forme la plus avantageuse possible. Ces deux causes de prospérité l'emportent chez elle sur les trois causes de ruine : 1° l'étendue du pays, 2° la fécondité du sol et 3° la limite des besoins des hommes. Cependant elle est bien loin encore d'avoir atteint la limite de la fécondité de son sol, puisque la population qui devrait, l'étendue et la fécondité de celui-ci étant plus grandes que celles de l'Europe et les besoins des habitans y étant moindres, y être beaucoup plus grande, y est beaucoup plus petite. Cependant elle est pour les deux premières raisons beaucoup plus grande proportionnellement que dans les autres États de l'Asie. Mais l'on dit qu'entraînée par les doctrines anglaises, qu'on y tâche de répandre traduites en sa langue, elle commence à se laisser visiter par les étrangers et notamment par les Anglais. Elle ne tardera pas, s'il en est ainsi, à en éprouver de sévères châtimens. Elle déclinera et verra naître en même temps les faillites, le paupérisme et la mort par les privations, effets inséparables de toute déchéance et surtout de celle produite par le commerce avec ce dernier peuple.

Chine.

Enfin on voit que, comme je l'ai dit et conformément à mes principes encore, le monde en général marche constamment vers la ruine depuis la plus haute antiquité. Cette ruine trouve ainsi dans les faits le complément des preuves que j'en ai données : les faillites, le paupérisme, la mort par les privations, l'élévation des salaires, des traitemens, des honoraires, des revenus, etc. des producteurs, des prix des pro-

Conclusion de ce chapitre.

duits et surtout des moyens de produire, la baisse en général de l'intérêt de l'argent, sa baisse notamment même dans les pays qui ne font que se soutenir, et son cours relativement plus élevé dans la grande majorité des autres qui déclinent, la concurrence entre les industries identiques augmentée par la suppression des monopoles, qui augmente le travail et diminue les salaires des producteurs, le grand nombre et le perfectionnement des machines, la facilité des communications, la liberté du commerce, l'adoption presque générale des étoffes de coton, la paix, etc., et prouve à son tour, comme ces phénomènes, la vérité de mes principes.

Il est donc plus que temps d'avoir recours à un système tout différent de celui que l'on suit depuis toujours, nouveau système qui découle des données qui précèdent, qui, loin d'attaquer la propriété, ne fait que la consolider, la rendre plus productive et même qu'augmenter toutes les fortunes supérieures d'une manière plus forte pour quatre causes puissantes que proportionnelle à leur élévation en abolissant en même temps les faillites et le paupérisme; nouveau système que je vais developper dans la partie suivante de ce traité.

Conclusion de toute cette première partie.

Nous voyons que notre cause primordiale, le nombre des personnes qui participent aux avantages de la production ou tout simplement la participation aux avantages de la production explique tout aussi bien tous les faits de l'histoire, ou en donne aussi bien la cause qu'elle n'a donné celle de la prospérité et de la ruine générales, des faillites, du paupérisme, de la mort par les privations, de l'élévation générale des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, de leur élévation relative, du taux de l'intérêt de l'argent, de la baisse de celui-ci chez les nations qui prospèrent, de sa hausse chez celles qui se ruinent, de sa baisse actuelle en général et par conséquent chez celles qui ne font que se soutenir, de la hausse en général du cours des

fonds publics; qu'elle n'a montré les effets des variations des dépenses privées, du nombre des industries, des arts et des sciences, de l'étendue des besoins des hommes, des coutumes de luxe, de générosité, de charité ou d'économie, d'épargne et d'avarice, de la grandeur de la population riche, du droit d'aînesse, de l'élévation des impôts et des dépenses publiques, de la répartition des impôts, de la rapidité de la production, des machines et des autres moyens expéditifs, des progrès dans les industries, de la fécondité de la terre, des progrès dans l'agriculture, du genre de récoltes, de la santé, de l'activité ou de la paresse des hommes, de la destruction des producteurs, des produits et des moyens de produire, de l'influence mutuelle des industries opposées, de la concurrence entre les industries identiques, des monopoles, des corporations des ouvriers, des places du gouvernement, des variations de la quantité de la monnaie chez une nation d'abord, chez les autres ensuite et chez toutes ensemble à la fin par les billets des commerçans, ceux du gouvernement, ceux des banques, les tributs de guerre, l'usure des pièces de monnaie, l'emploi des métaux précieux aux bijouteries, vaisselle, instrumens, ornemens, l'exploitation des mines d'or et d'argent, l'exportation et l'importation des produits, les dépenses des citoyens d'un pays dans un autre, qu'elle n'a montré ceux des primes, des prohibitions et des droits protecteurs, des colonies et des compagnies privilégiées pour les exploiter, qu'elle ne nous a donné les moyens de juger de la valeur de tous les systèmes admis ou proposés successivement par rapport au commerce international et de commenter, de discuter et de renverser toutes les théories générales d'économie politique émises jusqu'aujourd'hui. Enfin on voit que cette grande loi de l'économie sociale, LA PARTICIPATION AUX AVANTAGES DE LA PRODUCTION, en représente tous les phénomènes jusque dans leurs plus petits détails, qu'il n'y a pas une de leurs variétés qui n'en découle avec une précision admirable, à tel point même qu'elle devance tous les

faits de l'observation, que c'est elle, par exemple, qui m'a rappelé à la mémoire ceux que j'ai cités. Ce principe n'a-t-il pas déjà acquis par là toute la certitude, dont le baron de la Place croit les vérités physiques susceptibles et *qui résultent,* dit-il *Exposition du Système du Monde* livre II chapitre II, *soit du grand nombre et de la variété des phénomènes expliqués, soit de la simplicité des lois dont on les fait dépendre?* La théorie de l'économie sociale fondée sur la participation aux avantages de la production, réunit même à un plus haut degré ces avantages que celle du système du monde fondée sur la gravitation universelle, puisque les phénomènes de l'économie politique, expliqués par la participation aux avantages de la production, sont peut-être aussi nombreux, plus nombreux même que ceux du monde expliqués par la gravitation universelle, qu'ils sont plus accessibles aux sens et débarrassés des illusions propres à ceux-ci, et que cette cause première ou prochaine est parfaitement connue dans son essence et tout-à-fait simple, tandis que par le mot gravitation universelle, on désigne la cause inconnue qui attire ou repousse les corps célestes les uns vers les autres et les maintient ainsi à leurs distances voulues, et qu'il est bien douteux que le grand nombre des causes premières des sciences physiques, chimiques et même vitales, telles que les fluides calorique, électrique, galvanique, magnétique, lumineux, nerveux, l'attraction, la cohésion, l'affinité, l'élasticité, la compressibilité, etc., etc., (nombre de causes, qui, pour le dire en passant, prouve que ces sciences sont encore infiniment loin d'être arrivées à leur perfection), qu'il est bien douteux, dis-je, que ce nombre considérable de causes ne la compose pas, ou n'agisse pas sur ce système en même temps qu'elle, que l'analogie doit même nous porter à croire qu'elles le font également.

Ensuite à ces deux genres de preuves de la vérité du système du monde fondé sur la gravitation universelle, le grand nombre de phénomènes expliqués et la simplicité des

lois dont on les fait dépendre, qui fournissent, dit le savant que nous venons de citer, toute la certitude dont les vérités physiques sont susceptibles et que notre système possède encore à un plus haut degré que lui, nous pouvons joindre la manière directe, facile et logique dont nous avons déduit notre principe fondamental. Car on ne peut pas toujours monter aussi facilement par le raisonnement seul, comme nous l'avons fait, aux causes primordiales des choses. On est déjà fort heureux quand on peut y parvenir indirectement par des moyens plus ou moins ingénieux, tels que des hypothèses fondées sur l'induction et l'analogie, moyens qui ont rendu de si grands services aux savans et surtout au célèbre astronome Newton, qui a par eux découvert le principe de la gravitation universelle. On n'a alors que les deux genres de preuves ci-dessus mentionnés, le grand nombre de phénomènes expliqués et la simplicité de la cause imaginée, qui suffisent déjà pour en prouver la vérité. Mais quand on peut monter directement par le raisonnement, comme nous l'avons fait au commencement de ce traité, à cette cause primordiale, avant d'en descendre jusqu'aux effets les plus éloignés, comme nous l'avons fait aussi, on n'en peut bien moins douter encore, ces deux manières de raisonner se servant de preuves mutuelles, comme l'addition et la soustraction ou la multiplication et la division le font en arithmétique.

Enfin nous avons encore en faveur de notre doctrine les essais de l'expérience, impossibles en astronomie et bien limités dans la plupart des autres sciences, et tellement faciles dans celle-ci, qu'on peut les répéter à volonté, comme par le moyen unique que je vais développer dans la partie suivante de ce traité. Il est impossible de réunir en faveur d'une doctine, un plus grand nombre de preuves.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.

DEUXIÈME PARTIE.

Moyens d'augmenter la prospérité générale jusqu'à sa dernière limite possible, celle de la fécondité de la terre et de la production ou de la consommation possible des denrées manufacturées, ou de la rendre plus de cent fois plus grande qu'aujourd'hui en abolissant en même temps les faillites et le paupérisme en général et en augmentant toutes les fortunes d'une manière plus grande pour quatre raisons que proportionnelle toujours à leur élévation.

CHAPITRE PREMIER.

Sommaire. — Déduction rapide de la cause prochaine qui limite la prospérité générale. — Manière d'agir de toutes les causes générales de prospérité. — Celle de toutes les causes générales de ruine. — La faculté de l'homme de pouvoir produire plus qu'il ne doit consommer étant la seule cause prochaine qui limite la prospérité générale, la limite du travail est le moyen essentiel d'augmenter celle-ci. — Remarques : 1° L'intelligence et le penchant naturel prescrivent à l'homme la même

loi. — 2° Bonheur de cette coïncidence. — 3° Et il désobéit à l'une et à l'autre. — 4° Châtiment qu'il en éprouve et qui ne le corrige pas. — Modes de la limite du travail. — Ses effets. — Non-seulement ce moyen est agréable, mais encore il est simple.

Déduction rapide de la cause prochaine qui limite la prospérité générale.

Nous avons vu que le penchant naturel, qui engendre la consommation et la population et par suite la production et la création des moyens de produire, les porterait toutes quatre jusqu'à leur dernière limite possible, celle de la fécondité de la terre et des besoins des hommes en objets manufacturés ou de la possibilité aussi d'en produire plus, si les hommes, ayant établi qu'il faut avoir participé à la production avant d'avoir droit à la consommation et sachant produire plus qu'ils ne veulent ou ne peuvent consommer, ne se livraient tous à la première infiniment plus qu'il ne faut pour produire ce que les uns ont les besoins et les autres les moyens d'acheter et ne se repoussaient ainsi réciproquement de l'avantage de toutes deux jusqu'au point de n'être plus qu'en nombre suffisant pour n'avoir plus en travaillant constamment que le nécessaire pour vivre. Cette concurrence réduirait même partout leur nombre à zéro, si le nombre des riches vivant sans travailler ne devenait proportionnellement d'autant plus grand que la prospérité diminue. Ce qui produit la décroissance de toutes les progressions d'augmentations et de diminutions du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire par toute augmentation et diminution primitive du nombre des premiers.

La participation aux avantages de la production ou la prospérité générale s'arrête donc à un niveau très-variable suivant le nombre des producteurs primitivement nécessaire dépendant des lieux et des circonstances. Quand ce niveau s'élève, il est accompagné de toutes les sensations agréables; quand il s'abaisse, il cause tous les malheurs, toutes les souffrances : les faillites, le paupérisme, les procès, les crimes, le désespoir et la mort.

Toutes les causes générales de prospérité, comme le grand nombre d'industries, d'arts et de sciences, l'étendue des besoins des hommes, le luxe, la générosité, la charité, les réjouissances publiques, l'augmentation des impôts et des dépenses publiques, la lenteur de la production, la répulsion des machines, les grands frais de culture, la paresse, les infirmités des hommes, les dimanches et les fêtes, la destruction de producteurs, de produits et de moyens de produire, la diminution de la concurrence par les monopoles, comme par les places accordées par le gouvernement, n'agissent qu'en augmentant le nombre des personnes qui participent aux avantages de la production ou en diminuant la faculté de l'homme de pouvoir produire plus qu'il ne peut consommer. Nous ne devons pas parler ici de l'augmentation de la quantité de la monnaie par les billets des commerçans et des gouvernemens, ni de celle de la quantité de la monnaie et du nombre des producteurs en même temps par l'exploitation des mines d'or et d'argent, la diminution des importations et l'augmentation des exportations et par conséquent les prohibitions, les droits protecteurs et les primes, les colonies et les compagnies privilégiées pour y faire le commerce, causes qui agissent aussi en diminuant la faculté d'une nation de produire plus pour elle qu'elle ne peut consommer, mais en même temps en augmentant la richesse des producteurs supérieurs, parce qu'elles ne produisent ces effets favorables qu'en produisant les effets pernicieux opposés sur les nations étrangères.

Manière d'agir de toutes les causes générales de prospérité.

Et toutes les causes générales au contraire de ruine, comme le petit nombre d'industries, d'arts et de sciences, l'économie, l'épargne, l'avarice, la limite des besoins des hommes, la diminution du nombre des riches, le droit d'aînesse, la diminution des impôts et des dépenses publiques, l'augmentation de la rapidité de la production et par conséquent l'usage des machines, la fécondité de la terre, les progrès dans l'agriculture, l'usage du riz et des pommes de

Celle de toutes les causes générales de ruine.

terre pour nourriture, des étoffes de coton pour vêtement, la suppression des dimanches et des fêtes, la santé, l'activité des hommes, l'augmentation de la concurrence entre les industries identiques par la liberté illimitée du commerce, n'agissent qu'en diminuant le nombre des producteurs ou la participation aux avantages de la production ou encore en augmentant cette faculté de l'homme de produire plus qu'il ne peut consommer. Nous ne devons pas non plus parler ici de la diminution de la quantité de la monnaie par celle des billets des commerçans et du gouvernement, ni de celle de la quantité de la monnaie et du nombre des producteurs en même temps par l'augmentation des importations, la perte des colonies et la suppression des compagnies privilégiées pour exploiter celles que l'on conserve, qui agissent aussi en augmentant la faculté de l'homme de produire pour lui plus qu'il ne consomme, mais en même temps en diminuant la richesse des producteurs supérieurs, parce qu'elles ne produisent ces effets nuisibles qu'en produisant en général les effets avantageux opposés sur les nations étrangères.

La faculté de l'homme de pouvoir produire plus qu'il ne peut consommer étant la cause prochaine qui limite la prospérité générale,

On voit donc que cette précieuse faculté de l'homme de pouvoir produire plus qu'il ne peut consommer, qui devait lui permettre de s'enrichir et de se multiplier même sur les terrains les plus ingrats jusqu'à la limite de la fécondité de la terre et jusqu'à posséder à satiété tous les produits manufacturés avec des matières inorganiques et de se livrer une partie d'autant plus grande de son temps au repos, à l'étude, aux distractions, au plaisir, etc. qu'elle devient plus grande 1° par la diminution des dépenses privées, 2° par celle des dépenses publiques, 3° par l'augmentation de la rapidité de la production et 4° par celle de l'inégalité des fortunes, devient au contraire par le défaut de participation aux avantages de la production qui en résulte, la cause unique des faillites des uns, du paupérisme et de la mort par les privations des autres et de la ruine et de la dépopulation de tous.

On doit conclure de là que ce n'est, condition infiniment heureuse, loi vraiment admirable, qu'en diminuant la durée du travail de l'homme en général considéré comme un individu d'autant plus 1° que les dépenses privées sont moins grandes et par conséquent que le nombre d'industries, d'arts et de sciences est plus petit, que l'étendue des besoins des hommes est moins grande, que leur manière de vivre est plus simple, etc.; 2° que les dépenses publiques sont moins élevées et par conséquent que l'étendue du pays est plus grande, que la paix est plus profonde, etc.; 3° que la rapidité de la production est plus grande et par conséquent que les machines sont plus nombreuses et plus parfaites, que la fécondité de la terre est plus grande, que l'on se sert de produits à meilleur marché, que les communications commerciales sont plus faciles, que la santé des hommes est plus parfaite, qu'ils sont plus préservés de malheurs et de sinistres, etc. et 4° que l'inégalité des fortunes est plus grande et par conséquent que la prospérité générale est plus élevée, etc., qu'on peut remédier à ce grand malheur, le plus grand des malheurs, et le remplacer par les plus grandes jouissances, la plus grande richesse et la plus nombreuse population.

La limite du travail est le moyen essentiel d'augmenter celle-ci.

Ainsi la loi économique est d'accord avec le vœu de la nature, qui invite l'homme à peu travailler et à beaucoup consommer. La diminution de son travail qui lui éviterait tant de peines et l'augmentation de ses consommations, qui lui procurerait tant de jouissances, lui procureraient en même temps une grande prospérité! Que ce conseil est salutaire! Que ce penchant est avantageux! Admirable concordance de l'intelligence et de la nature, qui lui prescrivent les mêmes lois, qui veulent lui procurer la plus grande prospérité, par les moyens les plus agréables, le repos, les jeux, les fêtes, les consommations de tous genres, en un mot en lui faisant parcourir des sentiers semés de fleurs. La première lui indique ce chemin délicieux, la seconde l'y convie par les sollicitations les plus pressantes, les instances les

Remarques : 1° L'intelligence et le penchant naturel prescrivent à l'homme la même loi.

Bonheur de cette coïncidence.

Et il désobéit à l'une et à l'autre.

plus fortes. Et il se détourne ! Il se fourvoie, il prend, pour arriver à ce but chéri, le sentier rude et raboteux, couvert de ronces, d'épines et de plantes vénéneuses, qui le conduit à travers les souffrances, les privations et la mort vers les abîmes de la ruine et la dépopulation ! Que son erreur est grande ! Qu'il est puni de sa désobéissance ! Que son châtiment le corrige peu ! Que dis-je ? Il veut même travailler d'autant plus et consommer d'autant moins que l'augmentation de son travail et la diminution de ses consommations le ruinent davantage. Il s'ensuit que les fatigues et les privations sont augmentées et que la richesse et la population sont diminuées le plus possible.

Châtiment qu'il en éprouve et qui ne le corrige pas.

Empêchons donc convenablement d'agir cette précieuse faculté de l'homme de pouvoir produire plus qu'il ne peut consommer ; et pour cela détruisons la concurrence trop grande pour produire, cette pernicieuse loi humaine, qui met les fatigues, les privations, les faillites, le paupérisme, les injustices, les procès, les crimes, le désespoir et la mort à la place du repos, des jeux, des fêtes, de l'étude, de la générosité, de la richesse et de la population. Brisons-la donc sans tarder cette pernicieuse loi humaine, qui nous cause tant de maux et nous prive de tant de biens. Limitons le travail et nous serons préservés des uns et nous obtiendrons les autres. Et non-seulement nous serons préservés des effets nuisibles de toutes les causes réelles ci-dessus mentionnées de ruine, mais encore nous obtiendrons tous les effets avantageux qu'elles peuvent avoir, et non-seulement nous obtiendrons tous les effets avantageux de toutes les causes réelles ci-dessus mentionnées de prospérité, mais encore nous serons préservés de tous les effets nuisibles qu'elles causent en même temps. En un mot nous obtiendrons tous les effets avantageux que peuvent procurer toutes les causes de prospérité et celles de ruine, sans aucun de leurs effets nuisibles ; et de plus nous nous procurerons le plus grand repos et la plus grande prospérité possible, celle

qui n'aurait pour borne que la limite de la fécondité de la terre et celle des besoins des hommes en produits manufacturés.

La limite du travail est donc le moyen essentiel d'obtenir la prospérité générale. Mais limiter le travail c'est faire la charité, puisque c'est donner à un nouveau nombre de personnes les moyens de vivre, et vice-versâ faire la charité, c'est limiter le travail, puisque c'est donner à un nouveau nombre de personnes les moyens de vivre sans travailler et par conséquent augmenter le nombre des personnes qui participent aux avantages de la production ou des producteurs pour la même quantité de travail. Modes de la limite du travail.

Et limiter le travail et faire la charité, c'est augmenter les dépenses des producteurs en général. Mais augmenter les dépenses des producteurs, c'est bien encore faire la charité ou donner de quoi vivre à un nouveau nombre de personnes, mais ce n'est pas toujours limiter le travail. Les causes mêmes de la prospérité jusqu'aujourd'hui augmentaient le travail en même temps que le nombre et les dépenses ou les charités des producteurs. Mais dans mon système augmenter la charité ou les dépenses des producteurs ce sera limiter le travail. Car tous les moyens d'augmenter le nombre des producteurs, excepté les travaux publics, auront pour effets de limiter le travail de l'homme considéré en général.

Et faire la charité, limiter le travail et augmenter les dépenses des producteurs, c'est déterminer des progressions d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, dans lesquelles les producteurs inférieurs ne sont augmentés qu'en nombre et momentanément en bien-être, et les supérieurs en nombre et en bien-être aussi, mais d'une manière permanente et de plus en fortune d'une manière plus forte pour quatre causes puissantes que proportionnelle à leur élévation, c'est en dé- Ses effets.

terminer de diminutions des salaires, des loyers, des fermages, des honoraires, des traitemens, des pensions, des budgets, des prix des produits et des moyens de produire en argent, sans diminuer, que dis-je, en augmentant *la valeur réelle* des uns et des autres, c'est augmenter la valeur de l'argent et surtout d'abord relativement aux moyens de produire, dont les prix restent longtemps relativement plus bas, c'est augmenter l'intérêt de l'argent, etc., bref, c'est produire tous les effets généraux assignés dans les premiers chapitres de la première partie à l'augmentation de la prospérité générale dans le monde entier.

Ainsi, la limite du travail, la charité et l'augmentation des dépenses des producteurs ne sont que trois modifications de la même cause. Ce sont trois charités ou trois limites du travail ou trois augmentations des dépenses des producteurs autrement nommées et quelquefois autrement organisées. Nous en parlerons successivement sous ces trois noms différens dans trois des chapitres suivans.

Non-seulement ce moyen est agréable, mais encore il est simple.

Notre moyen d'augmenter la prospérité générale sera donc simple, comme la cause de celle-ci. L'augmentation du nombre et des dépenses des producteurs ou de la participation aux avantages de la production, qui jusqu'ici a été l'effet éventuel de causes très-variées, très-nombreuses, très-passagères et ayant pour la plupart des effets accessoires très-pernicieux comme la guerre, les sinistres, la destruction de producteurs, de produits et de moyens de produire, le peu de fécondité de la terre, les infirmités des hommes, etc., etc., sera désormais l'effet unique de la limite du travail ou de la charité. En remontant donc d'un échelon cette échelle de causes et d'effets, non-seulement nous trouvons une cause agréable, mais encore nous retrouvons cette même simplicité de causes, ce grand caractère de la vérité.

CHAPITRE II.

MESURES PRÉALABLES.

Sommaire. — Mesure préalable indispensable. — Comment faire dans ce système pour remédier aux disettes. — Et par rapport aux produits des premières catégories. — Mesure préalable utile. — Avantages de ce système international sur tous les autres.

Mesure préalable indispensable.

Mais comme les prix des produits du pays deviendraient dans ce système plus élevés que ceux des étrangers, il faudrait prendre l'indispensable mesure préalable de prohiber l'importation de ceux-ci. Mais comment faire alors les années de disette? Nous savons que deux moyens existent pour y remédier. Comme la production territoriale varie chaque année et dans chaque pays, que certaines années et dans certains pays elle est trop abondante et que tantôt et ailleurs elle n'est pas suffisante, il faut bien reporter ce trop de l'année ou du pays où il existe sur l'année, où le pays où il n'y en a pas assez. Il faudrait dans mon système avoir recours autant que possible au premier de ces moyens. Il faudrait que chaque nation se fit toujours des provisions de produits agricoles assez grandes pour être le moins possible obligé d'avoir recours au second.

Comment faire dans ce système pour remédier aux disettes.

Par là on préviendrait non-seulement les importations, les années de disette et les trois genres d'effets pernicieux qui s'ensuivent, mais encore l'augmentation des prix des vivres et les privations qui ont lieu alors, et de plus leur avilissement, la réduction des salaires des cultivateurs au-dessous du nécessaire pour vivre et leurs privations les années d'abondance, et les progressions considérables de diminutions de la prospérité générale, qui s'ensuivent dans ces circonstances opposées. Ce moyen doit même d'autant plus encore être préféré au second qu'il arrive souvent que les récoltes sont réussies ou manquées dans beaucoup de pays voisins en même temps, qu'il est par conséquent infiniment plus possible que lui.

C'est ici que l'on sent quels grands services les commerçans qui spéculent sur les temps rendent à la société. Ordinairement le peuple et même la classe aisée, qui se prétend plus éclairée, poursuivent de leur animadversion les marchands de grains, qui spéculent, dit-on, sur la misère du peuple. Mais que font les commerçans sinon d'acheter le grain à une époque où il est à bas prix et le revendre à une autre où il est plus cher, de le faire hausser par conséquent quand il est à bon marché et de le faire baisser quand il est cher, de tendre en un mot à en rendre le prix uniforme, à prévenir par conséquent la réduction des salaires et les privations des cultivateurs les années d'abondance, les privations des producteurs inférieurs de toutes les classes, les importations les années de disette et les effets pernicieux, qui s'ensuivent, dans l'une et l'autre circonstances? Ne rendent-ils pas par là d'éminens services à la société et loin de mériter l'animadversion, ne méritent-ils pas la reconnaissance du public?

Ceci me suggère un moyen de venir en aide aux greniers de réserve que les gouvernemens et les villes pourraient établir comme autrefois. On a remarqué depuis longtemps

que le grain est venu tous les quatre ou cinq ans au prix de 25 à 30 francs l'hectolitre, tous les dix ans environ de 35 à 40 francs, en tenant compte des variations suivant les temps de la valeur de l'argent, et que demi-siècle à demi-siècle, il est arrivé une année de véritable disette pour ne pas dire de famine. Il est sans doute possible et probable que ces prix ne continueront pas à varier de cette manière précisément. Mais ce qui est certain, c'est qu'ils varieront toujours. Pour prévenir les grands malheurs qui proviennent de ces variations et que nous venons de citer, toute la partie aisée de la population ne devrait-elle pas faire à son grand avantage particulier et surtout au grand avantage du public et notamment des cultivateurs et des pauvres ce que font les commerçans en grain par spéculation : en acheter, les années où il est à bon marché, une provision pour une ou deux années et la conserver toujours, consommant le vieux et rachetant le nouveau tous les ans, jusqu'à ce que l'année de cherté fût arrivée, où l'on consommerait le vieux sans en acheter du nouveau? Ne suffirait-il pas pour obtenir cet effet immensément avantageux d'en appeler à la sollicitude de la classe aisée et même d'éclairer la multitude, qui croit que tenir du grain en réserve c'est une cruauté? Tout le monde est intéressé au plus haut degré à l'exécution d'une mesure semblable.

On doit avoir connu autrefois les moyens de conserver le grain et les autres vivres, puisque l'histoire nous rapporte que Darius, ne pouvant prendre par la force la ville de Babylone, peuplée de plus de deux millions d'habitans et défendue par des remparts de 300 pieds de haut et de 75 de large, essaya en vain également de la réduire par la famine, parce qu'elle était approvisionnée de vivres pour dix-sept ans, et ne put la prendre que par la ruse de Zopyre. Parlerai-je des sept années d'abondance pendant lesquelles on fit en Egypte, du temps de Joseph, des approvisionnemens pour les sept années de stérilité, qui les suivirent? Mais cette

science de ces derniers peuples de pouvoir conserver le grain est bien moins étonnante que celle qu'ils avaient de conserver intactes les matières infiniment plus putrescibles du règne animal et notamment les cadavres des hommes qui, sous le nom de momies, ont duré jusqu'à nos jours. Notre siècle de lumière n'a pas de connaissance qui vaille celle de conserver ainsi les vivres.

Quand cependant, malgré les plus grands approvisionnemens possibles, le grain viendrait à manquer chez une nation, il faudrait bien qu'elle eut recours au deuxième moyen, son importation des pays étrangers. Mais pour en diminuer le plus possible les effets nuisibles, elle devrait augmenter assez alors le nombre de ses producteurs ou réduire assez les limites de la durée du travail pour leur donner à tous leur salaire au moins ordinaire relativement aux prix des vivres. Le seul effet, qui en résulterait pour ainsi dire alors, serait la diminution de la quantité de la monnaie et par conséquent de la richesse des producteurs supérieurs et la progression de diminutions de la prospérité générale, qui s'ensuit. Mais ce deuxième effet pernicieux lui-même pourrait être prévenu par la prohibition de la vente de nos moyens de produire à l'étranger, ou le deuxième moyen préalable que je vais proposer tout-à-l'heure. Si donc on employait également celui-ci, presque tous les effets pernicieux de cette importation seraient nuls.

Mais l'échange des produits des deux premières catégories ne devrait-il plus avoir lieu non plus? Cet échange de produits de valeur égale, qui produit, comme nous avons dit, deux avantages aux sociétés actuelles : 1° celui de procurer des produits nouveaux et 2° celui d'augmenter le nombre des producteurs, n'en aurait plus qu'un, le premier. Mais il ne serait obtenu qu'en augmentant d'autant plus le travail de l'homme. Ce serait de voir si cet avantage d'augmenter la

somme de nos jouissances l'emporterait sur ce désavantage d'augmenter la durée de notre travail.

Mesure préalable utile.

Mais l'augmentation du nombre de nos producteurs, de nos produits et de nos moyens de produire, qui suivrait l'emploi de notre moyen principal, ferait, comme nous avons dit, baisser les prix de nos moyens de produire, acheter ceux-ci par les propriétaires étrangers et diminuer l'augmentation de notre population et surtout de notre richesse et augmenter un peu la population et davantage la richesse des nations étrangères. Les nations les plus riches profiteraient surtout de cette augmentation de la valeur de la monnaie ou, ce qui est synonyme, de cette diminution des prix des moyens de produire chez celles qui emploieraient ce système pour les acheter. Elles en augmenteraient donc considérablement leurs richesses et engendreraient de grandes progressions consécutives d'augmentations de leur population et de leurs richesses encore. Si donc l'Angleterre ne pouvait plus livrer ses produits manufacturés aux autres nations et s'enrichir ainsi à leurs dépens, elle le ferait en achetant d'autant plus de leurs moyens de produire. Sa richesse en augmenterait même encore davantage.

Cependant cette importation de monnaie étrangère par la vente des moyens de produire du pays ne serait pas continuelle. Elle n'aurait lieu que jusqu'au point de rendre toujours uniformes à peu près les prix des producteurs, des produits et des moyens de produire chez les diverses nations. Elle n'entraverait donc que momentanément l'augmentation de sa population et surtout de sa richesse au profit des étrangers. Ses effets tendraient même à se neutraliser à la longue par la tendance naturelle des hommes à suivre leurs moyens de produire ou leurs richesses.

Cependant les nations, qui emploieraient les moyens que je viens de proposer, pourraient aussi prohiber cette acquisi-

tion de leurs moyens de produire par les autres nations et se réserver immédiatement toute l'augmentation de richesse qui en proviendrait. Alors la disproportion entre les salaires des producteurs ou les prix des produits et les prix des moyens de produire, qui suit toute augmentation du nombre des producteurs, au lieu de s'annuler par l'importation de la monnaie étrangère échangée contre la possession des moyens de produire du pays, s'annulerait par la diminution des salaires des producteurs et des prix des produits et l'augmentation des prix des moyens de produire, comme elle le fait dans le monde entier. Les prix des produits deviendraient eux-mêmes moins élevés que dans les pays étrangers, et à la fin, loin de devoir en prohiber l'importation, on devrait en prohiber l'exportation, comme on ferait à l'égard des moyens de produire.

Nous pourrions encore empêcher cette vente d'une partie du nombre augmenté de nos moyens de produire à l'étranger, en augmentant, comme nous avons déjà dit, la quantité de notre monnaie par des billets d'une manière proportionnelle à l'augmentation de notre prospérité, afin d'en tenir par là les prix aussi élevés que chez les nations étrangères.

Dans les deux cas alors nous obtiendrions seuls pleine et entière la progression d'augmentations du nombre et du bien-être des producteurs inférieurs, et du nombre et du bien-être, et surtout de la fortune des supérieurs d'une manière plus grande pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation produite par ledit moyen principal, la limite du travail, ou l'augmentation de la charité ou des dépenses publiques.

Il faudrait donc en résumé prohiber l'exportation de tous les produits étrangers, excepté des denrées nutritives, quand, malgré les plus grands approvisionnemens possibles, les di-

settes viendraient à s'en manifester, et des produits des deux premières catégories payés au moins par une exportation équivalente, et l'exportation en tout temps de la possession de nos moyens de produire par l'un ou l'autre des moyens précédens.

Avantages de ce système international sur tous les autres.

Voyez l'erreur des systèmes actuels : on veut, pour diminuer sa faculté de produire plus qu'on ne peut consommer et augmenter la quantité de sa monnaie et par conséquent sa population et surtout sa richesse, on veut, dis-je, travailler pour les autres et faire consommer les autres pour soi. Et on se ruine par là réciproquement en travaillant le plus possible. Voyez les avantages de celui que je propose : Je voudrais que chaque nation diminuât sa faculté de produire plus qu'elle ne peut consommer, augmentât par conséquent sa population et sa richesse d'une manière égale proportionnellement en augmentant ses propres consommations et en diminuant ses propres productions, ou eût la sagesse de faire dépendre sa prospérité de l'augmentation de ses propres consommations et de la diminution de ses propres productions, au lieu de la faire dépendre de celles des autres, joignît les avantages de se donner du repos et du plaisir à ceux de s'enrichir et de se multiplier d'une manière égale proportionnellement, et obtînt tous ces avantages en cessant de nuire à ses voisines. Et par là encore non-seulement nous cessserions cette guerre de la concurrence, qui a fait plus de mal que toutes les guerres ensemble par les armes, mais encore nous ôterions tout prétexte à celles-ci. Car si le libre-échange est favorable, comme le proclament ses partisans, à la paix et à la concorde des nations, mon système, qui fait cesser ces deux espèces de guerres, dont la première est souvent la cause de la dernière, est bien plus pacifique encore.

CHAPITRE III.

CHARITÉ.

Sommaire. — § I. La charité comporte trois questions. — § II. 1° Question de droit. — § III. 2° Question de morale. — 3° Question d'économie politique. — Doctrine anglaise à cet égard encore. — Sa réfutation. — Comparaison des effets de la charité proprement dite à ceux des autres dépenses des producteurs. — A ceux de l'exportation de produits. — Bienfaisance de la charité. — Les erreurs des économistes sont même d'autant plus grandes qu'ils émettent leurs principes à son égard au moment où on invente les machines. — Leurs moyens de remédier au paupérisme. — Conclusion.

La charité comporte trois questions.

La charité comporte trois questions : celle de droit, celle de morale et celle d'économie politique. La plupart des auteurs d'économie politique du jour, suivant encore en ce point les doctrines anglaises, la condamnent sous ces trois rapports.

1° Question de droit.

§ I. 1° Question de droit. La société doit-elle des secours aux pauvres? Non, répondent les auteurs en question. « *A* » *parler rigoureusement*, dit J.-B. Say, *la société ne doit* » *aucun secours, aucun moyen de subsistance à ses mem-* » *bres. En se réunissant à l'association, en lui apportant* » *sa personne, chacun est censé lui apporter ses moyens* » *d'existence. Celui qui se présenterait à elle sans ressour-* » *ces serait obligé de les réclamer d'un autre membre de la*

» *société. Celui-ci pourrait demander à connaître le titre en*
» *vertu duquel on lui impose cette charge et il serait impos-*
» *sible de la lui montrer. Si l'on ne peut en faire un devoir à*
» *un citoyen, on ne saurait l'imposer à un second, à un*
» *troisième, à tous.* » *Cours d'Économie Politique*, 7e partie, chapitre XVII.

En parlant aussi rigoureusement envers les pauvres, on leur donne le droit d'employer la même rigueur envers les riches et de leur demander les titres de leurs richesses. Ce sera une invention, qui aura remplacé les bras des pauvres par les roues d'une machine qui n'a pas été inventée en faveur du riche qui s'en empare aux dépens du pauvre qui se voit par là déshérité du salaire, que le travail de ses bras, sa propriété antérieure, lui rapportait, ce sera son épargne qui aura ruiné, c'est-à-dire, rendu pauvres ses semblables et fait mourir les pauvres antérieurs en les empêchant par là de consommer aussi, ce sera le hasard, ce sera la conquête, ce sera la faveur, etc., tous titres bien contestables. Mais je veux respecter toutes les positions sociales acquises, pourvu que ceux qui les possèdent n'attaquent pas injustement les pauvres, loin de les plaindre, et ne leur fournissent pas en même temps l'occasion de se défendre et des armes pour les combattre.

Indépendamment donc de cette considération, est-il bien certain que l'homme considéré en particulier, qui possède une infinité de fois plus qu'il ne peut consommer, et qui détermine, en épargnant autant, une progression de diminutions du nombre des producteurs inférieurs et des fortunes des producteurs supérieurs d'une manière plus grande pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation, ne devrait rien à celui qui n'a absolument rien et nul moyen de rien gagner pour soutenir sa misérable existence? N'est-ce pas être un peu téméraire que d'oser proférer un tel prin-

cipe en opposition de plus avec les préceptes du divin auteur du christianisme et des sages de tous les siècles.

En troisième lieu, cette manière de conclure des cas particuliers aux cas généraux, qui est la source de tant d'erreurs en économie politique, est encore ici endroit la source de l'injuste sentence prononcée contre les pauvres. De ce qu'un riche en particulier ne devrait rien à un pauvre, qui implorerait son secours, a-t-on le droit de conclure que la société, que le gouvernement qui la représente et qui est chargé de surveiller au bien-être de tous, ne devrait rien faire non plus pour eux en général ?

Enfin, si la société ne devait rien faire pour les pauvres en particulier, les hommes en particulier ne devraient rien faire non plus pour la société en général. Vous n'avez plus le droit, ô législateur, de venir nous dire que l'homme se doit à la patrie. Tous les héros, qui ont répandu leur sang pour elle, n'ont fait que servir une injuste marâtre qui n'eût rien fait pour eux, qui les eût laissés mourir de faim, si leur existence eût tenu à un morceau de pain qu'elle eût dû leur donner antérieurement. Elle ne serait donc obligée en rien envers ces sentimens de dévouement si communs, qui ne trouvent pas l'occasion de sacrifier pour elle la fortune, le sang, la vie individuelle? Et d'ordinaire, qui répand son sang pour le bien général lorsque la patrie et la prospérité générale sont en danger? Ne sont-ce pas les pauvres qui n'ont rien à perdre ni rien à gagner plutôt que les riches qui ont tout à perdre ?

§ II. 2° Question de morale. Mais si le droit n'imposait ni aux riches en particulier, ni aux riches en général, ni aux gouvernemens chargés de veiller au bien-être de tous et par conséquent de donner leurs soins d'une manière particulière à ceux qui souffrent, le devoir de la charité, les sentimens gravés par la nature dans le cœur de l'homme suffi- 2° Question de morale.

raient pour le leur imposer. Il faudrait en effet avoir étouffé dans son cœur tout sentiment de pitié et de générosité, il faudrait de plus répudier tous les préceptes de tous les sages de tous les siècles pour ne pas admettre la charité comme un devoir. Toute la morale repose en totalité sur l'amour de son semblable et les devoirs de la bienfaisance. Elle ne serait plus qu'un vain mot, toutes les vertus ne seraient plus que des chimères, si la charité ne devait plus inspirer les hommes.

3° Question d'économie politique.

§ III. 3° Question d'économie politique. Mais, disent les économistes partisans des doctrines anglaises, *il faut faire taire ce cri de la nature qui se fait entendre dans tout cœur sensible, ce sentiment de compassion à la vue des souffrances de ses semblables pour prévenir des malheurs plus grands.* Et quel plus grand malheur peut occasionner la charité, qui préserve du malheur terrible de la mort par la faim ou par la longueur de toute espèce de privations, de mille douleurs en d'autres termes terminées par la plus

Doctrine anglaise.

affreuse des morts? Mais la charité, diront-ils, qui soulage la pauvreté est l'aliment qui l'engendre. La population tend toujours à augmenter, et si vous ne laissez pas mourir vos pauvres de faim, ils croîtront à l'infini. « *C'est par les ravages*, dit J.-B. Say, *que la mort par les privations exerce dans cette classe, la dernière dans l'ordre des richesses, que la société est perpétuellement réduite au nombre que l'état de ses productions lui permet d'entretenir.* » 7e partie, chapitre XXXII.

Idée désolante! Quoi! la population serait sans cesse limitée par la plus cruelle des morts! O combien de souffrances une telle loi engendrerait perpétuellement! Idée désolante, qui a pour effet de faire considérer comme fatalement inévitables toutes les souffrances des pauvres et d'étouffer tous les sentimens d'humanité et de compassion dans le cœur de l'homme! Idée désolante, mais heureusement idée fausse,

qu'il faut d'autant plus s'empresser de détruire, qu'elle combat toutes les vertus et qu'elle prêche tous les vices du plus froid égoïsme et de la plus cruelle barbarie.

C'est en vertu de ces principes que les Anglais professent, que le paupérisme, effet de leur politique et de leurs lois économiques, *est dû aux institutions qui ont eu pour but de l'abolir : à la charité publique et privée, à la taxe des paroisses ; que l'homme qui n'a pas de quoi vivre doit être condamné à mourir de faim ; que la société ne lui doit rien ; que le paupérisme est une* LOUPE, *voir même une* LÈPRE *qui vit et grandit aux dépens du corps qui la nourrit, qu'il faut se hâter de l'extraire ou de l'étouffer...!*

O doctrine inhumaine et barbare autant que fausse, principes monstrueux, qui ont pris naissance avec les élémens des vents impétueux et malsains dans ces régions humides et sombres où le soleil quittant notre hémisphère, l'abandonne aux ténèbres de la nuit et aux horreurs du crime, pour étouffer ceux qui ont pris naissance avec les hommes et la civilisation dans les belles régions, où il apporte les flots de la lumière qui éclaire et de la chaleur qui féconde l'univers, doctrine inhumaine et barbare, principes monstrueux, soyez honnis à jamais.

La charité est-elle la cause du paupérisme ?

Sa réfutation.

Non, la taxe des paroisses n'a pas été la cause du paupérisme en Angleterre, puisqu'elle existe depuis le règne d'Elisabeth qui l'a instituée, et que celui-ci a commencé à diminuer par cette mesure et ne se montre très-fortement que depuis les nouveaux moyens de produire qui, engendrant de grandes variations dans la production, laissent à tous momens une infinité de producteurs sans ouvrage, et déterminent une progression d'augmentations des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire dans laquelle les salaires des producteurs inférieurs augmentent moins rapidement que les autres prix.

Mais sur le continent, où il n'y a jamais eu de taxe des paroisses, où la charité s'est d'autant plus re streinte que les doctrines anglaises, qui la blâment et la défend ent et le paupérisme qui l'implore, se sont plus répandus, peut-on dire surtout que c'est la première qui a engendré le second? Combien de familles, qui avaient toujours vécu dans une honnête indépendance des fruits de leur travail, sont ainsi réduites au dernier degré de l'indigence! Ce n'est pas la charité, qui ne les avait jamais aidées, qui les y a réduites. C'est son absence ou, ce qui est synonyme, c'est la cessation de la participation aux avantages de la production, provenant des mêmes causes.

Non, le paupérisme n'est pas l'effet de l'augmentation de la charité en Angleterre ni sur le continent; elle est l'effet de sa diminution ou, ce qui est synonyme, de la diminution de la participation aux avantages de la production.

Non, nous l'avons prouvé également dans le chapitre II de la première partie, la mort par les privations n'est pas l'effet de la limite de la production; elle est celui de la diminution de la participation aux avantages de la production ou de la charité.

Non, la limite de la population n'est pas l'effet de la mort par les privations; elle est en général celui de la prévoyance de l'homme sur la limite de la participation aux avantages de la production ou de la charité.

Mais s'il est faux et odieux d'attribuer à la charité, qui soulage et dissipe l'indigence, l'existence de celle-ci, il ne l'est pas moins de lui attribuer l'effet funeste de ruiner ceux qui la font, sous pretexte : « *que la classe productive, c'est-*
» *à-dire celle qui produit autant et plus qu'elle ne consomme*
» *subvient au déficit de la première, et que les indigens*
» *après avoir atteint le superflu des autres doivent atteindre*

» *leur nécessaire et entretenir la nation dans une misère* » *générale.* » J.-B. Say, même chapitre cité plus haut.

La charité produirait donc l'indigence chez ceux qui la reçoivent et chez ceux qui l'accordent! Mais loin de la produire chez les uns et chez les autres, elle est la seule cause qui puisse dissiper la pauvreté chez les premiers et procurer la richesse aux seconds, puisque, on ne saurait trop le répéter, seule elle engendre par son augmentation des progressions d'augmentations et par sa diminution des progressions de diminutions du nombre et du bien-être des producteurs inférieurs, et un peu du nombre et du bien-être des supérieurs, mais surtout de leur fortune d'une manière plus grande pour quatre causes puissantes que proportionnelle à leur élévation.

Qu'entend-il en effet par le mot superflu? Si c'est du superflu des produits qu'il veut parler, il n'existe jamais puisqu'on ne produit toujours que ce que les producteurs ont les moyens d'acheter. Si c'est la partie des revenus des riches non employée à la consommation mais à acheter des moyens de produire, qu'il entend désigner par là, son augmentation détermine au contraire, comme nous savons, des progressions de diminutions du nombre et d'augmentations des prix, et sa diminution, des progressions d'augmentations du nombre et de diminutions des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, dans lesquelles les producteurs inférieurs varient très-fortement en nombre et momentanément en bien-être, et les riches un peu en nombre et en bien-être d'une manière permanente, mais en fortune d'une manière plus grande pour quatre raisons que proportionnelle à leur élévation, ou de la prospérité générale avec tous ses effets ordinaires.

Les riches en faisant l'aumône aux pauvres, la font donc à toutes les classes de la société et même donnent à chacun

et par conséquent à eux-mêmes comme aux autres d'autant plus qu'ils sont déjà plus riches. S'ils donnent un franc, par exemple, primitivement aux pauvres, ils le donnent consécutivement à toutes les classes de la société un nombre de fois égal à celui qu'il a permis, pendant qu'il était en circulation, de consommations, de productions et de créations de moyens de produire, à chacune desquelles le pauvre prend encore comme ouvrier sa petite part et tous les autres producteurs une part d'autant plus grande qu'ils sont plus riches. Les premiers emploient entièrement la leur à la consommation; les seconds en emploient une partie d'autant plus grande à la création des moyens de produire nouveaux et à l'acquisition des anciens, même proportionnellement, qu'ils sont plus riches. Les riches ne l'ont donc donné qu'une fois ce franc, et encore en général en quantité d'autant moins grande qu'ils sont plus riches et ils le reçoivent un très-grand nombre de fois en partie très-grande d'abord et progressivement décroissante ensuite, parce qu'ils en retiennent pour l'employer à acheter les moyens de produire existans une partie constamment croissante et d'autant plus grande proportionnellement chez chacun d'eux qu'ils sont plus riches. S'ils ne retenaient en général de tous les francs qu'ils reçoivent, les uns plus et les autres moins, que la portion qu'il faut pour créer les moyens de produire devenus nécessaires, ou si leurs charités étaient continuellement assez augmentées pour cela, l'augmentation de leurs richesses, de leur nombre et de leur bien-être, et du nombre et du bien-être des classes inférieures de la société, n'aurait plus de borne que celle de l'étendue et de la fécondité de la terre.

La charité par conséquent, qu'on me pardonne encore cette répétition, loin d'atteindre le nécessaire ou même le superflu des riches ne fait, en engendrant des progressions d'augmentations du nombre et du bien-être des classes inférieures, qu'augmenter leur propre nombre et leur propre bien-être, et de plus leurs fortunes d'une manière plus

grande pour quatre causes puissantes que proportionnelle à leur élévation, qu'augmenter par conséquent l'inégalité des fortunes, et loin d'entretenir les nations dans une misère générale, elle portera leur prospérité à son faîte, en même temps qu'elle remplacera toutes les privations par toutes les jouissances et tous les vices de l'égoïsme par toutes les vertus de la générosité.

En résumé la ruine des riches, l'indigence des pauvres, la mort par les privations et la limite de la population, loin d'être les effets, les deux premières de la charité, la troisième, de la limite de la production, et la quatrième, de la mort par les privations, comme le prétendent lesdits économistes, sont, comme les faillites, la limite de la consommation, de la production et de la richesse, enfin celle de la prospérité générale avec tous ses effets ordinaires, sont, dis-je, les effets de la limite ou de la diminution de la charité seule ou de la participation aux avantages de la production, qui en détermine même par ses variations des progressions de variations. La charité produit donc par son augmentation des progressions d'augmentations de tous les biens et par sa diminution des progressions d'augmentations de tous les maux !

Effets de la charité proprement dite.

La charité proprement dite détermine des progressions d'augmentations de la prospérité générale encore plus grandes que l'augmentation des autres dépenses des producteurs, puisque ses dons étant plus nécessairement et plus rapidement employés en consommations, les premiers termes en sont plus grands. Plus donc l'argent du riche descend bas dans l'échelle des classes de la société, plus il opère de bien-être et plus il procure de richesse. L'Être suprême porportionne la récompense au bienfait. Quant aux effets accessoires, elle remplace celui d'obtenir des jouissances privées primitives, d'organiser une nation, de défendre ou d'embellir un pays, de diminuer la durée du travail des ouvriers

valides, etc., par celui de dissiper et de prévenir les privations des personnes incapables de travailler.

L'exportation de nos produits augmente le nombre de nos producteurs en les faisant travailler pour l'étranger. La charité produit le même effet en les faisant travailler pour nos pauvres. On cherche des débouchés pour nos produits. Mais quel plus grand débouché que leurs consommations ? Fallait-il donc se battre pendant tant de siècles pour pouvoir s'exporter les uns aux autres, tandis qu'on avait chez soi un moyen si certain d'obtenir le même effet jusqu'à la limite de la fécondité du sol et de la consommation ou de la production possible des produits inorganiques avec la peine de produire les marchandises exportées de moins et le plaisir extrême de soulager nos indigens de plus ?

Quelle est donc bienfaisante la charité ! Son action ne se borne pas au moment présent ; elle s'étend à une suite de temps à venir ! Elle ne se borne pas à l'individu qu'elle soulage ; elle s'étend à toutes les conditions et à toutes les classes ! Elle enrichit même infiniment plus le riche qui la donne que le pauvre qui la reçoit ! Quelle est donc grande l'erreur des économistes qui la flétrissent !

Les erreurs des économistes sont d'autant plus grandes qu'ils émettent leurs principes au moment où la participation aux avantages de la production diminuant le plus, le paupérisme est le plus étendu.

Et dans quel moment encore viennent-ils la flétrir et la défendre ? C'est dans celui où, employant continuellement de nouvelles machines et d'autres nouveaux moyens de produire plus facilement, ils ôtent non-seulement aux ouvriers qu'ils remplacent les moyens de vivre, mais encore à une immense progression d'autres. C'est en ce moment qu'ils viennent prescrire de donner de l'ouvrage aux pauvres, qu'il est impossible de leur trouver, plutôt que l'aumône qu'on peut toujours leur donner au grand avantage des riches, comme nous venons de voir, en professant ces prétendues belles maximes : *que le travail honore ; que l'aumône avilit.* On pourrait leur répondre que l'aumône n'avilit que celui

qui la refuse et ne fait qu'honorer celui qui la donne; que celui qui la demande est encore plus humilié quand on la lui refuse que quand on la lui accorde. Mais encore il est étonnant que vous consideriez plutôt, ô économistes, l'honneur de celui qui l'implore, cette aumône qui doit soutenir sa misérable existence et celle de ses malheureux enfans, qu'il voit mourir de faim, que son intérêt et que l'honneur de celui qui pourrait la lui accorder. L'intérêt du pauvre et l'honneur du riche, et je dirai même l'intérêt et l'honneur généraux, vous prescrivent au contraire des maximes plus conformes aux divins préceptes de la religion et aux équitables prescriptions de la justice et de l'humanité. Mais on doit vous le pardonner; vous ne faites en cela que suivre aveuglément les doctrines d'égoïstes étrangers, dont il est plus que temps de faire connaître la fausseté.

On flétrit aujourd'hui autant la mendicité que l'inactivité; que dis-je? on flétrit la charité elle-même; et en même temps on applaudit aux inventions qui suppriment l'utilité du travail et qui rendent par conséquent les deux premières inévitables! N'est-ce pas absurde autant qu'odieux! Insinuer qu'il ne faut pas faire l'aumône, presque la défendre et rendre en même temps le travail, qui leur donnait de quoi vivre, impossible, sans imaginer aucune des faciles institutions qui suppléeraient à l'une et à l'autre, n'est-ce pas condamner les malheureux ouvriers en général à mourir de faim? C'est plus encore, comme nous avons vu, c'est prononcer la ruine simultanée de tous les autres producteurs, de toute la société.

On s'imagine peut-être qu'après avoir énuméré les prétendues causes du paupérisme et des ravages de la mort par les privations, les auteurs d'économie politique en question vont proposer des moyens d'y remédier. Écoutons encore J.-B. Say : « *L'un et l'autre*, dit-il, (*l'intérêt de l'humanité* » *et celui de l'État*) *s'accordent pour souhaiter que les familles* » *indigentes ne se multiplient pas au point que leur travail*

» *soit offert au rabais et par-là devienne insuffisant pour* » *les faire vivre dans une honnête aisance. L'homme d'État* » *doit donc désirer que les indigens ne se marient pas* » *jeunes.* »

Vœu impuissant, proposition absurde, contradiction même encore sous deux rapports avec ses principes. Car si c'est la mort faute de subsistances qui limite la population, c'est former un vœu contre une loi naturelle, puisque le nombre proportionnel des pauvres, qui meurent de privations, doit toujours être également grand. En second lieu, si le travail des ouvriers offert au rabais, qui est la cause de la diminution primitive des frais de production et des prix des produits est un mal, tous ses principes sont renversés. Il y a d'ailleurs des moyens faciles d'y remédier.

« Si l'État offre des asiles aux vieillards, continue-il, il ne » faut pas que les enfans, ni eux-mêmes les regardent » comme un moyen ordinaire d'y passer la fin de la vie. »

Ce petit soulagement, cette pauvre fin passée loin des douceurs de la famille dans un établissement public est déjà trop pour eux. Défendre la charité en général, n'approuver l'assistance de la société que pour les infirmités naturelles, telles sont donc leurs seules prescriptions ! Voilà le seul moyen qu'ils proposent pour *détruire le paupérisme* !

Mais qui ne voit que par là même c'est détruire les pauvres qu'ils veulent ! tandis que la question, c'est bien, ce me semble, de conserver les hommes qui sont pauvres et de détruire le paupérisme qui les dévore.

Leur but est injuste, faux et cruel. Mais je prétends bien plus, je soutiens que cette population pauvre, dont on souhaite inhumainement la mort, fait malgré tout un bien considérable à la société par ses consommati ons, qui déterminent

des progressions d'augmentations de la prospérité générale, soit qu'elles proviennent de charité ou de toute autre source. Détruire les pauvres, c'est détruire une cause de richesse; mais détruire le paupérisme c'est détruire une cause de ruine.

Conclusion.

Ils sont donc aussi insensés que coupables ces vœux pour l'anéantissement des hommes pauvres. Parce qu'un malheureux indigent vient vous tendre la main et implorer votre pitié, et que la honte de ne pas l'assister d'une obole vous force de la lui donner, vous formez, pour vous épargner cette vue choquante et l'obligation de renouveler ce faible don, vous formez le désir criminel de voir arriver sa mort. Si l'Être souverainement juste et puissant exauçait votre vœu, ô économistes, vous en seriez bien puni! En retranchant ce frère, que vous regardez comme une cause de ruine, il retrancherait une grande partie de votre fortune. Mais donnez un asile à ce malheureux, donnez-lui des alimens, des vêtemens, les principaux agrémens de la vie, et vous deviendrez d'autant plus riches que vous aurez amélioré davantage son sort. Il était privé de tout; vous l'avez pourvu de tout. Vous n'aviez qu'une médiocre fortune et vous en avez obtenu une considérable! O loi admirable, qui comporte en elle-même la récompense due à son observation et le châtiment mérité par sa transgression; loi admirable, qui ne peut être que l'œuvre d'une intelligence, d'une justice, d'une sagesse infinie!

La charité donc que l'on condamne aujourd'hui sous les trois rapports du droit, de la morale et de l'économie sociale, est au contraire la base fondamentale sinon du droit, au moins de la morale et de l'économie sociale!

CHAPITRE IV.

AUGMENTATION DES DÉPENSES PUBLIQUES.

Sommaire. — Leur effet avantageux principal. — Leurs effets avantageux accessoires. — Leurs différens genres. — Avantages principal et accessoires des travaux publics. — Ceux des chemins de fer, des routes pavées, des canaux, etc., etc.

Leur effet avantageux principal.

Les dépenses publiques engendrent des progressions d'augmentations de la prospérité générale plus grandes que les dépenses privées, parce qu'au lieu de peser, comme celles-ci, continuellement sur les producteurs aisés d'une manière d'autant plus grande qu'ils sont moins riches, les impôts, qui en sont la base, finissent toujours, comme nous avons vu, par le faire d'une manière proportionnelle aux fortunes.

Leurs effets avantageux accessoires.

Quant aux effets accessoires, qui sont les seuls qu'on ait pour but d'obtenir en les établissant, (le principal que nous venons d'examiner étant au contraire généralement regardé comme pernicieux), elles ont de moins qu'elles celui des consommations primitives que celles-ci procurent, mais elles ont de plus ceux d'organiser convenablement une nation, de la défendre, d'exciter les talens, de récompenser la

vertu, d'embellir un pays, de ne pas exiger en général des travaux aussi pénibles, d'être réparties plus justement, de ne pas peser bientôt plus sur les hommes généreux que sur les égoïstes et les avares et enfin de pouvoir être augmentées à volonté. C'est donc un moyen précieux sous tous les rapports.

Leurs différens genres

Ainsi maintenir sur pied une nombreuse armée, qui maintienne l'ordre intérieur et nous donne une contenance honorable vis-à-vis de l'étranger; ne pas craindre de multiplier le nombre des fonctionnaires publics, rétribuer surtout un peu mieux les employés subalternes de toutes les administrations, qui n'ont pas en général le nécessaire pour vivre, accorder à tous ceux, qui ne sont plus tout-à-fait capables de bien remplir leurs fonctions, des pensions suffisantes pour avoir, outre le nécessaire, les principaux agrémens de la vie, en évitant cependant toujours d'accorder des émolumens tellement grands qu'ils ne puissent pas être entièrement dépensés en consommations; récompenser surtout tous les services, toutes les vertus, assister tous les indigens, etc. Tels sont des moyens que je ne crains pas de vanter dans un moment, où tout le monde demande des économies et où le gouvernement forcé par le vœu public a cru devoir entrer dans cette voie.

Avantages principal et accessoires des travaux publics.

Il convient de dire un mot en particulier des travaux publics, auxquels on se livre tant aujourd'hui. Ils ont le même effet principal que toutes les autres dépenses. Mais leur effet accessoire, celui qu'on a encore uniquement pour but d'obtenir par eux, peut être plus ou moins utile, il peut être nul et même nuisible. Les édifices publics rendent des services réels; mais ils en rendraient bien de plus grands, si au lieu de construire des monumens, qui n'ont pour but que le luxe ou le faste des nations, des provinces, ou des villes, on faisait en sorte que la demeure de tous les producteurs inférieurs fût convenable sous tous les rapports.

La beauté qui en résulterait serait peut-être aussi grande que par les premières constructions, dont quelques-unes, comme le labyrinthe et les pyramides d'Egypte, annonceraient bien plutôt l'extravagance de ceux qui les ont érigées que leur génie, si on ne devait les considérer que sous le point de vue de leur utilité actuelle, mais qui attestent le haut degré de leur intelligence et de leur sagesse, si on les considère sous le rapport de l'économie politique. Mais on peut joindre ces différens avantages : leur utilité usuelle à la beauté du pays et à l'augmentation de la prospérité générale, que leur construction occasionne.

Ceux des chemins de fer, des canaux, des routes pavées, etc.

D'autres travaux publics, loin d'avoir des effets accessoires avantageux, en ont de nuisibles. Les chemins de fer, les canaux, les routes pavées que l'on construit tant aujourd'hui, qui produisent des progressions d'augmentations de la prospérité générale comme toutes les autres dépenses publiques par les frais de leur construction, en engendrent de plus durables de diminutions par les effets qu'ils produisent étant achevés, précisément le contraire de l'opinion générale. Mais on peut annuler ce dernier effet pernicieux, et obtenir les agrémens et la diminution de travail, qu'ils procurent, séparément, comme on peut obtenir de toutes les machines l'effet avantageux de diminuer le travail des producteurs, sans leur effet funeste de diminuer leur nombre et leur salaire, en augmentant d'autant celui-ci par un autre moyen, la limite du travail, ou une autre dépense publique quelconque.

CHAPITRE V.

LIMITE DU TRAVAIL.

Sommaire. — Son effet avantageux principal. — Son effet avantageux accessoire. — Elle comprend deux modes. — 1° La diminution du nombre des heures du travail journalier. — Et 2° la diminution du nombre des jours du travail annuel.—Erreur de l'empereur Napoléon 1er à cet égard.

Son effet avantageux principal.

La limite du travail proprement dite engendre des progress ions d'augmentations de la prospérité générale d'autant moins décroissantes et par conséquent d'autant plus grandes qu'elle a lieu dans toutes les productions des termes secondaires et que l'augmentation des dépenses des producteurs aisés, qu'elle engendre, pèse bientôt, comme les impôts, sur toutes les fortunes d'une manière proportionnelle à leur élévation, comme nous avons démontré au chapitre V de la première partie.

Son effet avantageux accessoire.

Elle joint de plus à cet effet principal celui de répartir la peine de travailler sur un plus grand nombre d'ouvriers; effet accessoire précieux. Quoi de plus choquant en effet que de voir des ouvriers des deux sexes parcourant le pays, implorant du secours ou de l'ouvrage, qu'on ne trouve pas à leur donner, tandis que ceux, qui trouvent de l'emploi

dans les manufactures, y travaillent sans discontinuer depuis le grand matin jusque bien tard le soir et font même quelques-uns ce qu'on appelle cinq quarts de jour, pendant qu'une main impitoyable marque les rares momens, où les membres épuisés du malheureux cessent de pouvoir soutenir plus longtemps la fatigue, afin de les décompter à la fin de la journée! Cette répartition du travail excessif des premiers sur les seconds et même sur d'autres, qui naîtraient, par la limite graduellement augmentée du travail est la charité, la plus convenablement organisée pour les pauvres valides.

Elle comprend deux modes.

Elle consiste à limiter les heures du travail journalier et les jours du travail annuel.

1° Diminution du nombre des heures du travail journalier.

Le premier mode est le plus avantageux. La loi française, qui limite la durée du travail des enfants dans les ateliers, nuisible aujourd'hui sous le rapport de l'économie politique en renchérissant les prix des produits du pays et en tendant à mettre nos manufacturiers hors d'état de pouvoir soutenir la concurrence contre les étrangers, aurait au contraire un avantage de plus que les législateurs n'y ont vu, si on employait mon système et par conséquent les mesures préalables, que j'ai indiqués au chapitre II de cette seconde partie. Elle joindrait à son effet favorable à la croissance de ces enfans, que ce travail trop précoce ou trop long empêche de se développer, celui d'engendrer de grandes progressions d'augmentations de la prospérité générale, au lieu de déterminer une diminution des exportations et une augmentation des importations et les trois genres d'effets pernicieux, qui s'ensuivent.

Une loi du même genre pourrait être appliquée non-seulement à tous les ouvriers qui travaillent en atelier, mais encore, si cela ne suffisait pas, à tous les autres en même temps. Une cloche annoncerait le moment où ils pourraient commencer à travailler et celui où ils devraient cesser. Rien de plus facile que d'en surveiller l'exécution.

On pourrait même augmenter et diminuer à souhait les prix relatifs des différens produits en diminuant ou en augmentant la durée du travail à chacun d'eux. On pourrait faire descendre les prix des produits les plus utiles à la portée de la plus grande partie des producteurs en permettant d'y travailler un temps proportionnellement plus long. On pourrait aussi proscrire tous les produits les plus grossiers en défendant d'y travailler aussi longtemps. Ce serait de voir si les hommes seraient plus heureux en travaillant un peu plus et en obtenant des produits plus beaux et plus commodes ou en travaillant moins et en n'en obtenant que de moindres sous ces deux rapports. Pour la prospérité générale, ce serait indifférent.

2° Diminution du nombre des jours du travail annuel.

L'expérience des siècles a prouvé que le second mode, la limite des jours du travail annuel, est également applicable. Rien de plus utile que l'institution des dimanches et des fêtes. Elle n'a jamais été, cette institution divine, plus nécessaire qu'aujourd'hui. C'est elle qui a tiré les peuples de l'état de barbarie des premiers âges du monde et qui les empêche d'y retomber. Que deviendrait en effet un peuple, chez qui l'ouvrier abruti par des travaux incessans, n'aurait plus de jour de repos pour voir ses parens, ses amis, invoquer l'Être suprême, entendre la parole du ministre de Dieu, qui le rappelle à ses devoirs. Elle a toujours joint aussi à cet avantage éminent celui d'engendrer des progressions immenses d'augmentations du nombre et du bien-être des producteurs inférieurs, et du nombre et du bien-être des supérieurs, mais surtout de leurs fortunes d'une manière plus grande pour quatre motifs puissans que proportionnelle toujours à leur élévation. Mais aujourd'hui elle est devenue d'autant plus utile sous ce dernier rapport que les moyens de produire sont devenus plus expéditifs.

Erreur de l'empereur Napoléon Ier à cet égard.

Napoléon, ce grand génie, qui a décrété tant de mesures favorables à la prospérité générale de sa nation, a donc

commis une faute grave en réclamant du pape la suppression d'un grand nombre de fêtes. Il a prouvé par là qu'il partageait l'erreur générale relativement à la cause prochaine de la prospérité des nations. Il a cru sans doute qu'il pouvait neutraliser par là la diminution de la rapidité de la production par l'emploi de tant d'hommes valides aux armées, les consommations de celles-ci et la destruction de tant de producteurs, de produits et de moyens de produire, en un mot par la guerre, qu'il regardait par conséquent comme nuisible à la prospérité générale. Cette mesure du reste aurait dû disparaître avec les circonstances qui l'avaient fait réclamer.

CHAPITRE VI.

MANIÈRE DE GRADUER ET DE COMBINER CES MOYENS GÉNÉRAUX.

L'augmentation de la charité publique et privée, celle des dépenses publiques et la diminution de la durée du travail, tels sont donc les trois moyens généraux d'augmenter la prospérité générale, et qu'il faudrait, comme nous avons déjà dit, augmenter d'autant plus partout 1° que les dépenses privées sont moins grandes, et par conséquent que le nombre d'industries, d'arts et de sciences est plus petit, que l'étendue des besoins des hommes est moindre, que les coutumes d'économie, d'épargne et d'avarice sont plus répandues, que les riches se multiplient moins; 2° que les dépenses publiques sont moins élevées et par conséquent que la paix est plus profonde, que les pays est plus étendu; 3° que la production est plus rapide et par conséquent que les machines sont plus nombreuses et plus expéditives, que les communications commerciales sont plus faciles, que la fécondité de la terre est plus grande, que les progrès dans l'agriculture sont plus étendus, que l'on se sert de vêtemens, de nourritures et de logemens à meilleur marché, que les réjouissances publiques sont moins fréquentes, que la santé des hommes est plus parfaite, que leur activité est plus grande,

Manière de les graduer.

que les malheurs et les sinistres sont moins fréquens et 4° que l'inégalité des fortunes est plus grande et par conséquent que la prospérité générale est plus élevée; et qu'il faudrait combiner de manière à obtenir de chacun les effets avantageux qu'ils procurent dans la mesure la plus favorable. Pour cela, il faudrait après avoir soulagé tous les pauvres malades, infirmes, orphelins, enfans, vieillards par la charité proprement dite, 2° organisé le mieux possible tous les services publics, construit avec lenteur tous les édifices publics et particuliers utiles, encouragé tous les talens, récompensé toutes les vertus, etc., par les dépenses publiques, il faudrait employer pour tout le reste la limite du travail. Ces trois moyens gradués et combinés de cette manière mettrait le comble au bonheur général en abolissant conplètement les faillites en général et le paupérisme même provenant de causes particulières, en organisant le mieux possible une nation, en embellissant sa surface de constructions, en récompensant tous les services, toutes les vertus, en excitant tous les talens, etc., et en procurant le repos et le pouvoir de se livrer aux jeux, aux distractions, aux méditations, aux conférences, à l'étude, et par conséquent le savoir et la civilisation, en même temps qu'ils procureraient la plus grande richesse et la plus nombreuse population, qui ne dépendraient plus, la première, que de la fécondité de la terre et la seconde, de la fécondité de la terre et de la limite des besoins des hommes.

Celle de les combiner.

CHAPITRE VII.

EXEMPLES DE L'APPLICATION DES MOYENS PRÉCÉDENS.

Sommaire. § I. Application d'un des moyens précédens au défrichement et à la prospérité des Ardennes.—§ II. Application de leur ensemble pour remplacer l'état actuel d'abandon et de pauvreté de l'Égypte et de la Syrie par la plus brillante prospérité. — Et même de porter partout la prospérité générale à sa limite naturelle, la limite de la fécondité de la terre. — Prospérité possible du Brésil, de l'Égypte, etc.

Application d'un des moyens précédens au défrichement et à la prospérité des Ardennes.

Les Ardennes belges sont incultes et désertes ; et cependant on prétend qu'elles sont fertiles. Il est certain qu'elles le sont, jusqu'à un certain point du moins. Mais il résulte de ce que nous avons dit chapitre VI de la première partie que la culture des pays, des provinces ou des localités ne dépend pas de leur fertilité absolue, mais des différentes causes des industries opposées telles que : siége d'un gouvernement, existence d'hospices, d'hôpitaux, de mines, de carrières, situation sur la mer, sur des fleuves, sur leurs confluens, propre au commerce, possession de colonies, etc., au nombre desquelles causes se trouve aussi la fécondité relative du sol. Or aucune de ces causes des industries opposées n'existe dans cette province, excepté la fécondité du sol, et encore il est bien douteux qu'elle y soit aussi

grande que dans les autres. Comment pourrait-on donc la défricher directement? Toutes les causes de l'état inculte, comme de l'absence des autres industries, s'y trouvent réunies. Aussi, nous l'avons dit, tous les efforts qu'on a faits jusqu'aujourd'hui pour les cultiver ont été vains. Mais qu'on y applique les moyens précédens ou même l'un d'eux, par exemple, la charité proprement dite, et même comme elle comprend un grand nombre de moyens particuliers tels que les hospices, les hôpitaux, les maisons pour les orphelins, les maisons d'éducation pour les pauvres, les aumônes, etc., qu'on ne choisisse qu'un de ceux-ci, les hospices par exemple; et il suffira seul étant suffisamment augmenté pour les porter au faîte de la prospérité. Ainsi chose étonnante et admirable, c'est, comme nous l'avons dit, en soulageant les maux de l'homme, en les remplaçant même par les plus grandes jouissances possibles que l'on parvient à procurer la prospérité générale.

Qu'on lève sur les Ardennes une contribution d'un million de francs ou que pour la première fois la Belgique fasse à cette province l'avance de cette somme petite pour elle; et qu'on l'emploie non pas à la défricher, ce serait vouloir obtenir directement l'effet prouvé par l'expérience impossible à obtenir de cette manière, mais à nourrir dans les Ardennes des produits des Ardennes mêmes des pauvres infirmes, des vieillards, des enfans, etc., ou même c'est égal et même préférable pour la prospérité générale, des pauvres adultes et capables de travailler de n'importe quelle province, pourvu, *condition essentielle, qu'ils n'y travaillent pas*. Je calcule qu'avec ce million on pourra en nourrir 5,000 pendant un an, en supposant que chacun d'eux coûte 200 francs pour cela dans ce pays, où les vivres sont à si bon compte.

Les directeurs des établissemens dans lesquels on les

réunirait devront demander pour cela un million de produits de toute espèce aux producteurs des Ardennes. Ce qui augmentera encore la population de cette province de 5,000, en supposant encore que chaque personne coûte 200 francs par an à nourrir, ce qui est proportionnellement beaucoup plus, parce que parmi elles se trouvent des enfans, des vieillards, qui coûtent beaucoup moins.

Mais les 5,000 producteurs susdits emploieront à peu près le million gagné à acheter les produits, dont ils ont besoin pour vivre, à un nouveau nombre de producteurs ardennais et augmenteront encore à peu près la population de 5,000; on doit sentir que ce n'est qu'à peu près, parce que, si cette somme y était complètement et continuellement employée en consommations et en créations de moyens de produire, les 5,000 producteurs donneraient à vivre à 5,000 nouveaux producteurs, ceux-ci encore à 5,000 et ainsi de suite; l'augmentation du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire, qui s'ensuivrait, n'aurait plus de borne que la limite de l'étendue et de la fécondité de la terre, la progression n'étant plus décroissante. Mais chaque série de nouveaux producteurs emploie en consommations et en créations de moyens de produire un peu moins que la somme qu'elle reçoit, parce qu'il y en a un certain nombre, qui ont plus que le nécessaire pour cela, et emploient le surplus à acheter les moyens de produire existans et à en augmenter inutilement les prix, et qu'il y en a même qui résident dans les autres provinces, et y dépensent même la partie de leurs revenus qu'ils consacrent à leurs consommations. Ce qui fait que le nombre des producteurs et par conséquent des produits et des moyens de produire va continuellement en décroissant dans le même rapport à peu près, ou forme à peu près une progression géométrique décroissante. Supposons pour le moment qu'elle décroisse d'un dixième uniformément, nous aurons la suite des termes suivans :

Les 5,000 pauvres primitivement nourris avec le million ; ci. 5,000

Les 5,000 producteurs nouveaux qu'ils font vivre. . 5,000

Puis la progression décroissante qui s'ensuit :

Le dixième de	5,000	est	500	qui ôté de	5,000	laisse	4,500
»	4,500	»	450	»	4,500	»	4,050
»	4,050	»	405	»	4,050	»	3,645
»	3,645	»	364,50	»	3,645	»	3,280,50
»	3,280,50	»	328	»	3,280,50	»	2,952,50
»	2,952,50	»	295,20	»	2,952,50	»	2,657,30
»	2,657,30	»	265,70	»	2,657,30	»	2,391,60
»	2,391,60	»	239,10	»	2,391,60	»	2,152,50
»	2,152,50	»	215,20	»	2,152,50	»	1,937,30
»	1,937,30	»	193,70	»	1,937,30	»	1,743,60
»	1,743,60	»	174,30	»	1,743,60	»	1,569,30
»	1,569,30	»	156,90	»	1,569,30	»	1,412,40
»	1,412,40	»	141,20	»	1,412,40	»	1,271,20
»	1,271,20	»	127,10	»	1,271,20	»	1,144,10
»	1,144,10	»	114,40	»	1,144,10	»	1,029,70
»	1,029,70	»	102,90	»	1,029,70	»	926,80
»	926,80	»	92,60	»	926,80	»	834,20
»	834,20	»	83,40	»	834,20	»	750,80
»	750,80	»	75,00	»	750,80	»	675,80
»	675,80	»	67,50	»	675,80	»	608,30
»	608,30	»	60,80	»	608,30	»	547,50
»	547,50	»	54,70	»	547,50	»	492,80
»	492,80	»	49,20	»	492,80	»	443,60
»	443,60	»	44,30	»	443,60	»	399,30
»	399,30	»	39,90	»	399,30	»	359,40
»	359,60	»	35,90	»	359,60	»	323,50
»	323,50	»	32,30	»	323,50	»	291,20
»	291,20	»	29,10	»	291,20	»	262,10
»	262,10	»	26,20	»	262,10	»	235,90
»	235,90	»	23,50	»	235,90	»	212,40
							53,100,60

						Rep.	53,100,60
Le dixième de	212,40	est	21,20	qui ôté de	212,40	laisse	191,20
»	191,20	»	19,10	»	191,20	»	172,10
»	172,10	»	17,20	»	172,10	»	154,90
»	154,90	»	15,40	»	154,90	»	139,50
»	139,50	»	13,90	»	139,50	»	125,60
»	125,60	»	12,50	»	125,60	»	113,10
»	113,10	»	11,30	»	113,10	»	101,80
»	101,80	»	10,10	»	101,80	»	91,70
»	91,70	»	9,10	»	91,70	»	82,60
»	82,60	»	8,20	»	82,60	»	74,40
»	74,40	»	7,40	»	74,40	»	67,00
»	67,00	»	6,70	»	67,00	»	60,30
»	60,30	»	6,00	»	60,30	»	54,30
»	54,30	»	5,40	»	54,30	»	47,90
»	47,90	»	4,70	»	47,90	»	43,20
»	43,20	»	4,30	»	43,20	»	38,90
»	38,90	»	3,80	»	38,90	»	35,10
»	35,10	»	3,50	»	35,10	»	31,60
»	31,60	»	3,10	»	31,60	»	28,50
»	28,50	»	2,80	»	28,50	»	25,70
»	25,70	»	2,50	»	25,70	»	23,20
»	23,20	»	2,30	»	23,20	»	20,90
»	20,90	»	2,00	»	20,90	»	18,90
»	18,90	»	1,80	»	18,90	»	17,10
»	17,10	»	1,70	»	17,10	»	15,40
»	15,40	»	1,50	»	15,40	»	13,90
»	13,90	»	1,30	»	13,90	»	12,60
»	12,60	»	1,20	»	12,60	»	11,40
»	11,40	»	1,10	»	11,40	»	10,30
»	10,30	»	1,00	»	10,30	»	9,30
»	9,30	»	90	»	9,30	»	8,40
»	8,40	»	80	»	8,40	»	7,60
»	76,0	»	70	»	7,60	»	6,90
							54,965,90

						Rep.	54,963,90
Le dixième de	6,90	est	60	qui ôté de	6,90	laisse	6,30
»	6,30	»	60	»	6,30	»	5,70
»	5,70	»	50	»	5,70	»	5,20
»	5,20	»	50	»	5,20	»	4,70
»	4,70	»	40	»	4,70	»	4,30
»	4,30	»	40	»	4,30	»	3,90
»	3,90	»	30	»	3,90	»	3,60
»	3,60	»	30	»	3,60	»	3,30
»	3,30	»	30	»	3,30	»	3,00
»	3,00	»	30	»	3,00	»	2,70
»	2,70	»	20	»	2,70	»	2,50
»	2,50	»	20	»	2,50	»	2,30
»	2,30	»	20	»	2,30	»	2,10
»	2,10	»	20	»	2,10	»	1,90
	etc.						etc.
							55,105,40

Ainsi le million employé à loger, nourrir et vêtir des pauvres oisifs augmentera la population des Ardennes de plus de 55 mille habitans, en supposant que chacun d'eux, adulte, enfant ou vieillard coûte, ce qui est certainement beaucoup, 200 francs par an et que la décroissance de la progression soit d'un dixième ! Chacun d'eux consommant pour 200 francs de produits, il s'en engendrera et consommera pour 200 fois 55 mille francs, ou pour plus de 11 millions ! Si la moitié de ces produits étaient des produits agricoles et si chaque hectare de terre en portait annuellement pour 300 francs, il y aurait plus de 18 mille hectares de plus de cultivés ! Le nombre des manufactures, des maisons de commerce, des habitations, etc., serait augmenté dans la même proportion ! Tous ces moyens de produire appartiendraient aux producteurs les plus riches des Ardennes en quantité d'autant plus grande *même proportionnellement* pour quatre causes puissantes qu'ils sont plus riches, si

cette province n'avait aucune relation commerciale avec les autres provinces et les autres pays et même ne pouvait pas leur vendre ses moyens de produire.

Il en arriverait en même temps dans cette supposition une progression de diminutions des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire, plus petite si le million a été primitivement donné par les autres provinces et plus grande beaucoup s'il l'a été par les Ardennes mêmes. Ce sont les seuls effets différens dans ces deux suppositions. L'augmentation de la prospérité générale serait la même dans chacune d'elles.

Et, on le voit, elle y serait considérable, et encore, notez le bien aussi, le million ne sera pas encore perdu. Il sera seulement retourné considérablement augmenté en valeur, pouvant acheter plus de producteurs, de produits et de moyens de produire, à la source d'où il aura été tiré, s'il vient des Ardennes, aux mains des riches, qui l'auront donné et qui auront été bien payés de ce prêt momentané, puisqu'outre qu'ils auront pu augmenter leurs consommations comme les autres, ils auront pu aussi augmenter le nombre et la valeur de leurs propriétés d'une manière plus grande même pour quatre raisons, dans ce cas, que proportionnelle à leur élévation.

Qu'on continue alors à augmenter ainsi et ce nombre de pauvres à nourrir et à entretenir sans travailler et cette imposition sur les Ardennes, mais celle-ci dans ce cas d'une manière progressivement décroissante parce que la valeur de l'argent irait progressivement croissant, et on obtiendra une suite de progressions de plus en plus décroissantes à la vérité, à cause de l'augmentation de la richesse des producteurs supérieurs, ou une progression décroissante de progressions décroissantes d'augmentations du nombre et de diminutions des prix des producteurs, des produits et des moyens de produire de cette province, qui portera ce

nombre ou, ce qui est synonyme, sa prospérité jusqu'au plus haut point qu'elle puisse atteindre : la limite de l'étendue et de la fécondité de son sol.

Si cette province entretenait ses relations commerciales ordinaires avec les autres provinces de la Belgique, la diminution des prix des moyens de produire, qui en adviendrait immédiatement, les ferait acheter d'une manière continuelle par les producteurs supérieurs de celles-ci exclusivement, si le gouvernement a eu soin d'employer la mesure préalable nécessaire pour cela et répartirait par-là sur elles une grande partie de cette augmentation de prospérité. Elles seraient donc bien payées dans cette supposition de l'avance pécuniaire qu'elles leur auraient faite dans une de ces suppositions.

Si elles n'avaient rien prêté primitivement, la diminution des prix des moyens de produire deviendrait encore plus grande dans les Ardennes, en ferait acheter immédiatement encore davantage par les autres provinces. La même augmentation de la prospérité de la Belgique considérée en générale en serait la suite. Seulement celle de la population et surtout de la richesse de cette province serait beaucoup moins grande proportionnellement. Mais dans cette supposition, il ne serait pas juste que les premières vinssent ainsi prendre cette part énorme à l'augmentation de sa prospérité, à laquelle elles n'auraient pas contribué et qui serait le résultat unique de sa générosité envers les pauvres.

J'ai cité comme exemple les établissemens publics de bienfaisance. Mais j'aurais pu prendre comme tels tous les autres moyens énumérés dans cette seconde partie. Ils ont tous, nous l'avons dit, ce même effet principal d'augmenter la prospérité générale, mais ils en ont tous de secondaires, comme nous avons dit aussi ; ils rendent tous des services différens au public. Il y a donc de grands avantages à les

combiner. La limite à imposer au travail, qui ne devient applicable que quand tous les services publics sont parfaitement organisés, que les pauvres infirmes, malades, enfans, vieillards, sont suffisamment aidés, a alors surtout un effet précieux, comme on sait encore : c'est de répartir tellement la peine de la production que non-seulement elle cesserait d'être peine, mais qu'elle se changerait en distraction et en plaisir. Tout dans la nature sous le rapport économique ne présenterait plus que jouissances, en même temps que la prospérité générale serait à son comble.

J'ai parlé des Ardennes; on peut appliquer le même raisonnement à tous les pays de l'univers, qui ne sont pas cultivés ni habités le mieux possibles, c'est-à-dire à tous excepté peut-être l'Angleterre.

Application de leur ensemble pour remplacer l'état actuel d'abandon et de pauvreté de l'Égypte et de la Syrie par la plus brillante prospérité.

Nous avons recherché au dernier chapitre de la première partie les causes de l'abandon et de la pauvreté actuels, entre autres pays, de l'Égypte et de la Syrie. Nous pouvons comme exemple encore indiquer actuellement les moyens de les remplacer par une population et une richesse immenses. Que le gouvernement de ces pays augmente le nombre de ses fonctionnaires publics, de ses militaires, de ses ministres du culte, de ses professeurs, de ses instituteurs, de ses savans, de ses artistes, etc., qui contribuent à la prospérité générale non pas en éclairant le peuple, comme on le croit généralement, mais en consommant sans produire matériellement, qu'il construise des routes, des canaux, des chemins, de fer, etc., qui y contribuent non pas par les services qu'ils peuvent rendre étant achevés, puisque diminuant le nombre des producteurs, ils sont réellement nuisibles sous ce rapport, mais par les frais de leur construction et l'avantage de pouvoir ensuite augmenter d'autant plus les autres moyens; qu'il construise des édifices publics et surtout des hopitaux, des maisons pour tous les pauvres, etc.; qu'il nourrisse aux frais de l'État, les pauvres infirmes, enfans et vieillards;

qu'il accorde des pensions à tous ceux qui ont rendu des services à la patrie ou donné quelques marques de dévouement envers leurs semblables, récompenses qui devraient être les pendans des châtimens infligés par la loi aux coupables; (car aujourd'hui on punit bien sévèrement les crimes et les délits, mais l'on ne récompense presque pas la vertu ni la bravoure; la justice n'est rendue qu'à moitié;) qu'il ne s'inquiète pas de l'élévation des impôts, qui n'ont pour effet primitif que d'augmenter passagèrement la fortune des producteurs supérieurs aux dépens des inférieurs et pour consécutif d'engendrer des progressions considérables d'augmentations du nombre et du bien-être des producteurs inférieurs et du nombre et du bien-être des supérieurs d'une manière moins forte proportionnellement, mais de leur fortune d'une manière plus forte pour deux raisons que proportionnelle à leur élévation; que leur augmentation seulement soit graduelle; qu'il institue des fêtes et des réjouissances publiques; qu'il limite surtout le nombre des heures du travail journalier et celui des jours du travail annuel; qu'il augmente en un mot par les moyens indiqués dans cette seconde partie les dépenses et le nombre des personnes qui participent aux bénéfices de la production, et il se formera des progressions tellement grandes d'augmentations du nombre des producteurs, des produits et des moyens de produire ou de la population et de la richesse qu'elles finiront non-seulement par égaler mais par surpasser tout ce qu'on rapporte de la brillante antiquité.

Même de porter partout la prospérité générale à sa limite naturelle.

Que dis-je? Si on employait les mêmes moyens partout, en même temps qu'on augmenterait partout le plus possible la bienfaisance, le repos, les jouissances, les arts, les sciences, la civilisation, etc., on porterait partout la population et la richesse jusqu'à la limite de la fécondité du sol et on rendrait par conséquent celles du globe terrestre plus de cent fois plus grandes qu'aujourd'hui! Cent fois plus d'habitans, plus de produits, plus de moyens de produire, plus

de population et plus de richesse sur le monde et cela sans faillites, sans paupérisme et presque sans travail! Et, si au lieu de limiter autant la durée du travail des ouvriers en général, le gouvernement en faisait travailler d'autres à ses frais aux produits minéraux, qui ne sont pas de première nécessité et qu'il distribuerait ensuite gratuitement a tous d'une manière exactement égale, il pourrait leur procurer à tous outre le nécessaire en produits végétaux, tous les agrémens possibles en produits minéraux comme charbons, meubles en fer, cuivre, étain, faïence, maisons où le bois serait remplacé par le fer, etc., etc., et augmenter même d'une manière plus forte encore le nombre des moyens de produire, qui appartiendraient toujours aux producteurs riches en quantité d'autant plus grande, même proportionnellement, pour les quatre ordinaires qu'ils le seraient plus. Ce serait encore de voir si l'avantage de faire obtenir aux ouvriers plus de produits et aux riches plus de richesses l'emporterait sur celui de donner aux premiers plus de repos.

Remarquez surtout quelle somme de vie et de jouissances serait répandue sur des pays comme le si vaste et si fertile empire du Brésil, dont la végétation est tellement grande que les arbres y acquièrent en dix ans des dimensions extraordinaires et où les besoins sont si limités, ou, comme l'Égypte, qui donne deux moissons par an, que les Romains appelaient le grenier de Rome et où les besoins sont si limités également. Mettons que leur sol produise trois fois autant que celui de la Flandre orientale et que les besoins des hommes y soient trois fois moindres, il s'ensuivrait que la population pourait y être neuf fois plus grande que celle possible de cette province! Multipliez donc la population de toutes les villes et communes de la Flandre orientale par 9, et vous verrez quelle immense population et par conséquent quelle richesse nous y aurions; et cela, qu'il me soit permis de le répéter encore, sans faillite, sans paupérisme et pres-

Prospérité possible du Brésil et de l'Egypte.

que sans travail, même en y procurant aux ouvriers la plupart des produits minéraux agréables! Ce serait l'image d'une grande partie du globe si on y adoptait mes principes.

FIN.

ERRATA.

Pages 2,	lignes 1,	au lieu de *toutes* lisez *tous*.
14,	31,	*prospères* lisez *féconds*.
39,	en marge,	*préceptes, etc.*, doit être effacé.
121,	lignes 9,	au lieu de *proportionnelle de leurs* lisez *proportionnelle d'augmentation de leurs*.
131,	2,	*moins* lisez *plus*.
170,	17,	*créé* lisez *créés*.
175,	8,	*salaires des produits et prix des producteurs* lisez *salaires des producteurs et prix des produits*.
187,	5,	*émis* lisez *d'émis*.
197,	6 et 7,	*à son au profit* lisez *à son profit*.
204,	27,	*favorisés* lisez *favorisés près*.
212,	20 et 21,	*et qu'on permette* lisez *et qu'on permet*.
214,	31,	*de nos produits étrangers* lisez *des produits étrangers*.
219,	13, 14 et 16,	du singulier mettez le pluriel.
248,	16,	*eux, des français acheter* lisez *ceux des français achetés*.
261,	32,	*de l'extérieur* lisez *de l'intérieur*.
317,	28,	*fut tombé* lisez *est tombé*.
»	31,	*ne fites* lisez *ne faites*.
321,	14,	*quantité d'origine* lisez *quantité de produits d'origine*.
340,	5,	*plus les* lisez *les plus*.

TABLE DES MATIÈRES.

PAGES.

DEUXIÈME PARTIE.

Moyens d'augmenter la prospérité générale.

FIN DE LA TABLE.



